UNDP_LOGO

**Document de projet du PNUD**

Gouvernement du Niger

Agence d’exécution : ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification,

Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts (DGEEF)

Autres partenaires :

Projet antilopes sahélo-sahariennes

Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune

Sahara Conservation Fund

Programme des Nations unies pour le développement

PIMS PNUD FEM n° 3943

**Intégration de la gestion durable des corridors de faune dans le système d’aires protégées du Niger**

**Résumé**

|  |
| --- |
| Les populations survivantes de faune sauvage saharienne gravement menacées vivent dans une zone géographique restreinte et non classifiée. Il est extrêmement urgent de protéger ces populations restantes et leurs habitats, en recréant les conditions nécessaires pour que ces espèces très mobiles puissent se déplacer dans d’autres AP et habitats vitaux lorsque la situation évolue. Il est urgent que le FEM apporte son aide à l’extension du système d’AP existant dans le biome saharien et à l’amélioration de l’efficacité de sa gestion. Le présent projet vise à renforcer le cadre d’action, juridique et institutionnel afin d’améliorer la gestion des AP par le biais de nouveaux partenariats public-privé qui réduiront les coûts et créeront des conditions favorables à la conservation. Il soutiendra la création d’un complexe d’AP interconnectées dans le nord du Niger, centré sur les AP de l’Aïr-Ténéré, du Termit Tin Toumma (à créer) et de Gadabedji. Ces AP seront interconnectées par des corridors de faune stratégiquement définis dans le cadre d’une gestion participative et durable de l’utilisation des terres. Les chaînes de valeur de la biodiversité, avec notamment des concessions communautaires de chasse sportive, génèreront des revenus pour les communautés, les autorités locales et les AP, favorisant ainsi la conservation. Des habitats vitaux à la fois pour la faune sauvage et pour les éleveurs transhumants seront réhabilités (situation gagnant-gagnant). |

Sommaire

[SECTION I : Description du projet 6](#_Toc295234864)

[Ière PARTIE : Analyse de la situation 6](#_Toc295234865)

[Contexte et portée globale 6](#_Toc295234866)

[Contexte environnemental 6](#_Toc295234867)

[Système des aires protégées : situation et couverture actuelles 8](#_Toc295234868)

[Contexte socio-économique 10](#_Toc295234869)

[Contexte institutionnel, politique et législatif 11](#_Toc295234870)

[Menaces, causes profondes et impacts 13](#_Toc295234871)

[Solution à long terme et obstacles à la réalisation de cette solution 16](#_Toc295234872)

[Analyse des parties prenantes 19](#_Toc295234873)

[Analyse de référence 24](#_Toc295234874)

[IIème PARTIE : Stratégie 25](#_Toc295234875)

[Justification du projet et conformité à la politique 25](#_Toc295234876)

[Adéquation avec la stratégie du domaine d’intervention et le programme stratégique du FEM 25](#_Toc295234877)

[Justification et résumé de la solution proposée par le FEM 26](#_Toc295234878)

[But, objectif, résultats escomptés et réalisations/activités du projet 26](#_Toc295234879)

[Indicateurs du projet 36](#_Toc295234880)

[Risques et hypothèses 37](#_Toc295234881)

[Analyse différentielle et bénéfices mondiaux, nationaux et locaux escomptés 41](#_Toc295234882)

[Rentabilité / coûts- efficacité 43](#_Toc295234883)

[Appropriation nationale : admissibilité et implication du pays 45](#_Toc295234884)

[Viabilité et réplicabilité 46](#_Toc295234885)

[IIIème PARTIE : Modalités de gestion 48](#_Toc295234886)

[Supervision 49](#_Toc295234887)

[Au niveau central 49](#_Toc295234888)

[au niveau du site 51](#_Toc295234889)

[Procédures FINANCIÈRES et autres 52](#_Toc295234890)

[Clause d’audit 52](#_Toc295234891)

[IVème PARTIE : Plan et budget de suivi et d’évaluation 53](#_Toc295234892)

[Suivi et rapports 53](#_Toc295234893)

[1. Démarrage du projet 53](#_Toc295234894)

[2. Chaque trimestre 54](#_Toc295234895)

[3. Chaque année 54](#_Toc295234896)

[4. Suivi périodique par le biais de visites de sites 54](#_Toc295234897)

[5. Cycle d’évaluation à mi-parcours du projet 54](#_Toc295234898)

[6. Fin du projet 55](#_Toc295234899)

[7. Partage des leçons et des connaissances 55](#_Toc295234900)

[Vème PARTIE : Contexte juridique 57](#_Toc295234901)

[SECTION II : CADRE DES RÉSULTATS STRATÉGIQUES (CRS) ET DÉMARCHE PROGRESSIVE DU FEM 59](#_Toc295234902)

[Ière PARTIE : Analyse du cadre des résultats stratégiques, CRS (anciennement cadre logique du FEM) 59](#_Toc295234903)

[Cadre d’indicateurs dans le cadre du CRS 59](#_Toc295234904)

[Liste des résultats et des réalisations dans le cadre du CRS 63](#_Toc295234905)

[IIème partie : Analyse des coûts marginaux 66](#_Toc295234906)

[SECTION III : Budget total et plan de travail 70](#_Toc295234907)

[Ière partie : Budget total et plan de travail 70](#_Toc295234908)

[SECTION IV : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES 73](#_Toc295234909)

[Ière PARTIE : Autres accords 73](#_Toc295234910)

[Lettres de cofinancement 73](#_Toc295234911)

[Lettre reçue de la DGEF le 26 novembre 2010 –Sur la collaboration avec le SCF 73](#_Toc295234912)

[Grandes lignes des TdR de l’assistance technique fournie par le Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes 73](#_Toc295234913)

[IIème PARTIE : Organigramme du projet 77](#_Toc295234914)

[IIIème PARTIE : Termes de référence pour le personnel clé du projet 78](#_Toc295234915)

[Coordinateur national du projet 78](#_Toc295234916)

[Conseiller technique du projet 79](#_Toc295234917)

[Vue d’ensemble des contributions des consultants techniques 81](#_Toc295234918)

[IVème PARTIE : Plan d’implication des parties prenantes 87](#_Toc295234919)

[Diffusion des informations, consultation et activités similaires ayant eu lieu au cours du PPG 87](#_Toc295234920)

[Participation à long terme des parties prenantes 90](#_Toc295234921)

[Questions sociales 91](#_Toc295234922)

[Annexes 92](#_Toc295234923)

[Annexe 1. Principales interventions dans la zone du projet 92](#_Toc295234924)

[Annexe 2. “Tracking Tools” METT du FEM4 – BD SO1 97](#_Toc295234925)

[Section Un: Information Général du Projet 98](#_Toc295234926)

[Noms des évaluateurs qui ont complété le Tracking tools et date de l’évaluation 98](#_Toc295234927)

[Section Deux: Outil de suivi sur l’Efficacité de Gestion des Aires Protégées: 100](#_Toc295234928)

[Section Trois: Section Trois: Tableau de bord du PNUD sur la durabilité financière des Systèmes Nationaux d’aires protégées 102](#_Toc295234929)

[Tableau de bord financier - Partie I – Situation financière globale du Système des aires protégées 102](#_Toc295234930)

[Tableau de bord financier - Partie II – Évaluation des Éléments du système de financement 102](#_Toc295234931)

[Tableau de bord financier - Partie III – Évaluation de progrès 102](#_Toc295234932)

[Annexe 3. Résultats sommaires du Tableau de bord financier du PNUD pour les sytèmes d’aires protégées 102](#_Toc295234933)

[Annexe 4. Tableau de bord du PNUD sur le développement de capacités 102](#_Toc295234934)

[Annexe 5. Outil d’évaluation des capacités des OSC (AREN, CAPONG, REFORM) 102](#_Toc295234935)

[AREN 102](#_Toc295234936)

[CAPONG 102](#_Toc295234937)

[REFORM 102](#_Toc295234938)

[Annexe 6. Analyse détaillée des menaces et des causes profondes pour l’AP proposée et le Complexe du corridor 102](#_Toc295234939)

[Annexe 7. Carte administrative de la zone du projet 102](#_Toc295234940)

[Annexe 8. Récapitulatif des études PPG 102](#_Toc295234941)

[Annexe 9. Atlas de la région du projet 102](#_Toc295234942)

Liste des tableaux

[Tableau 1. Couverture des aires protégées 8](#_Toc295234943)

[Tableau 2. Rôles et responsabilités des principales parties prenantes 20](#_Toc295234944)

[Tableau 3. Description des risques 37](#_Toc295234945)

[Tableau 4. Évaluation des risques du projet et mesures d’atténuation 39](#_Toc295234946)

[Tableau 5. Conventions environnementales multilatérales ratifiées par le Niger 45](#_Toc295234947)

[Tableau 6. Activités de S&E, responsabilités, budget et échéances 56](#_Toc295234948)

[Tableau 7. Tableau des coûts marginaux 66](#_Toc295234949)

[Tableau 8. Tableau de cofinancement du projet 73](#_Toc295234950)

[Tableau 9. Vue d’ensemble des contributions des consultants techniques 81](#_Toc295234951)

[Tableau 10. Vue d’ensemble des équipes de projet par source de financement 85](#_Toc295234952)

[Tableau 11. Coordination et collaboration entre le projet et les initiatives connexes 89](#_Toc295234953)

[Tableau 12. Vue d’ensemble des principales interventions dans la zone du projet 92](#_Toc295234954)

[Tableau 13. Résultats sommaires du Tableau de bord financier du PNUD pour les sytèmes d’aires protégées 102](#_Toc295234955)

[Tableau 14. Résultats détailles du Tableau de bord sur le développement de capacités pour la gestion d’APs 102](#_Toc295234956)

[Tableau 15. Résultats détailles du Tableau de bord sur le développement de capacités 102](#_Toc295234957)

Liste des encadrés

Encadré 1. Statut de la Réserve de faune du Tadrès

[Encadré 2. Tableau d’orientation de l’évaluation des risques 39](#_Toc295234959)

Liste des figures

[Figure 1. Organigramme du projet 77](#_Toc289968413)

[Figure 2. Carte politique du Niger montrant la zone du projet 102](#_Toc289968414)

[Figure 3. Carte administrative de la zone du projet en détail 102](#_Toc289968415)

Liste des cartes du projet (Annexe 9)

Map 1. Niger’s Location and Orography, and Project Zone

Map 2. Project Zone, Target Protected Areas and Corridor, Administrative Regions and Main Communes

Map 3. Wildlife Movement and some Physical Features of the PA Complex and Corridor

Map 4. Bio-climatic Zones of Niger

Map 5. Hydrography of the Project Zone—temporary water courses represented

Map 6. Vegetation Zones of Niger

Map 7. Map of the Gadabedji Faunal Reserve

Map 8. Water Points in the Project Zone

Map 9. Density of Domestic Animals per sq km

Map 10. Transhumance routes in the Project Zone

Map 11. Oil Blocks in the Project Zone

Map 12. Hunting Blocks in the Project Zone

Map 13. Temperature and Rainfall Variations in Niger

Map 14. Climate Change Vulnerabilities in Niger

Map 15. Addax Distribution Map

Map 16. Gazelle Dorcas Distribution Map

Map 17. Gazelle Dama Distribution Map

Map 18. Bustard (Family Otididae) Distribution Map

Acronymes

|  |  |
| --- | --- |
| AFD | Agence française de développement |
| BAD | Banque africaine de développement |
| AREN | Association pour la redynamisation de l’élevage au Niger |
| ASB | Arbeiter Samariter Bund |
| CNEDD | Conseil national de l’environnement pour le développement durable |
| COFO | Commission foncière |
| COFOB | Commission foncière de base |
| CTB | Coopération technique belge |
| DFC | Direction de la faune et de la chasse |
| DGEEF | Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts |
| DPNR | Direction des parcs nationaux et des réserves |
| UE | Commission européenne |
| FAN | Forces de l’Armée du Niger |
| FNIS | Force nationale d’intervention et de sécurité |
| FEM | Fonds pour l’environnement mondial |
| HCCT | Haut Commissariat des Collectivités Territoriales |
| IGF | Fondation internationale pour la sauvegarde de la faune |
| INRAN | Institut national de recherche agronomique du Niger |
| UICN | Union internationale pour la conservation de la nature |
| ME/LCD | Ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification |
| SPANB | Stratégies et plans d’action nationaux en matière de diversité biologique |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| GRN | Gestion des ressources naturelles |
| AP | Aire protégée |
| PDC | Plan de développement communautaire |
| PDGDRN | Plan de développement et de gestion durable des ressources naturelles |
| ROSELT | Réseau d’observatoires de surveillance écologique à long terme |
| SCF | Sahara Conservation Fund |
| SDR | Stratégie de développement rural |
| GDT | Gestion durable des terres |
| OS | Objectif stratégique |
| GDR | Gestion durable des ressources |
| UAM | Université à Niamey |
| UNDAF | Cadre d’assistance en développement des Nations Unies |
| PNUD | Programme des Nations unies pour le développement |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture |

# SECTION I : Description du projet

## Ière PARTIE : Analyse de la situation

### Contexte et portée globale

#### Contexte environnemental

1. Le Niger est un pays enclavé qui fait partie des pays les moins avancés et possède deux biomes très importants. Le biome saharien au nord se caractérise par un climat extrêmement chaud et aride, et le biome soudano-sahélien au sud par un climat chaud et semi-aride. L’exploitation des terres est à prédominance pastorale dans le nord et principalement un mélange d’agriculture pluviale et de terres pastorales dans le quart sud du pays. Ces deux biomes abritent une faune et une flore diverses, dans les contraintes naturelles imposées par le climat. La pluviométrie est extrêmement variable et comprend des périodes de graves sécheresses pluri-annuelles. D’après les Stratégies et plans d’action nationaux en matière de diversité biologique (SPANB 1998), la faune du Niger comprend au moins 3200 espèces, dont 168 espèces de mammifères. UICN répertorie 18 espèces d’antilopes dans sa Liste rouge. Au cours des dernières décennies, l’état de conservation de chacune de ces espèces s’est considérablement dégradé. Le Niger compte 512 espèces d’oiseaux et 67 espèces de serpents, reptiles et amphibiens. La flore nigérienne comprend au moins 1567 espèces d’angiospermes, 11 espèces de bryophytes, 14 espèces de ptéridophytes et 547 espèces d’algues.
2. La biodiversité du Niger a une grande importance socio-économique. La production extensive de bétail dans les zones sahéliennes et sahariennes repose sur cette biodiversité et le bois est la principale source d’énergie dans le pays. Dans le sud-ouest, les populations d’animaux sauvages continuent de constituer un produit d’appel pour l’écotourisme dans le Parc W. Dans le nord, l’écotourisme a sévèrement chuté à cause de l’insécurité et de la forte diminution du nombre d’animaux sauvages. En outre, plus de 200 espèces de plantes ont été identifiées comme étant des stocks alimentaires importants pour les humains et le bétail. Le Niger fait partie d’un centre ancien de domestication des plantes, même s’il est quelque peu diffus. Enfin, la flore du Niger constitue également une pharmacopée importante, bien que cette valeur reste encore à définir
3. Le biome saharien du Niger couvre 1.267 millions km2, soit environ les trois quarts de la superficie terrestre du pays. Autrefois, les habitats sahariens du Niger abritaient d’importantes populations d’espèces d’antilopes aujourd’hui menacées. Ce biome conserve encore quelques-unes des meilleures populations d’antilopes restantes. On trouve au Niger la dernière population viable d’addax (*Addax nasomaculatus*), espèce en danger d’extinction, et une population importante de gazelles dama en danger (*Gazella dama*)*.* La gazelle dorcas gazelle (*Gazella dorcas*) et le mouton de Barbarie ou aoudad (*Ammotragus lervia*) sont considérés comme des espèces vulnérables – ils sont plus largement répartis et en plus grand nombre. Certains des carnivores sahariens du Niger sont assez rares en Afrique de l’Ouest. Il s’agit du guépard à crinière (*Acinonyx jubatus*)*,* répertorié comme espèce vulnérable, de la hyène rayée (*Hyaena hyaena*) et de carnivores plus petits tels que le chacal doré (*Canis aureus*), le renard des sables (*Vulpes zerda*) et le renard de Rüppell (*Vulpes rüppelli*). L’avifaune et l’herpétofaune sahariennes du Niger ont une importance mondiale et comprennent notamment le vautour oricou (*Torgos tracheliotos*) et la tortue sillonnée (*Geochelone sulcata*), tous deux menacés d’extinction dans le monde.
4. Le complexe écologique que couvre le projet de corridors englobe les réserves existantes de Gadabedji et de l’Aïr-Ténéré, la réserve en projet du Termit Tin Toumma et les zones qui les séparent. Ces zones ont une importance vitale pour la dispersion ou les déplacements de la faune d’une réserve à l’autre (voir Cartes du projet 2 et 3)[[1]](#footnote-1). Le complexe couvre environ 20.946 millions d’hectares (sans la Réserve naturelle de l’Aïr-Ténéré (7.735 million d’hectares) qui est déjà intégrée dans un autre projet GDT financé par le PNUD/FEM).
5. Dans la zone du projet, la pluviométrie varie entre un minimum de 20 mm/an au nord et un maximum de 250 mm pour le climat sahélien à l’extrême sud de Gadabedji (Carte du projet 4). La saison sèche dure entre 9 et 12 mois. La géomorphologie est assez variable et se compose de déserts de sable (ergs, regs et larges bandes de dunes s’étendant de l’est à l’ouest), des complexes montagneux de l’Aïr et du Termit avec leurs piémonts, wadis et cuvettes temporaires appelées « gueltates », de vallées fossiles (dilias) et de dunes fixes. Il arrive que des torrents se forment après des pluies diluviennes et des cuvettes temporaires (gueltates) dans les montagnes, mais la zone du projet ne comporte pas d’eaux libres permanentes. Le réseau hydrographique des vallées fossiles est présent principalement sur les sols plus lourds à l’ouest et au sud de la zone du projet (Carte du projet 5). Il arrive que des cours d’eau se forment dans ces vallées fossiles après de fortes pluies et ces vallées sont très importantes pour la faune sauvage et le bétail. Les montagnes de l’Aïr et du Termit jouent un rôle essentiel dans la recharge de la nappe phréatique dans le nord du Niger. Les wadis s’écoulent pendant plusieurs heures après les fortes pluies dans les sables des ergs ou se terminent dans des cuvettes temporaires qui sont ensuite envahies par un épais couvert d’herbes et d’autres végétations herbacées. Ces cuvettes sont très importantes pour l’écologie de la marge désertique. Généralement, la terre est pauvre, fragile et peu productive, sauf dans certaines vallées fertiles. La végétation est clairsemée dans les écosystèmes de brousse sahélienne à feuilles caduques, de steppes sous-désertiques et de prairies. Les espèces ligneuses sont concentrées dans les vallées fossiles et autour des dépressions (Carte du projet 6).
6. Avec ses populations de faune sauvage essentielle, la variabilité élevée des paysages et des habitats, ses refuges montagneux difficiles d’accès, sa vaste étendue et son intégrité relative, le complexe de corridors occupe une place prioritaire dans la conservation de la biodiversité des écosystèmes du centre du Sahara et de la zone de transition saharo-sahélienne. Il est particulièrement vital pour les antilopes nomades saharo-sahéliennes et les écosystèmes dans lesquelles elles vivent. Le complexe de corridors constitue potentiellement l’un principaux sites au monde de conservation du biome désertique.
7. Les dernières populations d’addax, de gazelles damas et de guépards au Niger sont toutes localisées dans la zone du projet, dans une petite zone géographique englobant les montagnes du Termit et le désert de sable contigü de Tin Toumma. Ces sites essentiels du Termit et de Tin Toumma n’ont pas été répertoriés comme aires protégées. Dans le complexe de corridors, on trouve dix espèces de mammifères appartenant à six familles. Outre les addax, les gazelles dama et le guépard, on y trouve des gazelles dorcas, des gazelles à front roux, des chacals, des singes rouges, des renards pâles et des chacals communs. Certaines de ces espèces sont protégées par la Convention sur la conservation des espèces migratrices. La zone du projet abrite plus de 51 espèces d’oiseaux appartenant à au moins 26 familles. Les espèces d’oiseaux les plus notables sont l’outarde naine, la grande outarde, la pintade sauvage, le petit calao spp., le chevalier spp. et la cigogne blanche. Différentes zones du complexe de corridors ont subi différents degrés de dégradation causée par les pressions humaines combinées avec de graves sécheresses qui ont duré plusieurs années ces 40 dernières années et par les impacts croissants des changements climatiques. Les enquêtes et les observations sur la faune sauvage don’t nous disposons pour l’Aïr-Ténéré, Gadabedji et le Termit Tin Toumma, ainsi que pour la région de Tadrès, montrent toutes une diminution très importante des chiffres et l’extinction locale ou générale de plusieurs espèces. A l’heure actuelle, il ne reste plus que quelque populations résiduelles d’antilopes sahariennes et de guépards dans des zones reculées, localisées surtout dans le massif du Termit et dans le désert contigü de Tin Toumma. La survie future de ces populations isolées est extrêmement critique.

#### Système des aires protégées : situation et couverture actuelles

1. Le système national d’aires protégées du Niger comprend actuellement six réserves, couvrant plus de 6,6 % (aires protégées centrales et zones tampon) de la superficie du pays. La liste complète des AP du Niger est présentée dans le Tableau 1. ci-après :

Tableau 1. Couverture des aires protégées

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom et**  **type d’AP** | **Création** | **Couverture (hectares)** | **Législation** | **Remarques** |
| Réserve totale de faune de Gadabedji et réserve forestière | 1955 | 76.000 | Loi N° 3120/S.E | Créée pour la conservation de l’oryx algazelle (espèce considérée comme éteinte aujourd’hui) et des gazelles ; seule réserve du Niger située dans la zone de transition sahélo-saharienne |
| Réserve naturelle nationale  de l’Aïr et du Ténéré (RNNAT) | 1988 | 6.456.000 | Décret N° 88-019/PCMS/ MAG/EL | Réserve de biosphère et patrimoine naturel mondial dans le biome saharien. |
| Sanctuaire d’addax - Réserve naturelle stricte | 1988 | 1.280.000 | Décret N° 88-020/PCMS/ MAG/EL | Cette AP constitue la partie centrale de la RNNAT. Elle se trouve également dans le biome saharien. |
| Réserve de faune de Tamou | 1962 | 75.600 |  | Zone tampon de la réserve W dans le biome sahélo-soudanais |
| Parc national W du Niger | 1937 | 220.000 |  | Portion sahélo-soudanaise nigérienne d’un complexe d’AP transfrontalières couvrant trois pays |
| Réserve partielle de faune de Dosso | 1962 | 306.500 |  | Biome sahélo-soudanais |
| **Total des AP existantes** | | 8.414.100 |  |  |

1. Environ 85 réserves forestières d’une superficie totale de 600.000 hectares, incluant les 223.353 hectares de forêts résiduelles, complètent le système. En outre, le Niger a longtemps été un pionnier en matière de gestion participative des forêts sèches. Aujourd’hui, l’approche communautaire de base qui avait d’abord été élaborée dans la Réserve forestière de Guesselbodi près de Niamey a été répliquée et adaptée à des forêts sèches dans six autres pays d’Afrique de l’ouest allant du Tchad à la Guinée. Certaines de ces forêts bénéficient d’une gestion participative continue depuis plus de vingt ans.
2. Malgré le fait que certaines de ces AP soient très grandes, par exemple l’Aïr-Ténéré est la plus grande AP d’Afrique et la troisième plus grande du monde, la superficie totale des AP du Niger n’est que de 8.414.100 hectares, soit 6,6 % du territoire total national. Quatre des six AP sont localisées dans le biome sahélo-soudanais et seules deux AP dans le biome saharien :

* L’Aïr-Ténéré a été répertoriée comme réserve naturelle nationale en 1988, puis comme site du patrimoine naturel mondial en 1991 (ajouté à la liste des sites menacés du Patrimoine mondial après la rébellion de 1992) et réserve de biosphère du Programme sur l’Homme et la biosphère en 1997. Elle est reconnue internationalement comme un site prioritaire pour la protection des écosystèmes sahariens, bien qu’aujourd’hui sa faune ait fortement diminué.
* La réserve de Gadabedji a été répertoriée en 1955 à la fois comme une réserve de faune pour la protection de l’oryx algazelle (espèce aujourd’hui probablement éteinte à l’état naturel) et des gazelles (espèce aujourd’hui quasiment éteinte localement), et comme une réserve forestière.

Encadré 1. Statut de la Réserve de faune du Tadrès

*Bien qu’on lui ait attribué l’ID 342470 dans la Base de données mondiale sur les aires protégées, la Réserve du Tadrès n’a pas été classifiée.*

La Réserve totale de faune du Tadrès (T’adéras/ Tadrèss, UICN type IV) est un projet de réserve naturelle dans le centre nord du Niger, au sud-ouest d’Agadez. La proposition de classification indique 788.928 hectares dans la région d’Agadez. Cette réserve suit le flux nord-est/sud-ouest de la vallée du Tadrès, qui est un kori ou cône de déjection saisonnier et le lit d’une ancienne rivière au sud des montagnes de l’Aïr.

Initialement, elle avait été créée exclusivement pour protéger les populations d’oryx qui aujourd’hui auraient complètement disparu à l’état sauvage. Dans les années 40, la vallée était un axe de migration important pour les animaux entre le désert du Ténéré et l’Adar au sud du pays. Elle reste aujourd’hui une piste de transhumance pour le bétail domestique et les chameaux, ainsi que pour les gazelles dorcas ou ménas.

Plus récemment, des mouvements de personnes déplacées entre le nord du pays et la région au sud d’Agadès ont été constatés, surtout dans la région de Tadrès. Enfin, les éleveurs transhumants de plusieurs régions du pays se sont sédentarisés à cet endroit.

***Antilopes sahélo-sahariennes - Action concertée - CMS, DB rapport 2007. Rapport PPG Sani Ado Kato (2009) :***

***Contribution à la préparation du projet « Corridor de faune du Niger », Aspects sur la biodiversité***

1. Même si le biome saharien peut sembler sur-représenté dans le système national d’AP (plus de 80 % de la superficie des aires protégées du Tableau 1 sont dans le biome saharien), il convient de noter qu’à mesure que les écosystèmes deviennent plus secs, la faune aura besoin de zones plus vastes pour trouver de l’eau et des pâturages, et sera plus vulnérable, surtout si elle est en concurrence avec le bétail. Selon les conclusions d’une analyse de la contribution de la superficie des aires protégées à la conservation dans un système d’AP, de vastes zones sont nécessaires pour nourrir les animaux migratoires dans des conditions climatiques extrêmement sèches. Si l’on prend en compte ce constat, le biome saharien ne semble plus sur-représenté.
2. Les données d’inventaire sur la faune du projet d’AP de Termit Tin Toumma font partie des meilleures qui existent dans le Sahara[[2]](#footnote-2). Pour le reste de la zone du projet, les données d’inventaire de la biodiversité sont généralement incomplètes et de plus en plus obsolètes. Les données de répartition et de statut de la plupart des taxons ont urgemment besoin d’être actualisées. Cependant, les informations disponibles montrent les conditions et tendances suivantes dans les AP existantes et en projet dans le nord du Niger :

* Réserve naturelle nationale de l’Aïr-Ténéré et Réserve naturelle stricte (sanctuaire d’addax) : la rébellion a commencé au début des années 90, puis s’est de nouveau embrasée en février 2007. Le braconnage des militaires, des rebelles et peut-être d’autres personnes a décimé la faune dans les deux réserves. Aujourd’hui, l’addax a disparu localement dans ces deux réserves et c’est probablement le cas aussi pour la hyène. Les trois derniers guépards ont été aperçus dans l’Aïr en 1996. La population de gazelles dama était estimée à 10 individus en 2004. La population de gazelles dorcas est passée de 12.000 en 1991 à 7.000 en 2004. Le nombre de moutons de Barbarie est inconnu, mais ils sont de plus en plus rares. Les sites archéologiques dans les AP ont été pillés. Plusieurs zones dans les AP sont infestées de mines anti-personnelles. Des déchets d’équipements militaires défigurent le paysage à certains endroits.
* Dans la Réserve de faune de Gadabedji (Carte de projet 7) la faune et la flore ont considérablement diminué. Les seules antilopes qui restent sont des gazelles dorcas, soit environ 40 à 100 individus. Les animaux ont principalement été décimés par les soldats du camp militaire qui était basé dans la réserve elle-même entre 1994 et 2004. La flore a été dégradée par le surpâturage dans une bande d’environ 7 km de large de part et d’autre de la lisière des réserves, mais la végétation naturelle reste mieux préservée au centre, ce qui indique des possibilités de réhabilitation. Le nombre de points d’eau situés juste à l’extérieur de la frontière de l’AP est passé de 5 en 1955 à 150 en 2009 (Carte du projet 8). Cette bande de 7 km de terres dévastées de part et d’autre de la frontière de l’AP s’explique par le surpâturage intensif autour de ces points d’eau. Cette situation démontre à la fois la nécessité d’investir dans la planification de l’exploitation des terres et dans la gestion de la zone tampon de l’AP.
* Le projet d’AP du Termit Tin Toumma abrite la dernière population viable d’addax sauvages (estimée à ~200 en 2007) et plusieurs autres espèces vitales, notamment les derniers guépards existant au Niger (10 individus aperçus en 2007), les gazelles dama (~20 aperçues en 2007) et les moutons de Barbarie (~300 selon les estimations de 2007). Il s’agit d’une région reculée avec des écosystèmes relativement intacts et une densité humaine assez faible. Environ 2000 personnes, en majorité des éleveurs transhumants, vivent dans ce complexe avec des troupeaux importants de chameaux (~ 8000) et d’autres animaux domestiques (chèvres, chevaux et moutons).
* Les populations autrefois importantes d’animaux sauvages du corridor proposé ont quasiment disparu. Il reste quelques populations disséminées de gazelles dorcas et de gazelles à front roux, et des populations plus nombreuses d’outardes. Les pressions humaines sur le corridor proposé se sont intensifiées. Les mouvements de personnes déplacées entre le nord du pays et la région au sud d’Agadez, surtout dans la région de Tadrès, sont constants. Enfin, les éleveurs transhumants de plusieurs régions du pays se sont sédentarisés à cet endroit.

#### Contexte socio-économique

1. Le niveau de développement humain du Niger est le plus bas au monde, le pays étant classé 182ème sur 182 pays dans l’Indice de développement humain (IDH 10/2009). Environ 60 % de la population survit avec moins d’un dollar par jour. Même si l’on dispose d’un très petit nombre d’indicateurs spécifiques à la région pour le nord du Niger, il est probable qu’ils sont encore plus bas que dans le reste du pays. Par exemple, le taux de scolarisation dans l’enseignement primaire dans le nord du Niger est inférieur à 10 % alors qu’il atteint 30 % pour l’ensemble du Niger. Le niveau de pauvreté a augmenté ces trentes dernières années. Pendant cette période, l’augmentation du PNB a été négligeable alors que dans le même temps la population a plus que doublé. La population du Niger était estimée à 13.630.703 personnes en 2008, dont 83,8 % de ruraux. Les trois quarts de la population sont concentrés dans la bande agricole et agro-pastorale au sud du pays. Le taux de croissance de la population, qui double tous les 21 ans, est de 3,32 % (IDH 2007/8), soit l’un des plus élevés au monde. Il s’ensuit une pression humaine toujours croissante sur les ressources naturelles et un empiètement continu de l’agriculture pluviale sur des zones encore moins productives dans toutes les régions du pays.
2. Avec l’ajout de la Réserve de l’Aïr-Ténéré, le complexe d’AP et de corridors couvrirait environ 28,7 millions d’hectares et engloberait tout ou partie des 21 communes de 8 départements et 5 régions. Toutefois, à cause des problèmes graves de sécurité dans le nord (et de la présence d’un autre projet GDT du FEM ciblant l’Aïr), ce projet ne fonctionnera pas dans l’Aïr-Ténéré. Il commencera donc par concentrer ses activités sur les communes situées dans la partie sud du complexe. Seront concernées la Réserve de Gadabedji, le projet de réserve du Termit Tin Toumma, les communes contigües aux deux réserves et celles situées entre Gadabedji et Termit Tin Toumma. Les communes qui feront partie du projet sont Gadabedji et Bermo dans la région de Maradi, Tarka, Gangara, Tanout et Tesker dans la région de Zinder et N’Gourti dans la région de Diffa. Si la situation sécuritaire dans le nord s’améliore, le projet sera étendu aux communes du sud dans la région d’Agadez présentant un intérêt pour la connectivité des AP (communes de Gall, Aderbissnat, Tabelot, Faschi, Bilma et Dirkou).
3. La densité de la population dans la partie saharienne du complexe de corridor est bien inférieure à celle de la partie sahélienne au sud. La plupart des villages et centres administratifs les plus importants sont en dehors du complexe de corridor ou à proximité de sa frontière. Dans le complexe, la densité de la population se situe généralement entre 0,02 et 2 personnes/km². Seules les communes de Tanout, Gadabedji, Bermo et certaines parties de Gouré dans le sud ont des densités de 6 à 25 personnes/km² ou légèrement plus. Toutefois, certaines communes, quelques villages et des campements permanents importants se trouvent dans la partie central du corridor, dans l’AP du Termit et autour de Gadabedji.
4. Dans le complexe de corridor, les populations sont essentiellement des éleveurs transhumants ou nomades touaregs, peuls, arabes et toubou. Elles sont concentrées dans les vallées et autour des points d’eau. Les troupeaux sont composés principalement de chèvres, de moutons, de boeufs, de chevaux, d’ânes et de chameaux. Le pourcentage de chameaux augmente à mesure que les terres se dégradent et que les pâturages se réduisent. Ils sont très bien adaptés aux conditions très arides et se vendent à des prix très élevés sur les marchés d’Afrique du nord. La plupart des tribus ont des campements permanents autour des points d’eau qu’elles contrôlent et d’où elles contrôlent l’accès aux pâturages environnants. Elles se composent surtout d’hommes jeunes qui suivent les troupeaux dans leurs déplacements saisonniers, principalement sur un axe nord-sud, chaque tribu suivant des parcours spécifiques. La transhumance transfrontalière rend le système pastoral encore plus complexe. Les systèmes pastoraux transhumants/nomades sont très bien adaptés à la pluviométrie irrégulière et leurs déplacements extrêmement flexibles permettent aux éleveurs de réagir aux fluctuations et de suivre de manière opportune le développement de la végétation (Carte du projet 10). Par conséquent, les foyers ou campements peuvent se regrouper autour des ressources clé telles que les cuvettes d’eau ou les riches pâturages localisés, mais se désagréger en groupes plus petits ou même en « tentes » isolées afin d’exploiter des ressources plus éparpillées.
5. Les touaregs pratiquent l’agriculture irriguée dans les lits des cours d’eau asséchés, autour des cuvettes naturelles et dans les oasis. L’oignon est devenu leur principale culture commerciale. Dans l’extrême sud du complexe, dans la zone de Gadabedji, l’agriculture pluviale empiète sur les terres peu productives dans les vallées. Elle est surtout pratiquée par les paysans haoussas et cette situation réduit la surface de pâturages disponibles. Ces sources de revenus sont complétées par le commerce, l’artisanat et le tourisme (région d’Agadez). Le tourisme est devenu quasi-inexistant depuis que les rebelles ont repris leurs activités en février 2007. Le gouvernement gère plusieurs aires de chasse sportive en concession dans la zone du projet. Les clients viennent principalement des Emirats arabes unis et de Libye pour chasser surtout les outardes (gros oiseaux du désert que l’on chasse avec des faucons) et les gazelles en seconde position. Des villes importantes se sont créées au nord-ouest d’Agadez, en dehors du complexe du corridor et autour des mines d’uranium. La découverte de pétrole par une société pétrolière chinoise en 2009 est une évolution socio-économique majeure qui est une grande source d’inquiétude pour le complexe. Le gisement se trouve à seulement 80 km des populations de faune critiques du Termit et à 60 km de celles de Tin Toumma. Des propositions ont été faites pour la construction d’un pipeline vers le sud et d’une raffinerie de pétrole près de Zinder. Quasiment tout l’est du Sahara au Niger est découpé en blocs d’exploration de pétrole et au moins six compagnies pétrolières différentes détiennent des permis actifs (voir Carte du projet 11). Il est évident que la situation est très fluide et peut évoluer rapidement au cours des prochaines années.

#### Contexte institutionnel, politique et législatif

1. Le Niger a actuellement à sa disposition un arsenal relativement étendu d’institutions, de stratégies et de lois concernant l’environnement. 1998 a été une année cruciale pour la mise au point de stratégies, de plans et de réformes juridiques pour l’environnement et les ressources naturelles. Certains des principaux documents approuvés en 1998 sont les suivants : (i) le Plan environnemental national pour le développement durable, (ii) le Programme d’action national pour la lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles, (iii) la Stratégie pour la biodiversité et son plan d’action et (iv) la loi sur la gestion de l’environnement. Ces documents d’orientation accordent tous une priorité élevée à la gestion durable des ressources naturelles. Le gouvernement a élaboré une Stratégie de développement rural (2004, SDR) qui fait partie intégrante de la Stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP). Elle intègre la conservation de la diversité biologique (programme 10) et la gestion durable des ressources naturelles.
2. La gestion des aires protégées relève de la responsabilité de la Direction des aires protégées qui dépend de la Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts (DGEEF) au sein du ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification. La Direction de la faune et de la chasse est responsable de la gestion de la vie sauvage en dehors des aires protégées. Aux termes de la loi n° 98-07 (1998), la DGEEF a la principale responsabilité de la gestion de toutes les AP du Niger, de la conservation de la biodiversité, de l’élaboration de politiques et du développement de partenariats. Le Niger n’a toujours pas de stratégie nationale spécifique aux aires protégées. Les ressources et les capacités sont insuffisantes et ces différentes directions ont des difficultés à remplir leurs missions. Au niveau décentralisé, la DGEEF a des bureaux dans tous les départements et régions, mais ils ont des ressources et des capacités opérationnelles limitées. Il existe de petits bureaux de foresterie dans les AP de Gadabedji et de l’Aïr-Ténéré PA, mais ils manquent d’effectifs et n’ont aucun agent de niveau responsable ou conservateur d’AP. L’Annexe 4 analyse les capacités nationales pour la gestion des AP à l’aide du Tableau de bord du PNUD pour le développement des capacités. L’Annexe 3 récapitule les éléments du système de financement des AP dans le Tableau de bord financier du PNUD (voir l’Annexe 2 pour le tableau de bord complet).
3. La loi de décentralisation de 2002 (n° 2002 -013) transfère la responsabilité de la gestion des ressources naturelles du gouvernement central aux régions, départements et communes. Ces dernières ont désormais la principale responsabilité légale de la gestion des terres et des ressources naturelles, bien que la réglementation d’application nécessaire pour que la loi soit pleinement appliquée n’ait pas encore été adoptée. L’ordonnance 93-015 de 1993 établit un cadre légal et une institution appelée « Code rural » qui est chargée de créer les cadres réglementaires de gestion des ressources naturelles et des conflits au niveau local. Le Code rural a créé des commissions foncières (COFO), des commissions foncières de base (COFOB) et des Secrétariats permanents régionaux du Code rural (n° 013/MDA/CNCR/SP du 19 avril 2006). Ces structures devraient devenir des outils importants pour la gestion des ressources naturelles par les communes et les communautés.
4. Les diverses lois sur l’environnement et les ressources naturelles se superposent en grande partie. Les responsabilités de gestion des terres et des ressources naturelles, aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur des AP, ne sont pas claires. Plusieurs ministères et d’autres structures gouvernementales et privées supervisent la gestion des ressources naturelles, à savoir le ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification, le ministère des Ressources animales, le ministère de l’Agriculture et le Conseil national de l’environnement pour le développement durable (CNEDD), qui est rattaché au Bureau du premier ministre. Le CNEDD est chargé d’élaborer et de suivre les politiques, stratégies et plans d’action pour l’environnement et le développement durable. Le Programme national de lutte contre la désertification et de gestion des ressources naturelles et la Stratégie sur la biodiversité ont été élaborés par ce Conseil en collaboration avec d’autres acteurs du gouvernement et de la société civile. La mise en oeuvre de ces stratégies et plans d’action est laissée aux ministères techniques et à la société civile. Le ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification est responsible de la mise en oeuvre de la politique environnementale nationale, de la Stratégie et du Plan d’action sur la biodiversité. En outre, le Secrétariat permanent du Code rural est chargé du renforcement des capacités pour la gestion décentralisée et la création des cadres réglementaires pour la gestion des ressources naturelles et des conflits. Les ministères de l’Agriculture et des Ressources animales ont chacun leur propre stratégie pour augmenter la production dans les zones rurales. Enfin, le *Haut Commissariat* à la Réforme Administrative et à la Décentralisation est chargé de résoudre les problèmes qui surviennent dans le contexte de la création des communes.
5. Dans tout le pays, il existe des bureaux régionaux et sous-régionaux (au niveau des départements et parfois des communes) de ces organismes nationaux qui sont chargés d’apporter leur appui aux administrations décentralisées (autorités régionales, départementales et communales). Tous les organes décentralisés pâtissent d’un manque de capacités institutionnelles, financières et humaines nécessaires pour la planification participative de l’exploitation des terres, la planification du développement et la gestion des ressources naturelles. Bien que la volonté politique existe, les capacités humaines et institutionnelles des institutions restent insuffisantes. Dans le secteur public, le développement est freiné par des capacités administratives insuffisantes, des missions qui se chevauchent, un manque de coordination et de ressources qui permettraient aux divers départements ministériels de mettre en oeuvre et/ou de coordonner efficacement les activités de développement durable. Ce problème se pose également au niveau des organisations de la société civile et des ONG locales.
6. Pour que la décentralisation de la gestion des ressources naturelles devienne effective, les cadres d’action, juridique et institutionnel doivent maintenant être mis en application par des approches de cogestion impliquant directement les communautés locales et intégrant leurs besoins et leurs intérêts dans les nouveaux systèmes de gestion. La gestion décentralisée des ressources naturelles est un élément important du Cadre de coopération du programme national (PNUD-2009–2013) et contribue aux réalisations du PNUAD [ou « UNDAF » en anglais] (Composante 1 : développement durable, environnement et sécurité alimentaire). L’amélioration des cadres institutionnel, législatif et d’action et le renforcement des capacités aux niveaux central et décentralisé ont été identifiés comme étant les principaux piliers d’une gestion plus efficace des ressources naturelles et de la cogestion de la biodiversité en particulier. Une analyse des besoins en renforcement des capacités a été effectuée lors du PPG, et les résultats sont inclus dans la présente proposition.

### Menaces, causes profondes et impacts

1. La biodiversité et les écosystèmes sahariens du Niger sont sérieusement affectés par les pressions naturelles et plus particulièrement anthropiques, ce qui entraîne la dégradation et la disparition des habitats, ainsi qu’une réduction directe des espèces. Les principales menaces et pressions entrent dans trois catégories. Elles sont résumées ci-après et leurs impacts et causes profondes sont présentés plus en détail à l’Annexe 6.

**i) Modification des habitats et de l’exploitation des terres**

Extension de l’agriculture sur les terres peu productives : La population rurale en forte croissance et extrêmement pauvre continue de repousser les frontières agricoles de plus en plus loin au nord sur des terres encore plus pauvres. D’où une accélération de la dégradation des terres et une réduction importante des pâturages disponibles pour les éleveurs transhumant et nomades, et pour la vie sauvage. Jusqu’à la fin des années 60, la limite légale de l’agriculture pluviale (isohyète 400 mm) était appliquée.[[3]](#footnote-3) Pendant la sécheresse de 1968 à 1973 elle a cessé d’être respectée, et depuis lors elle n’a pas été remise en vigueur. En dessous de 400 mm l’agriculture pluviale est extrêmement précaire et entraîne de graves dégradations des terres.

Fragmentation : Les animaux migrateurs ont survécu aux sécheresses précédentes en se déplaçant vers le sud dans les zones plus arrosées ou dans lesquelles ils trouvaient des pâturages et de l’eau parce qu’il avait plu. La quasi totalité des habitats au sud de l’isohyète 250 ont été transformés en terres agricoles ou gravement dégradés, d’où une fragmentation des habitats disponibles pendant les périodes de sécheresse. Les masses d’eau naturelle ont été étendues et les animaux sauvages ne peuvent plus y accéder. Les AP existantes sont des fragments isolés, entourés par des zones dans lesquelles aucune mesure efficace de conservation/lutte contre le braconnage n’est appliquée.

L’exploitation minière et pétrolière dans des zones reculées crée de nouveaux établissements humains avec une population non indigène, ce qui entraîne souvent une exploitation des ressources naturelles qui ne respecte pas les pratiques et traditions locales. Une surexploitation nuisible des ressources naturelles, notamment le braconnage, a été signalée dans ces zones, en particulier autour des mines d’uranium dans la région d’Arlit. La recherche de bois de chauffage, aussi bien mort que vert, pour ces populations, est un énorme problème et a déjà entraîné beaucoup d’incursions dans l’Aïr. Le même problème risque de se poser dans le Termit avec l’accroissement de l’exploration pétrolière et des activités d’exploitation. Le développement des infrastructures et des activités d’exploitation du pétrole perturberont la vie sauvage, à un degré qui dépendra du type de mesures de prévention et d’atténuation prévue par l’EIA et de la promptitude plus ou moins grande avec laquelle elles seront appliquées. La présence des militaires pour assurer la sécurité des activités pétrolières constitue une autre menace potentielle importante (voir la section La chasse et le braconnage non durables). Jusqu’à présent, le projet Antilopes sahélo-sahariennes a réussi à prévenir ce danger pour les populations les plus menacées grâce à une sensibilisation intensive et un suivi, des contacts et un dialogue réguliers.

Des feux de brousse non contrôlés ravagent les graminées annuelles sur la bordure sahélienne au sud de la zone du projet. Ces feux sont très destructeurs pour la végétation ligneuse de ces écosystèmes et entraînent une perte importante de ressources pastorales pendant le reste de la saison sèche jusqu’aux prochaines pluies. Le causes de ces feux de brousse sont mal connues.

Le tourisme non contrôlé ou mal géré constitue un risque extrêmement élevé pour les antilopes du désert. Ces antilopes ont développé une aptitude à survivre sans boire d’eau, mais seulement dans des conditions de paix et de tranquillité avec un minimum de perturbations. Beaucoup d’antilopes sont mortes d’épuisement dû à la chaleur après avoir été poursuivies par des touristes en 4x4. Parfois, elles succombent plusieurs jours après cette poursuite.

**ii) Surexploitation des ressources naturelles**

Le surpâturage est un problème très répandu à des degrés divers dans la zone du projet. La réduction des zones et la dégradation des terres de parcours dues à l’extension de l’agriculture, la croissance de la population et la dégradation des ressources naturelles entraînent une réduction des capacités pastorales et du rendement des pâturages. Les systèmes traditionnels de pâturage des éleveurs transhumants ont été sérieusement modifiés par les pressions humaines croissantes. Les steppes sahéliennes bénéficient de la pluviométrie la plus élevée, mais elles sont soumises aux pressions sans cesse croissantes du bétail des populations transhumantes/nomades qui pâtissent d’une mobilité réduite. Le bétail est de plus en plus en concurrence directe avec la faune sauvage. Les populations d’animaux sauvages, à la recherche de pâturages, sont obligées de s’approcher des zones occupées par les humains et sont donc devenues plus exposées au braconnage. La multiplication des puits (voir la Carte du projet 8) et autres points d’eau a entraîné une sédentarisation accrue et une grave dégradation des zones environnantes. Selon les estimations, la densité de bétail est deux à quatre fois supérieure à la capacité de charge. Les impacts du surpâturage sont notamment le remplacement des espèces fourragères favorites par des espèces de faible valeur, l’élimination ou la réduction des graminées vivaces qui ont une valeur nutritionnelle supérieure, la réduction du couvert végétal, le manque de régénération des espèces ligneuses, l’augmentation de l’érosion due au vent et à l’eau, la baisse du rendement et la perte de biodiversité.

La chasse et le braconnage non durables sont une menace directe et majeure pour les populations d’animaux sauvages. Les méthodes traditionnelles qui utilisaient des filets, des harpons et des chiens, des chevaux et des dromadaires pour la consommation locale et les pratiques traditionnelles n’avaient pas un impact important sur les populations d’antilopes. Ces 40 dernières années, le braconnage de grands mammifères à l’aide de véhicules, de motos, d’armes automatiques et de carabines de gros calibre a réduit les populations d’animaux sauvages à des niveaux extrêmement faibles et a souvent abouti à une extinction locale. La chasse illégale pratiquée par les militaires, les autorités locales, les employés des mines et quelques braconniers commerciaux est l’une des causes principales de la réduction tragique des populations d’antilopes. Le camp militaire situé dans la Réserve de Gadabedji entre 1994 et 2004 est responsable de l’extinction locale de la quasi totalité des plus grands mammifères. La présence des militaires et des rebelles dans l’Aïr-Ténéré a causé la quasi disparition des populations d’animaux sauvages et forcé l’UNESCO à classer l’Aïr-Ténéré comme « aire protégée en péril ». Enfin, des quotas sont alloués pour la chasse sportive dans les concessions gérées par le gouvernement (Carte du projet 12) sans qu’il y ait eu d’inventaires récents des populations de gibier. Aucun système de suivi des populations d’animaux sauvages n’a été mis en place pour les concessions de chasse. Les principaux clients de la chasse viennent du Moyen Orient et d’Afrique du Nord, la réglementation de la chasse est très peu appliquée et les gardes militaires chargés de protéger les clients étrangers en profitent souvent pour braconner de leur côté.

Abattage non viable d’arbres et d’arbustes : Les plantes ligneuses sont essentielles pour la plupart des antilopes qui profitent de leur ombrage et s’en nourrissent. La collecte de bois de chauffage est faite de manière destructive et non durable pour satisfaire la demande énergétique croissante des populations urbaines. Aucun système de gestion n’a été mis en place. Le surpâturage réduit la régénération des espèces ligneuses.

Coupage de l’herbe : plusieurs milliers de tonnes d’herbe (par ex. *Panicum turgidum, Cymbopogon sp*, *Aristida, Stripagrostis pingens*) sont coupées chaque année pour être vendues sur les marchés locaux. C’est devenu une source importante de revenus, en particulier pour les jeunes. Cette pratique réduit les ressources pastorales disponibles pour les animaux sauvages.

**iii) Changement climatique**

Sécheresses : Les périodes prolongées de plusieurs années de grande sécheresse qui ont culminé en 1973 et en 1984 ont eu des effets désastreux sur les populations d’animaux sauvages, les éleveurs et le bétail. Ces sécheresses sont naturelles et se produiront probablement encore à l’avenir. Le Niger a toujours connu une variabilité climatique très prononcée. La population humaine du Niger a plus que doublé depuis la fin de la dernière grande sécheresse en 1984 et depuis, le front agricole s’est déplacé loin au nord, réduisant de manière importante la mobilité des éleveurs et des animaux sauvages. La prochaine grande sécheresse sera extrêmement difficile pour l’homme et pour la vie sauvage.

Les effets du changement climatique doivent être ajoutés à ces graves sécheresses naturelles. Les températures et l’évapotranspiration augmentent. La plupart des modèles climatiques prédisent une réduction de la pluviométrie dans le Sahel, mais leurs prévisions varient de manière importante pour les précipitations futures dans le Sahara. On considère généralement que les événements météorologiques extrêmes et la variabilité prononcée du climat devraient devenir plus courants. Le changement climatique amplifiera considérablement les menaces existantes contre la biodiversité.

### Solution à long terme et obstacles à la réalisation de cette solution

1. Comme nous l’avons vu dans les chapitres précédents, la gestion des AP au Niger pose un certain nombre de problèmes. Par ex. la couverture totale pose un problème, étant donné que le système d’AP ne couvre que 6,6 % du territoire national total, ce qui est inférieur au minimum de 10 % recommandé par l’UICN. Nous avons vu également que les animaux sauvages dans le désert ont besoin d’espaces très étendus pour avoir de l’eau et du fourrage en quantités suffisantes (voir paragraphe ). Par conséquent, le biome saharien, même s’il représente actuellement 80 % du domaine d’AP, n’est pas nécessairement sur-représenté dans le système d’AP. Ceci est particulièrement vrai si nous prenons en compte la faible efficacité de la gestion des AP sahariennes existantes, le degré de menace contre la biodiversité saharienne et les avantages comparatifs qu’offre le Niger au niveau régional. En outre, les capacités de gestion et la viabilité financière des AP posent des problèmes qui devront être gérés de préférence au niveau du système. Toutes ces difficultés limitent l’efficacité du système d’AP. La solution à long terme pour le système d’AP du Niger dans son ensemble consiste à la fois à améliorer l’efficacité de la gestion des principales AP et à étendre le domaine.
2. Les zones telles que la Réserve du Termit Tin Toumma ont une occasion à saisir avant que la pression anthropique fasse disparaître pour toujours les rares animaux sauvages qui restent dans ces zones. L’extension du système d’AP par la création de cette réserve et d’un corridor la reliant à l’Aïr-Ténéré et à Gadabedji nécessitera également l’élaboration de modalités de gestion efficaces adaptées au contexte local. Ces modalités répondront au besoin général d’amélioration des capacités, des politiques, des lois et des cadres institutionnels, y compris la capacité de la DGEF à nouer des partenariats et à mobiliser des fonds pour la conservation. Les retombées auront un impact positif sur le système d’AP dans son ensemble et amélioreront indirectement l’efficacité de la gestion des aires dans le sud, où le contexte de conservation est quelque peu différent.
3. La **solution à long terme** proposée pour la conservation de la biodiversité dans le biome saharien du Niger consiste à agrandir et consolider le système d’AP saharien, à améliorer l’efficacité de la gestion de ces AP et à rétablir des conditions favorisant les déplacements des animaux sauvages entre les AP grâce à des corridors gérés de manière durable dans le cadre d’une gestion ou cogestion communautaire. La priorité la plus urgente sera d’assurer la protection des populations en danger d’extinction dans le Termit Tin Toumma grâce à la création et la gestion d’une nouvelle AP. La DGEEF cherche à augmenter le pourcentage de couverture du domaine d’AP opérationnelles pour atteindre au moins 11 % de la superficie terreste du pays d’ici 2015. Le gouvernement reconnaît la nécessité d’adopter de nouvelles approches de gestion impliquant les communautés locales et de nouveaux partenaires pour accroître l’efficacité de la gestion des AP et des zones qui les relient et ont une importance potentielle pour les migrations de la faune (corridors de faune).
4. La stratégie élaborée par le projet repose sur trois piliers principaux. Premièrement, le renforcement du cadre institutionnel, d’action et juridique de gestion des AP afin de permettre de nouveaux partenariats et d’encourager la cogestion des AP et la gestion durable participative et décentralisée des ressources naturelles. Deuxièmement, l’augmentation du degré d’efficacité de la gestion des AP existantes et nouvelles en élaborant et en testant de nouveaux modèles de gestion des AP. Troisièmement, le large développement de la participation et de la responsabilisation des parties prenantes locales dans la gestion des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité dans les corridors de faune à créer. La viabilité des AP centrales et des nouveaux corridors de faune sera renforcée par l’implication des communautés et d’autres partenaires dans la gestion des AP et la prise de décisions, ainsi que par le partage équitable des bénéfices dérivés de la gestion des AP et des ressources naturelles.
5. La solution à long terme présentée ci-dessus est confrontée à plusieurs obstacles, décrits ci-après :

**Obstacle n° 1 : Les cadres juridique, institutionnel et d’action ne permettent pas d’améliorer l’efficacité de la gestion des AP et d’étendre le domaine d’AP.**

* Il n’existe pas de stratégie globale de conservation de la biodiversité dans le nord du Niger définissant les priorités de conservation, analysant les menaces, fixant les objectifs et présentant des options réalisables pour atteindre les objectifs de conservation. Les SPANB fournissent un document cadre d’orientation des projets de conservation de la biodiversité, mais qui ne prend pas en compte de manière adéquate le programme de décentralisation en cours et octroie généralement un statut de deuxième niveau au biome saharien.
* Il n’y a pas de financements adéquats, ni d’autres sources de financement, pour couvrir les coûts récurrents de la gestion des AP et les coûts d’investissement de la création d’AP et du développement d’infrastructures. Les capacités au niveau national ne sont pas suffisamment renforcées pour appuyer la planification des activités au niveau des AP et soutenir la planification de la gestion participative des AP. Les impacts prévisibles du changement climatique, en particulier les pressions humaines croissantes sur les terres peu productives dues à la baisse de la pluviométrie dans les zones sahéliennes du pays, ne sont pas pris en compte dans le concept à long terme de la conservation du biome saharien.
* Il n’existe pas de cadres opérationnels qui fonctionnent pour a) la gestion décentralisée des ressources naturelles par les communautés ou par les communautés et les communes ou d’autres organismes publics regroupés, b) des partenariats public-privé de gestion des AP. Le gouvernement n’a pas actuellement, et n’aura pas dans un futur proche, les ressources nécessaires pour gérer efficacement les AP. Les populations locales et les autres parties prenantes sont très peu encouragées à investir dans la conservation de la biodiversité. Les AP sont gérées comme des entités individuelles, plutôt que comme les éléments d’un système d’AP cohérent. Il n’existe pas de statut juridique défini qui soit approprié pour les corridors de faune. Le Termit Tin Toumma n’a pas le statut d’aire protégée, bien qu’il abrite certaines des populations de faune les plus en péril dans le Sahara. Les capacités nécessaires pour une conservation efficace de la biodiversité sont insuffisantes au niveau institutionnel, depuis le gouvernement central jusqu’aux communes et communautés locales. Le personnel ayant une formation universitaire est très peu nombreux, que ce soit au niveau central ou dans les administrations décentralisées. Le nombre de gardes forestiers sur le terrain est très insuffisant et les populations locales ne sont pas encouragées à observer et écouter pour rendre compte aux responsables des AP.
* Le système existant de concessions de chasse sportive fonctionne mal et favorise peu ou pas du tout la conservation de la biodiversité et l’exploitation durable. La législation nigérienne sur la chasse et la réglementation correspondante existent depuis 1998. Le système actuel de concessions de chasse encourage peu la conservation. Il n’existe pas de programme opérationnel pour suivre les populations d’espèces de gibier et déterminer des quotas de chasse sportive sur une base scientifique. Les quotas sont basés sur des statistiques dépassées depuis longtemps. La législation sur le gibier est appliquée de manière insuffisante et inefficace, et n’a pas dissuadé les braconniers aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur des AP. Les prix des trophées et des permis pour les chasseurs professionnels sont fixés par la loi sur la chasse et sont restés les mêmes depuis 1998. Etant donné que rien n’est prévu pour aligner ces prix sur l’inflation, les animaux sauvages sont de plus en plus sous-évalués au fil du temps. Le système actuel ne permet pas aux populations locales de prendre en main la gestion de la faune et de la chasse sportive, ni d’en faire les bénéficiaires directs de la chasse sportive. La loi ne prévoit pas de mécanisme pour financer les coûts nécessaires du suivi efficace des populations d’animaux sauvages qui permettrait de transformer la chasse en une activité positive pour la conservation. Dans sa forme actuelle, le système des concessions de chasse, est un obstacle à la conservation de la biodiversité.
* La sensibilisation et la prise de conscience du public concernant les valeurs de la biodiversité ne sont pas très élevées au Niger. Sans un soutien important du public, la conservation efficace de la biodiversité et l’application des lois relatives aux AP ne sont pas possibles. La mauvaise gouvernance est également un véritable obstacle à la conservation de la biodiversité. Les militaires, les autorités locales et même les employés des compagnies minières ont tous été impliqués dans le grave problème du braconnage. Peu de communautés et de communes connaissent les opportunités et les bénéfices potentiels que la gestion des ressources naturelles leur offre dans le cadre de la loi de décentralisation. Toutefois, cette loi n’indique pas clairement qui a la principale responsabilité de la gestion des ressources naturelles et ne précise pas si et comment les municipalités peuvent déléguer la gestion ou la cogestion des ressources naturelles aux communautés. En outre, les lois de décentralisation n’octroient pas de sources de financement claires et adéquates aux communes pour leur permettre d’être opérationnelles.

***Obstacle n° 2 :* Il n’y a pas de gestion efficace des AP et d’infrastructures pour la conservation de la biodiversité dans les aires protégées du Termit Tin Toumma et de Gadabedji.**

* Les infrastructures d’AP existantes dans la zone saharienne sont en très mauvais état. Les AP n’ont pas le personnel et les équipements adéquats, et les lois régissant la chasse et l’utilisation des autres ressources sont extrêmement mal appliquées. Les agents effectuent des patrouilles de lutte contre le braconnage à dos de chameau, alors que les braconniers ont des voitures et des motos. Aucun système de gestion des terres de parcours n’a été mis en place dans les AP dont les terres de parcours sont surexploitées par les éleveurs transhumants. Dans la Réserve de Gadabedji le bétail se dispute le fourrage et l’eau avec la faune sauvage.
* Rares sont ceux qui ont une expérience en planification de la gestion et en cogestion des AP. La planification des activités est un concept inconnu dans le biome saharien. Gadabedji n’a pas de plan de gestion et celui du Termit Tin Toumma n’est qu’un projet. Il n’existe pas de systèmes de gestion d’AP pouvant servir de modèles à adapter aux autres AP du système. L’efficacité de la gestion des AP est entravée par le faible niveau d’éducation et les capacités et compétences limitées du personnel des AP. Les capacités de suivi des populations d’animaux sauvages et de création de partenariats de travail avec les populations adjacentes ne sont que partiellement renforcées.
* Actuellement, les communautés locales dans et autour des AP sahariennes sont peut encouragées à préserver les AP centrales et leur biodiversité car cela leur rapporte très peu. La restriction de l’accès aux rares ressources des AP dont ils ont besoin pour leur subsistance quotidienne sans leur offrir des ressources de remplacement risque de compromettre l’objectif de conservation visé. La difficulté logistique de communiquer, d’organiser et de collaborer avec les utilisateurs nomades/transhumants des ressources est une sérieuse contrainte dans la zone du projet.
* Le potentiel écotouristique est très limité dans un proche avenir à cause des populations très réduites des espèces qui intéressent le plus les touristes et de la biologie de ces espèces qui les rend très vulnérables aux types de perturbations engendrées par les touristes. Pour pouvoir supporter une présence significative de touristes, il faudrait que les populations d’addax et de gazelles dama augmentent de manière substantielle. Le développement du tourisme est également limité par le fait que le Termit Tin Toumma est très éloigné. Le potentiel écotouristique des AP sahariennes est également limité par la quasi extinction des principales espèces d’animaux sauvages et les problèmes d’insécurité dans le nord. Aucun programme n’a été mis en place pour réintroduire les espèces disparues localement, à l’exception du site d’élevage d’autruches à cou rouge du SCF au sud du Termit Tin Toumma. Auparavant, l’Aïr-Ténéré bénéficiait du niveau de développement touristique le plus élevé, mais cette région a connu un effondrement économique brutal dû à l’insécurité.

**Obstacle n° 3 : Les terres situées entre les trois AP du nord ne sont actuellement pas adaptées à la création d’un corridor pour les déplacements de la faune entre les AP car ce sont toujours des zones d’accès libre dans lesquelles la lutte contre le braconnage et les systèmes de gestion des ressources naturelles sont inexistants.**

* Les terres situées entre les trois AP sont des terres de parcours utilisées par les transhumants et les nomades avec leurs gros troupeaux de bétail (y compris les chameaux) qui se déplacent de manière saisonnière dans toute la région à la recherche d’eau et de pâturages (voir la Carte du projet 10). Les pratiques traditionnelles d’exploitation des terres des transhumants ont été fragilisées par les pressions humaines croissantes, la restriction de leur liberté de mouvement, la transformation de terres de pâturage sahéliennes en terres agricoles et la dégradation généralisée des terres. Les systèmes foncier et d’accès aux ressources sont caractérisés par le libre accès. La législation existante est largement méconnue ou ignorée par les populations locales. Actuellement, la conservation des animaux sauvages et de leurs habitats ne rapporte rien aux communautés locales. Les éleveurs ne sont pas organisés en groupes de gestion des ressources naturelles et ne sont pas dotés de moyens pour gérer les ressources naturelles.
* On ne trouve quasiment aucune des espèces d’animaux rares et en péril sur les terres entre les AP. Il n’y a pas de lutte efficace contre le braconnage dans cette zone et d’après ce que l’on sait, il n’y a pas de déplacements d’animaux entre les AP. Les anciennes pistes de migration des animaux sauvages n’ont pas été correctement cartographiées (bien que l’on sache qu’elles suivent principalement l’axe nord-sud). Les sites les plus critiques pour rétablir les déplacements des animaux sauvages entre les trois AP n’ont pas été identifiés. Acune stratégie efficace pour préserver ces sites n’a été élaborée. Aucun système de suivi écologique n’a été mis en place. Il n’existe pas de stratégies ou de mécanismes de réintroduction/restauration des populations d’animaux sauvages disparus localement. Les interactions entre le bétail et les animaux sauvages, et leurs besoins respectifs, ne sont pas suffisamment intégrés dans les instruments décentralisés de planification de l’exploitation des terres et les projets de développement. La planification décentralisée du développement se focalise sur les priorités locales et ne prend pas en compte les besoins de conservation de la biodiversité. La planification du développement est également entravée par les contradictions et les conflits entre les différentes stratégies sectorielles. Les capacités de gouvernance locale et de gestion des ressources naturelles et des paysages sont toujours très peu renforcées dans les jeunes communes et les autres structures décentralisées. L’extension de la protection à des espèces menacées dans de vastes zones en dehors des réserves pose également des problèmes importants.

### Analyse des parties prenantes

1. La Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts (DGEEF) est le principal organisme qui a participé à l’élaboration du projet et aura la principale responsabilité de son exécution. La DGEEF collabore avec les ministères de la Décentralisation, du Développement communautaire, de l’Elevage, de l’Agriculture, de l’Hydraulique, des Mines, du Tourisme et les organismes de recherche, les administrations décentralisées et les services techniques, les ONG (internationales, nationales et locales) et les représentants des populations locales, en particulier les communes et les communautés locales. Les acteurs nationaux ont un rôle important à jouer dans l’élaboration de la stratégie, la coordination inter-ministérielle, le renforcement des cadres juridique et institutionnel, l’appui aux parties prenantes locales et le suivi et l’évaluation des activités du projet*.*
2. Les principaux acteurs du projet au niveau local sont les deux unités de gestion des AP de Gadabedji et du Termit Tin Toumma, les communautés vivant dans l’AP du Termit et autour de l’AP de Gadabedji, les communautés installées dans le corridor et les communes concernées. Les communes sont le niveau le plus bas d’autorité locale et équivalent à un district ou un comté. Elles n’ont pas le droit de collecter des impôts. Les services de vulgarisation, les ONG et les autorités départementales et régionales ont des rôles importants à jouer pour soutenir la planification de l’exploitation des terres et des ressources naturelles, la mise en place de partenariats de cogestion pour la gestion des ressources naturelles, le renforcement des capacités pour la gestion durable des ressources naturelles, l’intégration de la conservation de la biodiversité dans la gestion des ressources naturelles et la gestion durable des terres dans le corridor.
3. Une étude des parties prenantes, de leurs capacités pour participer efficacement à la cogestion de leurs zones et des besoins en renforcement des capacités a été menée pendant le PDF-B (études « Aspects socio-économiques » et « Socio-économie et cadres juridique et institutionnel »).
4. Le Tableau 2 ci-après décrit les principales catégories de parties prenantes et leur implication dans le projet. Un plan détaillé de participation des parties prenantes est fourni à la Section IV, Partie IV*.*

Tableau 2. Rôles et responsabilités des principales parties prenantes

| **Parties prenantes** | **Rôles et responsabilités** |
| --- | --- |
| ***Niveau local*** | |
| Bureaux régionaux, départementaux et communaux du ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification | Ils font partie des principales parties prenantes dans le corridor de faune :  Exécution du projet dans le corridor comprenant la sensibilisation, la contribution à l’identification des principaux habitats dans le corridor, la lutte contre le braconnage et le suivi écologique impliquant les écogardes communautaires, l’assistance technique aux communautés locales et aux communes pour l’intégration de la conservation de la biodiversité dans la planification de l’exploitation des terres et du développement (PDC, PDGDRN) et pour la mise en oeuvre de modèles de cogestion et de mesures techniques dans les principaux habitats.  Suivi des activités du projet |
| Unités de gestion des aires protégées des Réserves Gadabedji et du Termit Tin Toumma (État et ONG internationale Sahara Conservation Fund / Projet antilopes sahélo-sahariennes) | Principale partie prenante dans les AP du Termit et de Gadabedji :  **Mise en oeuvre** des activités du projet dans les AP et les communautés adjacentes, notamment le zonage des AP, les plans de gestion et d’activités des AP, l’élaboration de modèles de cogestion, le suivi écologique et la recherche scientifique sur les principaux habitats dans le corridor, la gestion de la lutte contre le braconnage et des relations publiques avec les militaires et les autorités locales, la supervision et la formation des écogardes communautaires.  Suivi des activités du projet  Le Sahara Conservation Fund et le projet Antilopes sahélo-sahariennes assurent un certain nombre d’activités de gestion des AP du Termit Tin Toumma. Dans le cadre de ce projet FEM, soit le gouvernement reconduira l’accord existant avec le Sahara Conservation Fund et le projet Antilopes sahélo-sahariennes, soit il en signera un nouveau concernant l’extension des activités au-delà du Termit Tin Toumma afin de couvrir aussi d’autres zones telles que Gadabeji, le Tadress et les corridors entre ces zones clé et l’Aïr Ténéré. La principale activité ciblée est le suivi écologique, notamment le suivi d’un certain nombre d’indicateurs, et le renforcement des capacités nationales pour le suivi écologique. Un budget de 200.000 USD a été initialement réservé à cette fin et pourra être réajusté en fonction des besoins et des possibilités (voir par ex. le budget avec les notes « i » et « n » à la section Budget total et plan de travail). |
| Bureaux régionaux, départementaux et communaux des ministères de l’Agriculture, des Ressources animales, du développement local/de la décentralisation | Assistance technique aux communautés locales et aux communes pour l’intégration des besoins de la biodiversité dans les schémas d’aménagement fonciers (PDC, PDGDRN) et mise en oeuvre de mesures techniques pour la **gestion durable des ressources** (GDR) et la gestion durable des terres dans les habitats les plus importants. |
| Administrations territoriales (Bureau du Gouverneur, préfectures, départements) | Gestion des conflits et harmonisation des approches des différents services techniques régionaux et départementaux.  Soutien administratif et institutionnel aux organisations locales et formelles de la société civile engagées dans l’exécution du projet. |
| Autorités traditionnelles (chefs de village, campements, tribus, groupes, imams, marabouts, etc.) | Mobilisation des communautés locales pour qu’elles participent aux activités du projet  Gestion des conflits au niveau des parties prenantes locales (paysans, éleveurs, chasseurs, exploitants de ressources forestières non ligneuses, etc.)  Assistance et conseil aux unités de gestion responsables de la conservation de la biodiversité (lutte anti-braconnage, abattage d’arbres, etc.) |
| Communautés locales, y compris les villageois sédentaires, les nomades, les transhumants et les groupes organisés de femmes, d’hommes et de jeunes des communautés. | Principale partie prenante du projet :  participation à la prise de décisions locale sur les AP et à l’élaboration des schémas d’aménagement fonciers, surveillance et patrouilles dans les AP et les zones adjacentes, interventions physiques dans les AP et le corridor.  **Mise en oeuvre** des plans de gestion des ressources naturelles  Défense des intérêts juridiques de tous les groupes socio-professionnels qui utilisent les ressources naturelles |
| Communes (conseil municipal et services municipaux) | Principale partie prenante du projet :  Organisation/amélioration des plates-formes locales de consultation des parties prenantes (ONG et associations, communautés locales, commissions foncières locales, par ex. COFO, COFOB, etc.)  Organiser/améliorer les plates-formes de coordination communales pour les questions courantes importantes (zones de chasse, transhumance, lutte contre le braconnage)  Promotion de la gestion durable des ressources naturelles dans les AP et le corridor  Élaboration et exécution du PDC (qui prend en compte les besoins des AP et de la conservation de la biodiversité dans le corridor)  **Mise en oeuvre** des activités planifiées dans le PDC (y compris le réinvestissement des taxes perçues sur l’utilisation de la biodiversité dans la protection de l’environnement)  Élaboration de mécanismes de prévention des conflits et conciliation des intérêts des différentes parties prenantes  Les représentants feront partie du comité de pilotage. |
| Commissions foncières locales (COFO, COFOB) | Principale partie prenante du projet :  Rôle important dans l’élaboration des accords de cogestion, du PDC et du PDGDRN  Gestion et suivi des mesures physiques (coupe-feux, stabilisation des dunes, etc.) |
| Associations et ONG locales dans le domaine du développement local, de la production pastorale et de la gestion des ressources naturelles (par ex. AREN, entre autres – peut-être aussi CAPONG, REFORM) | Sensibilisation des communautés locales (opportunités de responsabilisation pour la GRN, la conservation de la biodiversité, le respect des lois et réglementations)  Assistance technique aux populations locales pour la GDR et la gestion des ressources naturelles  Promotion d’activités génératrices de revenus pour réduire les pressions sur les ressources naturelles  Groupes de pression pour la conservation de la biodiversité, la gestion durable des ressources et la promotion de l’écotourisme  Promotion du réinvestissement des recettes municipales tirées de l’utilisation des ressources naturelles.  Les représentants feront partie du comité de pilotage.  La collaboration avec AREN, CAPONG et REFORM sera possible dans le cadre des réalisations 1.7, 2.2, 2.3,2.4, 2.5 et 3.4. Ces détails seront définis plus en détail pendant la phase de démarrage du projet. Un budget de 50.000 USD a été initialement réservé à cette fin et pourra être réajusté en fonction des besoins et des possibilités (voir par ex. le budget et la note « k » à la section Budget total et plan de travail). Une évaluation des capacités de ces trois ONG locales a été effectuée (voir l’Annexe 5). Elles devront être agréées par le comité d’évaluation des projets locaux avant qui leur collaboration puisse être définie de manière plus spécifique. |
| Projets de développement appuyant le développement local et la production pastorale | Cofinancement géré par les partenaires du développement local et des schémas d’aménagement fonciers (PDC, PDGDRN) et activités GDR et de réhabilitation des habitats naturels dans le corridor. |
| Forces de sécurité nationales (police, gendarmes, militaires, FNIS, FAN) | Contribution à la surveillance de l’exploitation illégale des ressources dans les AP  S’assurer que leur personnel respecte les lois et réglementations sur la protection de la biodiversité |
| Compagnies minières et pétrolières | Soutien financier à la réhabilitation/gestion des AP et conservation des habitats dans les communautés adjacentes  S’assurer que leur personnel respecte les lois et réglementations sur la protection de la biodiversité |
| ***Niveau national*** | |
| Ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification/Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts | Principale partie prenante :  Responsable de la conception/mise en oeuvre globales du projet et de sa gestion,  Président du comité de pilotage,  Responsable de l’élaboration et de la mise en oeuvre des politiques/stratégies environnementales nationales, amélioration des cadres juridiques/institutionnels, y compris la coordination interministérielle et la sensibilisation au niveau national (militaires, compagnies pétrolières) |
| Ministère de l’Élevage et des ressources animales | Élaboration de stratégies de production de bétail et de gestion des terres de parcours et contribution à l’harmonisation des politiques avec les stratégies sur la biodiversité/l’environnement  Membre du comité de pilotage |
| Ministère de l’Agriculture/ Secrétariat permanent du Code rural | Consultations et appui à la création des commissions foncières  Membre du comité de pilotage |
| Conseil national de l’environnement pour le développement durable (CNEDD) | Supervision de l’application des conventions sur la biodiversité et l’environnement  Membre du comité de pilotage |
| Haut Commissariat des collectivités territoriales (HCCT) | Consultations et appui à la création des communes  Soutien budgétaire aux communes pour élaborer et appliquer le PDC  Membre du comité de pilotage |
| **SE/SDR** | Élaboration de stratégies de développement rural  Contribuer à la compatibilité des politiques pour la conservation de la biodiversité/l’environnement  Membre du comité de pilotage |
| Ministère de l’approvisionnement en eau | Responsable de l’aménagement de points d’eau pour le bétail  Contribution à l’harmonisation des politiques avec les stratégies sur la biodiversité/l’environnement  Membre du comité de pilotage |
| Universités et centres de recherche (UAM et INRAN) – recherche/patrimoine archéologique, y compris les centres internationaux | Suivi de l’écosystème et de la faune  Inventaires faunique et floral dans les AP et le corridor de faune  Recherches et études (migration des grands mammifères, interactions entre animaux domestiques et sauvages, connaissances et gestion traditionnelles des ressources naturelles par les éleveurs transhumant, amélioration des ressources fauniques et florales dans les AP et les principaux habitats dans le corridor)  Études archéologiques y compris la valorisation du patrimoine archéologique dans les AP (Termit) |
| ROSELT | ROSELT signifie Réseau d’observatoires de suivi écologique à long terme. Il a été créé à la demande des 20 pays qui bordent le Sahara (zone géographique couverte par l’OSS). Son objectif est de contribuer au renforcement des capacités africaines pour le suivi écologique à long terme, de fournir des outils d’aide à la décision appropriés aux administrateurs et aux décideurs nationaux et de faire progresser la création d’un réseau d’observatoires nationaux de suivi de l’environnement. Dans le projet, il peut jouer un rôle d’assistance technique et de conseil pour la création de systèmes de suivi écologique à long terme **pour la zone du projet**. |
| Partenaires de développement (partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux, ONG) | Cofinancement géré par les partenaires des activités du projet et mise en oeuvre des programmes pour la gouvernance locale des ressources naturelles, la gestion durable des ressources et le renforcement des capacités des parties prenantes locales  Assistance technique pour la gestion des AP et le développement de la chaîne de valeur de la vie sauvage  Membre du comité de pilotage |
| ONG internationales sur la biodiversité | Principale partie prenante :  Cofinancement géré par les partenaires et exécution du projet dans les AP  Assistance technique pour la gestion des AP et le développement scientifique de chaînes de valeur de la vie sauvage, modèles de cogestion  Cofinancement géré par les partenaires et exécution d’études sur la biodiversité  Membre du comité de pilotage |
| Opérateurs privés de l’écotourisme | Conception de produits touristiques attractifs  Promotion d’un écotourisme respectueux de l’environnement dans les AP (Gadabedji, Termit)  Participation financière à certains investissements dans les AP  Sensibilisation des touristes sur la vulnérabilité des animaux sauvages aux perturbations et sur les réglementations existantes (concernant la vie sauvage, le patrimoine archéologique, les déchets) |
| Ministère du Tourisme, Association nigérienne des professionnels du tourisme, Syndicat du tourisme nigérien et Centre nigérien de la promotion du tourisme | Contribution à la promotion de l’écotourisme par des publicités sur les AP sahariennes  Sensibilisation des touristes sur les réglementations existantes (concernant la vie sauvage, le patrimoine archéologique, les déchets). |
| Compagnies minières et pétrolières | S’assurer que leur personnel sur le terrain respecte les lois et réglementations sur la protection de la biodiversité et de l’environnement  Contribution financière à la réhabilitation et la conservation de la biodiversité dans les zones où elles opèrent |
| Responsables militaires | S’assurer que leur personnel sur le terrain respecte les lois et réglementations sur la protection de la biodiversité et de l’environnement |
| PNUD-Niger | Garantir une mise en œuvre professionnelle et ponctuelle des activités, ainsi que la diffusion des rapports et la réalisation des autres résultats escomptés dans le document du projet ;  Coordination et supervision des activités ;  Assistance et appui à la DGEEF pour organiser les réunions des parties prenantes et assurer la coordination des principaux acteurs, en particulier entre les bailleurs de fonds et les organisations internationales ;  Recrutement et administration des contrats du personnel du projet à long terme et des consultants à court terme ;  Vérification que toute la gestion financière et la comptabilité du projet respectent les règles et directives du PNUD ;  Mise en place d’un réseau efficace entre les parties prenantes du projet, les organisations internationales spécialisées et la communauté des bailleurs de fonds ; |

### Analyse de référence

1. L’analyse de référence présente ce que la situation serait en l’absence du projet du FEM. Elle est divisée en trois grands domaines, correspondant chacun aux trois réalisations du projet proposé et décrites ci-après :

1) Cadre de gouvernance pour la gestion et le développement des AP : Dans le scénario de référence, les efforts de conservation de la biodiversité se focaliseront principalement sur des efforts ponctuels visant à protéger les populations d’animaux sauvages gravement menacées dans le Termit et le Tin Toumma. La création de la Réserve du Termit Tin Toumma prendra probablement beaucoup de retard étant donné qu’aucun accord n’a encore été trouvé sur les limites des AP (deux propositions de délimitation très différentes pour la nouvelle AP du Termit Tin Toumma PA). Les activités de conservation seront menées sans qu’il existe une stratégie de conservation globale pour le biome saharien dans le nord du Niger. Les AP du Niger continueront d’être gérées individuellement et pas au sein d’un système. Dans la situation de référence, il n’y aura pas de politique, ni de réformes législative ou réglementaire visant à améliorer l’efficacité de la gestion du système d’AP.

2) AP pilotes nouvelles et existantes avec des modèles de gestion opérationnels : La capacité actuelle du Niger à gérer les AP dans le biome saharien restera très insuffisante. Le manque de ressources financières et de capacités de gestion empêchent la mise en place d’un contrôle efficace et la réalisation d’investissements de base. La création de nouvelles AP dépend entièrement du soutien des bailleurs. Dans la situation de référence, les investissements dans la gestion des AP dans le nord du Niger seront concentrés sur la nouvelle AP du Termit Tin Toumma. Le projet de protection de la biodiversité bi-national et financé par l’UE, comprenant le projet Antilopes sahélo-sahariennes au Niger, aidera à l’élaboration d’un plan de gestion pour le Termit Tin Toumma. Les efforts actuels de lutte contre le braconnage basés sur la sensibilisation et les fréquents contacts avec les militaires et les autorités locales dans et autour du Termit Tin Toumma se poursuivront, ainsi que l’implication des utilisateurs des ressources locales dans le suivi des populations d’animaux sauvages. Toutefois, dans la situation de référence, le Termit Tin Toumma resterait probablement une « ile » isolée (grande, mais une île quand même). Les événements qui obligeraient les animaux à sortir de la nouvelle AP (grave sécheresse, activité des rebelles/insécurité) les mettraient à la merci des braconniers. Le forage et la prospection de nouveaux gisements de pétrole se poursuivraient dans de vastes zones dans l’est et le nord de la zone du projet, avec des résultats qui ne sont pas prévisibles mais qui comportent une série de risques pour la biodiversité de la zone, depuis la destruction des habitats jusqu’aux problèmes d’insécurité en passant par l’augmentation du braconnage. Un pipeline partant des gisements de pétrole récemment découverts dans le Termit Tin Toumma sera construit. Dans la situation de référence, la dégradation des écosystèmes dans la Réserve de Gadabedji se poursuivra et la plupart des espèces qui auront disparu localement ne réapparaîtront pas. Le SCF fera fonctionner comme prévu son élevage d’autruches à cou rouge au sud du Termit Tin Toumma et l’IGF pourrait recevoir un financement pour la création d’un élevage à Gadabedji pour la réintroduction de l’oryx algazelle. Les communautés dans et autour des AP tireront peu de bénéfices des AP et de la conservation de la biodiversité ; elles ne seront impliquées dans les processus de prise de décisions que de manière marginale. Par conséquent, elles seront peu motivées à contribuer à la conservation de la biodiversité et feront peu d’efforts pour modifier leurs pratiques destructrices, telles que le surpâturage, la multiplication des points d’eau non planifiés sur les limites des AP (pour mieux exploiter les ressources pastorales dans les AP), les feux de brousse, la chasse, le braconnage, etc. Sans le projet de corridor de faune, il n’existe pas d’initiatives identifiées qui permettraient aux communautés et aux communes locales de profiter du transfert effectif des droits de gestion des ressources naturelles tel que le prévoit la loi sur la décentralisation et ce transfert ne sera probablement pas pris directement en compte dans la gestion des AP.

3) Corridor de faune dans le nord du Niger : Le scénario de référence concerne les projets et les programmes financés par le budget de l’Etat, les communes, les ONG, les associations et les partenaires internationaux du développement en matière d’infrastructures rurales, d’agriculture, de production pastorale et de gouvernance locale des ressources naturelles. Les projets et programmes de référence sont rares dans la zone d’intervention. Ils ne s’intéressent que partiellement à la gestion durable des terres et pas du tout aux besoins en matière de conservation de la biodiversité. Il n’existe pas d’initiatives relatives à la création de corridors de faune dans la situation de référence. Sans la solution proposée par le FEM, la dégradation des terres et la destruction des habitats se poursuivront. Les systèmes locaux d’utilisation des ressources naturelles deviendront encore moins durables. Le surpâturage et l’érosion des sols continueront de s’aggraver. Les habitats essentiels pour la dispersion et les déplacements des espèces de faune seront détruits ou dégradés. Les incitations et les systèmes participatifs de gestion des ressources naturelles nécessaires pour permettre les déplacements futurs d’animaux sauvages entre les aires protégées du Termit Tin Toumma, de Gadabedji et de l’Aïr-Ténéré ne seront ni testés, ni mis en place. Les communes et les communautés n’obtiendront pas les moyens de gérer directement le gibier pour la chasse sportive. En l’absence du projet de corridor de faune, les communes auront la responsabilité de la gestion des ressources naturelles, mais n’auront pas l’expertise et les moyens d’établir un plan commun de restauration des terres et de gestion des ressources naturelles au niveau de l’écosystème ou de mettre en oeuvre des mesures de conservation/restauration des terres et de contrôle au niveau de l’écosystème. Les quelques activités de GRN qui sont mises en place resteront isolées et manqueront du type de coordination stratégique nécessaire pour créer des corridors de faune. Par conséquent, sans le projet du FEM, les types d’interventions nécessaires à moyen et long terme pour rétablir les déplacements entre les AP sahariennes ne seront ni pilotés, ni testés.

## IIème PARTIE : Stratégie

### Justification du projet et conformité à la politique

#### Adéquation avec la stratégie du domaine d’intervention et le programme stratégique du FEM

1. Ce projet fait partie de la composante biodiversité du Programme stratégique du FEM en Afrique de l’ouest (SPWA). Il contribuera de manière significative à la réalisation des objectifs de la Stratégie du du FEM et de l’objectif I (OS-1), Catalysation de la viabilité des systèmes d’aires protégées aux niveaux national et, dans ce cadre, au Programme stratégique 3 : Renforcement des réseaux d’aires terrestres protégées. Ce projet aidera à pérenniser et à étendrele système d’AP du Niger en soutenant son extension et en améliorant l’efficacité de la gestion de son réseau d’AP sahariennes. Il facilitera : a) l’ajout de ~8,28 millions d’hectares au domaine d’AP, faisant passer la couverture à 12,7 % du territoire d’AP nationales classées dans les catégories UICN I – IV (sans le corridor de faune), b) la réhabilitation d’une AP menacée (Gadabedji) et la réintroduction d’espèces localement menacées et c) le lancement du processus de rétablissement de la connectivité entre les AP grâce à la création de corridors de faune dans les ~ 12,69 millions d’hectares de terres entre les trois AP, favorisant ainsi le développement d’habitats clé gérés de manière durable à identifier dans ces corridors. Le projet soutiendra également les efforts d’amélioration de l’efficacité du système d’AP en s’attaquant aux problèmes, juridiques et institutionnels et en renforçant les capacités de gestion des AP et des ressources naturelles au niveau central comme au niveau local. En se focalisant sur le renforcement de la conservation de la biodiversité terrestre grâce au système d’AP sahariennes du Niger, le projet contribue à la réalisation des principaux indicateurs de ce OS. La viabilité limitée de ce sous-système – notamment les insuffisances socio-économiques, financières, politiques, écologiques et institutionnelles – a un impact négatif sur la capacité du Niger à protéger la biodiversité terrestre à court et à long terme.
2. En outre, ce projet fait partie du Programme stratégique du FEM pour l’Afrique de l’ouest (SPWA), sous-composante biodiversité. Il rentre aussi dans le cadre de son Objectif n° 3 de « Consolidation des réseaux d’aires protégées » dans la mesure où il cherche à (i) créer une nouvelle AP, où le besoin urgent de protection de faune menacée a été identifié et, (ii) créer un complexe d’AP dans le biome saharien du Niger tout en améliorant l’efficacité globale de la gestion du système d’AP. Il se focalise sur des résultats visibles sur le terrain. La majeure partie des fonds alloués au projet sera consacrée à la Composante 2, qui se concentrera sur la définition des modalités des AP du système d’AP dans son ensemble et sur la mise en oeuvre au niveau du site de modalités de gestion participative.
3. Les principaux outils de suivi, couramment utilisés dans les projets du FEM sur la biodiversité, seront appliqués. Il s’agit de l’outil de suivi de l’efficacité de la gestion, ou METT (Annexe 2), qui comprend aussi le tableau de bord de viabilité financière du système d’AP du PNUD (voir l’Annexe 3 qui présente un récapitulatif et l’Annexe 2 pour le tableau de bord complet), ainsi que le tableau de bord pour le développement des capacités (Annexe 4).

#### Justification et résumé de la solution proposée par le FEM

1. Les aires protégées (AP) gérées de manière efficace et la gestion durable des ressources naturelles dans les corridors de faune constituent une stratégie viable de conservation des espèces de faune migratrices d’importance mondiale au Niger. Toutefois, l’état de la biodiversité du Niger dans le biome saharien est gravement menacé par le braconnage et l’utilisation non durable des ressources, les changements d’exploitation des terres, la fragmentation et la réduction de la mobilité, et les changements climatiques. Ce projet est justifié principalement par les mesures définies pour supprimer les obstacles décrits à la section précédente, mesures sur lesquelles reposent ses trois réalisations. Ce projet renforcera les cadres d’action, juridique et institutionnel de conservation de la biodiversité. Il s’efforcera de protéger les populations d’animaux sauvages gravement menacés qui sont concentrées dans et autour du Termit Tin Toumma, en créant une nouvelle aire protégée autour d’elles. De nouveaux modèles de cogestion participative seront élaborés pour les Réserves du Termit et de Gadabedji. Enfin, le projet identifiera des corridors de faune vitaux entre les trois AP et commencera à piloter les types d’activités nécessaires pour ces corridors afin de rétablir à terme les déplacements de faune entre les AP. La DGEEF sera la principale agence d’exécution et collaborera avec les principaux ministères, les services techniques décentralisés, les partenaires sur le terrain tels que les partenaires de coopération, les communes, les départements, les régions, SCF et IGF et les principaux bailleurs tels que l’UE, la BM, la BAD, la CTB et l’AFD.

### But, objectif, résultats escomptés et réalisations/activités du projet

1. Le **but** du projet est de protéger la biodiversité d’importance mondiale dans le biome saharien du Niger grâce à un système d’aires protégées
2. L’**objectif** du projet est d’étendre le système d’aires protégées (AP) géré par le Niger dans le biome saharien en appliquant des approches efficaces de gestion des AP et en créant des corridors de migration de la faune.
3. Pour réaliser l’objectif ci-dessus, et en se fondant sur une analyse des obstacles/problèmes (voir Section I, 1ère Partie) qui a permis d’identifier : (i) les menaces contre la biodiversité auxquelles le projet tentera de s’attaquer, (ii) leurs impacts et racines profondes, et (iii) les obstacles qui devront être surmontés pour atténuer vraiment les menaces et améliorer la conservation de la biodiversité, l’intervention a été organisée en trois composantes assorties de trois résultats escomptés (légèrement modifiés par rapport au concept présenté dans la FIP) :

**Résultat 1 : Extension du domaine d’AP du Niger, àune superficie de 29,3 millions d’hectares (dont ~ 8,28 millions d’hectares pour la nouvelle AP et ~ 12,69 millions d’hectares pour le corridor de faune), bénéficie d’un soutien institutionnel renforcé, de cadres juridique et d’action favorables et d’une gestion financière améliorée**

1. Pour la réalisation du Résultat 1, le cadre de gouvernance du système d’AP du Niger dans le biome saharien sera renforcé et la couverture total des aires protégées sera étendue. Pour ce faire, il faudra créer une nouvelle AP, renforcer une AP existante, classifier (ou lui donner un statut de reconnaissance juridique quel qu’il soit) un corridor de faune reliant les AP du nord du Sahara afin de créer les conditions nécessaires pour les futurs déplacements d’animaux sauvages entre elles, renforcer les capacités et les cadres juridique, d’action et institutionnel pour de nouveaux partenariats de gestion des AP et pour une gestion décentralisée des ressources naturelles impliquant les communautés et, enfin, la sensibilisation en matière de conservation des AP et de la biodiversité.
2. Le projet appuiera également l’élaboration d’un plan stratégique de conservation du biome saharien du Niger. A cette fin, il rassemblera tous les principaux acteurs du secteur pour élaborer une stratégie programmatique, institutionnelle et financière afin de créer un système approprié, viable et durable d’aires protégées sahariennes.
3. Les réalisations nécessaires pour atteindre cet objectif sont décrites ci-après.

***Réalisation 1.1 Le plan de conservation stratégique du biome saharien du Niger est élaboré et largement approuvé***

Ce plan fournira le cadre de développement de partenariats stratégiques pour la gestion des AP, des interventions immédiates sur les sites des AP les plus menacées, une réponse adaptative aux effets des changements climatiques sur les AP sahariennes, ainsi que la consolidation et l’extension des AP comprenant la préparation de mécanismes de financement des AP innovants, viables et à long terme afin de garantir la mobilisation future de fonds supplémentaires pour les charges récurrentes et les investissements dans le système d’AP. Un plan de conservation stratégique à long terme pour le biome saharien du Niger sera élaboré comme principal document d’orientation pour le système d’AP sahariennes dans son intégralité. Ce plan sera élaboré à l’aide d’un large processus participatif avec consultation et validation par les parties prenantes. Il étudiera d’un point de vue stratégique les avantages et la faisabilité des modèles de gestion transférée des AP (par ex. concessions au secteur privé ou à des ONG) et de nouvelles modalités de financement des AP (par ex. compensations versées par les compagnies d’exploitation du pétrole et du gaz, droits de chasse, etc.) pour améliorer la viabilité financière. Ces modalités pourraient comprendre notamment un fonds fiduciaire pour la biodiversité ou une fondation pour garantir la mobilisation future de fonds supplémentaires pour les charges récurrentes et les investissements dans les AP après la fin du projet. Ce plan sera en conformité avec les instruments d’orientation plus larges (tels que la Stratégie de développement rural et lePANA). En outre, ce plan apportera une réponse adaptative aux effets des changements climatiques sur les AP saharienne, notamment des stratégies pour contrôler et/ou atténuer les impacts de ces changements sur les AP et pour intégrer ces changements dans la stratégie à long terme des AP. A cause des dimensions même de la zone (biome du Sahara) et du nombre d’acteurs qui pourraient être impliqués, la contribution du projet à ce plan se limitera à permettre l’élaboration et une large acceptation du plan d’une manière incrémentielle. Sa mise en oeuvre et ses résultats sortent du cadre du projet.

***Réalisation 1.2 Des cadres juridique, d’action, institutionnel et foncier améliorés et efficaces sont mis en place pour la gestion des AP et des ressources naturelles***

Cette réalisation permettra : (1) la gestion/cogestion communautaire des AP et des ressources naturelles au niveau du paysage, (2) des partenariats public-privé pour la gestion des AP, (3) une coordination interministérielle et (4) la création de corridors de faune constituant une nouvelle catégorie d’AP. Le DGEEF n’a pas les ressources nécessaires pour remplir seule sa mission de gestion des AP et des ressources naturelles et devra trouver des moyens de collaborer avec plusieurs secteurs et acteurs afin d’atteindre les objectifs de conservation. Pour cela, il faudra établir les cadres de partenariat avec les autorités locales et les communautés, les ONG, le secteur privé et les ministères de l’élevage, de l’agriculture, du tourisme, des mines, etc. Ces cadres peuvent comprendre l’élaboration de protocoles d’accord standard, de contrats de cogestion des AP ou tout autre instrument permettant de formaliser le transfert de gestion. Le but est de créer des conditions favorables pour permettre le développement de nouveaux partenariats de collaboration au niveau local avec une forte implication des populations locales et des acteurs non-gouvernementaux. Pour ce faire, il faudra peut-être modifier certaines lois et politiques, par ex. sur les aires protégées. En particulier, la loi et les réglementations sur la chasse seront revues de fond en comble afin que les activités de chasse puissent commencer à contribuer de manière significative à la conservation (toutefois, la Réalisation 1.6 est consacrée spécifiquement à cet objectif). Une étude foncière sera menée et s’intéressera essentiellement aux impacts sur la biodiversité, en faisant des recommandations sur la manière dont les cadres fonciers peuvent être améliorés pour devenir des instruments de conservation plus utiles. Le projet encouragera la mise en oeuvre de ces recommandations. Un cadre clair sera établi pour permettre aux acteurs de la société civile (communes, communautés locales, ONG) de participer à la création et au zonage des AP et d’être les principaux responsables de la gestion des ressources naturelles. Les structures de coordination interministérielle seront renforcées pour améliorer la compatibilité entre les diverses stratégies sectorielles et s’assurer que les besoins de conservation de la biodiversité seront correctement pris en compte dans ces stratégies. A cette fin, un forum de coordination pour le biome saharien pourra être créé. La définition des corridors de faune en tant que nouvelles catégorie d’AP sera élaborée pour clarifier les responsabilités, les options et les restrictions d’utilisation des terres dans ces zones.

***Réalisation 1.3 Une nouvelle réserve naturelle nationale (Réserve du massif du Termit Tin Toumma, comprenant des zones de protection stricte, de tourisme et d’utilisation durable) et un ensemble de corridors de faune (le Corridor de faune du nord du Niger) sont publiés, faisant ainsi passer la couverture d’AP existante à au moins 12,7 % du territoire(sans le corridor)***

Le système d’AP sera agrandi par la création officielle de la nouvelle Réserve naturelle nationale du Termit Tin Toumma (incluant des zones de protection stricte, de tourisme et d’utilisation durable). Les limites proposées couvrent environ 8.281.000 hectares[[4]](#footnote-4), situées à environ 120 km de la Réserve de l’Aïr-Ténéré la plus au nord en allant vers le sud-est et à environ 200 km à l’est de Gadabedji dans le nord du département de Dakoro. Combinée avec les réserves existantes de l’Aïr-Ténéré et de Gadabedji, ces réserves forment un triangle situé au centre de la région au nord-est du Niger. Dans la zone d’environ 12,69 millions d’hectares située entre les trois AP sahariennes, un ensemble de corridors de faune sera créé de manière formelle pour permettre l’interconnectivité entre les AP afin que les antilopes sahélo-sahariennes et leurs prédateurs puissent se déplacer. Les sites les plus importants pour les animaux sauvages dans les corridors de faune seront identifiés dans le cadre du résultat3.1. Une fois que l’exercice de zonage aura été effectué pour le Corridor de faune du nord du Niger, les données de référence de l’efficacité de la gestion des AP seront établies (de préférence à l’aide de l’outil METT pour permettre un suivi uniforme). Les données METT de référence pour la Réserve de faune totale de Gadabedji et le projet de Réserve du Termit Tin Toumma ont été établies (voir l’Annexe 2). Des études complémentaires de suivi écologique seront effectuées avec l’aide de l’ONG Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes (reportez-vous aux activités correspondantes de la réalisation 2.4 et à la Section IV – Ière Partie pour les TdR de la participation de l’ONG).

***Réalisation 1.4 Le zonage de la réserve de faune de Gadabedji consacre certaines zones à l’élevage et la multiplication pour la réintroduction d’espèces localement disparues ou menacées***

La réserve de faune de Gadabedji sera en partie consacrée à l’élevage et à la multiplication pour la réintroduction d’espèces localement disparues ou menacées Cette modification du statut actuel est nécessaire pour permettre la construction du centre d’élevage (voir Réalisation 2.2), qui permettra de créer des chaînes de valeur de la biodiversité dans et autour de l’AP.

***Réalisation 1.5 Les capacités institutionnelles renforcées pour la coordination de la planification et du fonctionnement des AP au niveau central visant à soutenir la gestion des AP dans la zone du projet et pour la gouvernance locale des ressources naturelles et des mécanismes de cogestion au niveau local garantissent que le financement des AP et les ressources humaines ciblent bien les besoins les plus pressants de la gestion des AP et des ressources naturelles dans le corridor***

Les capacités de gestion des AP et des ressources naturelles dans l’ensemble des paysages seront renforcées aux niveaux central et local. Cette réalisation comprendra une série complète de formations et un programme d’engagement des parties prenantes ciblant principalement les communes, les communautés locales et les services techniques décentralisés. Au niveau central, le renforcement des capacités ciblera principalement la planification du système d’AP, la coordination inter-ministérielle, l’élaboration de nouveaux accords de partenariat pour les AP (en relation avec la Réalisation 1.2). Les ONG et les OSC pourront être sollicitées pour offrir des services par le biais d’un appel d’offres. Le programme de renforcement des capacités tirera également parti du Programme mondial de travail sur les aires protégées (PTAP) du PNUD FEM, de son identification des lacunes en capacités et de ses propositions de développement. Il sera défini plus en détail après le démarrage du projet.

***Réalisation 1.6 Les lois/réglementations sur la chasse et le système des concessions de chasse gérées par le gouvernement sont entièrement révisés pour que la chasse soit basée sur des données scientifiques et que les responsables communautaires soient responsabilisés en devenant les principaux bénéficiaires de la conservation de la vie sauvage dans les zones de chasse***

La réglementation et le zonage des activités de chasse seront soumis à une révision complète afin d’encourager financièrement beaucoup plus fortement les communautés et les communes à protéger la vie sauvage et à investir dans la gestion durable des ressources et la conservation de la biodiversité. Cette révision prendra en considération le statut de conservation des espèces menacées, la migration de la faune et les facteurs économiques et sociaux. En outre, la révision de la législation sur la chasse permettra la création d’un mécanisme par lequel les responsables communautaires pourront réinvestir une partie des recettes de la chasse dans les coûts de gestion de la faune et des ressources naturelles.

***Réalisation 1.7 Une campagne de sensibilisation (programme d’éducation et de communication environnementales [ECE] adapté) est lancée pour informer les populations locales et les autres parties prenantes sur leurs options, leurs droits et leurs responsabilités en matière de gestion/cogestion communautaire dans le corridor et les AP***

Ce programme élaborera un programme d’éducation et de communication environnementales (ECE) qui mettra l’accent sur les valeurs culturelles, économiques et scientifiques de la biodiversité dans la zone saharienne et le rôle important des AP dans la conservation de la biodiversité. Les populations locales et les autres parties prenantes seront informés sur leurs options, leurs droits et leurs responsabilités dans les modalités de gestion communautaire ou de cogestion des ressources naturelles. Des outils spécifiques de sensibilisation des hauts responsables militaires et dans les compagnies minières seront élaborés et mis en oeuvre pour lutter contre le braconnage et la destruction de l’environnement imputables à leurs personnels sur le terrain. Mieux informé et plus enclin à soutenir la conservation des aires protégées et de la biodiversité les communautés seront prêtes à développer une nouvelle gestion/cogestion communautaire des AP et des ressources naturelles. Les cabinets de conseil, les ONG et les OSC pourront être consultés pour l’élaboration et la mise en oeuvre de ces programmes.[[5]](#footnote-5) Les TdR appropriés seront élaborés après le démarrage du projet.

**Résultat 2 : L’efficacité de la gestion des 8,356 millions d’hectares de la nouvelle AP (RNN du Termit 8,28 millions ha) et des AP existantes (Réserve de faune de Gadabedji, 76.000 ha) est améliorée**

1. Pour réaliser le résultat 2, le projet élaborera des systèmes de gestion des AP innovants et opérationnels pour les AP du Termit et de Gadabedji. Il appuiera la mise en place/réhabilitation des infrastructures des AP centrales et des unités de gestion des AP dans les deux AP pilotes. Un programme de réintroduction dans la Réserve de Gadabedji améliorera la situation actuelle de la biodiversité et servira de base à la création de chaînes de valeur de la biodiversité et d’incitations à la conservation. Le projet supprimera les obstacles qui freinent l’efficacité de la gestion des AP en élaborant et mettant en oeuvre de nouveaux outils et systèmes participatifs de gestion pour multiplier les opportunités de génération de revenus découlant des chaînes de valeur de la biodiversité de manière à créer des incitations financières à la conservation, à renforcer l’application des réglementations (particulièrement celles qui prohibent la chasse illégale) et à accroître la rentabilité. L’appui du FEM ciblera principalement les unités de gestion des AP et les communautés locales dans et autour des AP. Il consacrera une attention particulière à l’élaboration de mécanismes de cogestion prévoyant une forte implication des communautés adjacentes et l’introduction de principes économiques environnementaux dans la planification et la gestion des AP pour accroître l’auto-financement. Les nouveaux partenariats mis en place pour un financement innovant à long terme nécessiteront l’engagement du gouvernement pour que ces interventions soient pérennisées à long terme (voir la Réalisation 1.1). Un cofinancement important et géré par les partenaires, ainsi qu’une collaboration étroite avec les partenaires du cofinancement sont prévus pour cette composante et ce résultat escompté du projet.
2. Les réalisations nécessaires pour atteindre cet objectif sont décrites ci-après.

***Réalisation 2.1 Les infrastructures des AP centrales (délimitation des frontières, coupe-feux, postes de gardes forestiers) et le personnel formé sont en place dans les deux AP pilotes (Termit Tin Toumma et Gadabedji)***

Afin d’améliorer l’efficacité de la gestion de la Réserve de faune existante de Gadabedji et de la nouvelle RNN du Termit (y compris leurs zones tampon), le projet soutiendra la mise en place/réhabilitation des infrastructures des AP centrales, à savoir la délimitation des frontières des aires protégées de manière stricte, les coupe-feux et les postes des gardes forestiers dans les deux AP pilotes, ainsi que la création d’unités de gestion opérationnelles. Une bonne partie des travaux de mise en fonctionnement de l’AP du Termit sont déjà en cours d’exécution et financés par le SCF / Projet Antilopes sahélo-sahariennes, et cela devrait continuer ainsi. Le projet s’assurera que les enseignements et les méthodologies soient largement partagés et que les grands espaces dénommés « Grand corridor du Sahara » au Niger soient gérés de manière concertée.

***Réalisation 2.2 Un programme de réintroduction d’animaux sauvages est mis en place et opérationnel pour réintroduire des espèces disparus localement ou dont les populations ont fortement diminué dans la Réserve de Gadabedji et sur les terres gérées par les communautés dans le Corridor, afin d’établir les bases de chaînes de valeur des AP et de la biodiversité***

Ce programme pourra combiner de l’écotourisme, des zones de chasse communautaires et d’autres activités génératrices de revenus, dont la faisabilité sera évaluée après le démarrage du projet. Le projet soutiendra un centre d’élevage de gazelles dorcas (et éventuellement de gazelles à front roux) dans la Réserve de Gadabedji (et/ou dans le Tadrèss et d’autres zones si possible). Ce centre d’élevage sera autonome ou intégré dans le programme de réintroduction proposé pour l’oryx algazelle (la Réserve de Gadabedji avait été créée initialement pour protéger ces espèces). Selon les prévisions, les gazelles dorcas de la Réserve de Gadabedji devraient repeupler les nouvelles zones de chasse communautaires créées autour de la réserve et dans le Corridor. Elles ajouteront de la valeur à la chaîne de valeur de la chasse sportive (les espèces d’outardes constituent généralement le gibier le plus recherché) et encourageront un peu plus les communautés à investir dans la gestion des pâturages et la restauration des habitats. Le choix s’est porté sur les gazelles dorcas parce qu’elles ont un taux de reproduction élevé, qu’elles sont facile à élever et qu’il sera possible à moyen terme d’élaborer des systèmes de chasse durable pour ces espèces dans les zones de chasse gérées par les communautés dans le Corridor. Le centre de réintroduction sera également une attraction pour le développement de l’écotourisme. La faisabilité de ce programme sera évaluée après le démarrage du projet. Etant donnée la vaste expérience de l’ONG Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes, y compris celle des experts avec lesquels elle collabore, le projet fera appel à son expertise pour le programme de reproduction et de réintroduction/renforcement (voir les TdR Section  IV – Ière Partie).

***Réalisation 2.3 Le développement de profits dérivés des AP et de l’utilisation durable de la biodiversité, avec notamment de petites entreprises respectueuses de l’environnement, des zones de chasse communautaires, la création d’emplois locaux dans les AP (écogardes, centre de reproduction, entre autres) afin d’encourager la conservation***

Les petites entreprises respectueuses de la biodiversité et les possibilités de création d’emplois locaux liés aux AP seront identifiées, développées et mises en oeuvre avec les communautés dans et autour des AP afin d’encourager la conservation et d’offrir des moyens de subsistance de remplacement. Le projet soutiendra des études de faisabilité des activités proposées et organisera des formations pour les mesures identifiées. Les zones de chasses gérées par les communautés feront l’objet d’une attention particulière car elles constituent un moyen de générer des profits locaux et de réduire la pauvreté via la gestion durable de la biodiversité. Dans ce domaine, le projet appuiera l’élaboration de réglementations basées sur des données scientifiques et l’établissement de quotas, les mécanismes de contrôle et de réinvestissement communautaires (les cogérants communautaires réinvestiront une partie des recettes pour financer les coûts de gestion, par exemple le suivi de routine des populations de gibier). Les animaux resteront la propriété de l’Etat et les droits de chasse commerciale des communautés seront conditionnés à leur respect des paramètres d’exploitation durable, l’aide apportée à la lutte contre le braconnage et d’autres conditions contractuelles sont à négocier. En outre, la création de coentreprises regroupant des professionnels et les communautés locales sera étudiée pour déterminer si elles sont appropriées. Les communautés locales auront la priorité pour la création d’emplois et les travaux à effectuer (écogardes, centre de reproduction, création d’infrastructures, etc.) afin de les encourager à court terme à préserver les aires protégées et la biodiversité.

***Réalisation 2.4 Les outils de planification participative et de cogestion adaptative des AP sont élaborés et ont commencé à être appliqués, notamment : (1) plans de zonage des AP, (2) plans de gestion participative des AP (comprenant la gestion des points d’eau, la gestion des pâturages, la gestion de la faune, la lutte contre les feux de brousse, les parcours de transhumance, etc., (3) stratégies et outils pour l’application effective des réglementations sur les AP et (4) planification des activités dans les AP***

Le projet soutiendra l’élaboration d’outils participatifs appropriés pour la gestion des AP, notamment des plans de zonage et des plans de gestion des AP et des ressources naturelles. Il aidera à créer des systèmes optimisés et économiques de répression et de lutte contre le braconnage. L’intensité optimale de répression nécessaire pour dissuader les irrégularités devra être définie et sera basée sur l’économie de la répression et une forte implication des communautés adjacentes dont les membres seront les écogardes. Le projet pilotera l’élaboration de plans d’activités pour les réserves conçus pour équilibrer les coûts de gestion des AP et les sources de revenus. Le potentiel économique de ces AP, en particulier pour l’écotourisme et la chasse sportive dans les zones environnantes, sera analysé et planifié. Des conventions locales seront élaborées et utilisées pour impliquer les communautés locales dans la surveillance/les rondes afin d’améliorer l’application effective des réglementation sur les AP de la manière la plus économique. Ces conventions locales concerneront l’utilisation des ressources dans les AP, en particulier pour les terres de parcours et les ressources en eau, le bois et les ressources de la faune, et même l’exploration minière et pétrolière. La participation d’opérateurs du secteur privé à la gestion des AP et aux conventions locales augmentera la viabilité financière des bénéfices des AP et locaux, et sera encouragée par le projet. La réalisation 1.2 fournit le cadre général des activités proposées ici. Le personnel des deux unités de gestion des AP recevra une formation (voir la réalisation 1.5) en approches participatives, zonage des paysages, suivi, répression, planification des activités, gestion financière, etc. afin d’être en mesure de fournir un soutien de qualité à la mise en oeuvre des plans. Comme dans la réalisation 2.1, la mise en fonctionnement de l’AP du Termit Tin Toumma est assurée par l’ONG SCF / Projet Antilopes sahélo-saharienne et cela devrait se poursuivre. L’aspect incrémentiel qui sera facilité par le projet du FEM consiste à s’assurer que les enseignements et les méthodologies soient largement partagés et que les grands espaces dénommés « Grand corridor du Sahara » au Niger soient gérés de manière concertée. En outre, l’ONG mentionnée jouera un rôle prépondérant dans le suivi écologique global dans la zone du projet. L’objectif est d’élargir ces enquêtes/inventaires en utilisant la méthodologie du méga-transect dans les autres zones avoisinnantes couvertes par le projet : Gadabeji, Tadrès et les zones généralement appelées « le corridor » dans le PRODOC, ou plutôt les corridors essentiels de migration de la faune dans le biome saharien du Niger. A cette fin, soit le gouvernement reconduira l’accord existant avec le Sahara Conservation Fund et le projet Antilopes sahélo-sahariennes, soit il en signera un nouveau concernant l’extension des activités au-delà du Termit Tin Toumma afin de couvrir aussi d’autres zones telles que Gadabeji, le Tadress et les corridors entre ces zones clé et l’Aïr Ténéré. Ces interventions devraient donner largement la priorité au renforcement des capacités nationales (organismes publics, ONG et OSC) pour effectuer des enquêtes écologiques et les utiliser comme outils de conservation (pour les TdR de la participation de l’ONG, reportez-vous à la Section IV – Ière partie).

***Réalisation 2.5 Un mécanisme de cogestion piloté dans les réserves de Gadabedji et du Termit***

(1) Sensibilisation des parties prenantes et organisation des communautés et des utilisateurs des ressources dans et autour des AP, (2) les AP et la GRN sont prises en compte dans les plans participatifs et décentralisés de gestion de l’exploitation des terres et des ressources naturelles (PDC, PDGDRN, schémas d’aménagement foncier), (3) des structures/mécanismes de cogestion sont élaborés, (4) les communautés et les utilisateurs des ressources participent au suivi participatif de la faune et des écosystèmes dans les AP. La cogestion des réserves sera pilotée dans les réserves de Gadabedji et du Termit. La première intervention consistera à sensibiliser (voir la réalisation 1.7) et à organiser les communautés et les utilisateurs des ressources dans et autour des AP. Les organisations de la société civile et traditionnelles existantes seront sollicitées et de nouvelles organisations seront créées si nécessaire pour s’assurer que les intérêts de tous les utilisateurs légitimes des ressources dans les AP seront pris en compte. Les AP, avec leur zonage participatif, leurs plans de gestion et d’activités seront intégrées dans les schémas d’aménagement fonciers et les plans de gestion des ressources naturelles décentralisés (PDC, PDGDRN, schémas d’aménagement fonciers) des communes, départements et régions concernés. Les organes/plates-formes de gestion impliquant les communes, les organisations de communautés résidentes et d’éleveurs transhumants et le secteur privé seront créés au niveau des communes et/ou des départements pour promouvoir la participation des communautés à la planification et à la gestion des AP. Ces plates-formes et les COFO/COFOB des communes et départements concernés joueront un rôle essentiel dans la conservation, l’utilisation durable et la gestion des conflits dans et autour des AP. Les systèmes de suivi de la biodiversité prendront en compte à la fois les données scientifiques et les connaissances indigènes des éleveurs locaux. Les incitations créées (voir la Réalisation 2.3) motiveront les éleveurs locaux à participer en collaboration avec les unités de gestion des AP et les organismes de recherche scientifique en tant qu’acteurs incontournables des activités de suivi de la faune et de l’écosystème. Toutes les activités qui favorisent les actions de cogestion du Termit Tin Toumma seront étroitement coordonnées avec les interventions du partenaire Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes.

**Résultat 3 : Les habitats naturels stratégiquement importants (essentiels pour les migrations et la transhumance de la faune) dans le Corridor de faune dans le nord du Niger couvrant ~ 12,69 millions d’hectares dans le paysage saharien bénéficient d’une protection grâce à des systèmes participatifs de Gestion durable des terres, et les conditions nécessaires pour la connectivité future entre les réserves de Gadabedji, du Termit et de l’Aïr-Ténéré commencent à être rétablies**

1. Pour la réalisation du résultat 3, la création des conditions nécessaires pour rétablir la connectivité biologique entre les AP du biome saharien du Niger passera par la conservation/réhabilitation et la gestion durable des habitats essentiels dans les 12,69 millions d’hectares du triangle formé par les trois AP sahariennes. Outre la création officielle du corridor (Composante 1), sa délimitation sur le terrain sera faite par l’identification des sites essentiels, leur inscription dans les plans de gestion des ressources naturelles à l’échelle du paysage et des systèmes de gestion/mesures techniques appropriés pour la conservation/réhabilitation de ces habitats vitaux. Les activités seront concentrées dans la partie sud-ouest du Corridor, où se trouvent la plupart des camps d’éleveurs et où a lieu la transhumance la plus destructrice. L’objectif est de gérer les principaux habitats d’une manière qui optimise l’utilisation des rares ressources (eau et fourrage) à la fois pour la faune sauvage et pour le bétail, et pour permettre par la suite à la faune de se disperser dans de bonnes conditions. Le plan à long terme (cible 10 an au moins, voir la Réalisation 1.1) permettra de préserver des pistes de migration et de transhumance pour la faune dans les scénarios d’un climat plus variable. La mise en oeuvre initiale des mesures identifiées sera soutenue par le projet. Un cofinancement important, géré par les partenaires, devrait compéter ces mesures, entre autres, via des projets et des initiatives pour : (1) la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre du processus de décentralisation (PAC 2, mise en oeuvre de la Stratégie pour un développement rural durable, etc.) (2) le renforcement ou l’amélioration des systèmes pastoraux (BAD, AFD, CTB, etc.) et (3) la lutte contre la dégradation des terres (Programme spécial du président, etc.). Tous les projets, programmes et initiatives mentionnés ci-dessus sont décrits à l’Annexe 1 (voir aussi la Section IV, IVème partie pour le Plan de participation des parties prenantes). Le projet s’assurera que les besoins en matière de conservation de la biodiversité sont pris en compte et intégrés dans ces initiatives pour créer des situations « gagnant-gagnant » pour les utilisateurs des ressources naturelles, en particulier les éleveurs transhumants, et pour la faune sauvage. La contribution du FEM à ces initiatives sera incrémentielle.
2. Les réalisations nécessaires pour atteindre cet objectif sont décrites ci-après.

***Réalisation 3.1 Les limites géographiques des principaux sites ayant une importance stratégique (migration et transhumance de la faune sauvage) dans le Corridor de faune du nord du Niger sont définies en fonction de critères scientifiques, socio-économiques et d’autres critères convenus***

Les habitats naturels stratégiques et les ressources naturelles critiques (points d’eau, terres de parcours) pour les éleveurs transhumants et pour la faune sur les principales pistes de migration de la faune seront identifiés avec les communautés transhumantes. Une synthèse des connaissances scientifiques, des migrations historiques de la faune et des conditions nécessaires à la dispersion des animaux sauvages sera utilisée pour compléter l’identification des principaux sites. Les sites identifiés seront cartographiés et progressivement intégrés dans le système de suivi écologique à long terme (voir Réalisation 3.5). L’équipe du projet et l’organisation partenaire Sahara Conservation Fund / Projet antilopes sahélo-sahariennes collaboreront étroitement pour les activités de cette réalisation.

***Réalisation 3.2 Les communautés/groupes d’utilisateurs dans le Corridor de faune du nord du Niger sont structurés et connaissent leurs droits et obligations relatifs à l’utilisation des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité***

Le projet appuiera et coordonnera un programme de structuration et d’autonomisation des communautés/groupes d’utilisateurs dans le corridor de faune pour leur permettre de gérer/cogérer les terres et les ressources naturelles. Ce programme comprendra des activités de sensibilisation (voir la Réalisation 1.7) et la définition participative des droits et obligations couvrant la conservation de la biodiversité et les besoins socio-économiques. Les communautés auront les moyens d’établir et d’appliquer les réglementations contrôlant l’accès et l’utilisation des ressources naturelles.

***Réalisation 3.3 Les plans de gestion décentralisée et participative des ressources (PDC, PDGDRN, schémas d’aménagement foncier) prenant en compte la gestion durable des terres de parcours des éleveurs transhumants/ressources naturelles et les besoins de conservation de la biodiversité sont élaborés et leur mise en oeuvre initiale est lancée sur les sites principaux***

En collaboration avec d’autres interventions localement pertinentes, le projet soutiendra l’élaboration ou la révision de plans de gestion décentralisée et participative des ressources naturelles, en particulier le PDC, le PDGDRN et les schémas d’aménagement foncier. Le rôle spécifique du projet consistera à s’assurer que les besoins de conservation de la biodiversité et les modèles de gestion durable des terres de parcours/ressources naturelles sont pris en compte dans ces instruments de planification de l’utilisation des terres à l’échelle du paysage. Le projet appuiera directement la production initiale du PDC dans les communes les plus concernées par la conservation de la biodiversité. Les capacités des communes/communautés seront renforcées, notamment en matière de bonne gouvernance, de planification, de gestion des activités, de gestion adaptative et de gestion des ressources naturelles. Un appui spécifique confirmera l’importance des COFO et des COFOB en tant qu’institutions de prévention et d’atténuation des conflits relatifs à l’exploitation des terres et des ressources naturelles. Au niveau départemental et régional, le projet contribuera à la coordination entre différents services techniques pour éviter les contradictions avec les besoins de conservation de la biodiversité et la confusion au niveau des utilisateurs des ressources locales.

***Réalisation 3.4 La promotion des mesures de gestion durable des ressources naturelles (GRN) contre la dégradation des ressources naturelles essentielles (bassins d’eau, ressources pastorales importantes à la fois pour les éleveurs transhumants et pour la faune sauvage) et le développement de chaînes de valeur de la biodiversité (chasse sportive, tourisme, etc.) sur les sites pilotes gérés par les communautés créeront des sources de profit et encourageront les responsables communautaires à préserver l’environnement***

Cette réalisation donnera au projet un impact visible majeur au niveau des sites dans le corridor. Des mesures techniques adaptées pour protéger ou réhabiliter les ressources naturelles essentielles telles que les bassins d’eau, les ressources pastorales importantes et les ressources forestières seront identifiées avec les communautés locales, et en particulier les éleveurs transhumants. Ces mesures techniques seront mises en oeuvre sur les sites d’importance stratégique pour les principales espèces d’animaux sauvages. La création basée sur des données scientifiques de zones pilotes de chasse sportive gérées par les communautés, en particulier sur les sites contigüs aux AP centrales, sera la principale forme de gestion des ressources naturelles qui génèrera des incitations financières directes à la conservation de la biodiversité. Cette initiative sera mise en oeuvre de manière à générer des revenus pour les communautés, les communes, les fonds de gestion communautaires des ressources naturelles et, dans certains cas, pour la gestion des AP. Etant donné que les espèces de gibier resteront la propriété de l’Etat, les droits de chasse sportive seront conditionnés au respect par les communautés de toutes les obligations contractuelles concernant la conservation et l’exploitation durable. Les responsables communautaires devront patrouiller dans leurs zones et signaler sans tarder tous les cas de braconnage. La restauration des populations de gibier, et à terme des populations d’espèces menacées, créeront un potentiel d’écotourisme qui pourra également être développé par les responsables des ressources locales. La restauration des terres de parcours dégradées encouragera les communautés locales à participer aux activités du projet et à accepter certaines restrictions en matière d’utilisation des ressources naturelles sur les principaux sites de conservation de la biodiversité. Le projet appuiera la formation des parties prenantes locales sur les mesures techniques et fournira le matériel nécessaire (par ex. les semences) pour les interventions initiales. Ces formations seront supervisées par l’unité de gestion du corridor du projet, qui travaillera en étroite collaboration avec les services techniques au niveau départemental (par ex. production de bétail, agriculture et environnement) et les ONG locales. Les communes recevront un appui ciblé pour la mise en oeuvre de leur PDC. Le renforcement des capacités au niveau des communes et des utilisateurs des ressources locales sera vital pour la pérennisation de ces initiatives.

***Réalisation 3.5 Un système de suivi écologique à long terme (y compris la cartographie) pour les espèces de faune menacées, la chasse sportive et les principaux habitats mis en place et opérationnel avec la participation des communautés transhumantes***

Le projet soutiendra la création d’un système de suivi écologique à long terme des espèces de faune menacées, de leurs habitats et de la chasse sportive dans le biome saharien du Niger. Les indicateurs de suivi bio-physiques seront définis. La participation des communautés transhumantes à l’identification des sites importants et à des enquêtes de terrain régulières permettra de prendre en compte les connaissances locales traditionnelles et rendra le système de suivi économique. Le suivi des concessions de chasse sportive gérées par les communautés sera financé par les revenus de la chasse. Ce système constituera un outil de suivi important à long terme pour le ministère de l’Environnement. Les organisations scientifiques et les ONG internationales spécialisées (par ex. SCF, IGF) devront également jouer un rôle clé, en particulier dans l’élaboration participative des systèmes de suivi et les enquêtes aériennes scientifiques sur les espèces migratrices.

L’organisation partenaire Sahara Conservation Fund / Projet antilopes sahélo-sahariennes devrait jouer un rôle essentiel dans les activités planifiées pour cette réalisation (voir les TdR à la Section IV – Ière partie). Le programme de suivi sera soutenu par l’Unité de gestion du corridor (UGC) du projet en étroite collaboration avec les unités locales du ministère de l’Environnement. La création de l’unité et la collaboration planifiée entre les organisations partenaires, l’équipe du projet et le ministère doivent être considérées comme une initiative ciblée de renforcement des capacités. D’une manière générale, les activités de renforcement des capacités planifiées dans le projet et la participation des parties prenantes aux activités de suivi (par ex. pour les réalisations 1.5, 1.7, 3.2, 3.3 et 3.4) permettront également aux communes (responsables des schémas d’aménagement foncier) et aux communautés locales de continuer le suivi après la fin du projet. En outre, l’ONG internationale partenaire du projet SCF a proposé et confirmé qu’elle soutiendrait de manière spécifique les activités de suivi écologique. Elle a déjà élaboré un système de suivi avec l’aide des communautés locales pour la Réserve du Termit Tin Toumma. Il existe des protocoles et des méthodes qui ont été testés avec succès et dont les coûts ont été évalués.

### Indicateurs du projet

1. Les indicateurs du projet décrits à la Section II / IIème Partie (Cadre des résultats stratégiques) ne comportent que des indicateurs d’impact (ou « objectifs ») et des indicateurs de réalisation (ou « résultats »), qui sont tous « SMART »[[6]](#footnote-6). Toutefois, le projet pourrait avoir besoin d’élaborer un certain nombre d’indicateurs axés sur les processus pour créer le « cadre de S&E » au niveau des sites. Par conséquent, les activités prévues pour les réalisations 2.5 et 3.5 comporteront la création d’un « cadre de S&E au niveau des sites ». Le cadre de S&E au niveau des sites aidera à ajuster les plans de gestion des AP et les schémas d’aménagement foncier dans les zones adjacentes gérées par les communautés et à déterminer l’état de l’écosystème. Ces indicateurs seront également intégrés dans le cadre de S&E global du projet. Selon ce qui est prévu, ce dernier s’appuiera sur le cadre de S&E existant du PNUD utilisé pour les programmes du FEM.
2. L’élaboration du cadre logique est basé sur le postulat général suivant : (1) *si* les responsables institutionnels et la responsabilité de la cogestion des AP et la gouvernance locale des ressources naturelles sont clairement et juridiquement définis et dotés de moyens financiers suffisants et (2) *si* la gestion des AP est en mesure d’appliquer avec succès une approche de cogestion participative et *si* (3) les communautés sont encouragées à s’impliquer dans la gestion des ressources naturelles et de la conservation, *alors* le domaine d’aires protégées (AP) du Niger situé dans le biome saharien sera agrandi et l’efficacité de sa gestion sera améliorée. Ce raisonnement s’appuie sur l’analyse des obstacles et des causes profondes effectuée lors de la phase PPG (voir Section I, Ière Partie, chapitre « Solution à long terme et obstacles à la réalisation de cette solution »). Le choix des indicateurs a été basé sur deux critères principaux : (i) leur pertinence dans le cadre du postulat ci-dessus et (ii) la faisabilité de l’obtention/la production et de l’actualisation des données nécessaires pour suivre et évaluer le projet à l’aide de ces indicateurs. Vous trouverez la liste complète des indicateurs à la Section II (Cadre des résultats stratégiques).

### Risques et hypothèses

1. La stratégie du projet, décrite en détail dans le présent document, se base sur les principales hypothèses suivantes pour proposer l’intervention du FEM :

* Il est possible d’extrapoler les meilleures pratiques et les enseignements tirés de la zone du projet à d’autres AP et zones gérées par les communautés ou cogérées.
* Une meilleure prise de conscience et le renforcement des capacités et de la motivation obtenus par de nouvelles chaînes de valeur aboutiront à un changement de comportement vis-à-vis de la gestion des ressources naturelles et de la conservation de la biodiversité.
* La gestion durable des ressources naturelles et la gouvernance locale resteront des priorités nationales au Niger.

1. Lors de la phase PPG, les risques du projet ont été actualisés pour prendre en compte ceux présentés lors de la FIP. Ils ont ensuite été décrits et classés selon les catégories standard de risques du PNUD/FEM[[7]](#footnote-7), puis évalués en fonction des critères d’« impact » et de « probabilité » (Encadré 2) :

Tableau 3. Description des risques

| **Risques identifiés** | **Catégorie** | **Description** |
| --- | --- | --- |
| Le soutien politique et institutionnel à la création et la gestion du système d’AP dans le nord du Niger est insuffisant. | opérationnel | Les capacités humaines et financières de la DGEEF sont limitées (voir le Tableau de bord sur le renforcement des capacités à l’Annexe 4) et la gestion des AP dépend principalement de l’appui des bailleurs de fonds. La conservation de la biodiversité est une priorité déclarée du gouvernement, mais les ressources sont insuffisantes et les stratégies sectorielles ne sont pas toujours harmonisées |
| Les niveaux de financement central pour soutenir la consolidation du système d’AP peuvent être insuffisants pour garantir son fonctionnement à long terme. | Financier | Actuellement, le financement de la gestion des AP par le budget de l’Etat est très faible (voir le Tableau de bord de la viabilité financière des AP à l’Annexe 3). Une augmentation de l’affectation de ressources publiques à la gestion des AP serait politiquement très difficile car le Niger est l’un des pays les plus pauvres du monde. Les revenus que les AP pourraient générer pour couvrir leurs coûts de fonctionnement sont limités dans la région saharienne. |
| Les communautés locales sont peu motivées à modifier des pratiques ancestrales (pâturages libres d’accès, feux, chasse) qui menacent la biodiversité | Stratégique | Les communautés locales voient peu d’avantages dans l’existence de réserves et la conservation de la biodiversité, car pour l’instant elles tirent peu de profit de la préservation de la biodiversité. |
| Les pressions humaines et les conflits fonciers risquent d’entraver la consolidation et l’extension des AP | opérationnel | Le taux de croissance élevé augmente les pressions humaines et les conflits fonciers. Les engagements du gouvernement privilégient la planification décentralisée de l’exploitation des terres, mais l’efficacité de la gestion est entravée par les faibles capacités des jeunes communes. |
| Les impacts des changements climatiques sur les AP aggraveront probablement la rigueur des sécheresses, entraînant des dégradations encore plus importantes des terres et des conditions plus difficiles pour la faune sauvage et les éleveurs. | Environnemental | La majorité des modèles de circulation générale (MCG) indiquent que la température moyenne annuelle dans le Sahel (qui comprend le Niger) continuera d’augmenter entre 2 et 6° C pendant les 100 prochaines années à cause du changement climatique. La Seconde communication nationale prévoit pour le Niger une augmentation de la température entre 2,5 et  3°C dans les 50 prochaines années. Cette augmentation entraînera une hausse extrêmement importante des taux d’évapotranspiration, ce qui provoquera une réduction de l’eau disponible pour la croissance des plantes et pour la consommation du bétail et des humains. Toutes les composantes des écosystèmes subiront des pressions croissantes. L’augmentation des températures et de l’évapotranspiration entraînera une aggravation de l’érosion éolienne, l’épuisement des nappes phréatiques, la baisse du niveau des lacs et la perte de la biodiversité. Il est probable également que la région connaîtra des sècheresses et des inondations plus graves. Les prévisions pluviométriques dans l’ouest du Sahel ne sont pas concluantes, certains modèles montrant un déssèchement important tandis que d’autres simulent une augmentation progressive de l’humidité avec un accroissement de la végétation dans le Sahara. Cependant, l’augmentation des précipitations sera probablement compensée (probablement entièrement) par le réchauffement et la perte d’eau par évapotranspiration. |
| Les troubles politiques dans l’extrême nord du Niger ou dans la zone du projet elle-même risquent de mettre le projet en danger. | Politique | Les activités des rebelles ont repris plusieurs fois dans le nord du Niger, entravant les activités de développement et humanitaires. La signature récente d’un accord avec les chefs des rebelles rend probable un retour à une plus grande stabilité dans un proche avenir, mais à moyen terme les impacts négatifs (crise économique, grandes quantités d’armes à feu) persisteront, ainsi que le risque de nouveaux conflits armés. De nouveaux conflits pourraient surgir si les parties prenantes locales se sentent dépossédées des revenus/profits de la très récente découverte de pétrole dans l’extrême sud-est de la zone du projet. |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Encadré 2. Tableau d’orientation de l’évaluation des risques | | | | | |
|  | **Impact** | | | | | |
| **Probabilité** |  | **Critique** | **Élevé** | **Moyen** | **Faible** | **Négligeable** |
| **Certain / Imminent** | **Critique** | **Critique** | **Élevé** | **Moyen** | **Faible** |
| **Très probable** | **Critique** | **Élevé** | **Élevé** | **Moyen** | **Faible** |
| **probable** | **Élevé** | **Élevé** | **Moyen** | **Faible** | **Négligeable** |
| **Modérément probable** | **Moyen** | **Moyen** | **Faible** | **Faible** | **Négligeable** |
| **Improbable** | **Faible** | **Faible** | **Négligeable** | **Négligeable** | Considéré comme ne constituant pas un risque déterminable |

Tableau 4. Évaluation des risques du projet et mesures d’atténuation

| **Risques identifiés** | **Impact** | **Probabilité** | **Évaluation du risque** | **Mesures d’atténuation** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Le soutien politique et institutionnel à la création et la gestion efficace du système d’AP dans le nord du Niger est insuffisant. | Moyen | Modérément probable | **Faible** | La stratégie du projet se focalise sur de nouveaux partenariats de gestion avec les autorités locales, les communautés et les acteurs non étatiques pour les AP et les ressources naturelles. Cette stratégie tient compte des faibles capacités gouvernementales et limite le rôle de la DGEEF principalement aux fonctions clé de supervision et de coordination avec d’autres ministères. Le renforcement des capacités de la DGEEF et d’autres parties prenantes de la gestion des AP est largement programmé dans plusieurs réalisations du projet. |
| Les niveaux de financement central pour soutenir la consolidation du système d’AP peuvent être insuffisants pour garantir son fonctionnement à long terme. | Élevé | Modérément probable | **Moyen** | Les activités du projet (par ex. mise en oeuvre de la planification des activités) se focaliseront sur la réduction des coûts et l’amélioration de la partie revenus de l’équation de financement des AP, ainsi que sur la génération de profits locaux grâce à l’utilisation durable des ressources naturelles dans le corridor. En outre, des mécanismes financiers durables à long terme seront élaborés dans le Plan de conservation stratégique pour le biome saharien du Niger (Réalisation 1.1). |
| Les communautés locales sont peu motivées à modifier des pratiques ancestrales (pâturages libres d’accès, feux, chasse) qui menacent la biodiversité | Élevé | Modérément probable | **Moyen** | Les incitations économiques, la sensibilisation, le développement de chaînes de valeur basées sur la biodiversité et l’autonomisation des parties prenantes locales créeront un contexte pour des changements positifs, incrémentiels, dans les comportements et les pratiques d’exploitation des terres. |
| Les pressions humaines et les conflits fonciers risquent d’entraver la consolidation et l’extension des AP | Moyen | Modérément probable | **Faible** | Des modalités de gestion claires et la définition contractuelle des rôles, des droits et des responsabilités seront élaborés de manière à permettre le partage des bénéfices avec les parties prenantes locales. |
| Les impacts des changements climatiques sur les AP aggraveront probablement la rigueur des sécheresses, entraînant des dégradations encore plus importantes des terres et des conditions plus difficiles pour la faune sauvage et les éleveurs. | Moyen | probable | **Moyen** | La réhabilitation et la conservation des aires protégées et les corridors de migration permettant de les relier sont les mesures les plus importantes pour permettre à la faune de s’adapter aux changements climatiques. Des mesures financées par les partenaires pour améliorer la gestion des pâturages et la sécurité alimentaire réduiront également les conflits humains-faune dus aux changements climatiques. Étant donné la nature aride des écosystèmes de la zone du projet, la biodiversité est plus largement répartie dans le paysage au nord et au nord-est du Niger. Les antilopes sont des animaux particulièrement mobiles. L’inclusion dans le projet d’interventions de gestion dans une zone assez étendue (à savoir le corridor) est nécessaire à cause du caractères migrateur des antilopes menacées qui parcourent le biome saharien du Niger. La superficie des pâturages gérés dans les biomes sahariens peut également s’avérer être un atout pour la biodiversité menacée face aux changements climatiques. Toutefois, ce risque concerne plus la durabilité du projet que son exécution. Le Plan de conservation stratégique pour le biome saharien du Niger comprendra toutefois une réponse adaptative aux effets des changements climatiques sur les AP sahariennes. En outre, le PNUD a un autre projet qui pilote des mesures d’adaptation aux changements climatiques pour le Niger, y compris dans la zone saharienne. Ce projet d’adaptation élabore notamment un mécanisme d’alerte précoce. Les deux projets coordonneront leurs interventions et échangeront les enseignements tirés. |
| Les troubles politiques dans l’extrême nord du Niger ou dans la zone du projet elle-même risquent de mettre le projet en danger. | Élevé | Modérément probable | **Moyen** | Le projet concentrera les interventions dans les AP pilotes du Termit et de Gadabedji, et dans le sud du corridor jusqu’au rétablissement de la paix et de la vie normale dans la région d’Agadez. Les compagnies pétrolières seront sensibilisées à l’importance du partage des bénéfices avec les communautés locales. Le PNUD évalue les risques politiques et sécuritaires des projets de façon continue. Les recommandations du Groupe de la sécurité des Nations Unies sur les restrictions des mouvements et la sécurité sur le terrain seront suivies à la lettre. Avant le lancement du projet, le bureau pays du PNUD mettra en place des mesures pour s’assurer que les unités du projet et leurs activités respectent bien les normes minimales de sécurité opérationnelles (MOSS). |

Analyse différentielle et bénéfices mondiaux, nationaux et locaux escomptés

1. **Dans la situation de référence**, les quelques interventions actuelles visant les menaces contre la biodiversité dans le biome saharien du Niger resteront localisées et centrées sur les populations en danger d’extinction et leurs habitats autour du Termit Tin Toumma. L’interconnexion des paysages, qui est importante pour les migrations de la faune et sa future dispersion à partir du Termit Tin Toumma, continuera de pâtir gravement d’une exploitation des ressources non durable et qui incite peu les parties prenantes locales à investir dans la conservation de la biodiversité. En outre, les cadres institutionnel et d’action nationaux pour la gestion des aires protégées et des ressources naturelles resteront inadaptés à la création de nouveaux partenariats de gestion, visant en particulier à responsabiliser les communautés locales sur la gestion des ressources naturelles ou la cogestion des AP. Les AP continueront d’être gérées comme des entités autonomes sans être intégrées dans le biome saharien plus large et son réseau d’AP, et sans que des mesures soient prises pour relier ces AP entre elles.
2. **Dans l’autre scénario proposé**, les obstacles systémiques et institutionnels seront supprimés, améliorant l’efficacité de la gestion des AP sahariennes et de la gestion des ressources naturelles dans les paysages qui relient les AP. Le projet améliorera les capacités de gestion, renforcera la viabilité financière du système d’AP (AP et terres de connexion gérées par les communautés) et améliorera les mécanismes de suivi et d’application de la réglementation. Ces bienfaits profiteront directement à deux AP (une nouvelle et une existante), aux terres communautaires adjacentes et aux habitats essentiels dans le complexe du corridor de 12,69 millions d’hectares. La zone de couverture bénéficiant de la gestion active des AP augmentera de 8,356 millions d’hectares. L’élaboration pilote de mécanismes d’utilisation durable des ressources sur les sites clé à identifier dans le complexe du corridor sera la première étape dans le processus à plus long terme de rétablissement de la connectivité des AP dans le complexe du biome saharien de 28,7 millions ha [29,3 millions ha pour le domaine total d’AP national sans compter l’AP située en dehors du biome saharien (Parc W et réserves de Tamou et de Dosso, soit au total 602.100 ha]). La prise en compte des besoins en conservation de la biodiversité dans les instruments existants ou planifiés de gouvernance locale des ressources naturelles (par ex. le PDC et le PDGDRN) et le travail effectué avec les communes et les structures départementales renforceront de manière significative les capacités de gestion de l’écosystème de ces institutions, actuellement responsables de la gestion des ressources naturelles dans leurs limites administratives. Les nouvelles incitations à la protection de la biodiversité obtenues par la création de nouvelles chaînes de valeur des AP et des ressources naturelles changeront les comportements et encourageront la conservation de la biodiversité dans les AP et le Corridor.
3. **Bénéfices mondiaux, nationaux et locaux escomptés :**Le projet aura des effets bénéfiques mondiaux clairs en se focalisant sur l’amélioration de la conservation des espèces d’antilopes en danger d’extinction et de leurs habitats. Etant donné que la mobilité est essentielle à leur survie à long terme et leur faculté à s’adapter aux grandes sécheresses et aux autres changements climatiques, le projet jettera également les bases des activités pilotes nécessaires pour rétablir les corridors de faune reliant les refuges montagneux vitaux et les autres AP situées dans le biome saharien dans le nord du Niger. Ces corridors permettront aux populations d’animaux de se disperser dans les nouveaux habitats à mesure qu’elles augmenteront ou lorsque les circonstances les obligeront à se déplacer. L’amélioration de la gestion des AP et de la gestion durable des ressources naturelles renforcera l’intégrité des écosystèmes sahariens. L’efficacité de la gestion des AP sera fortement améliorée par ce projet.
4. Les principaux effets bénéfiques nationaux seront notamment le renforcement de la conservation de la biodiversité dans la région saharienne du Niger, de diverses manières importantes. Le système d’AP du pays dans le biome saharien aura été agrandi d’environ 8.280.000 ha avec une nouvelle AP. Les 76.000 ha d’une AP existante seront plus efficacement gérés et les habitats essentiels seront protégés/restaurés dans un corridor de 12.69 millions ha. Les populations d’espèces menacées augmenteront grâce à un programme de réintroduction. Le projet apportera au Niger l’assistance importante dont le pays a besoin pour remplir ses obligations aux termes de la CDB. De nouvelles formes de partenariat, ainsi que l’élaboration de mécanismes financiers innovants pour les AP, réduiront de manière importante les allocations budgétaires nationales nécessaires pour financer la gestion des AP. En outre, le nombre d’agents chargés de patrouiller dans les AP pourra être fortement réduit à mesure que les communautés et les utilisateurs des ressources seront encouragés à signaler le braconnage et les autres activités illégales. Le gouvernement bénéficiera largement des contributions du projet à l’élaboration de modèles efficaces de gestion décentralisée des ressources naturelles, ainsi qu’à une meilleure définition des rôles respectifs des communes, des communautés, des départements, des régions et des services techniques. Ces expériences pourront être répliquées ultérieurement dans d’autres régions. L’amélioration des cadres juridique et institutionnel facilitera la coordination de la planification du développement et le partage des bénéfices générés par l’exploitation durable de la biodiversité. La création de zones de chasse communautaires contribuera à la réduction de la pauvreté et dotera le pays d’un nouveau modèle de gestion auto-financée des ressources naturelles. La fixation de quotas de chasse s’appuiera sur des données scientifiques, ce qui permettra au Niger d’être plus crédible sur le marché international de la chasse.
5. Au niveau local, les communautés et les communes seront les bénéficiaires directs d’une stratégie reliant les activités de conservation à une planification intégrée de l’exploitation des terres, une utilisation plus durable des pâturages et de nouvelles sources de revenus et de subsistance grâce à la création d’une chaîne de valeur durable de la biodiversité. Les capacités de gestion de la biodiversité et des ressources naturelles, en particulier au niveau local, devront être renforcées. L’amélioration du système de financement et des modèles de cogestion des infrastructures et du fonctionnement des AP profiteront aux unités de gestion nationales et locales des AP, aux communautés adjacentes et aux autres parties prenantes impliquées dans les résultats de conservation escomptés. La prise en compte des besoins en conservation de la biodiversité dans les instruments existants ou planifiés de gouvernance locale des ressources naturelles (par ex. le PDC et le PDGDRN) et le travail effectué avec les communes et les structures départementales renforceront de manière significative les capacités de gestion de l’écosystème de ces institutions, actuellement responsables de la gestion des ressources naturelles sur leur territoire. Les nouvelles incitations à la préservation de la biodiversité obtenues par la création de chaînes de valeur des AP et de la faune auront des effets bénéfiques supplémentaires au niveau local, entraînant des changements de comportement et l’adhésion des populations à la conservation des AP et de la biodiversité. Le travail effectué avec les éleveurs/pasteurs transhumants renforcera les pratiques traditionnelles par d’importantes incitations à protéger l’environnement et à modifier légèrement les pratiques courantes pour qu’elles prennent en compte la conservation de la biodiversité, en particulier la protection des espèces migratrices de faune et leurs habitats.
6. **Limites du système.** En termes biologiques, le projet s’intéresse à la conservation de la diversité biologique saharienne et ses habitats. Géographiquement, le projet vise les principaux habitats et écosystèmes des espèces migratrices de faune mondialement importantes dans le biome saharien du Niger. Le complexe total du projet de domaine d’AP dans le nord du Niger forme un triangle entre l’AP de Gadabedji, l’Aïr-Ténéré et le Termit (à créer). Il couvrira 29,3 millions d’hectares et englobera tout ou partie de 21 communes dans 8 départements et 5 régions. A cause de l’insécurité et d’une autre intervention du PNUD/FEM qui est en cours dans la région d’Agadez (COGERAT couvre l’AP de l’Aïr-Ténéré et les communes adjacentes), le projet concentrera ses activités sur les communes les plus concernées dans le sud du complexe, qui comprend les réserves de Gadabedji et du Termit, y compris les communes adjacentes et d’interconnexion (Gadabedji et Bermo dans la région de Maradi, Tarka, Gangara, Tanout et Tesker dans la région de Zinder, N’Gouti dans la région de region de Diffa). L’extension progressive aux communes situées dans le nord du Corridor (et au sud de la région d’Agadez), qui ont un intérêt pour la connectivité des AP, sera entreprise si la situation sécuritaire permet des interventions sur le terrain (communes : In Gall, Aderbissnat, Tabelot, Faschi, Bilma, Dirkou). Le projet s’étendra sur une période de 4 ans et son démarrage est prévu début 2010.

### Rentabilité / coûts- efficacité

1. Le projet permettra au Niger d’augmenter la superficie de ses aires protégées en ajoutant 8,28 millions d’hectares de nouvelles AP au domaine existant et en améliorant la conservation de la biodiversité sur un total de 21,046 millions ha (AP 8,356 millions ha, terres gérées par les communautés 12,69 millions ha) pour un coût de 0,33 USD par hectare (comprenant le cofinancement géré par les partenaires). Ce coût de conservation est très faible et permettra d’obtenir des résultats importants pour la biodiversité mondiale. La stratégie du projet reposant sur des AP centrales pour une protection stricte des populations menacées et la réintroduction d’espèces disparues localement, combinée avec la création de corridors de faune exploités de manière durable et qui faciliteront la dispersion et les migrations pendant les périodes de crise (graves sécheresses, variabilité accrue du climat ou insécurité), est une excellente stratégie pour la conservation à long terme.
2. Plus encore que le faible coût de la création des AP, les mesures qui seront mises en place par le projet pour réduire les coûts de gestion des AP et de gestion durable des ressources naturelles sont très importantes. Le coût que représente l’envoi et l’entretien d’agents du gouvernement sur des sites éloignés dans le désert est élevé. Les coûts des mesures de surveillance et de contrôle dans des zones extrêmement vastes deviennent vite prohibitifs. Toutefois, grâce à des incitations adaptées, les populations d’éleveurs locales qui sont dispersées dans les vastes zones du désert pourront participer à la surveillance et signaler le braconnage et les autres activités illégales pour un coût très modique. La responsabilisation des populations locales et le respect qu’elles ressentent lorsqu’elles sont considérées comme des partenaires dans la gestion des AP et des ressources naturelles, plutôt que comme des braconniers ou des délinquants potentiels, les incitent à préserver les ressources naturelles pour un coût très modique pour le projet. En outre, les incitations financières destinées aux populations démunies n’ont pas besoin d’être très élevées pour être efficaces. Par ailleurs, étant donné la très faible densité du peuplement dans le nord, les recettes générées par la chasse sportive ou le tourisme n’auront pas à être réparties entre un grand nombre d’habitants comme cela aurait été le cas dans le sud agricole beaucoup plus densément peuplé.
3. La plupart des zones de la nouvelle AP du Termit seront polyvalentes. Les populations locales ne seront pas exclues de ces zones. Les communautés et les communes seront impliquées dans la gestion durable en tant que partenaires. Cela permettra au projet de travailler avec les communautés et les parties prenantes locales pour partager les responsabilités de gestion et les coûts, mais aussi pour créer des activités économiques durables qui pourront profiter à ces partenaires. La signature de contrats de sous-traitance et de nouveaux partenariats avec des entreprises spécialisées du secteur privé, des institutions de recherche internationales et des ONG permettra non seulement d’optimiser la rentabilité, mais également de négocier et d’élaborer des mécanismes de financement viables à long terme pour la protection du biome saharien. La priorité sera donnée aux communautés locales et aux institutions de gouvernance locale qui ont un intérêt particulier dans la bonne administration des ressources naturelles. L’expérience acquise dans différents projets du portefeuille du PNUD/FEM montre que les partenariats avec les communautés impliquées dans la gestion des AP et des ressources naturelles sont efficaces si l’on se réfère à l’objectif de conservation visé et au coût par unité de l’effort. Cela s’explique par le fait que les communautés locales dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance et ont intérêt à adopter toute mesure visant à améliorer les fonctions et les services de l’écosystème. Grâce à l’approche de suppression des obstacles qui a été adoptée pour ce projet, ce partenariat aidera à réduire et à déplacer les activités ayant des impacts négatifs sur la biodiversité faunique et les fonctions de l’écosystème. Si elles devaient être conduites sans la participation des principales parties prenantes locales, les activités d’amélioration des écosystèmes s’avèreraient coûteuses et non viables à long terme.
4. L’autre option envisagée consistait à concentrer les ressources limitées du FEM uniquement sur la création et l’efficacité de la gestion de la nouvelle AP, et pas sur le Corridor. Le coût par hectare en serait plus que doublé pour atteindre 0,83 USD, ce qui toutefois resterait un coût assez faible. Cette option ne permettrait pas d’atteindre l’objectif consistant à garantir la liberté de mouvement et la dispersion à long terme, alors que ces facteurs sont vitaux pour la survie à long terme des espèces que le projet cherche à protéger. A l’inverse, l’option consistant à se concentrer sur la création du corridor ne serait pas faisable, car ce dernier remplirait difficilement son rôle de conservation sans la Réserve du Termit, abritant les dernières populations viables d’antilopes, et la réserve de Gadabedji pour que la réintroduction soit effective.

Enfin, selon certaines indications, les autres AP du Niger nécessitent également notre attention. Il s’agit notamment de la Réserve naturelle nationale de l’Aïr-Ténéré et des aires situées dans le sud (par ex. le Parc W et la Réserve partielle de Dosso), qui sont toutes des aires existantes susceptibles de profiter de l’amélioration de l’efficacité de la gestion. Par conséquent, on peut raisonnablement se demander si un investissement dans l’extension des AP du biome saharien se ferait au détriment de l’objectif global d’efficacité de la gestion au niveau du système. Dans les choix stratégiques qui ont été faits par le projet, deux arguments ont été pris en compte. Premièrement, les problèmes auxquels chaque intervention peut s’attaquer ont des limites et il faudra toujours faire des compromis. La question est de savoir quels compromis choisir sur le plan stratégique. Toutefois, étant donné que ce projet cible également les cadres de gouvernance de la gestion des AP, les bénéfices au niveau du système sont maximisés. Deuxièmement, d’autres interventions renforcent exactement les domaines mentionnés. Le projet du PNUD/FEM sur la gestion durable des terres dans la zone de l’Aïr-Ténéré n’a pas pu travailler dans la zone du projet depuis deux ans à cause de l’insécurité. Le projet régional du PNUD/FEM W-Arly-Pendjari intervient dans le complexe d’AP dans le sud. Compte tenu du statut de la Réserve du Tadrès (voir Encadré 1), la focalisation du présent projet sur la création de la Réserve du Termit Tin Toumma et sur le Corridor de faune dans le nord du Niger semble être, dans le contexte donné, la stratégie la plus rentable.

### Appropriation nationale : admissibilité et implication du pays

1. Le gouvernement du Niger a ratifié les conventions environnementales suivantes :

Tableau 5. Conventions environnementales multilatérales ratifiées par le Niger

|  |  |
| --- | --- |
| **Convention** | **Date** |
| UNCCD | 1996 |
| CCNUCC | 1995 |
| Convention sur la diversité biologique | 1995 |
| Convention RAMSAR | 1987 |
| Convention de Bonn sur la conservation des espèces migratrices | 1980 |
| Convention du patrimoine mondial | 1974 |
| CITES | 1973 |
| Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles | 1970 |

1. Les priorités, stratégies et plans actuels du Niger concernant la conservation et l’utilisation durable de la biodiversité sont énoncés dans ses Stratégies et plans d’action nationaux en matière de diversité biologique (SPANB). Les SPANB donnent la priorité à la gestion efficace des aires protégées existantes, renforçant en particulier les AP dans le nord du Niger qui jusqu’à présent ont reçu moins de financements et d’attention de la communauté internationale. Les SPANB préconisent également la création de nouvelles AP afin de mieux se conformer aux normes internationales et d’assurer la conservation d’un éventail plus large d’habitats et d’écosystèmes. Le Plan environnemental national pour le développement durable (1998) et le Programme d’action national pour la lutte contre la désertification et la gestion des ressources naturelles (PAN, 1998) visent tous deux la gestion durable des ressources naturelles au Niger. En 2002, le gouvernement a adopté une loi importante pour réglementer le transfert des responsabilités aux régions, départements et communes dans les domaines du régime foncier, de l’environnement et des ressources naturelles, de l’élevage de bétail, de la pêche, de la mise en valeur des ressources en eau et de l’agriculture. Cette loi vise à responsabiliser les autorités et les communautés locales en matière de gestion de l’environnement. Les principaux instruments sont les plans de développement décentralisé et de gestion des ressources naturelles (Plan de développement communautaire – PDC, Plan de développement de gestion durable des ressources naturelles – PNGDRN et Schéma d’aménagement foncier). Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2002) spécifie la nécessité d’impliquer les communautés adjacentes (particulièrement les nomades et les groupes ethniques marginalisés) dans le développement d’activités génératrices de revenus dans les environs des AP. La Stratégie de développement rural du Niger (2004), dérivée du DSRP, est actuellement le cadre de référence de base de toutes les actions relatives au développement rural. Elle définit plusieurs programmes, à savoir a) « Préservation de l’environnement » visant au « renforcement du réseau d’AP et à la conservation in situ et ex situ des ressources génétiques, b) « Lutte contre la dégradation des terres », c) renforcement du suivi de la migration des organismes vivants et d) développement du potentiel de la chasse [au Niger] ». La dernière Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (2007) souligne une fois de plus l’importance des mécanismes de gouvernance locale pour les ressources naturelles.
2. Le présent projet est en parfaite conformité avec ces programmes prioritaires grâce à sa contribution à la gestion efficace des AP et à l’extension des AP. Le soutien direct à la gouvernance locale des ressources naturelles dans le corridor de faune contribuera à la gestion durable des habitats essentiels, assurant la connectivité des AP et renforçant le réseau d’AP dans le biome saharien. Le projet contribuera directement à la mise en oeuvre des objectifs des Stratégies et plans d’action nationaux en matière de diversité biologique (SPANB) : (i) promouvoir la gestion durable de la faune sauvage (résultats 2, 3,), (ii) garantir une participation réelle des communautés locales à la gestion de la faune (résultats 1, 2, 3), (iii) améliorer les connaissances sur les écosystèmes et la faune sauvage (résultats 2, 3) et (iv) promouvoir le tourisme (résultat 2).

### Viabilité et réplicabilité

1. Viabilité environnementale : La stratégie globale de création d’un complexe d’AP et de corridor est conçue pour améliorer la viabilité environnementale. La viabilité écologique sera renforcée par la création de la nouvelle AP du Termit autour des dernières populations restantes d’espèces en danger d’extinction et par la réhabilitation de la Réserve dégradée de Gadabedji, grâce à la réintroduction et à la restauration d’animaux sauvages localement menacés. Mais surtout, la viabilité environnementale sera considérablement renforcée par la création de nouveaux partenariats avec les principales parties prenantes locales – communautés et communes. Le projet ciblera principalement la gestion durable et polyvalente des ressources naturelles. Des chaînes de valeur de la biodiversité seront créées pour les populations locales de manière à les encourager à protéger la biodiversité. Les actions de sensibilisation, l’implication des communautés et les mécanismes de cogestion renforceront la surveillance de la biodiversité et l’efficacité de la lutte contre le braconnage. Ces nouvelles approches sont vitales pour la conservation de la biodiversité d’importance mondiale à cause des capacités très limitées du gouvernement pour financer des AP conventionnelles gérées par l’administration centrale.
2. Viabilité financière : Ce projet aidera à élaborer et expérimenter de nouveaux modèles de financement plus viables, à la fois à l’intérieur des AP ciblées et dans les zones avoisinnantes (Réalisations 2.2, 2.3, 2.4, 3.4). Les nouvelles modalités de cogestion et les nouveaux partenariats pour les aires protégées avec les communautés et les communes réduiront considérablement les coûts de gestion des AP. La participation du secteur privé au financement des AP, ainsi que les réformes juridique et fiscale pour accroître l’auto-financement de la DGEEF, amélioreront la viabilité financière (Résultat 1). Plusieurs des réalisations des Résultats 1 et 2 permettront de créer des mécanismes de financement durable à long terme pour le système d’AP du nord du Niger. Plus particulièrement, la Réalisation 1.1 se focalise principalement sur le financement durable – *Le plan de conservation stratégique pour le biome saharien du Niger – élaboré et largement approuvé – fournira le cadre de* (*...*) *la préparation de mécanismes de financement des AP innovants, viables et à long terme afin de garantir la mobilisation future de fonds supplémentaires pour les charges récurrentes et les investissements dans le système d’AP (fond fiduciaire, modèle de base*)*.*
3. Le projet soutiendra la génération de revenus locaux grâce à des chaînes de valeur des AP et de la faune. Cependant, le financement du développement de systèmes de gestion durable des ressources naturelles et la conservation des habitats essentiels dans le cadre de la décentralisation dans le corridor de faune continuera, dans un avenir immédiat, de dépendre de sources extérieures. Le niveau de pauvreté est tel que la génération de revenus à elle seule sera insuffisante pour financer une GRN durable dans la majorité des communautés à moyen terme. Plusieurs programmes à long terme, financés par la BM/IDA, le PNUD/FEM, la BAD, des bailleurs bilatéraux, etc. ont été mis en place pour soutenir le processus de décentralisation et la gouvernance locale des ressources naturelles au Niger. Ces programmes concernent la décentralisation fiscale, les politiques et les réformes institutionnelles qui aboutiront à une croissance durable des revenus et à une accumulation de capitaux qui à leur tour donneront aux communautés la possibilité d’auto-financer leurs besoins de conservation des ressources naturelles à moyen et long terme. Les zones de chasse communautaires peuvent devenir une forme d’auto-financement de la gestion durable des ressources contribuant directement à la conservation de la biodiversité et à la réduction de la pauvreté. Les responsables communautaires seront tenus de réinvestir une partie des revenus de la chasse dans les frais de gestion des ressources, par exemple l’inventaire des espèces de gibier, les communications et le paiement des per diem/frais de transport des agents de surveillance. Les droits de chasse seront conditionnés au respect de toutes les obligations correspondantes, telles qu’elles seront définies dans les conventions/contrats qui les énonceront pour gérer la faune et les autres ressources naturelles. Les revenus de la chasse constitueront une incitation supplémentaire à investir dans la gestion et la restauration des pâturages nécessaires pour améliorer les habitats des animaux sauvages et domestiques. Si les zones de chasse gérées par les communautés s’avèrent être un investissement rentable, cette activité sera très probablement financée et répliquée comme une activité de développement rural par un éventail beaucoup plus large de bailleurs que ceux qui financent la conservation.
4. Viabilité sociale : La viabilité environnementale et la viabilité sociale sont intimement liées. Les principales menaces pour la biodiversité et l’intégrité de l’écosystème émanent des activités humaines. Le projet réduira ces pressions en aidant les communes et les communautés pastorales et transhumantes à planifier l’exploitation des terres et à gérer de manière durable les terres de parcours. Le zonage participatif de la nouvelle aire protégée du Termit permettra de prendre en compte les intérêts des communautés concernées. Les nouvelles sources de revenus (écotourisme, zones de chasse communautaires, modèles de partage des bénéfices) seront de nouvelles incitations à la conservation et la gestion durable des ressources naturelles. La promotion des processus de planification et de prise de décisions impliquant toutes les parties prenantes locales et les modalités de cogestion garantiront la viabilité sociale du projet. La responsabilisation des communautés et les partenariats de cogestion créeront un nouveau sentiment de fierté au sein des communautés locales qui prendront conscience qu’elles peuvent améliorer leur sort en protégeant mieux l’environnement.
5. Viabilité institutionnelle : Les principales garanties de la viabilité institutionnelle du projet résident dans les aspects suivants : a) renforcement des capacités des structures de gestion des ressources naturelles des autorités locales, des communes et des communautés pour concevoir et mettre en oeuvre des plans de gestion des ressources naturelles dans les AP et le Corridor et b) élaboration de nouveaux mécanismes de cogestion pour les AP incluant les communautés adjacentes, le secteur privé, les ONG, les instituts de recherche et les services techniques. Le projet mettra en place un réseau de surveillance participatif, appuiera des mécanismes de coordination inter-disciplinaires et s’efforcera d’intégrer les concepts GDR et la conservation des habitats dans les plans de développement départementaux (PDC, PDGDRN) dans le Corridor. La légitimité des nouveaux partenariats avec les communes, les communautés, les entreprises du secteur privé et les ONG dans les réserves de Gadabedji et du Termit sera formalisée par des contrats de cogestion signés par la Direction des aires protégées dépendant de la DGEEF. La DAP a la principale responsabilité, pour le compte de l’Etat, de la gestion des AP. Ces contrats définiront les rôles et responsabilités de chacune des institutions impliquées dans la gestion des AP, ainsi que le partage des bénéfices obtenus. Ils constitueront également la base juridique de l’implication des communes et des communautés dans la gestion des AP. Le projet créera des systèmes pilotes pour la gestion décentralisée des terres et des ressources naturelles dans le Corridor en responsabilisant les nouvelles institutions communales et communautaires dont les capacités seront renforcées.
6. Globalement, la viabilité sera favorisée par le mécanisme de partenariat et de consultation à mettre en place entre les initiatives de développement et axées sur la conservation pour tous les résultats escomptés. Ces partenariats limiteront les contradictions entre les projets et les bailleurs, en améliorant la rentabilité.
7. Sur la question de l’intégration de la gestion des aires protégées dans la planification financière nationale et la présence sur le terrain, le gouvernement du Niger a indiqué que grâce à sa Stratégie de développement rural (SDR) il espérait faire passer la superficie totale d’aires protégées de 6,6 % à 12 % en 2012. Le montant des financements consacrés à la gestion des aires protégées dans le pays est très faible, mais le gouvernement a des agents dans toutes les aires protégées et leur nombre sera augmenté pour répondre aux besoins. Les Réalisations 1.1, 1.2 et 1.5 devraient permettre d’atteindre cet objectif sur différents fronts. Le gouvernement accorde une priorité élevée à ce projet car il contribuera à améliorer les moyens de subsistance des communautés, en les rendant plus durables. En réalité, toutes les réalisations de la Composante 2 prennent en compte cette préoccupation pour inciter les communautés locales à protéger la biodiversité, ce qui confirme également de manière directe la durabilité du projet. En outre, les services nationaux de l’environnement au niveau local jouent un rôle central dans l’assistance technique aux communautés et aux communes. De plus, les conservateurs des AP dépendent du ministère de l’Environnement et les zones de chasse communautaires et les contrats de cogestion seront supervisés par le ministère de l’Environnement.

Réplicabilité : Bien que les conditions environnementales dans le nord du Niger soient très différentes de celles du reste du pays, une grande partie des éléments stratégiques des approches qui seront élaborées par ce projet seront prêts à être répliqués. En particulier, les modèles de cogestion et les nouveaux partenariats public/privé pour la gestion des AP peuvent être répliqués et adaptés dans tout le pays. La prise en compte de la conservation de la biodiversité dans la planification décentralisée de l’exploitation des terres à l’échelle du paysage et de la gouvernance locale des ressources naturelles peuvent s’appliquer à tout le pays. Le zonage pour une utilisation durable et la cogestion avec une utilisation locale peuvent être réplicables dans beaucoup de situations. La création de chaînes de valeur de la biodiversité sous des formes qui inciteront à préserver l’environnement est une approche largement applicable. La signature de contrats qui conditionneront l’utilisation commerciale de la biodiversité par les cogérants communautaires au respect de l’intégralité de leurs obligations contractuelles de cogestion est également un principe largement réplicable. Si l’efficacité des zones de chasse communautaires est démontrée, les bailleurs qui financent la réduction de la pauvreté ou le développement rural pourraient ajouter cette activité comme étant à répliquer lorsque la situation s’y prête. En outre, la solution proposée par le FEM prévoit de soutenir l’amélioration de l’efficacité de la gestion et l’extension des AP  ; par ailleurs, elle produira un Plan de conservation stratégique pour le biome saharien du Niger. Cette stratégie offrira un moyen de réplication des enseignements du projet dans l’ensemble d’un système d’AP agrandi.

## IIIème PARTIE : Modalités de gestion

1. Le projet sera mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) conformément à ses modalités d’exécution nationale (NEX) sur une période de 4 ans à compter de la date de signature du PRODOC (approximativement de janvier 2010 à décembre 2013). L’agence d’exécution principale sera la Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts (DGEEF). La DGEEF est la principale autorité en charge de la conservation de la biodiversité au Niger. En sa qualité d’agence d’exécution nationale, la DGEEF sera chargée de la supervision du projet, de la production des résultats et de la gestion des fonds du PNUD au niveau national. Elle doit rendre compte au PNUD de la participation du gouvernement au projet et fournira donc des orientations générales et un soutien pour la mise en œuvre de toutes les activités du projet. Elle facilitera la mise en œuvre du projet et s’assurera de la mise en place de systèmes de suivi et de contrôle internes.
2. Pour atteindre les objectifs du projet et produire les résultats escomptés à temps et dans le cadre du champ d’application et du budget, la DGEEF établira des accords de collaboration avec des institutions, organisations et personnes de premier plan qui joueront des rôles clé dans l’exécution du projet, tel que défini dans le présent document du projet. Ces accords pourront être conclus au niveau local, national ou international, conformément aux procédures du PNUD. En particulier, un accord de fourniture de services d’assistance technique sera signé entre le ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification et la Sahara Conservation Fund pour la mise en œuvre d’activités spécifiques telles qu’elles sont définies dans les TdR (voir la section IV – Ière partie). Il pourra également être décidé de prolonger un accord existant. Les TdR contenus dans le PRODOC seront complétés, l’accord dûment négocié et entériné. Idéalement, un accord définitif devra être obtenu entre la soumission du projet à l’approbation du directeur général du FEM (décembre 2010) et la date prévue pour le lancement du projet (avril-mai 2011). Des accords avec les ONG locales seront également conclus en respectant le même calendrier (par ex., sur l’implication des ONG locales dans la mise en œuvre des activités prévues pour les Réalisations 2.3, 2.5, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5).
3. Le PNUD et le gouvernement travailleront de concert pour recruter par concours un coordinateur national du projet pour assurer la coordination et la mise en œuvre directes des activités du projet. Le PNUD demandera à la DFEEF de désigner un point focal administratif pour le projet qui sera chargé d’aider à la mise en œuvre du projet et à la réalisation de ses objectifs au sein de l’agence d’exécution. Cela renforcera le suivi et l’appropriation des résultats du projet par l’agence d’exécution. Le coordinateur national du projet travaillera en étroite collaboration avec le point focal administratif en vue de la réalisation des résultats et de l’objectif visés. Afin d’aider à la réalisation des produits spécifiques, le projet engagera des consultants nationaux et internationaux à court, moyen et long terme, comme le décrit la section IV – IVème partie (« *Vue d’ensemble des contributions des consultants techniques* »).
4. Le projet sera exécuté conformément aux modalités d’exécution nationale (NEX) du PNUD Niger et aux modalités DEX applicables aux consultants internationaux pour lesquels un paiement d’honoraires en devise étrangère est prévu. Les modalités DEX couvriront également certaines activités lorsque l’appui de l’Unité de coordination régionale du PNUD-GEE (Groupe Environnement et Énergie) à Dakar ajoutera de la valeur à la mise en œuvre du projet tout en renforçant la capacité d’exécution du PNUD Niger.
5. Le PNUD Niger travaillera avec l’Unité de coordination régionale du PNUD-GEE (Groupe Environnement et Energie) à Dakar, ainsi que la DGEEF, pour effectuer toutes les acquisitions requises en vue de la réalisation des produits et résultats du projet dans les délais. Le PNUD Niger assurera également la supervision administrative et financière de l’exécution.

### Supervision

1. Deux comités assureront la supervision des activités du projet : le comité de pilotage du projet (CPP) et le comité consultatif technique (CCT), présidés par la DFC (Direction de la faune et de la chasse) de la DGEEF et/ou par le PNUD en alternance ou tout autre mécanisme qui peut être défini. La supervision opérationnelle quotidienne sera assurée par le PNUD à Niamey et la supervision stratégique par le conseiller technique régional (CTR) en charge du projet au PNUD-GEE. La section IV contient un schéma simplifié qui explique la relation entre les différentes entités décrites dans ce chapitre. Vous trouvez également plus de détails dans le Tableau 9 et le Tableau 10.

### Au niveau central

1. Le comité de pilotage du projet (CPP), présidé par la DGEEF, définira les grandes orientations et assurera la supervision du projet. Le coordinateur national du projet (CNP) fera office de secrétaire du CPP. Les membres du CPP comprendront non seulement des représentants de la DGEEF et du PNUD (y compris le Groupe Environnement et Energie du PNUD), mais aussi des institutions chargées de la conservation de la biodiversité ou de la gestion des ressources naturelles ou ayant des intérêts financiers dans le projet. Ces membres incluront d’autres ministères, instituts, organisations ou partenaires, y compris les co-bailleurs de fonds du projet et les communes concernées. Le CPP devra : i) prendre des décisions relatives à la gestion, de préférence par consensus, y compris approuver les plans de travail et les budgets du projet, ii) assurer la coordination entre les divers organismes publics, (iii) guider le processus de mise en œuvre du programme pour s’assurer qu’il reste en phase avec les politiques nationales et locales et les processus de planification, (iv) s’assurer que les activités sont totalement intégrées avec les autres initiatives de développement en cours dans la région et (iv) superviser les activités menées et contrôler l’efficacité de la mise en œuvre du projet. Les revues du projet seront effectuées par ce groupe à des points de décision déterminés tout au long de l’exécution du projet.Le CPP se réunira tous les ans, sauf si des décisions urgentes soulevées par le CNP doivent être prises.
2. Le CNP aura la responsabilité globale de la production des résultats dans les délais et dans le cadre du champ d’application et du budget. Il veillera au respect de toutes les procédures administratives et financières du PNUD. Il sera soutenu par une équipe d’appui au projet et une équipe consultative technique. L’unité de gestion du projet (UGP) sera basée dans les locaux de la DGEEF (Niamey) afin de réduire les coûts liés aux transactions et de créer une synergie et des liens avec les autres programmes pertinents au niveau national. L’UGP sera chargée des réalisations du projet au niveau national et du suivi des activités sur le terrain. Elle comprendra le CNP, un assistant administratif et financier (qui assurera également la liaison avec la DGEEF et le PNUD sur les questions de ressources humaines) et un assistant de projet qui fera également office de secrétaire. En outre, l’UGP sera soutenue par des consultants nationaux et internationaux et d’autres services techniques sous-traités. Au niveau national, le projet devrait recruter des consultants dans les domaines suivants : ECE, socio-économie, biodiversité, approches participatives de la gestion des ressources naturelles et du développement rural, planification de l’utilisation des terres et gestion des ressources naturelles, gestion des pâturages et S&E. Elle fera également appel à d’autres consultants nationaux à court terme dotés de compétences dans les domaines de l’élevage d’animaux sauvages, des réglementations sur la chasse, des réformes juridiques et politiques, du renforcement institutionnel et des finances et de la planification publiques. Au niveau international, le projet engagera des experts dotés d’une solide expérience dans les domaines du financement des AP, de la planification et de la gestion des AP, du suivi écologique, de la réintroduction de faune sauvage, de l’élevage de gibier, de la gestion de la faune sauvage pour la chasse sportive et le tourisme et de la gestion participative des ressources naturelles. Tous les consultants (nationaux et internationaux) seront placés sous l’autorité directe du CNP, en étroite consultation avec le conseiller technique du projet (CTP). Des informations plus détaillées sont fournies à titre indicatif dans la « Section IV ».
3. Le comité consultatif technique (CCT), représenté par la DFC et la DPNR au sein de la DGEEF apportera une assistance technique à l’unité de gestion du projet (UGP) et au CPP. Le CCT regroupera des institutions nationales et internationales dotées d’une expertise scientifique et technique pertinente pour le projet. Ces membres pourront changer au fil du temps en fonction des différentes questions scientifiques et techniques qui passeront au premier plan. Le CCT examinera régulièrement les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du projet et assurera la coordination technique avec d’autres programmes et projets de développement pertinents et complémentaires en cours au Niger. Il donnera des conseils scientifiques et techniques à la demande de l’unité de gestion du projet ou du comité de pilotage. En particulier, il contribuera à la conception et à la mise en place du système de suivi et de diagnostic prévu dans le projet. Les TdR des sous-traitants seront envoyés aux membres du CCT pour commentaire. La DFC effectuera également des visites sur les sites du projet. Le CCT regroupera, selon le cas, des représentants du CNEDD, de l’Université de Niamey, de COGERAT, du parc W, du ministère des Ressources animales, du ministère de l’Agriculture et du ministère de l’Administration territoriale, de SCF, d’IGF et autres.
4. Le conseiller technique du projet (CTP) apportera également une assistance technique au CPP, à l’UGP et au CCT de ce projet innovant qui revêt un caractère pilote au Niger. L’un des aspects les plus innovants de ce projet sera la mise en place de zones de chasse gérées par les communautés dans le cadre d’une stratégie de conservation de la faune sauvage et des AP. Cette approche est novatrice non seulement au Niger, mais dans presque tous les pays francophones d’Afrique subsaharienne. Le projet souhaite adapter cette approche, qui a donné des résultats probants dans les pays anglophones du sud de l’Afrique, au contexte sahélien et saharien. Le caractère pilote potentiel que revêt le projet pour les Etats voisins justifie le recrutement d’un conseiller technique de projet. Le CTP sera un expert en suivi, gestion des informations et évaluation, et devra de préférence justifier d’une expertise technique dans le domaine de la gestion participative des ressources naturelles, de la conservation de la biodiversité et des stratégies de gestion des aires protégées. Il donnera des conseils techniques au CNP, au personnel des équipes sur le terrain et aux autres interlocuteurs publics dans les domaines de la gestion et de la planification de projet, de la gestion des activités du site, du suivi, des relations externes (y compris au niveau international) et de l’évaluation de l’impact. Il aidera à compiler les enseignements tirés et à partager les expériences à l’échelle internationale. Enfin, il aidera à coordonner le travail de tous les consultants et sous-traitants, afin de garantir la qualité technique, la production des résultats escomptés dans les délais et une véritable synergie entre les différentes activités. Le CNP collaborera avec d’autres partenaires du développement de premier plan tels que la Banque mondiale, la BAD, la Belgique, l’Italie, la France, l’Espagne, l’Allemagne, la Commission européenne et les ONG internationales œuvrant dans le domaine de l’environnement, pour promouvoir une approche cohérente et synergétique de la gestion des ressources naturelles au Niger.

### au niveau du site

1. Le projet proposé a un objectif important qui est d’assurer la participation des communautés locales, des communes et des autres parties prenantes (par ex., l’industrie minière et touristique) à la cogestion des AP sélectionnées et la gestion des ressources naturelles en général. A cette fin, les communes et les communautés locales, en particulier les groupes d’éleveurs et les chefs traditionnels des différentes tribus, ainsi que des représentants de l’industrie minière et touristique, bénéficieront d’un renforcement de leurs capacités à gérer les problèmes liés à la planification de l’utilisation des terres et la gestion des ressources naturelles et aux AP. Ainsi, deux types de structures seront mis en place au niveau du site : les unités de gestion des AP (UGAP) pour les aires protégées de Gadabedji et du Termit et l’unité de gestion du corridor (UGC) dans le corridor d’interconnexion. L’UGAP apportera un soutien direct à l’élaboration de systèmes de gestion efficaces pour les deux AP, ainsi qu’aux tâches connexes propres aux AP (accords de cogestion, zonage participatif, plans de gestion et d’activités, programme de réintroduction à Gadabedji). Elle comprendra essentiellement les bureaux locaux du ministère de l’Environnement à Gadabedji et Zinder, complétés par les structures de gestion et le personnel mis en place par le partenaire de cofinancement des projets d’AP au titre des accords signés avec la DGEEF (par ex., UE, SCF, IGF). Le projet de corridor dotera ces unités d’experts pour la mobilisation sociale ou le développement local et la gestion des ressources naturelles, y compris la gestion des pâturage et les zones de chasse communautaires (à Gadabedji). Les mesures physiques (coupe-feux, stabilisation des dunes, etc.), la planification de l’utilisation des terres, le renforcement des capacités et les activités de sensibilisation du projet compléteront les activités des partenaires de cofinancement, et les besoins et activités détaillés seront identifiés régulièrement au niveau du site. Dans l’AP de Gadabedji, l’UGAP travaillera également avec les communautés contiguës à la réserve sur les mêmes types d’activités que celles prévues dans le corridor.
2. L’UGC sera basée initialement au service de l’environnement à Tanout. Elle comprendra un expert en mobilisation sociale et développement social, un expert spécialisé en gestion des ressources naturelles ou aménagement du territoire et gestion des pâturages, un expert en méthodologies de suivi et du personnel administratif (chauffeur). Le projet travaillera en étroite collaboration avec les services de vulgarisation publics aux niveaux communal et départemental, en particulier les bureaux du ministère de l’Environnement, ainsi que les ONG, le secteur privé, les projets et les prestataires de services, qui fourniront des conseils et un appui aux activités du projet de corridor. L’UGAP et l’UGC apporteront un soutien progressif à la mise en place et au fonctionnement de groupes de travail composés de parties prenantes et de partenaires dans chaque commune et/ou département concerné. Leur principale tâche consistera à identifier les sites clés pour la conservation de la biodiversité, à soutenir une planification efficace de l’utilisation des terres, à mettre en œuvre les activités du projet dans les communes concernées et à négocier des accords de cogestion des AP et des ressources naturelles du corridor. Un protocole d’accord sera établi avec les communes. Les communes faciliteront la mise en place des organisations communautaires représentatives requises pour la mise en œuvre des activités du projet. L’UGC couvrira un plus grand nombre de communes et son transfert dans la partie sud de la région d’Agadez est prévu pour la seconde moitié du projet si la situation sécuritaire le permet. L’UGAP et l’UGC seront soutenues depuis le siège basé à Niamey par le CNP, le CTP et les consultants à court terme du projet. Elles assureront la coordination, la supervision, l’assistance, le contrôle et le suivi de l’exécution du projet au niveau local et rendront régulièrement compte au CNP. Elles seront chargées de la planification et de l’exécution du projet au niveau local, de la gestion des comptes globaux du projet et du suivi des résultats.
3. Un atelier de lancement sera organisé, de préférence dans les 3 mois (sans toutefois dépasser 6 mois), pour assurer le bon démarrage du projet. Cet atelier servira (i) à informer toutes les parties prenantes du lancement du projet ; (ii) à présenter les résultats et buts du projet aux parties prenantes ; (iii) à affiner les indicateurs CRS et les produits et activités sélectionnés ; (iv) à élaborer un cadre de S&E pour les activités au niveau du site et (v) à finaliser les TdR pour le comité de pilotage, les sous-traitants et les principaux consultants du projet.

Procédures FINANCIÈRES et autres

1. Les modalités et procédures financières relatives au projet sont régies par les règles du PNUD relatives aux modalités d’exécution nationale (NEX) et de mise en œuvre nationale (NIM) qui permettent d’utiliser les règles et procédures gouvernementales pour la mise en œuvre des composantes et activités du projet. Les transactions financières seront effectuées par demande de paiement direct effectuée par l’UGAP et l’UGP au PNUD pour transférer les fonds. Tous les achats et transactions financières seront régis par les règles nationales.

Clause d’audit

1. Le gouvernement fournira au représentant résident des états financiers périodiques certifiés, avec un audit annuel des états financiers relatifs à la situation des fonds du PNUD (y compris le FEM) conformément aux procédures établies dans les manuels de programmation et financiers. L’audit sera effectué par l’auditeur légalement agréé par le PNUD ou par un auditeur privé recruté par le PNUD.

## IVème PARTIE : Plan et budget de suivi et d’évaluation

### Suivi et rapports[[8]](#footnote-8)

1. Le suivi et l’évaluation du projet seront effectués conformément aux procédures établies du PNUD et du FEM, par l’équipe du projet et le bureau pays du PNUD (PNUD-BP), avec l’appui du PNUD/FEM. Le cadre logique du projet (cadre des résultats du projet) présenté dans la IIIème partie définit des indicateurs de *résultats* et d’*impact* pour la mise en œuvre du projet, ainsi que les *moyens de vérification* correspondants. Ces indicateurs constitueront la base sur laquelle le système de suivi et d’évaluation (S&E) du projet sera élaboré. Les sections suivantes présentent les principales composantes du plan de suivi et évaluation, ainsi que les coûts estimatifs des activités de S&E. Le plan de suivi et d’évaluation du projet sera présenté et finalisé dans le rapport initial après une mise au point collective des indicateurs et des moyens de vérification, ainsi que la définition complète des responsabilités S&E du personnel du projet.
2. Le projet fera l’objet d’un suivi dans le cadre des activités de S&E ci-après.

#### 1. Démarrage du projet

1. Un atelier de lancement du projet sera organisé dans les deux premiers mois du démarrage du projet, auquel participeront les personnes occupant une fonction dans la structure organisationnelle du projet, le bureau pays du PNUD et, si nécessaire ou possible, les conseillers politiques et de programme techniques régionaux, ainsi que d’autres parties prenantes. L’atelier de lancement est primordial pour permettre l’appropriation des résultats du projet et planifier le plan de travail annuel pour la première année.
2. L’atelier de lancement doit traiter un certain nombre de questions importantes, notamment :
3. Aider tous les partenaires à bien comprendre et s’approprier le projet. Détailler les rôles, les services d’assistance et les responsabilités complémentaires du bureau pays du PNUD et du personnel de l’UCR concernant l’équipe du projet. Discuter des rôles, fonctions et responsabilités au sein des structures de prise de décisions du projet, notamment les rapports hiérarchiques et de communication, et les mécanismes de résolution des conflits. Les termes de référence du personnel du projet feront l’objet d’une nouvelle discussion si nécessaire.
4. Sur la base du cadre des résultats du projet et de l’outil de suivi FEM pertinent, finaliser le premier plan de travail annuel. Examiner et convenir des indicateurs, des cibles et de leurs moyens de vérification, et réévaluer les hypothèses et les risques.
5. Présenter de manière détaillée les obligations en matière de rapports et de suivi et évaluation (S&E). Le plan de travail et le budget de suivi et d’évaluation doivent être convenus et planifiés.
6. Discuter des procédures et obligations de création de rapports financiers ainsi que des modalités d’audit annuel.
7. Prévoir et planifier les réunions du comité de pilotage du projet. Les rôles et responsabilités de toutes les structures organisationnelles du projet doivent être clarifiés et les réunions planifiées. La première réunion du comité de pilotage du projet devra se tenir dans les 12 premiers mois qui suivent l’atelier de lancement.
8. Le rapport sur l’atelier de lancement est un important document de référence qui doit être élaboré et communiqué aux participants pour formaliser les différents accords et plans convenus durant la réunion.

#### 2. Chaque trimestre

1. Les progrès accomplis seront suivis chaque trimestre dans la plate-forme de gestion renforcée axée sur les résultats du PNUD. Sur la base de l’analyse initiale des risques soumise, le journal des risques sera régulièrement mis à jour dans ATLAS. Les risques deviennent critiques lorsque l’impact et la probabilité sont élevés. Sur la base des informations enregistrées dans Atlas, un rapport d’avancement du projet (RAP) peut être généré dans les Informations financières. D’autres journaux ATLAS peuvent être utilisés pour suivre les problèmes, les enseignements tirés, etc... L’utilisation de ces fonctions est un indicateur important du tableau de bord prospectif du PNUD.

#### 3. Chaque année

1. Examen annuel du projet/Rapports de mise en œuvre du projet (APR/PIR) : Cet important rapport est élaboré pour suivre l’état d’avancement depuis le démarrage du projet et en particulier pour la précédente période de référence (30 juin au 1er juillet). Il combine les obligations du PNUD et du FEM en matière de rapports.
2. Le rapport APR/PIR contient, sans s’y limiter, des informations sur les points suivants :

* Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et l’atteinte des résultats du projet, en indiquant pour chacun les indicateurs, les données de référence et les cibles (cumulées) en fin de projet
* Réalisations du projet obtenues par résultat du projet (annuel)
* Enseignements tirés/bonnes pratiques
* PTA et autres rapports sur les dépenses
* Gestion des risques et adaptative
* QPR ATLAS
* Indicateurs au niveau du portefeuille (c.-à-d. les outils de suivi des domaines d’intervention du FEM)

#### 4. Suivi périodique par le biais de visites de sites

1. Le bureau pays du PNUD et l’UCR du PNUD effectueront des visites sur les sites du projet selon le calendrier convenu dans le rapport de lancement et le plan de travail annuel pour évaluer en direct l’état d’avancement du projet. D’autres membres du comité de pilotage du projet peuvent également participer à ces visites. Un rapport de visite sur le terrain et un rapport BTOR seront élaborés par le bureau pays et l’UCR du PNUD, et transmis au maximum un mois après la visite à l’équipe du projet et aux membres du comité de pilotage du projet.

#### 5. Cycle d’évaluation à mi-parcours du projet

1. Une évaluation indépendante à mi-parcours sera effectuée à mi-chemin de la mise en œuvre du projet (conformément aux dates indiquées dans la demande d’approbation du directeur général ou selon d’autres modalités arrêtées par le comité de pilotage). Elle évaluera l’état d’avancement des réalisations, en indiquant les éventuels changements de cap nécessaires. Elle se focalisera sur l’efficacité, l’efficience et le respect des délais de la mise en œuvre du projet, mettra en exergue les problèmes exigeant des décisions et des mesures à prendre, et présentera les premiers enseignements tirés sur la conception, la mise en œuvre et la gestion du projet. Les conclusions de cette évaluation seront appliquées comme recommandations d’amélioration de la mise en œuvre pendant la deuxième moitié de la durée du projet. L’organisation, les termes de référence et la date de l’évaluation à mi-parcours seront décidés après consultation entre les parties du document du projet. Les termes de référence de cette évaluation à mi-parcours seront élaborés par le bureau pays du PNUD, sous la direction de l’Unité de coordination régionale et du PNUD-FEM. La réponse des responsables et l’évaluation seront importées dans les systèmes internes du PNUD, en particulier le Centre de gestion en ligne des évaluations (ERC) du Bureau de l’évaluation du PNUD.
2. Les outils pertinents de suivi des domaines d’intervention du FEM seront également finalisés pendant le cycle d’évaluation à mi-parcours.

#### 6. Fin du projet

1. Une évaluation finale indépendante sera effectuée trois mois avant la dernière réunion du comité de pilotage du projet, conformément aux directives du PNUD et du FEM. Elle portera sur la réalisation des résultats initialement prévus du projet (qui auront été corrigés après l’évaluation à mi-parcours, le cas échéant). L’évaluation finale examinera l’impact et la viabilité des résultats, y compris la contribution au renforcement des capacités et la réalisation des effets positifs/objectifs mondiaux en matière d’environnement. Les termes de référence de cette évaluation seront élaborés par le bureau pays du PNUD, sous la direction de l’Unité de coordination régionale et du PNUD-FEM. L’évaluation finale formulera également des recommandations pour les activités de suivi et nécessitera une réponse des responsables qui devra être importée dans PIMS et dans le Centre de gestion en ligne des évaluations (ERC) du Bureau de l’évaluation du PNUD. Les outils de suivi des domaines d’intervention du FEM seront également finalisés pendant l’évaluation finale.
2. Pendant les trois derniers mois, l’équipe du projet élaborera le rapport final. Ce rapport détaillé synthétisera les résultats obtenus (objectifs, réalisations, produits), les enseignements tirés, les problèmes rencontrés et les domaines où les résultats peuvent ne pas avoir été atteints. Il donnera également des recommandations pour les éventuelles actions futures à envisager pour garantir la pérennité et la réplicabilité des résultats du projet.

#### 7. Partage des leçons et des connaissances

1. Les résultats du projet seront diffusés dans et au-delà de sa zone d’intervention via les réseaux et forums de partage d’informations existants. Le projet identifiera et participera, le cas échéant et en fonction des besoins, aux réseaux scientifiques, axés sur les politiques et/ou autres qui pourraient être profitables au projet en termes d’enseignements. Le projet identifiera, analysera et partagera les enseignements tirés qui pourraient être profitables à la conception et à la mise en œuvre de projets futurs similaires. Enfin, cela permettra un flux d’informations dans les deux sens entre ce projet et d’autres projets œuvrant dans le même domaine.
2. Le budget de S&E est synthétisé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6. Activités de S&E, responsabilités, budget et échéances

| **Type d’activité de S&E** | **Parties responsables** | **Budget USD**  ***(n’inclut pas le temps de travail de l’équipe du projet)*** | **Échéances** |
| --- | --- | --- | --- |
| Atelier de lancement | Coordinateur du projet  Bureau pays du PNUD  PNUD FEM | 10.000 | Dans les deux premiers mois du lancement du projet |
| Rapport de lancement | Équipe du projet  BP PNUD | Aucun | Immédiatement après l’atelier de lancement |
| Mesure des moyens de vérification pour les indicateurs spécifiques au projet | Le coordinateur du projet supervise la commande d’études et le recrutement d’organismes spécifiques et délègue ses responsabilités aux membres de l’équipe compétents | A finaliser lors de la phase et de l’atelier de lancement. Coût indicatif : 15.000. | Début, milieu et fin du projet |
| Mesure (annuelle) des moyens de vérification pour l’avancement et les performances du projet | Supervision par le coordinateur du projet  Équipe du projet | A déterminer lors de l’élaboration du plan de travail annuel. Coût indicatif : 8.000 (annuel), total : 32.000 | Chaque année avant les rapports ARR/PIR et la définition des plans de travail annuels |
| ARR et PIR | Équipe du projet  BP PNUD  PNUD GEE | Aucun | Chaque année |
| Rapports d’avancement trimestriels | Équipe du projet | Aucun | Chaque trimestre |
| CDR | Coordinateur du projet | Aucun | Chaque trimestre |
| Journal des problèmes | Coordinateur du projet  Personnel des programmes BP PNUD | Aucun | Chaque trimestre |
| Journal des risques | Coordinateur du projet  Personnel des programmes BP PNUD | Aucun | Chaque trimestre |
| Journal des enseignements tirés | Coordinateur du projet  Personnel des programmes BP PNUD | Aucun | Chaque trimestre |
| Évaluation à mi-parcours | Équipe du projet  BP PNUD  Unité de coordination régionale du PNUD-GEE  Consultants externes (c.-à-d. équipe d’évaluation) | 40.000 | A mi-parcours de la mise en œuvre du projet. |
| Évaluation finale | Équipe du projet  BP PNUD  Unité de coordination régionale du PNUD-GEE  Consultants externes (c.-à-d. équipe d’évaluation) | 40.000 | A la fin de la mise en œuvre du projet |
| Rapport final | Équipe du projet  BP PNUD  Consultant local | 0 | Au moins un mois avant la fin du projet |
| Enseignements | Équipe du projet  Unité de coordination régionale du PNUD-GEE (formats suggérés pour documenter les pratiques recommandées, etc.) | 12.000 (3.000 par an en moyenne) | Chaque année |
| Audit | BP PNUD  Équipe du projet | 8.000 | Chaque année |
| Visites des sites | BP PNUD  Unité de coordination régionale du PNUD-GEE (au besoin)  Représentants du gouvernement | Honoraires IA et budget de fonctionnement | Chaque année |
| COÛT indicatif TOTAL  *(sans compter le temps de travail de l’équipe du projet et les frais de personnel et de déplacement du PNUD)* | | 157.000 USD |  |

## Vème PARTIE : Contexte juridique

1. Le présent document de projet constituera l’instrument mentionné dans l’Article I de l’Accord de base type en matière d’assistance conclu entre le gouvernement du Niger et le Programme des Nations Unies pour le développement, et signé par les parties le 02 mai 1977. Conformément à l’article III de l’Accord de base type en matière d’assistance, la sûreté et la sécurité du partenaire d’exécution, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du partenaire d’exécution, relèvent de la responsabilité du partenaire d’exécution.
2. Le partenaire d’exécution mettra en place un plan de sécurité approprié et assurera son suivi, en prenant en considération la situation sécuritaire du pays de mise en œuvre du projet. Il assumera tous les risques et responsabilités liés à sa sécurité, et la pleine exécution du plan de sécurité.
3. Le PNUD se réserve le droit de vérifier que ce plan est en place, et de proposer des modifications si nécessaire. L’incapacité à gérer et à mettre en œuvre un plan de sécurité approprié tel qu’il est requis ci-après sera considérée comme une violation de cet accord. Le partenaire d’exécution s’engage à entreprendre des efforts raisonnables pour veiller à ce que les fonds reçus en vertu du Document de projet ne soient pas utilisés pour soutenir des personnes ou entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n’apparaissent pas dans la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l’adresse <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance et les sous-accords conclus dans le cadre du présent Document de projet.

# SECTION II : CADRE DES RÉSULTATS STRATÉGIQUES (CRS) ET DÉMARCHE PROGRESSIVE DU FEM

## Ière PARTIE : Analyse du cadre des résultats stratégiques, CRS (anciennement cadre logique du FEM)

### Cadre d’indicateurs dans le cadre du CRS

| **Objectif/Résultat** | **Indicateur** | ***Situation de référence*** | ***Objectif en fin de projet*** | **Source d’informations** | **Risques et hypothèses** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif** -- Étendre le système d’aires protégées (AP) géré par le Niger dans le biome saharien en appliquant des approches efficaces de gestion des AP et en créant des corridors de migration de la faune. | 1. Couverture des écosystèmes sahariens dans le système national d’aires protégées du Niger | AP : 7.811.370 ha  Corridor : 0 communauté | AP : 16.093.326 ha  Corridor : ≥ 20 % des communes dans le corridor | Évaluations à mi-parcours et finale  Publication officielle de la création légale des Rapports de mise en œuvre de l’AP du Termit (PIR) | Risques :  Les troubles politiques dans l’extrême nord du Niger ou dans la zone du projet elle-même risquent de mettre le projet en danger.  Le soutien politique et institutionnel à la création et la gestion du système d’AP dans le nord du Niger est insuffisant.  Hypothèse :  La gestion durable des ressources naturelles et la gouvernance locale resteront des priorités nationales au Niger. |
| 2. Les populations estimatives d’addax dans le biome saharien du Niger restent stables | ~ 200 | ~ 200 | Système de suivi écologique du projet |
| **Résultat 1 –** Le domaine d’AP officiellement agrandi du Niger, d’une superficie de 29,4 millions d’hectares (dont ~ 8,28 millions d’hectares pour la nouvelle AP et ~ 12,69 millions d’hectares pour le corridor de faune), bénéficie d’un soutien institutionnel renforcé, de cadres juridique et d’action favorables et d’une gestion financière améliorée | 3. Amélioration des niveaux et normes de compétence de l’institution chargée de la gestion des AP, mesurée par une hausse des scores dans le tableau de bord de renforcement des capacités :  Élaboration de politique  Systémique  Institutionnelle  Mise en œuvre  Systémique  Institutionnelle  Individuelle  Engagement + consensus  Systémiques  Institutionnels  Individuels  Informations et connaissances  Systémiques  Institutionnelles  Individuelles  Suivi  Systémique  Institutionnel  Individuel | Voir l’annexe 4 du PRODOC pour des données de référence complètes  Élaboration de politique  3 sur 6  1 sur 3  Mise en œuvre  4 sur 9  10 sur 27  5 sur 12  Eng. et consensus  3 sur 6  2 sur 6  2 sur 3  Informations et connaissances  1 sur 3  1 sur 3  2 sur 3  Suivi  3 sur 6  2 sur 6  1 sur 3  Total : 49 sur 96 | Les scores, exprimés en termes absolus, augmentent d’au moins 20%  Élaboration de politique  3 sur 6  2 sur 3  Mise en œuvre  5 sur 9  11 sur 27  6 sur 12  Eng. et consensus  4 sur 6  3 sur 6  2 sur 3  Informations et connaissances  2 sur 3  2 sur 3  2 sur 3  Suivi  3 sur 6  3 sur 6  2 sur 3  Total : 59 sur 96 | Application du tableau de bord du renforcement des capacités du PNUD pendant l’élaboration du projet et les évaluations à mi-parcours et finale | Risques :  Les niveaux de financement central pour soutenir la consolidation du système d’AP peuvent être insuffisants pour garantir son fonctionnement à long terme.  Hypothèse :  Les responsables institutionnels et la responsabilité de la cogestion des AP et la gouvernance locale des ressources naturelles sont clairement et juridiquement définis et dotés de moyens financiers suffisants.  Une meilleure prise de conscience et le renforcement des capacités et de la motivation obtenus par de nouvelles chaînes de valeur aboutiront à un changement de comportement vis-à-vis de la gestion des ressources naturelles et de la conservation de la biodiversité. |
| 4. Amélioration de la viabilité financière de l’agence chargée de la gestion des AP, mesurée par une hausse des scores dans le tableau de bord financier :  Cadre juridique et réglementaire  Planification d’activités  Outils de génération de revenus | 39 % - 32 sur 82  1 % - 1 sur 67  4 % - 2 sur 57  Total 17 % - 35 sur 206 | Les scores, exprimés en termes absolus, augmentent d’au moins 20 %  42,3 % - 38 sur 82  8,2 % - 1 sur 67  7 % - 2 sur 57  Total 20 % - 42 sur 206 | Application du tableau de bord financier du PNUD (dans le cadre du METT) pendant l’élaboration du projet et les évaluations à mi-parcours et finale |
| 5. Nombre de contrats de cogestion et de conventions locales signés | 1 AP (Termit avec le Projet Antilopes sahélo-sahariennes) | 2 AP et 20 % des communautés dans le corridor | Système de suivi du projet et rapports de site  Evaluations à mi-parcours et finale |
| **Résultat 2**– L’efficacité de la gestion des 8,356 millions d’hectares de la nouvelle AP (RNN du Termit 8,28 millions ha) et des AP existantes (Réserve de faune de Gadabedji, 76.000 ha) est améliorée | 6. Efficacité de la gestion des AP améliorée sur deux sites pilotes (Termit, Gadabedji) pour la gestion générale et la planification des activités, mesurées par les hausses des scores METT | Gadabedji : 32 %  Termit : 54 % | Les résultats, exprimés en termes absolus, augmentent d’au moins 10 % dans le Termit et 30 % à Gadabedji  Gadabedji : 41 %  Termit : 59 % | Application de l’outil METT pendant l’élaboration du projet et les évaluations à mi-parcours et finale | Risques :  Les communautés locales sont peu motivées à modifier des pratiques ancestrales (pâturages libres d’accès, feux, chasse) qui menacent la biodiversité  Les pressions humaines et les conflits fonciers risquent d’entraver la consolidation et l’extension des AP  Hypothèse :  Les responsables des AP peuvent appliquer avec succès une approche de cogestion participative.  Les communautés sont encouragées et impliquées dans la gestion des ressources naturelles et de la conservation |
| 7. La régénération de la flore et les populations stables/croissantes des taxons de faune sélectionnés (addax dans la RNN du Termit Tin Toumma et espèces réintroduites à Gadabedji et dans les communautés environnantes) démontrent l’atténuation des menaces directes sur la biodiversité | RNN Termit Tin Toumma : ~ 200 addax  Gadabedji : flore : 14 espèces herbacées en régression ou éteintes, situation de référence détaillée à déterminer après le démarrage du projet  Gazelle dorcas : ~30 -60 | RNN Termit Tin Toumma : ≥ 300 addax  Gadabedji : Cibles à déterminer après l’inventaire initial pendant l’exécution du projet et la mise en place du programme de réintroduction | Études de terrain menées dans le cadre du système de suivi écologique du projet |
| 8. Génération de revenus grâce à de nouvelles chaînes de valeur pour les communautés locales (zones de chasse communautaires pilotes, écotourisme, création d’emplois locaux, etc.) | 0 | A identifier au moment de l’élaboration du plan de gestion et d’activités pour chaque zone | Système de S&E du projet (rapports réguliers) et rapports des communautés/communes concernées |
| 9. Nombre de communes dans lesquelles les responsables perçoivent des revenus des zones de chasse communautaires contigües à la Réserve de Gadabedji. | 0 | 2 | Système de S&E du projet (rapports réguliers) et rapports des communautés/communes concernées |
| 10. Nombre de violations signalées et sanctionnées des réglementations fixées après concertation locale sur l’exploitation des ressources dans les AP | A définir | A définir | Système de S&E (rapports réguliers des AP) et rapports du service de l’environnement départemental |
| **Résultat 3**– Les habitats naturels stratégiquement importants (essentiels pour les migrations et la transhumance de la faune) dans le Corridor de faune dans le nord du Niger couvrant ~ 12,69 millions d’hectares dans le paysage saharien bénéficient d’une protection grâce à des systèmes participatifs d’utilisation durable des terres, et les conditions nécessaires pour la connectivité future entre les réserves de Gadabedji, du Termit et de l’Aïr-Ténéré commencent à être rétablies | 11. La population d’addax (et d’autres espèces vitales) est stable dans le Corridor de faune dans le nord du Niger et l’AP incluse | Addax : ~200  Autres espèces vitales et données de référence à déterminer après le démarrage du projet | Addax : ≥ 300  Valeurs cibles des autres espèces vitales à déterminer après le démarrage du projet | Études de terrain menées dans le cadre du système de suivi écologique du projet | Risques :  Les impacts des changements climatiques sur les AP aggraveront probablement la rigueur des sécheresses, entraînant des dégradations encore plus importantes des terres et des conditions plus difficiles pour la faune sauvage et les éleveurs.  Hypothèse :  Aux niveaux central et local, la création de régimes d’utilisation durable des ressources naturelles bénéficie d’un large soutien.  Une meilleure prise de conscience et le renforcement des capacités et de la motivation obtenus par de nouvelles chaînes de valeur aboutiront à un changement de comportement vis-à-vis de la gestion des ressources naturelles et de la conservation de la biodiversité.  Il est possible d’extrapoler les meilleures pratiques et les enseignements tirés de la zone du projet à d’autres AP et zones gérées par les communautés ou cogérées. |
| 12. Les habitats essentiels et les principales ressources naturelles (pâturages, eau) des herbivores sauvages et du bétail transhumant sont stabilisés/améliorés (vérifié par télédétection et validé sur le terrain) | Seront identifiés lors de l’élaboration/la révision du PDC | Au moins 30 % des habitats essentiels identifiés sont stabilisés/améliorés | Études de terrain menées dans le cadre du système de suivi écologique du projet |
| 13. Nombre de PDC, PDGDRN, schémas d’aménagement foncier prenant en compte les besoins en conservation de la biodiversité | 0 | Au moins 20 % des communautés dans le corridor | Système de S&E du projet (rapports réguliers) et rapports des communautés/communes concernées |
| 14. Génération de revenus locaux grâce à l’utilisation durable de la biodiversité (zones pilotes de chasse communautaires) | 0 | A identifier au moment de l’élaboration du plan de gestion pour chaque zone | Système de S&E du projet (rapports réguliers) et rapports des communautés/communes concernées |
| 15. Nombre de communes du corridor dans lesquelles les responsables perçoivent des revenus des zones de chasse communautaires. | 0 | 2 | Système de S&E du projet (rapports réguliers) et rapports des communautés/communes concernées |
| 16. Nombre de structures de gestion des ressources au niveau communal/communautaire ayant approuvé une série de règlements régissant l’accès et l’utilisation des ressources. | 0 | 6 | Système de S&E du projet (rapports réguliers des sites du Corridor) et rapports du service de l’environnement départemental, des communes |

### Liste des résultats et des réalisations dans le cadre du CRS

|  |
| --- |
| **Objectif : Etendre le système d’aires protégées (AP) géré par le Niger dans le biome saharien en appliquant des approches efficaces de gestion des AP et en créant des corridors de migration de la faune.** |

| **Résultat 1 : Le domaine d’AP agrandi du Niger, d’une superficie de 29,3 millions d’hectares (dont ~ 8,28 millions d’hectares pour la nouvelle AP et ~ 12,69 millions d’hectares pour le corridor de faune), bénéficie d’un soutien institutionnel renforcé, de cadres juridique et d’action favorables et d’une gestion financière améliorée** |
| --- |
| Réalisations |
| 1.1. Le plan de conservation stratégique du biome saharien du Niger est élaboré et largement validé (offrant un cadre pour l’établissement de partenariats stratégiques pour la gestion des AP, des interventions immédiates sur le site pour les AP fortement menacées, une réponse adaptative aux effets du changement climatique sur les AP sahariennes et la consolidation et l’expansion des AP, y compris l’élaboration de mécanismes de financement à long terme innovants et durables pour les AP, afin de garantir la mobilisation future de fonds supplémentaires pour les coûts récurrents et les investissements pour le système d’AP [fond fiduciaire, modèle de base]). |
| 1.2. Des cadres juridiques, d’action, institutionnels et fonciers améliorés et efficaces sont mis en place pour la gestion des AP et des ressources naturelles, favorisant (1) la gestion et la cogestion des AP et des ressources naturelles par les communautés au niveau du site, (2) les partenariats public-privé pour la gestion des AP, (3) la coordination interministérielle et (4) la création de couloirs pour la faune sauvage, soit une nouvelle catégorie d’AP. |
| 1.3. Une nouvelle réserve naturelle nationale (Réserve du Termit Tin Toumma, comprenant des zones de protection stricte, de tourisme et d’utilisation durable) et un ensemble de corridors de faune (dans le Corridor de faune du nord du Niger) sont publiés, faisant ainsi passer la couverture d’AP existante à au moins 12,7 % du territoire (sans le Corridor). |
| 1.4. Le zonage de la réserve de faune de Gadabedji consacre certaines zones à l’élevage et la multiplication pour la réintroduction d’espèces localement disparues ou menacées. |
| 1.5. Les capacités institutionnelles renforcées pour la coordination de la planification et du fonctionnement des AP au niveau central visant à soutenir la gestion des AP dans la zone du projet et pour la gouvernance locale des ressources naturelles et des mécanismes de cogestion au niveau local garantissent que le financement des AP et les ressources humaines ciblent bien les besoins les plus pressants de la gestion des AP et des ressources naturelles dans le corridor. |
| Les lois/réglementations sur la chasse et le système des concessions de chasse gérées par le gouvernement sont entièrement révisés pour que la chasse soit basée sur des données scientifiques et que les responsables communautaires soient responsabilisés en devenant les principaux bénéficiaires de la conservation de la vie sauvage dans les zones de chasse. |
| 1.7. Des actions de sensibilisation (programme adapté d’éducation et de communication relatives à l’environnement (ECE)) sont menées pour informer les populations locales et les autres parties prenantes de leurs options, droits et obligations en matière de gestion et de cogestion communautaires du Corridor et des AP. |

| **Résultat 2 : L’efficacité de la gestion des 8,356 millions d’hectares de la nouvelle AP (RNN du Termit 8,28 millions ha) et des AP existantes (Réserve de faune de Gadabedji, 76.000 ha) est améliorée** |
| --- |
| Réalisations |
| 2.1. Les infrastructures des AP centrales (délimitation des frontières, coupe-feux, postes de gardes forestiers) et le personnel formé sont en place dans les deux AP pilotes (Termit et Gadabedji). |
| 2.2. Un programme de réintroduction d’animaux sauvages est mis en place et opérationnel pour réintroduire des espèces de gibier qui ont disparu localement ou, s’il y a lieu, renforcer celles dont les populations ont fortement diminué dans la Réserve de Gadabedji (ou d’autres zones, telles que le Tadrès) et sur les terres gérées par les communautés dans le Corridor, afin d’établir les bases de chaînes de valeur des AP et de la biodiversité. |
| 2.3. La création de profits dérivés des AP et de l’utilisation durable de la biodiversité (petites entreprises respectueuses de l’environnement, zones de chasse communautaires et création d’emplois locaux dans les AP (éco-gardes, élevage de gibier, etc…)) favorise la conservation de la biodiversité. |
| 2.4. Les outils de cogestion adaptative et de planification des AP sont élaborés et en phase initiale de mise en œuvre, y compris : (1) plan de zonage des AP, (2) plans de gestion participative des AP (comprenant la gestion des points d’eau, la gestion des pâturages, la gestion de la faune, la lutte contre les feux de brousse, les parcours de transhumance, etc., (3) stratégies et outils pour l’application effective des réglementations sur les AP et (4) planification des activités dans les AP. |
| 2.5. Un mécanisme pilote de cogestion est mis en place dans les réserves de Gadabedji et du Termit. |

| **Résultat 3 : Les habitats naturels stratégiquement importants (essentiels pour les migrations et la transhumance de la faune) dans le Corridor de faune dans le nord du Niger couvrant ~ 12,69 millions d’hectares dans le paysage saharien bénéficient d’une protection grâce à des systèmes participatifs d’utilisation durable des terres, et les conditions nécessaires pour la connectivité future entre les réserves de Gadabedji, du Termit et de l’Aïr-Ténéré commencent à être rétablies** |
| --- |
| Réalisations |
| 3.1. Les frontières géographiques des principaux sites d’importance stratégique (migration et transhumance de la faune sauvage) du Corridor de faune dans le nord du Niger sont définies sur la base de critères scientifiques, socio-économiques et d’autres critères convenus. |
| 3.2. Les communautés/groupes d’utilisateurs dans le Corridor de faune du nord du Niger sont structurés et connaissent leurs droits et obligations relatifs à l’utilisation des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité. |
| 3.3. Les plans de gestion décentralisée et participative des ressources (PDC, PDGDRN, schémas d’aménagement foncier) intégrant la gestion durable des pâturages des éleveurs transhumants et les besoins de conservation de la biodiversité sont élaborés et en phase initiale de mise en œuvre sur les principaux sites. |
| 3.4. La promotion de la gestion durable des ressources naturelles (GRN), des mesures contre la dégradation des ressources naturelles essentielles (bassins d’eau, ressources pastorales importantes à la fois pour les éleveurs transhumants et pour la faune sauvage) et le développement de chaînes de valeur de la biodiversité (chasse sportive, tourisme, etc.) sur les sites pilotes gérés par les communautés créeront des sources de profit et encourageront les responsables communautaires à préserver l’environnement. |
| 3.5. Un système de suivi écologique à long terme (y compris la cartographie) pour les espèces de faune menacées, la chasse sportive et les principaux habitats mis en place et opérationnel avec la participation des communautés transhumantes. |

## IIème partie : Analyse des coûts marginaux

1. Le tableau des coûts marginaux récapitule par poste les coûts de référence, ainsi que les coûts prévisionnels du cofinancement et du financement du FEM.

Tableau 7. Tableau des coûts marginaux

| **Coût/Avantage** | **Situation de référence**  **(B)** | **Alternative**  **(A)** | **Incrément**  **(A-B)** |
| --- | --- | --- | --- |
| **AVANTAGES** |  |  |  |
| **Avantages mondiaux** | Dans la situation de référence, les efforts pour lutter contre ce qui menace la biodiversité dans le biome saharien du Niger resteront localisés et orientés principalement vers la conservation des populations restantes d’espèces en danger d’extinction et leurs habitats dans une zone géographiquement restreinte autour du Termit Tin Toumma. Les AP du Niger sont actuellement gérées individuellement et pas au sein d’un système. La destruction des habitats essentiels en dehors des AP se poursuivra et la connectivité des AP ne sera pas rétablie. | Le projet aura des effets bénéfiques mondiaux clairs en se focalisant sur l’amélioration de la conservation des espèces d’antilopes en danger d’extinction et de leurs habitats. Étant donné que la mobilité est essentielle à leur survie à long terme et leur faculté à s’adapter aux grandes sécheresses et aux autres changements climatiques, le projet jettera également les bases des activités pilotes nécessaires pour rétablir les corridors de faune reliant les refuges montagneux vitaux et les autres AP situées dans le biome saharien dans le nord du Niger. Ces corridors permettront aux populations d’animaux de se disperser dans les nouveaux habitats à mesure qu’elles augmenteront ou lorsque les circonstances les obligeront à se déplacer. L’amélioration de la gestion des AP et de la gestion durable des ressources naturelles renforcera l’intégrité des écosystèmes sahariens. L’efficacité de la gestion des AP sera fortement améliorée par ce projet. | Les obstacles à l’extension et à la gestion efficace du domaine d’aires protégées (AP) du Niger dans le biome saharien ont été levés par l’application d’approches efficaces de gestion des AP et la création d’un corridor de faune |
| **Avantages nationaux et locaux** | Réduction des services d’écosystème dérivés des écosystèmes sahariens due à la dégradation des terres, à l’épuisement des ressources naturelles (eau, fourrage) et à la protection limitée de la faune. Les bénéfices limités de la conservation pour les populations locales et les stocks plus importants de mammifères migrateurs s’épuiseront progressivement à cause du manque de protection des habitats et de la biodiversité, en particulier sur les pistes de migration, ce qui aura aussi un effet négatif sur le potentiel en termes de tourisme et de safaris de chasse. | Les principaux effets bénéfiques nationaux seront notamment le renforcement de la conservation de la biodiversité dans la région saharienne du Niger, de diverses manières importantes. Le système d’AP du pays dans le biome saharien aura été agrandi d’environ 8.280.000 ha avec une nouvelle AP, les 76.000 ha d’une AP existante seront plus efficacement gérés et les habitats essentiels seront protégés/restaurés dans un corridor de 12.69 millions ha. Les populations d’espèces menacées augmenteront grâce à un programme de réintroduction. Le projet apportera au Niger l’assistance importante dont le pays a besoin pour remplir ses obligations aux termes de la CDB. De nouvelles formes de partenariat, ainsi que l’élaboration de mécanismes financiers innovants pour les AP, réduiront de manière importante les allocations budgétaires nationales nécessaires pour financer la gestion des AP. En outre, le nombre d’agents chargés de patrouiller dans les AP pourra être fortement réduit à mesure que les communautés et les utilisateurs des ressources seront encouragés à signaler le braconnage et les autres activités illégales. Le gouvernement bénéficiera largement des contributions du projet à l’élaboration de modèles efficaces de gestion décentralisée des ressources naturelles, ainsi qu’à une meilleure définition des rôles respectifs des communes, des communautés, des départements, des régions et des services techniques. Ces expériences pourront être répliquées ultérieurement dans d’autres régions. L’amélioration des cadres juridique et institutionnel facilitera la coordination de la planification du développement et le partage des bénéfices générés par l’exploitation durable de la biodiversité. La création de zones de chasse communautaires contribuera à la réduction de la pauvreté et dotera le pays d’un nouveau modèle de gestion auto-financée des ressources naturelles. La fixation de quotas de chasse s’appuiera sur des données scientifiques, ce qui permettra au Niger d’être plus crédible sur le marché international de la chasse.  Au niveau local, les communautés et les communes seront les bénéficiaires directs d’une stratégie reliant les activités de conservation à une planification intégrée de l’exploitation des terres, une utilisation plus durable des pâturages et de nouvelles sources de revenus et de subsistance grâce à la valorisation durable de la biodiversité. Les capacités de gestion de la biodiversité et des ressources naturelles, en particulier au niveau local, devront être renforcées. L’amélioration du système de financement et des modèles de cogestion des infrastructures et du fonctionnement des AP profiteront aux unités de gestion nationales et locales des AP, aux communautés adjacentes et aux autres parties prenantes impliquées dans les résultats de conservation escomptés. La prise en compte des besoins en conservation de la biodiversité dans les instruments existants ou planifiés de gouvernance locale des ressources naturelles (par ex. le PDC et le PDGDRN) et le travail effectué avec les communes et les structures départementales renforceront de manière significative les capacités de gestion de l’écosystème de ces institutions, actuellement responsables de la gestion des ressources naturelles sur leurs territoires. Les nouvelles incitations à la préservation de la biodiversité obtenues par la création de chaînes de valeur des AP et de la faune auront des effets bénéfiques supplémentaires au niveau local, entraînant des changements de comportement et l’adhésion des populations à la conservation des AP et de la biodiversité. Le travail effectué avec les éleveurs/pasteurs transhumants renforcera les pratiques traditionnelles par d’importantes incitations à protéger l’environnement et à modifier légèrement les pratiques courantes pour qu’elles prennent en compte la conservation de la biodiversité, en particulier la protection des espèces migratrices de faune et leurs habitats. | Les populations d’espèces menacées seront augmentées grâce à la réintroduction de gibier et à une meilleure conservation. De nouveaux mécanismes, plus efficaces, de gestion des AP et des ressources naturelles dans le cadre du processus de décentralisation et des cadres juridique et institutionnel améliorés faciliteront la planification coordonnée du développement et le partage des bénéfices tirés d’une utilisation durable de la biodiversité. Ces nouveaux modèles de gestion, combinés avec l’élaboration de mécanismes financiers innovants pour les AP, aideront à réduire les dépenses publiques pour le système d’AP. Au niveau local, les communautés et les communes seront les bénéficiaires directs d’une stratégie reliant les activités de conservation, importantes pour les éleveurs et la faune, à une planification intégrée de l’exploitation des terres, une utilisation plus durable des pâturages et de nouvelles sources de revenus et de subsistance grâce à la valorisation durable de la biodiversité. Les capacités de gestion de la biodiversité et des ressources naturelles, en particulier au niveau local, devront être renforcées. |
| **COUTS** |  |  |  |
| **Résultat 1 :** Le domaine d’AP agrandi du Niger, d’une superficie de 29,3 millions d’hectares (dont ~ 8,28 millions d’hectares pour la nouvelle AP et ~ 12,69 millions d’hectares pour le corridor de faune), bénéficie d’un soutien institutionnel renforcé, de cadres juridique et d’action favorables et d’une gestion financière améliorée | **Situation de référence : 36 millions USD**  *(estimation approximative) :*  Composantes concernées des programmes sur la gouvernance, le renforcement des capacités, la décentralisation (UNDAF, UE, BM, BAD, coopération bilatérale, etc.) : | **Alternative : 37,879 millions USD** | |  |  | | --- | --- | | **FEM** | **0,353** | | Min. Agr. Dev. | 0,655 | | MELD | 0,736 | | **TOTAL (millions USD)** | **1,744** | |
| **Résultat 2 :** L’efficacité de la gestion des 8,356 millions d’hectares de la nouvelle AP (RNN du Termit 8,28 millions ha) et des AP existantes (Réserve de faune de Gadabedji, 76.000 ha) est améliorée | **Situation de référence : 35,4 millions USD**  *(estimation)*  Budget ME/LCD pour les AP : 100.000/an  Composantes concernées des programmes sur la dégradation des terres, les systèmes pastoraux, la décentralisation et la planification de l’exploitation des terres dans les communes des AP : 35 millions USD (estimation approximative de l’UNDAF, de la BM, de l’UE et des bailleurs de fonds bilatéraux) | **Alternative : 40,341 millions USD** | |  |  | | --- | --- | | **FEM** | **0,805** | | ONG ASB | 2,000 | | Proj Ant SS | 2,136 | | **TOTAL (millions USD)** | **4,941** | |
| **Résultat 3 :** Les habitats naturels stratégiquement importants (essentiels pour les migrations et la transhumance de la faune) dans le Corridor de faune dans le nord du Niger couvrant ~ 12,69 millions d’hectares dans le paysage saharien bénéficient d’une protection grâce à des systèmes participatifs d’utilisation durable des terres, et les conditions nécessaires pour la connectivité future entre les réserves de Gadabedji, du Termit et de l’Aïr-Ténéré commencent à être rétablies | **Situation de référence : 120 millions USD**  *(estimation approximative) :*  Composantes concernées des programmes sur la dégradation des terres, les systèmes pastoraux, la décentralisation et la planification de l’exploitation des terres dans les communes du Corridor :  UNDAF + BM = 50 millions USD,  UE+ États membres et autres : 70 millions USD | **Alternative : 123,141 millions USD** | |  |  | | --- | --- | | **FEM** | **0,433** | | FAO | 2,188 | | Min. Agr. Dev. | 0,655 | | **TOTAL (millions USD)** | **3,276** | |
| **Autres : Unité de gestion du projet, équipe d’assistance technique à la mise en œuvre du programme et suivi indicatif** | **s/o** | **Alternative : 1,163 millions USD** | |  |  | | --- | --- | | **FEM** | **0,177** | | MELD | 0,736 | | PNUD | 0,250 | | **TOTAL (millions USD)** | **1,163** | |
| **TOTAL DES COUTS** | **Situation de référence : 191,4 millions USD** | **Alternative : 201,360 millions USD** | **Incrément :**   |  |  | | --- | --- | | **FEM** | **1,768** | | MELD | 1,472 | | Min. Agr. Dev. | 1,310 | | ONG ASB | 2,000 | | Proj Ant SS | 2,136 | | FAO | 2,188 | | PNUD | 0,250 | | **TOTAL (millions USD)** | **11,123** | |

# SECTION III : Budget total et plan de travail

## Ière partie : Budget total et plan de travail

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **ID d’attribution :** | 00077436 |  | **Intitulé du projet :** | **[FR]:** Intégration de la gestion durable des corridors de faune dans le système d’aires protégées du Niger  **[EN]:** *Integrating the Sustainable Management of Faunal Corridors into Niger’s Protected Area System* |
| **ID du projet :** | 00061202 |  |
| **Intitulé de l’attribution :** | PIMS 3943 Northern Niger’s Faunal Corridor |  |
| **Unité fonctionnelle :** | NER10 |  | **Partenaire d’exécution (agence d’exécution)** | Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts (DGEEF) |

| **Résultats FEM/Activités Atlas** | **Partie resp./Agent d’exéc.** | **ID du fonds** | **Nom du bailleur de fonds** | **Code budgétaire ATLAS** | **Description budgétaire Atlas** | **Montant total (USD)** | **Montant Année 1 (USD)** | **Montant Année 2 (USD)** | **Montant Année 3 (USD)** | **Montant Année 4 (USD)** | **Notes sur le budget** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1. Cadre de gouvernance pour l’extension des AP** | NEX | 62000 | FEM-10003 | 71200 | Consultants internationaux | 60.000 |  | 25.000 | 10.000 | 25.000 | a |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 71300 | Consultants locaux | 10.000 |  | 5.000 |  | 5.000 | b |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 71400 | Services contractuels-Individ | 225.000 | 90.000 | 90.000 | 45.000 |  | c |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 71600 | Déplacements | 30.000 | 8.000 | 10.000 | 10.000 | 2.000 | d |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 72100 | Services contractuels-Sociétés | 28.182 | 24.000 | 1.394 | 1.394 | 1.394 | e |
| **Sous-total FEM - Activité Atlas 1 (Résultat 1)** | | | | | 353.182 | 122.000 | 131.394 | 66.394 | 33.394 |  |
| **TOTAL - ACTIVITÉ 1 (Résultat 1)** | | | | | | **353.182** | **122.000** | **131.394** | **66.394** | **33.394** |  |
| **2. AP opérationnelles sur le terrain** | NEX | 62000 | FEM-10003 | 71300 | Consultants locaux | 40.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | 10.000 | f |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 71400 | Services contractuels-Individ | 500.000 | 125.000 | 125.000 | 125.000 | 125.000 | g |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 71600 | Déplacements | 50.000 | 12.500 | 12.500 | 12.500 | 12.500 | h |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 72100 | Services contractuels-Sociétés | 145.000 | 36.250 | 36.250 | 36.250 | 36.250 | i |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 72500 | Fournitures | 20.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | j |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 72600 | Subventions | 50.000 | 10.000 | 20.000 | 15.000 | 5.000 | k |
| **Sous-total FEM - Activité Atlas 2 (Résultat 2)** | | | | | 805.000 | 198.750 | 208.750 | 203.750 | 193.750 |  |
| **TOTAL - ACTIVITE 2 (Résultat 2)** | | | | | | **805.000** | **198.750** | **208.750** | **203.750** | **193.750** |  |
| **3. Corridor de faune dans le nord du Niger** | NEX | 62000 | FEM-10003 | 71300 | Consultants locaux | 32.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | 8.000 | l |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 71400 | Services contractuels-Individ | 295.000 | 40.000 | 40.000 | 85.000 | 130.000 | m |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 72100 | Services contractuels-Sociétés | 90.000 | 22.500 | 22.500 | 22.500 | 22.500 | n |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 74200 | Coûts prod. audiovis.et impression | 16.182 | 1.500 | 3.000 | 10.182 | 1.500 | o |
| **Sous-total FEM - Activité Atlas 3 (Résultat 3)** | | | | | 433.182 | 72.000 | 73.500 | 125.682 | 162.000 |  |
| **TOTAL - ACTIVITE 3 (Résultat 3)** | | | | | | **433.182** | **72.000** | **73.500** | **125.682** | **162.000** |  |
| **4. Gestion de projet** | NEX | 62000 | FEM-10003 | 71400 | Services contractuels-Individ | 80.000 | 40.000 | 40.000 |  |  | p |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 71600 | Déplacements | 20.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | q |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 72200 | Équipement et mobilier | 30.000 | 28.000 |  |  | 2.000 | r |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 74100 | Services professionnels | 28.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | 7.000 | s |
| NEX | 62000 | FEM-10003 | 74500 | Frais divers | 18.818 | 4.705 | 4.705 | 4.705 | 4.705 | t |
| **Sous-total FEM - Activité Atlas 4 (Gestion du projet)** | | | | | 176.818 | 84.705 | 56.705 | 16.705 | 18.705 |  |
| NEX | 04000 | PNUD TRAC - 00012 | 71400 | Services contractuels-Individ | 80.000 |  |  | 40.000 | 40.000 | u |
| NEX | 04000 | PNUD TRAC - 00012 | 71600 | Déplacements | 20.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | 5.000 | v |
| NEX | 04000 | PNUD TRAC - 00012 | 72100 | Services contractuels-Sociétés | 45.000 | 11.250 | 11.250 | 11.250 | 11.250 | w |
| NEX | 04000 | PNUD TRAC - 00012 | 72200 | Équipement et mobilier | 95.000 | 95.000 |  |  |  | x |
| NEX | 04000 | PNUD TRAC - 00012 | 73200 | Aménagement des locaux | 10.000 | 10.000 |  |  |  | y |
| **Sous-total TRAC - Activité Atlas 4 (Gestion du projet)** | | | | | 250.000 | 121.250 | 16.250 | 56.250 | 56.250 |  |
| **TOTAL - ACTIVITE 4 (Gestion du projet)** | | | | | | **426.818** | **205.955** | **72.955** | **72.955** | **74.955** |  |
|  |  |  |  |  |  | . |  |  |  |  |  |
|  | **SOUS-TOTAL – FEM** | | | | | **1.768.182** | **477.455** | **470.349** | **412.531** | **407.849** |  |
|  | **SOUS-TOTAL – PNUD TRAC** | | | | | **250.000** | **121.250** | **16.250** | **56.250** | **56.250** |  |
|  |  |  |  |  |  | . |  |  |  |  |  |
|  | **TOTAL GENERAL (en espèces)** | | | | | **2.018.182** | **598.705** | **486.599** | **468.781** | **464.099** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Notes sur le budget** | |
| Général | * **Consultants, volontaires et collaborateurs du projet :** Reportez-vous à la « Section IV, IIIème PARTIE : Termes de référence du personnel principal du projet », rubrique « Vue d’ensemble des contributions des consultants techniques », **Tableau 9** **et Tableau 10** , pour obtenir des informations détaillées sur le coût des consultants et des équipes du projet par source de financement (FEM, PNUD, gouvernement du Niger et autres), y compris le nombre de semaines (ou d’années) et les tâches principales. * Les **véhicules du projet** seront achetés avec les fonds du PNUD TRAC. Le gouvernement peut décider d’allouer un véhicule au projet. * **Déplacements nationaux** Seront nécessaires pour l’équipe de coordination (pour visiter des sites spécifiques, conformément aux plans de travail à définir), ainsi que pour les autres membres de l’UGP, les unités décentralisées et les consultants du projet. La plupart des frais de déplacement (internationaux ou non) du projet seront pris en charge par le PNUD, y compris les frais de voyage des consultants internationaux dans le pays.   **Tous les déplacements internationaux effectués par l’équipe de coordination** (par ex., dans le cadre de la participation à des événements internationaux pertinents, tels que les CDP de la CDB, des séminaires, des formations, le Parc des Congrès, etc.) seront imputés sur le budget déplacements du PNUD. |
| a | Consultants internationaux sous contrat à court terme : Finances AP (10 semaines), Évaluateur int. (10 semaines : EMP + EVF) |
| b | Evaluateur national (10 semaines : EMP + EVF) |
| c | Conseiller technique du projet 2,5 ans – réparti entre composantes 1 et 2) |
| d | Déplacements nationaux liés aux activités du projet et déplacements internationaux des consultants internationaux sur le terrain |
| e | Conception site Web et atelier de lancement |
| f | Consultants nationaux à court terme : (1) Botanique (gestion des pâturages et indicateurs de flore) (16 semaines), (2) Socio-économie (chaînes de valeur de la biodiversité et moyens de subsistance de remplacement) (24 semaines) |
| g | Consultants nationaux sous contrat à long terme : UGAP : GRN et planification de l’utilisation des terres Termit (3,5 années), UGAP Gadabedji : (1) Responsable du site (3 ans), (2) Spécialiste des zones de chasse communautaires (3 ans), (3) Mobilisation sociale, développement local (3,5 ans), (4) Suivi écologique et surveillance / Gadabedji (à temps partiel dans le Corridor) (3,5 ans) et (5) GRN et planification de l’utilisation des terres (3,5 ans). UGC (Corridor) : (1) Mobilisation sociale, développement local (3,5 ans). |
| h | Allocation générale pour l’arrivée dans le pays des consultants internationaux |
| i | Contrats : (1) Consultations locales au niveau des sites (30K USD), (2) Autres consultations, réunions, etc. (5K USD), (3) Contrats de partenariat/gestion avec SCF / Antil SS – Activités de la Composante 2 (110K USD). |
| j | Equipement forestier, carburant, pneus et autres frais de fonctionnement. |
| k | Contrats de partenariat avec les ONG locales pour la fourniture de services (maximum 50.000 USD à octroyer conformément aux procédures du PNUD); |
| l | Consultants nat. à court terme : (1) Éducation et communication environnementales (EEC) (16 semaines) et (2) écologie de la faune (spécialiste des migrations et de la reproduction de la faune) (16 semaines). |
| m | Consultants nationaux sous contrat à long terme : (1) Assistant de projet UGP (S&E, cartographie et rapports) (3 ans) et (2) GRN et planification de l’exploitation des terres (Corridor) (3,5 ans). Consultant int. à long terme : Conseiller technique du projet (1,5 ans – réparti entre composantes 1 et 2) |
| n | Contrats : accord de partenariat/gestion avec SCF / Antil SS – Activités de la Composante 2 (90K USD) |
| o | Publications, productions vidéo courtes et impression. |
| p | Coordinateur national du projet 50 %, c.-à-d. 2 ans (frais partagés 50/50 entre PNUD et FEM) |
| q | Déplacements nationaux (liés à la gestion) |
| r | Acquisition d’ordinateurs portables (8 @ 2.000 USD), de licences de logiciels (8 @ 800 USD), de disques durs portables (3 @ 200 USD), d’imprimantes avec cartouches (5 @ 300 USD), de rétroprojecteurs (1 @ 1.000 USD), de contrats de téléphonie mobile (8 @ 250 USD) et d’autres périphériques, par ex. des systèmes GPS, des imprimantes laser, des photocopieurs (@ 2500 USD), pour l’équipe du projet. |
| s | Traduction et audit |
| t | Les coûts divers peuvent inclure : (1) les frais d’assurance, les frais bancaires et autres frais divers pour l’unité de coordination du projet ou concernant directement les activités planifiées dans le cadre d’un résultat donné ; (2) les coûts divers associés aux ateliers et aux autres types de consultations (par ex, l’impression, l’interprétation, la location de matériel, etc.) ; et/ou (3) les coûts de communication. |
| u | Coordinateur national du projet 50 %, c.-à-d. 2 ans (frais partagés 50/50 entre PNUD et FEM) |
| v | Déplacements internationaux liés à la gestion |
| w | Consultations (réunions, ateliers, etc.) |
| x | Affectation de trois (3) véhicules tout-terrain aux équipes du projet (90K USD). Des véhicules supplémentaires pourront être achetés ou cédés par le gouvernement. Les fonds excédentaires peuvent être transférés vers d’autres postes budgétaires pour l’entretien et le carburant. (2) Mobilier de bureau (5K USD). |
| y | Travaux éventuellement nécessaires pour rendre les bureaux fonctionnels |

# SECTION IV : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

## Ière PARTIE : Autres accords

### Lettres de cofinancement

Tableau 8. Tableau de cofinancement du projet

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du partenaire de cofinancement** | **Date** | **Page**  *(dans le fichier joint)* | **Langue** | **Montants mentionnés dans les lettres** | **Montants pris en compte dans le cofinancement du projet (en USD)** |
| FAO – Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture au Niger | 06.11.09 | 2 | Anglais | 2.187.500 USD | 2.187.500 USD |
| ONG - Arbeiter-Samanter-Bund | 10.11.09 | 3 | Anglais | 2.000.000 USD | 2.000.000 USD |
| Projet antilopes sahélo-sahariennes | 11.11.09 | 4 | Anglais | 1.462.800 EUR | 2.135.688 USD |
| Initiative MELCD HIPIC (ou PPTE Pays pauvres très endettés) – Programme spécial du Président | 30.10.09 | 5 | Anglais | 660.000.000 XOF | 1.471.723 USD |
| Ministère du développement agricole / Programme d’action communautaire – Cellule de coordination nationale | 30.11.09 | 6 | Français\* | 1.310.000 USD ou environ 61.687.387 XOF\*\*\* | 1.310.000 USD |
| PNUD Niger (ressources principales TRAC) \*\* | 15.12.09 | 8 | Anglais | 250.000 USD | 250.000 USD |
| **Total** |  |  |  |  | **9.354.911** USD |

Remarques :

\* Les lettres qui ne sont pas en anglais sont accompagnées de leur traduction.

\*\*Il s’agit d’une contribution directe en espèces qui sera gérée par le PNUD en connexion avec le projet dans la même allocation budgétaire.

\*\*\* Les montants mentionnés au titre du cofinancement ne proviennent pas du FEM.

*[Les lettres sont fournies séparément]*

### Lettre reçue de la DGEF le 26 novembre 2010 –Sur la collaboration avec le SCF

*[La lettre est fournie séparément]*

### Grandes lignes des TdR de l’assistance technique fournie par le Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes

Les présents TdR devront être détaillés au moment du lancement du projet.

**Premièrement,** en ce qui concerne les réalisations de la Composante 2 du projet (AP opérationnelles sur le terrain) et de la Composante 3 (gestion des pâturages dans le Corridor de faune dans le nord du Niger)  – à savoir les réalisations 2.1, 2.4, 2.5, 3.1 et 3.5 (listées ci-dessous) du projet du PNUD/FEM intitulé *Intégration de la gestion durable des corridors de faune dans le système d’aires protégées du Niger* (abrégé en « 3943 Corridors de faune du NIGER »), et conformément aux règles du PNUD en matière de partenariats avec des ONG pour la mise en oeuvre de projets, l’organisme gouvernemental d’exécution responsable du projet (agence d’exécution nationale) prévoit de signer un **accord de gestion** avec l’ONG internationale, Sahara Conservation Fund (SCF), et son projet au Niger « Antilopes sahélo-sahariennes » (cofinancé par d’autres partenaires) pour la mise en œuvre d’une série d’activités du projet telles qu’elles sont décrites dans le document du projet. Le Sahara Conservation Fund (SCF) est domicilié à Gland (Suisse) ; il est immatriculé au Niger avec des bureaux à Niamey et à Zinder. En 2005, le SCF et le gouvernement ont signé un contrat relatif aux activités du projet « Antilopes sahélo-sahariennes » et comportant une lettre de cofinancement (datée du 11/11/09) du projet 3943 Corridors de faune du Niger du PNUD/FEM pour un montant de 1.462.800 EUR (équivalent à 2.135.688 au moment de la première présentation au FEM).

Concernant le contrat de gestion proposé, le projet 3943 Corridors de faune du Niger du PNUD/FEM a budgété des fonds pour s’assurer que des tâches/activités spécifiques seront effectuées, activités qui aideront à réaliser les objectifs du projet et à renforcer les capacités des organismes pour la gestion des aires protégées. L’évaluation de ces activités a montré qu’elles relèvent du domaine d’expertise du Sahara Conservation Fund (SCF), ainsi que le démontrent les expériences précédentes de l’organisation, par exemple la mise en œuvre du projet Antilopes sahélo-sahariennes. Plus particulièrement, le programme de suivi écologique du SCF, qui couvre actuellement l’aire protégée du Termit Tin Toumma (et d’autres), présente un intérêt pour les promoteurs du projet 3943 Corridors de faune du Niger. L’objectif est d’élargir ces enquêtes/inventaires en utilisant la méthodologie du méga-transect dans les autres zones avoisinantes couvertes par le projet : Gadabedji, Tadrès et les zones généralement appelées « le corridor » dans le PRODOC, ou plutôt les corridors essentiels de migration de la faune dans le biome saharien du Niger. Surtout, les interventions planifiées dans les présents TdR devraient donner la priorité au renforcement des capacités nationales (organismes publics, ONG et OSC) pour effectuer des enquêtes écologiques et les utiliser comme outils de conservation

**Deuxièmement, une évaluation détaillée des capacités du SCF pour la mise en œuvre de ces activités dans le respect des normes techniques, opérationnelles et de gestion requises sera effectuée. En outre, le SCF devra faire une proposition détaillée et chiffrée en réponse à ces TdR.** Les coûts indiqués prendront en compte non seulement le temps de travail du personnel et les consultants affectés aux projet, les ateliers planifiés, les formations et les déplacements indispensables à des prix raisonnables, mais également les frais d’administration (qui ne doivent pas excéder 10 % et doivent comprendre un audit). Les CV et profils du personnel et des consultants du SCF sollicités pour le projet devront être joints à la proposition, ainsi qu’une indication du temps qu’ils devront consacrer au projet. La proposition devra comprendre un plan de travail pour 2011 listant non seulement les activités financées par les fonds du FEM qui seront alloués au SCF, mais également les activités concomitantes du SCF / Projet Antilopes sahélo-sahariennes. Avant que l’accord de gestion soit conclu, l’évaluation des capacités du SCF et sa proposition devront être validées par le PNUD et le ministère de l’Eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification.

**Troisièmement, le SCF sera invité à participer au comité de pilotage du projet**, conformément à cet accord, et devra également contribuer aux processus de planification et de génération des rapports du projet, afin de participer aux évaluations et aux événements importants tels que l’atelier de lancement. Cette intégration au déroulement du projet favorisera l’apprentissage et la compréhension mutuels entre les partenaires.

**Quatrièmement, le SCF jouera un rôle déterminant dans l’établissement de la situation écologique de référence dans les zones ciblées par le projet**: Termit Tin Toumma, Gadabeji, Tadrès et le « Corridor »**.**

Le budget du projet alloue un montant total de 200.000 USD au contrat de gestion du SCF pendant la durée de 4 ans du projet. La proposition du SCF ne devra pas dépasser ce montant. Le montant et les activités annuels précis seront fixés avec le coordinateur national du projet au moment de son lancement. Des TdR plus détaillés seront rédigés avant la finalisation du contrat de gestion.

| **Résultat 2 : L’efficacité de la gestion des 8,356 millions d’hectares de la nouvelle AP (RNN du Termit 8,28 millions ha) et des AP existantes (Réserve de faune de Gadabedji, 76.000 ha) est améliorée** | |
| --- | --- |
| ***Résultats*** | ***Activités indicatives prises en charge par le SCF*** |
| 2.1. Les infrastructures des AP centrales (délimitation des frontières, coupe-feux, postes de gardes forestiers) et le personnel formé sont en place dans les deux AP pilotes (Termit et Gadabedji). | Une bonne partie des travaux de mise en fonctionnement de l’AP du Termit sont déjà en cours d’exécution et financés par le SCF / Projet Antilopes sahélo-sahariennes, et cela devrait continuer ainsi. Le projet s’assurera que les enseignements et les méthodologies soient largement partagés et que les grands espaces dénommés « Grand corridor du Sahara » au Niger soient gérés de manière concertée. |
| 2.2 Un programme de réintroduction d’animaux sauvages est mis en place et opérationnel pour réintroduire des espèces de gibier qui ont disparu localement ou, s’il y a lieu, renforcer celles dont les populations ont fortement diminué dans la Réserve de Gadabedji (ou d’autres zones, telles que le Tadrès) et sur les terres gérées par les communautés dans le Corridor, afin d’établir les bases de chaînes de valeur des AP et de la biodiversité. | Étant donnée la vaste expérience de l’ONG Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes, y compris celle des experts avec lesquels elle collabore, le projet fera appel à son expertise pour le programme de reproduction et de réintroduction/renforcement. |
| 2.4. Les outils de cogestion adaptative et de planification des AP sont élaborés et en phase initiale de mise en œuvre, y compris : (1) plan de zonage des AP, (2) plans de gestion participative des AP (comprenant la gestion des points d’eau, la gestion des pâturages, la gestion de la faune, la lutte contre les feux de brousse, les parcours de transhumance, etc., (3) stratégies et outils pour l’application effective des réglementations sur les AP et (4) planification des activités dans les AP. | Comme dans la réalisation 2.1, la mise en fonctionnement de l’AP du Termit Tin Toumma est assurée par l’ONG SCF / Projet Antilopes sahélo-saharienne et cela devrait se poursuivre. L’aspect incrémentiel qui sera facilité par le projet du FEM consiste à s’assurer que les enseignements et les méthodologies soient largement partagés et que les grands espaces dénommés « Grand corridor du Sahara » au Niger soient gérés de manière concertée. En outre, l’ONG mentionnée jouera un rôle prépondérant dans le suivi écologique global dans la zone du projet. L’objectif est d’élargir ces enquêtes/inventaires en utilisant la méthodologie du méga-transect dans les autres zones avoisinantes couvertes par le projet : Gadabeji, Tadrès et les zones généralement appelées « le corridor » dans le PRODOC, ou plutôt les corridors essentiels de migration de la faune dans le biome saharien du Niger. A cette fin, soit le gouvernement reconduira l’accord existant avec le Sahara Conservation Fund et le projet Antilopes sahélo-sahariennes, soit il en signera un nouveau concernant l’extension des activités au-delà du Termit Tin Toumma afin de couvrir aussi d’autres zones telles que Gadabeji, le Tadress et les corridors entre ces zones clé et l’Aïr Ténéré. Ces interventions devraient donner largement la priorité au renforcement des capacités nationales (organismes publics, ONG et OSC) pour effectuer des enquêtes écologiques et les utiliser comme outils de conservation |
| 2.5. Un mécanisme pilote de cogestion est mis en place dans les réserves de Gadabedji et du Termit. | Toutes les activités qui favorisent les actions de cogestion du Termit Tin Toumma seront étroitement coordonnées avec les interventions du partenaire Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes. |

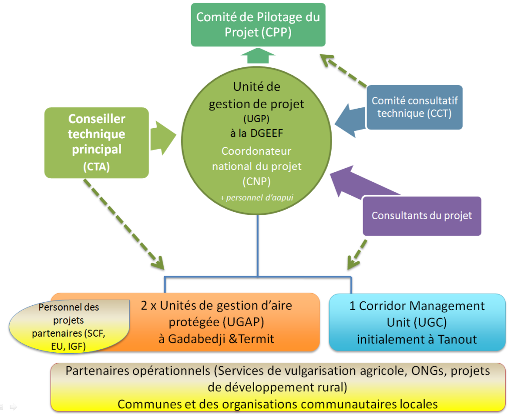
| **Résultat 3 : Les habitats naturels stratégiquement importants (essentiels pour les migrations et la transhumance de la faune) dans le Corridor de faune au nord du Niger couvrant ~ 12,69 millions d’hectares dans le paysage saharien bénéficient d’une protection grâce à des systèmes participatifs d’utilisation durable des terres, et les conditions nécessaires pour la connectivité future entre les réserves de Gadabedji, du Termit et de l’Aïr-Ténéré commencent à être rétablies** | |
| --- | --- |
| ***Résultats*** | ***Activités indicatives prises en charge par le SCF*** |
| 3.1. Les frontières géographiques des principaux sites d’importance stratégique (migration et transhumance de la faune sauvage) du Corridor de faune dans le nord du Niger sont définies sur la base de critères scientifiques, socio-économiques et d’autres critères convenus. | L’équipe du projet et l’organisation partenaire Sahara Conservation Fund / Projet antilopes sahélo-sahariennes collaboreront étroitement pour les activités de cette réalisation. |
| 3.5. Un système de suivi écologique à long terme (y compris la cartographie) pour les espèces de faune menacées, la chasse sportive et les principaux habitats mis en place et opérationnel avec la participation des communautés transhumantes. | L’organisation partenaire Sahara Conservation Fund / Projet antilopes sahélo-sahariennes devrait jouer un rôle essentiel dans les activités planifiées pour cette réalisation (voir les TdR à la Section IV – Ière partie). Le programme de suivi sera soutenu par l’Unité de gestion du corridor (UGC) du projet en étroite collaboration avec les unités locales du ministère de l’Environnement. La création de l’unité et la collaboration planifiée entre les organisations partenaires, l’équipe du projet et le ministère doivent être considérées comme une initiative ciblée de renforcement des capacités. D’une manière générale, les activités de renforcement des capacités planifiées dans le projet et la participation des parties prenantes aux activités de suivi (par ex. pour les réalisations 1.5, 1.7, 3.2, 3.3 et 3.4) permettront également aux communes (responsables des schémas d’aménagement foncier) et aux communautés locales de continuer le suivi après la fin du projet. En outre, l’ONG internationale partenaire du projet SCF a proposé et confirmé qu’elle soutiendrait de manière spécifique les activités de suivi écologique. Elle a déjà élaboré un système de suivi avec l’aide des communautés locales pour la Réserve du Termit Tin Toumma. Il existe des protocoles et des méthodes qui ont été testés avec succès et dont les coûts ont été évalués. |

**Enfin**, le Sahara Conservation Fund / Projet Antilopes sahélo-sahariennes devrait jouer un rôle clé en aidant le projet à produire des données pour son propre système de suivi. Cet aspect est important pour l’exercice APR/PIR annuel et en relation avec les missions d’évaluation du projet. Plus particulièrement, les indicateurs ciblés seront les suivants :

| **Indicateurs du projet**  *(auxquels le SCF / Projet sahélo-sahariennes devrait contribuer en fournissant des données)* |
| --- |
| 2. Les populations estimatives d’addax (~200) dans le biome saharien du Niger restent stables |
| 8. La régénération de la flore et les populations stables/croissantes des taxons de faune sélectionnés (addax dans la RNN du Termit Tin Toumma et espèces réintroduites à Gadabedji et dans les communautés environnantes) démontrent l’atténuation des menaces directes sur la biodiversité |
| 10. Nombre de communes dans lesquelles les responsables perçoivent des revenus des zones de chasse communautaires contigües à la Réserve de Gadabedji |
| 11. Nombre d’aires protégées faisant l’objet de conventions/contrats officiels de cogestion |
| 12. Les habitats essentiels et les principales ressources naturelles (pâturages, eau) des herbivores sauvages et du bétail transhumant sont stabilisés/améliorés (vérifié par télédétection et validé sur le terrain) |

## IIème PARTIE : Organigramme du projet

Figure 1. Organigramme du projet



## IIIème PARTIE : Termes de référence pour le personnel clé du projet

### Coordinateur national du projet

Contexte

Le coordinateur national du projet (CNP) sera un ressortissant national recruté au niveau local selon un processus d’appel à candidatures ouvert. Il/elle sera chargé(e) de la gestion globale du projet, y compris la mobilisation de tous les intrants du projet et la supervision du personnel, des consultants et des sous-traitants du projet. Le CNP rendra compte à la DGEEF et au RR du PNUD (ou au fonctionnaire des Nations Unies dûment désigné) pour toutes les questions de fond et administratives relatives au projet. Du point de vue stratégique du projet, le CNP fera un rapport périodique au comité de pilotage du projet (CPP). Le CNP devra veiller au respect de toutes les procédures administratives et financières du PNUD exigées par les modalités NEX. Il/elle assurera la liaison avec le gouvernement, le PNUD et les autres agences des Nations Unies, les ONG et les partenaires du projet, et entretiendra une étroite collaboration avec les autres partenaires du cofinancement.

Tâches et responsabilités

* Superviser et coordonner la production des réalisations du projet, conformément au document du projet ;
* Mobiliser tous les intrants du projet conformément aux procédures du PNUD pour les projets exécutés au plan national ;
* Superviser et coordonner le travail de l’ensemble du personnel, des consultants et des sous-traitants du projet ;
* Coordonner le recrutement et la sélection du personnel du projet ;
* Préparer et réviser les plans de travail et financiers du projet, tels que requis par la DGEEF et le PNUD ;
* Assurer la liaison avec le PNUD, la DGEEF, les organismes publics concernés et l’ensemble des partenaires du projet, y compris les bailleurs de fonds et les ONG, pour une coordination efficace de toutes les activités du projet ;
* Faciliter le soutien administratif aux sous-traitants et les activités de formation appuyées par le projet ;
* Superviser et soumettre à temps le rapport de lancement, le rapport combiné de l’examen de la mise en œuvre du projet et du rapport annuel du projet (PIR/APR), les rapports techniques, les rapports financiers trimestriels et les autres rapports qui peuvent être demandés par le PNUD, le FEM, la DGEEF et d’autres organismes de surveillance ;
* Diffuser les rapports du projet et répondre aux questions des parties prenantes concernées ;
* Rendre compte de l’état d’avancement du projet aux comités directeurs, et s’assurer que leurs directives sont bien appliquées ;
* Superviser l’échange et le partage des expériences et des enseignements tirés avec les institutions et les initiatives concernées, aussi bien au niveau national qu’international ;
* Assurer la mise en œuvre efficace et dans les délais de toutes les composantes du projet ;
* Aider les groupes communautaires, les communes, les ONG, le personnel, les étudiants et d’autres à développer des compétences essentielles par le biais d’ateliers de formation et de formations sur le tas, afin de renforcer leurs capacités institutionnelles ;
* Coordonner et aider les institutions scientifiques dans le lancement et la réalisation d’études sur le terrain, ainsi que le suivi des composantes du projet ;
* Assister et conseiller les équipes chargées des documentaires, des annonces télévisées, des guides et des campagnes de sensibilisation, des études sur le terrain, etc. ;
* Effectuer des inspections régulières, annoncées et inopinées de l’ensemble des sites ainsi que des activités menées par les unités de gestion des sites du projet ;
* Concrétiser, avec l’appui de la DGEEF, du CTP et des consultants, les réalisations du projet au niveau national.

Qualifications

* Diplôme d’études universitaires supérieures (maîtrise ou doctorat) en gestion des ressources naturelles ou sciences de l’environnement ou un domaine connexe ;
* Au moins 10 ans d’expérience dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, des approches de conservation et/ou participatives ;
* Au moins 5 ans d’expérience dans le domaine de la gestion de projets ou de programmes ;
* Une expérience professionnelle comprenant une collaboration entre des ministères, des projets financés par des bailleurs de fonds et des institutions nationales (ministère de l’Environnement, de l’élevage, de l’agriculture ou de la décentralisation) serait un plus, mais n’est pas exigée ;
* Capacité à coordonner efficacement un projet important impliquant plusieurs parties prenantes ;
* Capacité à gérer des budgets, à former et à travailler efficacement avec des collègues à tous les niveaux, ainsi qu’avec tous les groupes impliqués dans le projet ;
* Bonnes aptitudes en rédaction, présentation et création de rapports ;
* Solides compétences en informatique, en particulier la maîtrise de toutes les applications de MS Office et des recherches sur Internet ;
* Bonne connaissance du contexte politique et socio-économique nigérien, en particulier au niveau national et communal ;
* Excellentes aptitudes en communication écrite en français et
* Une bonne connaissance pratique de l’anglais est indispensable.

### Conseiller technique du projet

Contexte

Le conseiller technique du projet (CTP) devra apporter un soutien technique global au projet. Il/elle apportera notamment un soutien technique au coordinateur national du projet (CNP), au personnel, aux unités de gestion sur le terrain et aux fonctionnaires concernés. Le CTP coordonnera la mise en place de l’assistance technique requise, l’examen et la préparation des termes de référence et l’évaluation des produits des consultants et des autres sous-traitants. Le CTP sera un expatrié expérimenté. Il/elle dépendra directement du coordinateur national du projet.

Tâches et responsabilités

* Apporter une assistance technique et stratégique pour les activités du projet (sur l’ensemble des composantes), y compris la planification, le suivi, le fonctionnement du site et les relations avec l’extérieur, et assurer le contrôle qualité des interventions ;
* Apporter un soutien pratique au coordinateur national du projet, au personnel du projet et aux fonctionnaires dans les domaines de la gestion et de la planification de projet, de la gestion des activités du site, de la gestion des informations, du suivi et de l’évaluation des impacts ;
* Plus particulièrement, être le principal responsable de la production de la réalisation 1.1 : « Le plan de conservation stratégique du biome saharien du Niger est élaboré et largement validé », notamment pour l’élaboration, la présentation et la réalisation de ce plan ;
* Être spécifiquement chargé de la planification des éléments des réalisations suivantes :
  + 3.3 Les plans de gestion décentralisée et participative des ressources (PDC, PDGDRN, plans d’exploitation des terres) intégrant la gestion durable des pâturages des transhumants et des ressources naturelles, ainsi que les besoins de conservation de la biodiversité sont élaborés et en phase initiale de mise en œuvre sur les principaux sites ;
  + 3.4 La promotion de la gestion des ressources naturelles (GRN), des mesures contre la dégradation des ressources naturelles essentielles (bassins d’eau, ressources pastorales importantes à la fois pour les éleveurs transhumants et pour la faune sauvage) et le développement de chaînes de valeur de la biodiversité (chasse sportive, tourisme, etc.) sur les sites pilotes gérés par les communautés créeront des sources de profit et encourageront les responsables communautaires à préserver l’environnement et
  + 3.5 Le système de suivi écologique à long terme (y compris la cartographie) pour les animaux menacés, la chasse sportive et les principaux habitats est mis en place et opérationnel avec la participation des communautés transhumantes.
* Finaliser les termes de référence des consultants et des sous-traitants, et assister le processus de sélection et de recrutement ;
* Aider le CNP dans la coordination du travail de l’ensemble des consultants et sous-traitants, en garantissant la réalisation dans les délais des résultats escomptés et une synergie efficace entre les différentes activités sous-traitées ;
* Aider le coordinateur national du projet dans la préparation et la révision du plan de gestion du projet et des plans de travail annuels ;
* Coordonner la préparation du rapport d’état périodique lorsque le coordinateur national du projet lui en fera la demande ;
* Aider le coordinateur national du projet dans la préparation du rapport combiné de l’examen de la mise en œuvre du projet et du rapport annuel du projet (PIR/APR), du rapport de lancement, des rapports techniques, des rapports financiers trimestriels qui seront présentés au PNUD, au FEM, aux autres bailleurs de fonds et aux services publics, selon les besoins ;
* Aider à mobiliser le personnel et les consultants dans la conduite de l’évaluation à mi-parcours, et à réviser le programme et la stratégie de mise en œuvre sur la base des résultats de l’évaluation ;
* Aider le coordinateur national du projet dans son travail de communication avec les partenaires du projet, les bailleurs de fonds, les ONG et d’autres groupes pour assurer une coordination efficace des activités du projet ;
* Présenter les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet et formuler des recommandations au comité directeur pour une mise en œuvre et une coordination plus efficaces des activités du projet ;
* Exécuter d’autres tâches qui peuvent être demandées par le coordinateur national du projet, le comité de pilotage et d’autres partenaires du projet ; et
* Aider le CNP à concrétiser les réalisations du projet au niveau national.

Qualifications

* Diplôme universitaire (maîtrise ou doctorat) avec une expertise dans le domaine de la gestion décentralisée des ressources naturelles, des stratégies de conservation de la biodiversité, des approches de cogestion des AP et de l’organisation communautaire :
* Au moins 10 ans d’expérience professionnelle dont au moins 8 au niveau international ;
* Solides compétences en suivi et évaluation ainsi qu’une expérience dans le domaine de la mise en œuvre de projets relatifs à l’environnement ;
* Une expérience précédente des projets du FEM et des stratégies de financement des AP serait un plus ;
* Capacité à coordonner efficacement une grande équipe pluridisciplinaire d’experts, de consultants et de partenaires de financement ;
* Etre un bon négociateur avec d’excellentes aptitudes orales et de présentation ;
* Excellentes aptitudes rédactionnelles en anglais et en français.

### Vue d’ensemble des contributions des consultants techniques

Tableau 9. Vue d’ensemble des contributions des consultants techniques

| **Consultant** | **Missions** | **Tâches et contributions** |
| --- | --- | --- |
| **Recrutement au niveau local ou national** | | |
| Soutien à l’UGP | 2 personnes à temps plein sur 4 ans + chauffeurs | L’équipe d’appui au CNP (et au CTP) comprendra un assistant financier et administratif et un assistant de projet chargé du suivi et de l’évaluation, de la cartographie, de la création de rapports et du secrétariat. Cette équipe ainsi que le CNP travailleront en étroite collaboration avec le CTP. Les TdR spécifiques seront élaborés après le démarrage du projet. Le gouvernement fournira un soutien administratif et financier ainsi que des chauffeurs. |
| UGAP de Gadabedji | Détails dans le Tableau 10. | L’UGAP de Gadabedji travaillera en étroite collaboration avec la structure de gestion des programmes de réintroduction (SCF, IGF) et rendra compte à l’UGP. Les besoins détaillés du personnel seront définis avec les partenaires de cofinancement. A titre indicatif, l’équipe UGAP comprendra les compétences suivantes :   * Spécialiste en élevage de gibier et réintroduction (cofinancement) ; * Spécialiste en zones de chasse communautaires * Expert en mobilisation sociale et développement local ; * Expert en gestion des ressources naturelles et planification de l’exploitation des terres bénéficiant d’une expérience dans le domaine des systèmes d’élevage extensifs ;   La gestion du site sera assurée par le service décentralisé de l’environnement (conservateur), avec l’aide d’un agent d’appui financé par le projet.  Les TdR spécifiques seront élaborés après le démarrage du projet, en étroite collaboration avec les partenaires de cofinancement. |
| UGAP du Termit | Détails dans le Tableau 10. | L’UGAP à Termit travaillera en étroite collaboration avec la structure de gestion du projet financé par l’UE et rendra compte à l’UGP. Les besoins détaillés du personnel seront définis avec les partenaires de cofinancement (UE, SCF). A titre indicatif, l’équipe UGAP comprendra les compétences suivantes :   * Responsable national pour la composante Niger du projet de l’UE (cofinancement de l’UE) ; * Expert en mobilisation sociale et développement local (cofinancement du SCF et de l’UE) ; * Spécialiste en gestion des ressources naturelles et planification de l’exploitation des terres bénéficiant d’une expérience dans le domaine des systèmes d’élevage extensifs ; * Expert en suivi écologique (cofinancement du SCF et de l’UE).   La gestion du site sera assurée par le conseiller technique international (cofinancement du SCF et de l’UE, voir les consultants internationaux), en collaboration avec le conservateur (cofinancement du SCF et de l’UE).  Les TdR spécifiques seront élaborés après le démarrage du projet, en étroite collaboration avec les partenaires de cofinancement. |
| UGC de Tanout | Détails dans le Tableau 10. | L’équipe technique UGC travaillera en étroite collaboration avec les communes et les communautés locales ainsi que les services techniques décentralisés. Elle comprendra les compétences nationales suivantes :   * Mobilisation sociale et développement local * Suivi écologique * GRN et planification de l’exploitation des terres   Les TdR spécifiques pour tous ces postes seront élaborés après le démarrage du projet. |
| Consultants nationaux à court terme | Reportez-vous au Tableau 10 pour plus d’informations | Le projet cherchera sur le marché national des consultants plusieurs compétences essentielles pour renforcer la mise en œuvre. Ces consultants aideront les équipes du projet aux niveaux central et du site dans la réalisation de plusieurs produits clés du projet, en apportant leur expertise dans les domaines suivants (à titre indicatif) :   1. Education et communication relatives à l’environnement (ECE) 2. Écologie de la faune sauvage (expert en reproduction et migration de la faune) 3. Botanique (gestion des pâturages et indicateurs pour la flore) 4. Socio-économie (chaînes de valeur de la biodiversité et nouveaux moyens de subsistance) 5. Cadre juridique et d’action (réglementations sur la chasse, AP) 6. Cadre institutionnel (options de cogestion, de gestion participative des ressources naturelles et de décentralisation) 7. Finances et planification publiques (options de financement durables pour la cogestion et la gestion participative) 8. Changement climatique 9. Evaluateur   Les TdR de l’évaluateur seront conformes aux normes du PNUD GEE.   |  |  | | --- | --- | | Les autres consultants se concentreront sur les principales réalisations suivantes :  F, G, H | 1.1. Le plan de conservation stratégique du biome saharien du Niger est élaboré et largement validé (offrant un cadre pour l’établissement de partenariats stratégiques pour la gestion des AP, des interventions immédiates sur le site pour les AP fortement menacées, une réponse adaptative aux effets du changement climatique sur les AP sahariennes et la consolidation et l’expansion des AP, y compris l’élaboration de mécanismes de financement à long terme innovants et durables pour les AP, afin de garantir la mobilisation future de fonds supplémentaires pour les coûts récurrents et les investissements pour le système d’AP (fond fiduciaire, modèle de création). | | E, F, G | 1.2. Des cadres juridiques, d’action, institutionnels et fonciers améliorés et efficaces sont mis en place pour la gestion des AP et des ressources naturelles, favorisant (1) la gestion et la cogestion des AP et des ressources naturelles par les communautés au niveau du site, (2) les partenariats public-privé pour la gestion des AP, (3) la coordination interministérielle et (4) la création de corridors pour la faune sauvage en tant que nouvelle catégorie d’AP.  1.6. Les lois et réglementations sur la chasse et le zonage des activités de chasse sont entièrement révisés, afin de définir la chasse sur une base scientifique et de créer un cadre juridique et d’action propice à la responsabilisation des leaders communautaires en tant que principaux bénéficiaires de la faune sauvage dans les zones de chasse. | | A | 1.7. Des actions de sensibilisation (programme adapté d’éducation et de communication relatives à l’environnement (ECE)) sont menées pour informer les populations locales et les autres parties prenantes de leurs options, droits et obligations en matière de gestion et de cogestion communautaires du Corridor et des AP.  2.5. Un mécanisme de cogestion est mis en place dans les réserves de Gadabedji et du Termit. | | D | 2.3. La création de profits dérivés des AP et de l’utilisation durable de la biodiversité (zones de chasse communautaires et respectueuses de l’environnement, création d’emplois locaux dans les AP (éco-gardes, élevage de gibier, etc…) favorise la conservation de la biodiversité.  3.4. La promotion de la gestion des ressources naturelles (GRN), des mesures contre la dégradation des ressources naturelles essentielles (bassins d’eau, ressources pastorales importantes à la fois pour les éleveurs transhumants et pour la faune sauvage) et le développement de chaînes de valeur de la biodiversité (chasse sportive, tourisme, etc.) sur les sites pilotes gérés par les communautés créeront des sources de profit et encourageront les responsables communautaires à préserver l’environnement. | | B, C | 2.5. Un mécanisme de cogestion est mis en place dans les réserves de Gadabedji et du Termit.  3.1. Les frontières géographiques des principaux sites d’importance stratégique (migration et transhumance de la faune sauvage) du Corridor de faune dans le nord du Niger sont définies sur la base de critères scientifiques, socio-économiques et d’autres critères convenus.  3.5. Le système de suivi écologique à long terme (y compris la cartographie) pour les animaux menacés, la chasse sportive et les principaux habitats est mis en place et opérationnel avec la participation des communautés transhumantes. |   Les TdR spécifiques de tous ces postes seront élaborés après le démarrage du projet ou le cas échéant, en fonction des besoins du projet. |
| **Recrutement au niveau international, régional et mondial** | | |
| Consultants internationaux à court terme | Reportez-vous au Tableau 10 pour plus d’informations | Le projet cherchera sur le marché international des consultants plusieurs compétences essentielles pour renforcer la mise en œuvre. Ces consultants aideront les équipes du projet dans la réalisation de plusieurs produits clé du projet, en apportant leur expertise dans les domaines suivants (à titre indicatif) :   1. Aspects financiers des AP 2. Planification et gestion des AP 3. Evaluateur   Les TdR de l’évaluateur seront conformes aux normes du PNUD GEE.  Les autres consultants se concentreront sur les principales réalisations suivantes :   |  |  | | --- | --- | | A | 1.1. Le plan de conservation stratégique du biome saharien du Niger est élaboré (..), y compris l’élaboration de mécanismes de financement à long terme innovants et durables pour les AP, afin de garantir la mobilisation future de fonds supplémentaires pour les coûts récurrents et les investissements pour le système d’AP (fonds fiduciaire, modèle de création).  2.4. Les outils de cogestion adaptative et de planification des AP sont élaborés et en phase initiale de mise en œuvre, y compris : (1) plans de zonage des AP, (2) plans de gestion participative des AP (comprenant la gestion des points d’eau, la gestion des pâturages, la gestion de la faune, la lutte contre les feux de brousse, les parcours de transhumance, etc., (3) stratégies et outils pour l’application effective des réglementations sur les AP et (4) planification des activités dans les AP | | B | Responsable du site (AT) du Termit (cofinancement de l’UE) |   Les besoins spécifiques et les TdR pour les postes internationaux seront définis en étroite collaboration avec les partenaires de cofinancement (UE, SCF, IGF pour B, C, D) après le démarrage du projet ou le cas échéant, en fonction des besoins du projet. |

Tableau 10. Vue d’ensemble des équipes de projet par source de financement

| **\*** |  | **FEM** | **PNUD** | **Gouv** | **Autres sources de financement** | **#** | **en USD\*\*** | **par** | **durée pendant le projet** | | **total** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **UGP (Équipe de base du projet)** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N | Coordinateur national du projet | x |  |  |  | 1 | 40.000 | an | 2 | ans | **80.000** |
| N | Coordinateur national du projet |  | x |  |  | 1 | 40.000 | an | 2 | ans | **80.000** |
| I | Conseiller technique du projet | x |  |  |  | 1 | 90.000 | an | 4 | ans | **360.000** |
| N | Assistant du projet (S&E, cartographie et création de rapports) | x |  |  |  | 1 | 30.000 | an | 3 | ans | **90.000** |
| N | Assistant administratif et financier |  |  | x |  | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| N | Chauffeurs |  |  | x |  | 3 | - | - | 4 | ans | en nature |
| **UGAP au niveau du site (Termit)** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| I | Responsable du site |  |  |  | x | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| N | Responsable national du site |  |  |  | x | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| N | Mobilisation sociale et développement local |  |  |  | x | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| N | Suivi écologique |  |  |  | x | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| N | GRN et planification de l’exploitation des terres | x |  |  |  | 1 | 20.000 | an | 3,5 | ans | **70.000** |
| N | Conservateur |  |  | x |  | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| **UGAP au niveau du site (Gadabedji)** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N | Responsable du site | x |  |  |  | 1 | 30.000 | an | 3 | ans | **90.000** |
| N | Expert en réintroduction de la faune sauvage |  |  |  | x | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| N | Spécialiste en zones de chasse communautaires | x |  |  |  | 1 | 20.000 | an | 3 | ans | **60.000** |
| N | Mobilisation sociale et développement local | x |  |  |  | 1 | 20.000 | an | 3,5 | ans | **70.000** |
| N | GRN et planification de l’exploitation des terres | x |  |  |  | 1 | 20.000 | an | 3,5 | ans | **70.000** |
| N | Conservateur |  |  |  | x | 1 | - | - | 4 | ans | en nature |
| **UGC au niveau du site** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N | Mobilisation sociale et développement local | x |  |  |  | 1 | 20.000 | an | 3,5 | ans | **70.000** |
| N | GRN et planification de l’exploitation des terres (couloir) | x |  |  |  | 1 | 20.000 | an | 3,5 | ans | **70.000** |
| **Consultants internationaux à court terme** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| I | Aspects financiers des AP | x |  |  |  | 1 | 3.000 | semaine | 10 | semaines | **30.000** |
| I | Evaluateur | x |  |  |  | 1 | 3.000 | semaine | 10 | semaines | **30.000** |
| **Consultants nationaux à court terme** | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N | Education et communication relatives à l’environnement (ECE) | x |  |  |  | 1 | 1.000 | semaine | 16 | semaines | **16.000** |
| N | Ecologie de la faune sauvage (expert en reproduction et migration de la faune) | x |  |  |  | 1 | 1.000 | semaine | 16 | semaines | **16.000** |
| N | Botanique (gestion des pâturages et indicateurs pour la flore) | x |  |  |  | 1 | 1.000 | semaine | 16 | semaines | **16.000** |
| N | Socio-économie (chaînes de valeur de la biodiversité et nouveaux moyens de subsistance) | x |  |  |  | 1 | 1.000 | semaine | 24 | semaines | **24.000** |
| N | Cadre juridique et d’action (réglementations sur la chasse, AP) |  |  | x |  | 1 | - | - | 16 | semaines | en nature |
| N | Cadre institutionnel (options de cogestion, de gestion participative des ressources naturelles et de décentralisation) |  |  | x |  | 1 | - | - | 10 | semaines | en nature |
| N | Finances et planification publiques |  |  | x |  | 1 | - | - | 10 | semaines | en nature |
| N | Changement climatique |  |  | x |  | 1 | - | - | 4 | semaines | en nature |
| N | Evaluateur | x |  |  |  | 1 | 1.000 | semaine | 10 | semaines | **10.000** |

Remarque : \* I = International ; N = National. / \*\* Les montants indiqués dans ce tableau servent à la budgétisation. Le personnel du projet sera rémunéré conformément aux critères de la modalité d’exécution et les contrats seront établis conformément aux règles applicables.

## IVème PARTIE : Plan d’implication des parties prenantes

### Diffusion des informations, consultation et activités similaires ayant eu lieu au cours du PPG

1. Lors de la phase de préparation du projet, une analyse des parties prenantes a été entreprise en vue () :

* d’identifier les principales parties prenantes ;
* d’examiner les intérêts des parties prenantes et les impacts associés sur le projet ;
* d’identifier et de créer des opportunités de collaboration pour le projet et au profit des parties prenantes ;

1. La phase PPG comprenait également des consultations avec les principales parties prenantes du projet aux niveaux national et local. Des visites sur le terrain ont été organisées dans l’AP de Gadabedji et les communautés environnantes, au cours desquelles nous avons visité les sites futurs du projet. Les grandes lignes du projet proposé ont été présentées aux autorités locales et aux organisations communautaires. Les consultations entre parties prenantes locales dans le cadre du projet d’aire protégée du Termit avaient déjà été menées avant par le projet Antilopes sahélo-sahariennes, qui est l’un des partenaires de cofinancement et sur le terrain les plus importants du projet. Un atelier de lancement et un atelier de validation du projet au niveau national ont également été organisés, au cours desquels le projet a été discuté de manière approfondie. En outre, un grand nombre d’autres réunions ont été organisées, surtout avec les bailleurs de fonds et les principales parties prenantes qui n’avaient pas pu assister aux ateliers. La conception globale du projet s’est faite de manière participative, conformément aux exigences du PNUD et du FEM (pour plus de détails sur le PPG, reportez-vous aux études « Aspects socio-économiques » et « Socio-économie et cadres juridique et institutionnel »).
2. La Direction générale de l’environnement et des eaux et forêts (DGEEF) est le principal organisme qui a participé à l’élaboration du projet et aura la principale responsabilité de son exécution. La DGEEF collabore avec les ministères de la Décentralisation, du Développement communautaire, de l’Elevage, de l’Agriculture, de l’Hydraulique, des Mines, du Tourisme et les organismes de recherche, les administrations décentralisées et les services techniques, les ONG (internationales, nationales et locales) et les représentants des populations locales, en particulier les communes et les communautés locales. Les acteurs nationaux ont un rôle important à jouer dans l’élaboration de la stratégie, la coordination inter-ministérielle, le renforcement des cadres juridique et institutionnel, l’appui aux parties prenantes locales et le suivi et l’évaluation des activités du projet.
3. Les principaux acteurs du projet au niveau local sont les deux unités de gestion des AP de Gadabedji et du Termit Tin Toumma, les communautés vivant dans l’AP du Termit et autour de l’AP de Gadabedji, les communautés installées dans le Corridor et les communes concernées. Les communes sont le niveau le plus bas d’autorité locale et équivalent à un district ou un comté. Elles n’ont pas le droit de collecter des impôts. Les services de vulgarisation, les ONG et les autorités départementales et régionales ont des rôles importants à jouer pour soutenir la planification de l’exploitation des terres et des ressources naturelles, la mise en place de partenariats de cogestion pour la gestion des ressources naturelles, le renforcement des capacités pour la gestion durable des ressources naturelles, l’intégration de la conservation de la biodiversité dans la gestion des ressources naturelles et la gestion durable des terres dans le Corridor.
4. Un tableau détaillé présenté à l’Annexe 1 décrit les principales interventions (projets, programmes et initiatives) intéressantes pour le projet ou qui se déroulent dans la zone concernée. Elles ont servi de base de calcul à l’analyse des coûts marginaux (Section II, IIème partie – voir ).
5. Le projet propose un mécanisme pour obtenir une large participation des parties prenantes dans la préparation du projet et les processus de mise en oeuvre. La participation des parties prenantes comprendra les éléments suivants :
6. Comité de pilotage du projet (CPP) : Le CPP donnera l’orientation générale pour l’exécution des activités du projet et sera composé de représentants de tous les ministères/organismes concernés, des partenaires de coopération (voir le ) et de représentants des organisations des communes et communautés locales concernées. En outre, le CPP devra inspecter et suivre la mise en oeuvre du projet, et assurer la coordination entre les ministères et les interventions concernés.
7. Unité de gestion du projet (UGP) : L’administration du projet et la coordination entre les unités de gestion sur le terrain et les organisations concernées seront effectuées par une UGP sous la supervision générale du CPP. En tant que chef de l’UGP, le coordinateur national du projet (CNP) sera responsable des réalisations au niveau central, de la coordination administrative et technique du projet et des rapports d’avancement alimentés par le retour d’informations des partenaires du projet. Les membres des unités de gestion sur le terrain (UGAP, UGC) et l’UGP échangeront des informations et se réuniront régulièrement afin d’assurer la coordination et de planifier les contributions des consultants.
8. Les unités de gestion sur le terrain (UGAP, UGC) établiront des plates-formes de parties prenantes dans chaque commune et/ou département. Participeront à ces plates-formes des représentants des communautés locales, des autorités locales et tous les partenaires du projet. Ils seront directement impliqués dans la planification participative de l’exploitation des terres et dans l’amélioration de la gouvernance pour l’utilisation et la gestion des ressources naturelles. Ces plates-formes identifieront les personnes et groupes clé qui pourront contribuer le mieux à la définition des sites d’habitats essentiels dans les corridors de faune. Elles proposeront des sites clé pour les interventions pilotes de gestion des ressources naturelles et les activités de réhabilitation. En outre, ces plates-formes seront impliquées dans les systèmes participatifs de surveillance et de suivi mis en place. Les accords de cogestion des AP et des principales ressources naturelles dans les communautés adjacentes seront négociés entre les communes et les responsables des AP et/ou le service environnemental décentralisé (ME/LCD). Le zonage des AP, la planification de la gestion et des activités seront effectués avec la participation active des représentants des communes et communautés locales concernées. Les responsabilités partagées entre l’Etat et les communautés locales pour la gestion des AP et des ressources naturelles seront lancées. L’aide apportée pour rendre les commissions foncières fonctionnelles représentera une contribution vitale aux approches participatives. Ces commissions foncières regroupent tous les utilisateurs et décideurs locaux responsables de l’accès et de l’utilisation des terres et des ressources naturelles, de la gestion des infrastructures publiques construites et de la gestion des conflits. Elles permettent aux utilisateurs, aux structures de gouvernance locales et aux politiques nationales de se rencontrer.
9. Des lettres d’engagement de cofinancement ont été signées avec les autres partenaires de financement pour garantir une mise en oeuvre coordonnée des activités et une efficacité maximum du soutien des bailleurs. Les partenaires d’exécution potentiels sont répertoriés ci-après, et en particulier les autres projets d’AP () sous la supervision du ME/LCD joueront un rôle clé dans la réalisation des objectifs du projet. Les projets, programmes et initiatives les plus pertinents et importants avec lesquels le projet collaborera figurent dans le tableau ci-après.

Tableau 11. Coordination et collaboration entre le projet et les initiatives connexes

| **Projet, Programme, Initiative** | **Comment la collaboration sera assurée** |
| --- | --- |
| Projet « Cogestion durable des ressources naturelles du Complexe de l’Aïr-Ténéré » du PNUD/FEM, qui intervient dans les environs de cette réserve et œuvre pour la promotion d’une gestion durable des terres (GDT) | Via le PNUD et par des contacts directs entre les deux unités de coordination. La gestion du Complexe de l’Aïr-Ténéré joue un rôle important dans la gestion du Corridor de faune dans le nord du Niger. Les deux projets se complètent très bien et ne se chevauchent pas. |
| Projet « Amélioration de l’efficacité et catalysation de la durabilité du système d’aires protégées W-Arly-Pendjari (WAP) » du PNUD/FEM | Via le PNUD GEE et par des contacts directs entre les deux unités de coordination. Le projet WAP se renforce avec la gestion du Complexe transfrontalier, principalement au niveau régional. Certaines activités visent au renforcement de la gestion des AP au niveau national, sur le plan juridique et politique. Cet élément sera étroitement coordonné entre les deux projets. |
| Réintroduction des oryx dans la Réserve de Gadabedji | Ce projet est proposé par la Fondation internationale pour la sauvegarde de la faune (IGF) et aura pour objectif la réintroduction des oryx à Gadabedji. Cet élément est mentionné dans ce projet comme une partie importante de la stratégie visant à restaurer les populations d’animaux sauvages. L’IGF fera partie du CPP et la coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. |
| Réintroduction des autruches dans la Réserve de Gadabedji | Ce projet est en cours sous la supervision de l’ONG Antilopes sahélo-sahariennes. L’expérience d’élevage d’autruches dans la Réserve de Gadabedji donne de bons résultats. Cet élément est mentionné dans ce projet comme une partie importante de la stratégie visant à restaurer les populations d’animaux sauvages. Le projet Antilopes sahélo-sahariennes fera partie du CPP et la coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. |
| Programme d’actions communautaires (PAC II) – BM/FEM | Le PAC II cofinance le projet FEM sur ses fonds non-FEM. Le ministère de l’Agriculture fera partie du CPP et la coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. |
| Programme transfrontalier de conservation et de gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes sahariens de la région de Termit, au Niger, et de l’Egueï, au Tchad, dans l’AP Termit/Tchad | Il s’agit également d’un important projet d’AP avec un aspect transfrontalier. Il est financé par l’UE et d’autres sources potentielles de financement ont été sollicitées. Ce programme est défendu par l’ONG Antilopes sahélo-sahariennes. Il existe des possibilités d’échange d’informations entre les deux projets. Le PNUD/FEM est également actif dans la région du lac Tchad, par conséquent la coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination et le PNUD. |
| Sahara Conservation Fund (SCF) / Projet Antilopes sahélo-sahariennes dans le Termit (régions d’Agadez, de Zinder et de Diffa) | Il s’agit de l’élément du programme de l’ONG Antilopes sahélo-sahariennes qui propose la création de la Réserve du Termit Tin Toumma Reserve. Les deux projets associeront leurs efforts dans cette entreprise. Les activités et les affectations de personnel du projet ont déjà pris en compte ce que chaque projet prendra en charge et apportera. D’autres discussions en 2010 ont abouti à la création d’activités plus spécifiques et à l’élaboration des grandes lignes des TdR du Sahara Conservation Fund (SCF) / Projet Antilopes sahélo-sahariennes (voir le PRODOC Section IV – Ière partie). |
| Projet de lutte contre l’ensablement des cuvettes oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné-soroa (PLECO), Gouré (région de Zinder) et Maïné-soroa (région de Diffa) / financé par le PNUD, le FEM, la BM, la BAD et DANIDA | Il s’agit d’un projet pertinent de lutte contre la dégradation des sols, dont les activités ont démarré en 2008. La coordination sera assurée par le bureau pays du PNUD et le PNUD GEE, ainsi que par des contacts directs antre les unités de coordination des deux projets. Il existe des possibilités importantes de coordination sur le terrain dans la région de Diffa où est située la Réserve du Termit Tin Toumma. |
| Programme Spécial du Président de la République, dans le cadre de l’Initiative HIPIC | Cet important programme qui vise à lutter contre la dégradation des sols et à assurer la bonne gestion des ressources naturelles cofinance ce projet. Le coordinateur du programme fera partie du CPP et la coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. |
| ASB (Arbeiter-Samanter-Bund) Programme de lutte contre la pauvreté, programme de développement communautaire Dakoro, avec une extension à Tanout, Gouré | Ce programme important a pour objectif la lutte contre la pauvreté dans la zone du projet. ASB fera partie du CPP et la coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. ASB financera le plan d’exploitation des terres de la commune de Gadabedji adjacente à l’AP. En outre, ASB et la FAO soutiendront l’amélioration des pratiques agricoles et pastorales dans les zones ciblées pour réduire les pressions sur les ressources naturelles. |
| Programme d’appui au secteur rural du Niger (PASR) du DANIDA | Cet important programme de développement rural intervient dans la zone du projet. La coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. |
| Projet de sécurisation des systèmes pastoraux (PSSP) de l’AFD dans la région de Zinder | Le projet PSSP se focalise sur les systèmes pastoraux et intervient dans la zone du projet. La coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. |
| Projet d’appui au développement local de la BAD dans la région de Diffa (PADL Diffa), 2ème phase dans la région de Diffa | Cet important programme de développement local intervient dans la zone du projet. La coordination entre les deux projets sera assurée par les unités de coordination. |

1. Le projet, qui propose un modèle de plates-formes et de structures de coordination locale et centrale impliquant toutes les parties prenantes, contribuera à améliorer la coordination et la collaboration entre les autorités et tous les acteurs responsables de la conservation et du développement durable. Il sera plus efficace pour résoudre les problèmes de gestion et éviter la duplication des efforts dans et autour des aires protégées et dans le Corridor. Les efforts des différentes parties prenantes dans les domaines tels que la conservation, le développement, l’éducation et la sensibilisation, la recherche, etc., feront l’objet d’une meilleure coordination et orientation vers les objectifs communs.

### Participation à long terme des parties prenantes

1. Le projet offrira les opportunités suivantes pour la participation à long terme de toutes les parties prenantes, avec un accent particulier sur la participation active des communautés locales :
2. La prise de décisions – Les communautés locales et les communes se verront dotées des moyens nécessaire pour être les principaux responsables de la gestion durable des ressources naturelles et les premiers bénéficiaires des chaînes de valeur de la biodiversité qui seront créées. La mise en place de mécanismes de cogestion entre les structures gouvernementales responsables des AP, les populations locales et les autres parties prenantes locales, établira des droits et des obligations clairs pour chaque acteur et sera accompagnée par la création de plates-formes participatives de parties prenantes. Les expériences sur le terrain influenceront l’élaboration des politiques et des stratégies au niveau national.
3. Le renforcement des capacités – aux niveaux systémique, institutionnel et individuel – est l’une des interventions stratégiques clé du projet qui visera toutes les parties prenantes disposant du potentiel pour être intégrées dans la facilitation, la mise en oeuvre et/ou le suivi des accords de gestion relatifs aux activités dans et autour des réserves. Le projet ciblera en particulier les communes et les organisations communautaires afin de leur permettre de participer activement à l’élaboration, à la mise en oeuvre et au suivi des accords de gestion.
4. L’Education et la communication environnementales (ECE) comprendront l’élaboration d’une stratégie intégrée et adaptée aux différentes parties prenantes. Cette stratégie reposera sur les principes clé suivants :

* informer toutes les parties prenantes sur leurs droits, opportunités et obligations ;
* promouvoir le dialogue entre toutes les parties prenantes ;
* promouvoir l’accès aux informations.

1. Enfin, le projet commencera par un atelier de lancement réunissant toutes les parties prenantes et largement diffusé. Cet atelier permettra de donner à toutes les parties prenantes des informations à jour sur le projet. Il servira également de référence lors de la mise en oeuvre du projet et permettra d’affiner et de confirmer le plan de travail.

### Questions sociales

1. La création de nouvelles chaînes de valeur durables des AP et de la diversité faunique génèrera des revenus pour les populations locales. Les éleveurs transhumants, souvent marginalisés, seront les principaux bénéficiaires de l’amélioration des ressources fourragères et en eau. Tous ces effets bénéfiques devraient compenser les quelques restrictions d’utilisation des ressources naturelles nécessaires pour améliorer la conservation de la biodiversité.

# Annexes

## Annexe **1**. Principales interventions dans la zone du projet

Tableau 12. Vue d’ensemble des principales interventions dans la zone du projet

| **Projet ou initiative** | **Zone du projet** | **Secteurs** | **Bailleurs** | **Budget (CFA)** | **Période** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Projet Antilopes sahélo-sahariennes** | Termit (régions d’Agadez, de Zinder et de Diffa) | * Conservation de la biodiversité * Développement communautaire local * Gestion des connaissances * Sensibilisation, éducation et communication | SCF (+ CMS, UE, FFEM) | 1.248 million XOF | 2009 – 2011 |
| **Programme transfrontalier de conservation et de gestion durable de la biodiversité et des écosystèmes sahariens de la région de Termit, au Niger et de l’Egueï, au Tchad** | AP Termit/ Tchad | * Conservation de la biodiversité saharienne (recherche, gestion des AP, protection et micro-projets) | UE et autres en négociation (FFEM, African Park Foundation, SCF, Addax Petroleum) | 2,9 millions d’euros (pour les deux pays) | Démarrage |
| **Réintroduction des oryx** | Gadabedji | * Réintroduction des oryx * Restauration des AP | IGF | 7 millions d’euros prévus | En préparation |
| **Réintroduction des autruches** | Gadabedji | * Réintroduction des autruches | SCF | Non précisé | En préparation |
| **B) Initiatives/partenaires concernés par la conservation des habitats essentiels et la gestion durable des ressources naturelles dans le Corridor.** | | | | | |
| B1) Planification de l’exploitation des terres et réhabilitation des terres dégradées dans le Corridor (collaboration : coordination et exécution des activités pour élaborer/mettre en œuvre le PDC et réhabiliter les habitats essentiels dégradés) | | | | | |
| **Projet de réhabilitation du département de Dakoro (PRDD)** | Département de Dakoro | * + - * Mise en valeur des ressources en eau pour les zones rurales et pastorales       * Routes rurales       * Infrastructures communautaires       * Équipements agricoles | BADEA | 4.168 million XOF | 2008-2011 |
| **Projet d’approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu rural au Niger (Projet Hydro BAD)** | National | * + - * Approvisionnement en eau       * Assainissement       * Contrôle délégué et supervision du développement de l’approvisionnement en eau       * Contrôle délégué et supervision de l’IEC sur l’assainissement       * Contrôle délégué et supervision de la sensibilisation sur l’approvisionnement en eau       * Appui au développement des capacités de supervision | BAD | 9.983 millions XOF | 2008-2011 |
| **Programme d’actions communautaires (PAC II)** | National | * + - * Renforcement des capacités pour les bénéficiaires       * Développement des infrastructures socio-économiques       * Activités génératrices de revenus       * Gestion durable des terres       * S&E | IDA, FEM | 17.333 millions XOF | 2009-2011 |
| **Intensification de l’agriculture par le renforcement des boutiques d’intrants coopératives** | National | * + - * Fonds de construction et renouvelables pour le stockage et la fourniture d’intrants | UE, Luxembourg, Belgique et Espagne | 3.734 millions XOF | 2008-2011 |
| **Projet de lutte contre l’ensablement des cuvettes oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné-soroa (PLECO)** | Gouré (région de Zinder) et Maïné-soroa (région de Diffa) | * + - * Gestion des ressources naturelles dans les oasis       * Mise en valeur de terres incultes       * Développement de l’agriculture et de l’élevage/pastoral | PNUD, FEM, BM, BAD, DANIDA | 6.045 millions XOF | 2008-2012 |
| **Programme contributif de récupération des terres dégradées** | National | * + - * Mise en valeur de terres incultes       * Stabilisation des dunes       * Réensemencement des terres récupérées et des dunes stabilisées | Fond PTTE, c.-à-d. HIPIC (Programme spécial du Président de la république) | 918 millions XOF | 2008-2010 |
| **Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural (IRDAR)** | Région de Maradi | * + - * Développement agro-sylvo-pastoral       * Infrastructures et services sociaux de base       * Réduction de la vulnérabilité des ménages | FIDA, FBS, OPEP, WFP, NIGER | 18.582 millions XOF | 2007-2011 |
| **Programme spécial Président de la république (PS/PRN)** | National | * + - * Soutien aux éleveurs       * Restauration des terres       * Infrastructures de rétention d’eau       * Puits pour le bétail       * Abattoirs       * Infrastructures sociales (santé, éducation) | Fonds PTTE (HIPIC) | 75 millions XOF | 2009-2011 |
| **Élaboration des schémas régionaux** | National | * + - * Élaboration des plans de développement régionaux | Niger | 615 millions XOF | 2010 |
| **Lutte contre la pauvreté, programme de développement communautaire Dakoro** | Département de Dakoro, extension à Tanout, Gouré | * + - * Banques de céréales       * Stockage d’aliments pour le bétail       * Contrôle de la dégradation des terres et conservation des sols       * Petits ruminants | ASB | En préparation  Envisagé 300.000 euros pour la GRN | En cours à Dakoro, extension prévue 2010 |
| **Plan d’action national de gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE)** | National | * + - * Études de diagnostic sur la situation actuelle       * Sensibilisation des bénéficiaires ciblés       * Élaboration d’un plan d’action de gestion intégrée des ressources en eau | BAD | 460 millions XOF | 2009-2010 |
| **Projet de petite hydraulique pour la sécurité alimentaire (PPHSA)** | Régions de Zinder et Tahoua | * + - * Sécurité accrue de l’accès aux intrants de production et à la terre       * Approvisionnement en eau       * Intensification et diversification de la production       * Renforcement des capacités des paysans       * Renforcement des capacités des organisations d’appui | Agence espagnole de coopération internationale (AECI) | 1.004 millions XOF | 15 mars 2008 - 15 avril 2010 |
| **Étude de développement des oasis sahéliennes (EDOS)** | Régions de Tillabéri, Dosso, Tahoua, Maradi et Niamey | * + - * Appui aux services publics       * Utilisation des infrastructures       * Renforcement des capacités de la population locale | JICA | 571 millions XOF  (et  7 millions XOF  jusqu’en 2011) | 2009-2011 |
| **Programme contributif de récupération des terres dégradées (CCA)** | National | * + - * Restauration de 6300 ha de terres       * Stabilisation de 1170 ha de dunes       * Réensemencement de 7470 ha de terres restaurées et de dunes stabilisées | Gouvernement | 918 millions XOF | 2008-2010 |
| **Gestion intégrée des écosystèmes des régions transfrontalières entre le Niger et le Nigéria (PGIE)** | Régions de Diffa, Zinder, Tahoua et Maradi | * + - * Mise en œuvre de stratégies de coopération et d’intégration sous-régionale de la gestion des ressources naturelles transfrontalières       * Renforcement des capacités pour une meilleure utilisation des connaissances traditionnelles et un partage équitable de la conservation des ressources naturelles comme moyen d’atténuer les vulnérabilités aux changements environnementaux       * Amélioration de la planification et de la mise en œuvre des stratégies | FEM | 2.473 millions XOF | 2006-2011 |
| **Intensification de l’agriculture par le renforcement des boutiques d’intrants coopératives (IARBIC)** | National | * + - * Subventions pour les organisations de producteurs agricoles et les chambres d’agriculture (entrepôts, fournisseurs d’intrants agricoles, fonds renouvelables)       * Formation des paysans       * Études       * Services d’appui       * Publications & communications | UE/Lux./Belgique/ Espagne | 3.734 millions XOF | 2008-2011 |
| **Initiative de réhabilitation et de développement agricole et rural (IRDAR)** | Région de Maradi | * + - * Développement agro-sylvo-pastoral durable (production agricole, intensification de la production de bétail, gestion des ressources naturelles)       * Réduction de la vulnérabilité des ménages les plus pauvres | FIDA, FBS, OPEP, WFP | 19 millions XOF | 2007-2011 |
| **Fonds de développement institutionnel (FDI) au processus de mise en œuvre de la Stratégie de développement rural (SDR) - IDF** | National | * + - * Élaboration d’un système de S&E axé sur les résultats       * Mise en œuvre de la stratégie de développement rural via un système de S&E efficace       * Mise en œuvre du suivi et de l’évaluation des audits | IDA | 204 millions XOF | 2009-2010 |
| **Programme d’appui au secteur rural du Niger (PASR)** | Régions de Zinder, Diffa | * + - * Appui au renforcement des capacités pour la mise en œuvre de la stratégie de développement rural       * Appui au développement rural dans les régions de Zinder - Diffa | DANIDA | 12 millions XOF | 2009-2013 |
| B2) Secteur de l’élevage et programmes de gestion durable des pâturages dans le Corridor (collaboration : coordination et exécution des activités de gestion durable des pâturages) | | | | | |
| **Projet de sécurisation des systèmes pastoraux (PSSP)** | Région de Zinder | * + - * Soutien de la production de bétail | AFD | 7 millions d’euros | 2005 – fin 2010 |
| **Projet d’appui au développement local dans la région de Diffa (PADL Diffa)** | Région de Diffa | * Soutien de la production de bétail * Puits pour le bétail   + - * Soutien organisationnel | BAD | 13 milliards FCFA | 2004 - 2010 |
| **Projet d’appui au développement local dans la région de Diffa (PADL Diffa), 2ème phase** | Région de Diffa | * Restauration des zones pastorales * Cultures fourragères | BAD | 10 milliards FCFA | 2011-2015 |
| **Appui à l’aménagement pastoral et la sécurisation des systèmes pastoraux** | Régions de Dosso, Maradi et Tahoua | * Gestion pastorale * Réduction des risques pour les systèmes pastoraux * Appui institutionnel au ministère de l’Élevage | CTB | 11 millions d’euros  + 2 millions d’euros | 2010 - 2015 |
| **Projet de sécurisation sanitaire et alimentaire du cheptel, Phase 2 (SESAC 2)** | Région d’Agadez (Tadrès) | * Réserves d’aliments pour le cheptel * Patrouilles d’alerte précoce * Vétérinaires locaux | VSF Belgique | 33 millions XOF | 2009-2010 |
| **Projet de mise en œuvre d’un réseau de santé animale et de conseils de proximité en élevage (PROXEL)** | Département de Dakoro | * Réserves d’aliments pour le cheptel * Patrouilles d’alerte précoce * Vétérinaires locaux | VSF Belgique | 320 millions XOF | 2009-2010 |
| **Projet Sécurité alimentaire renforcée par l’élevage (SAREL)** | Département de Dakoro | * Mini-système d’approvisionnement en eau * Fournisseurs d’intrants agricoles * Réparation de puits dans les villages * Amélioration de la santé animale Dakoro et Abalak * Renforcement des capacités institutionnelles | VSF Belgique (Care International) | Non précisé | En cours d’élaboration |

## Annexe . “Tracking Tools” METT du FEM4 – BD SO1

UNDP_LOGO

**Outil de suivi du FEM-4 sur l’efficacité de gestion d’aires protégées:**

***Management Effectiveness Tracking Tool – “METT”***

*Pour le projet*

**Intégration de la gestion durable de corridors de faune dans le système national d’aires protégées du Niger**

Gouvernement du Niger

Agence d’exécution: Ministère de l’eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification

Direction général de l’environnement et des eaux et forêts

Programme des Nations Unies pour le Développement

Autres partenaires :

Projet Antilopes Sahélo Sahariennes

Fondation Internationale pour la Sauvegarde de la Faune

Sahara Conservation Fund

№ PIMS du PNUD FEM 3943

Atlas ID du PNUD [à défiinir] / ID FEM du projet 3760

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Section Un: Information General du Projet | | |
|  |  | Noms des évaluateurs qui ont complété le Tracking Tools et dates de l’évaluation | |
|  |  | Couverture du Projet - Hectares | |
|  |  | Aires protégées, objet de l’intervention du FEM | |
|  | Section Deux: Outil de suivi sur l’Efficacité de Gestion des Aires Protégées: | | |
|  |  | Compte-rendu pour les sites d’aires protégées: | |
|  |  |  | Fiche de données 1 pour : Gadabedji Total Faunal Reserve |
|  |  |  | Fiche de données 1 pour : Termit Tin Toumma Reserve |
|  |  | Menaces sur les aires protégées : Fiche de données 2 | |
|  |  | Formulaire d’évaluation | |
|  | Section Trois: Tableau de bord du PNUD sur la durabilité financière des Systèmes Nationaux d’aires protégées | | |
|  |  | Tableau de bord financier - Partie I – Situation financière globale du Système des aires protégées | |
|  |  | Tableau de bord financier - Partie II – Évaluation des Éléments du système de financement | |
|  |  | Tableau de bord financier - Partie III – Évaluation de progrès | |

**Outil de suivi FEM-4 sur l’efficacité de gestion d’aires protégées “METT”**

*Conçu par la Banque Mondial/WWF Alliance pour la Conservation et Utilisation durable dés forêts*

## Section Un: Information Général du Projet

1. Titre du Projet: **Intégration de la gestion durable de corridors de faune**

**dans le système national d’aires protégées du Niger**

1. Type de Projet (MSP or FSP): FSP – Projet de grande envergure
2. ID du Projet (GEF): 3760
3. ID du Projet (PNUD): 3943
4. Agence FEM: PNUD
5. Pays: Niger

#### Noms des évaluateurs qui ont complété le Tracking tools et date de l’évaluation

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Nom** | **Titre** | **Agence** |
| **Agrément du DG du FEM au projet (décembre 2009)** | [1] ElHadj Sani Ado Kato  [2] Birgit Hale  [3] Roy Hagen  [4] Kelley Bishop, [5] Fabiana Issler | [1 to 3] Consultant PNUD  [4] Chargé du Programme  [5] Conseillère technique regional pour la biodiversité | [1 to 3] PNUD Niamey  [4] Sahara Conservation Fund  [5] PNUD – Groupe Environnement et Énergie Group, Bureau Régional |
| **Évaluation mi-parcours** |  |  |  |
| **Évaluation finale / fin du projet** |  |  |  |

7. Durée du Projet: ***Planifié*** 4 ans ***Actuelle*** [--] ans

8. Agence d’exécution leader du projet:

**Direction général de l’environnement et des eaux et forêts (DGEF), Ministère de l’eau, de l’environnement et de la lutte contre la désertification (MELD), Governement de la Republic du Niger**

9. Programme Stratégique du FEM:

[ ] Le financement durable des systèmes d’aires protégées au niveau national (SP1)

[ ] Augmenter la représentativité des aires protégées marines gérées plus efficacement dans les systèmes d’APs (SP 2)

[X] Expansion du réseau terrestre AP (SP 3)

##### Couverture du Projet en hectares

Note: Toutes les nouvelles aires protégées sont dans saharienne du Niger Biome

***Tableau METT 1***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Cibles et l’intervalle de temps, consulté le intermédiaire d’évaluation (ha)** | **Prévision au démarrage du projet (ha)** | **Achevé vers l’évaluation mi-parcours du projet (ha)** | **Achevé vers l’évaluation finale du projet (ha)** |
| **Couverture totale de l’AP en hectares ciblé par le projet, par type de biome\*** | | | |
| **Saharan Biome of Niger** | 8,356,000\* | **n/a** | **n/a** |
| **Total** | 8,356,000 |  |  |

\* La surface est une approximation et exclut le Corridor de Faune du Nord du Niger (avec ~ 12,69 millions d’hectares), pour lequel un METT n’était pas appliqué.

***Tableau METT 2***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **#** | **Nom de l’aire protégée** | **Il s’agit d’une nouvelle AP? (Oui/Non)** | **Superficie (ha)** | **Typo de biome** | **Désignation mondiale dans les listes prioritaires\*** | **Désignation Local pour les APs** | **Catégorie ICUN pour chaque AP** | | | | | |
| **I** | **II** | **III** | **IV** | **V** | **VI** |
| 1 | Réserve Total de Faune de Gadabedji | Non | 76 000 | Biome du Sahara du Niger |  | Gadabedji Réserve Total de Faune |  |  |  | X |  |  |
| 2 | Réserve de Termit Tin Toumma \* | Oui | 8 280 000 | Biome du Sahara du Niger |  | Réserve de Termit Tin Toumma \* |  | \* |  | \* |  |  |

\* Catégorie de l’UICN sera probablement II ou IV; à être définie.

### Section Deux: Outil de suivi sur l’Efficacité de Gestion des Aires Protégées:

***Aires protégées, objet de l’intervention du FEM:***

[1] Réserve Total de Faune de Gadabedji

[2] Réserve de Termit Tin Toumma

##### Compte-rendu pour les sites d’aires protégées:

Seulement la fiche 1 était complétée parce-que les APs n’ont pas de désignation international.

**Note: Aux fins de comparaison, le formulaire METT a été complété pour la [3] Réserve Naturelle de l’Aïr Ténéré et le [4] Parc national du W (partie Niger)**

**La Fiche de données 1 suit pour les sites ici-mentionnés**.

###### Fiche de données 1 pour le site [1]: Réserve Total de Faune de Gadabedji

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, affiliation et contact de la personne qui remplit le questionnaire (email, etc.) | | | | | | | | | | | | | | | ElHadj Sani Ado Kato | | | | | | | | | |
| Date de la réalisation de l’évaluation | | | | | | | | | | 15 Aout 2009 | | | | | | | | | | | | | | |
| Nom de l’aire protégée | | | | | | | | | | **Réserve Total de Faune et Forêt Classée de Gadabedji** | | | | | | | | | | | | | | |
| Code CMAP du site (ces codes se trouvent sur www.wdpa.org) | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | |
| Désignations | | | National  X | | | | | | | | | | Catégorie UICN  4 | | | | | | | | | International (veuillez compléter aussi la feuil 2) | | |
| Pays | Niger | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Localisation de l’aire protégée (province et, si possible, carte de référence) | | | | | | | | | | | | Région de Maradi, Département de Dakoro, Commune de Gadabedji | | | | | | | | | | | | |
| Date de la création | | | | | 1955 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Détails de la propriété (cochez svp) | | | | | | | | État  X | | | | | | | | Privé | | | | Communauté | | | | Autre |
| Autorité de gestion | | | | | | | Ministère de l’eau, de l’environnement et de la lutte contre la desertification, Direction general de l’environnement et des eaux et forêts | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Taille de l’aire protégée (ha) | | | | | | | 76,000 hectares | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | | | | Permanent  4 | | | | | | | | | | | | | | | Temporaire  0 | | | | | |
| Budget annuel (US$) – à l’exception des salaires du personnel | | | | | | | | | | Fonds opérationnels (récurrents)  Pas de budget | | | | | | | | | | | Projet ou autres fonds supplémentaires | | | |
| Quelles sont les valeurs principales pour lesquelles l’aire a été désignée ? | | | | | | | | | | Fauna et flora | | | | | | | | | | | | | | |
| Donnez les deux objectifs principaux de la gestion de l’aire protégée | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif de gestion 1 | | | | | | Protection d’antilopes saharo-sahelienes | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif de gestion 2 | | | | | | Protection des ressources forestières | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de personnes impliquées dans la réponse au questionnaire d’évaluation | | | | | | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | |
| Y compris (cochez) | | Gestionnaire de l’AP ⌧ | | | | | | | Personnel de l’AP ⌧ | | | | | | | | | Autre personnel de l’institution de l’AP  | | | | | ONG  | |
| Communauté local   | | | | | | | Bailler de fonds  | | | | | | | | | Experts externes   | | | | | Autres  | |
| Veuillez noter si l’évaluation fut faite en association avec un projet particulier, au nom d’une organisation ou d’un donateur. | | | | | | | | | | | | | | PPG (PNUD/FEM): Project Niger Faunal Corridor Saharan biome | | | | | | | | | | |

###### Fiche de données 1 pour se site [2]: Réserve de Faune de Termit Tin Toumma

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom, affiliation et contact de la personne qui remplit le questionnaire (email, etc.) | | | | | | | | | | | | | | | Kelley Bishop, Sahara Conservation Fund,  +227 90.90.38.97 | | | | | | | | | |
| Date de la réalisation de l’évaluation | | | | | | | | | | 04 Sep 2009 | | | | | | | | | | | | | | |
| Nom de l’aire protégée | | | | | | | | | | **Termit Tin Touma** | | | | | | | | | | | | | | |
| Code CMAP du site (ces codes se trouvent sur www.wdpa.org) | | | | | | | | | | |  | | | | | | | | | | | | | |
| Désignations | | | National | | | | | | | | | | Catégorie UICN  II ou IV (à être défini) | | | | | | | | | International (veuillez compléter aussi la feuil 2) | | |
| Pays | Niger | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Localisation de l’aire protégée (province et, si possible, carte de référence) | | | | | | | | | | | | Région d’ Agadez, Département de Zinder, Commune de Diffa | | | | | | | | | | | | |
| Date de la création | | | | | Dans le processus de création | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Détails de la propriété (cochez svp) | | | | | | | | État  √ | | | | | | | | Privé | | | | Communauté | | | | Autre |
| Autorité de gestion | | | | | | | Ministère de l’eau, de l’environnement et de la lutte contre la desertification, Direction general de l’environnement et des eaux et forêts | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Taille de l’aire protégée (ha) | | | | | | | 8,28 million ha (y compris la zone tampon) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Personnel | | | | Permanent | | | | | | | | | | | | | | | Temporaire | | | | | |
| Budget annuel (US$) – à l’exception des salaires du personnel | | | | | | | | | | Fonds opérationnels (récurrents)  Pas de budget | | | | | | | | | | | Projet ou autres fonds supplémentaires | | | |
| Quelles sont les valeurs principales pour lesquelles l’aire a été désignée ? | | | | | | | | | | Biodiversité saharo-sahelienes, la dernière population d’addax viable dans le monde | | | | | | | | | | | | | | |
| Donnez les deux objectifs principaux de la gestion de l’aire protégée | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif de gestion 1 | | | | | | Conservation de la faune | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Objectif de gestion 2 | | | | | | Pastoralisme | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de personnes impliquées dans la réponse au questionnaire d’évaluation | | | | | | | | | | | | | | | | |  | | | | | | | |
| Y compris (cochez) | | Gestionnaire de l’AP  | | | | | | | Personnel de l’AP  | | | | | | | | | Autre personnel de l’institution de l’AP  | | | | | ONG  | |
| Communauté local   | | | | | | | Bailler de fonds  | | | | | | | | | Experts externes   | | | | | Autres  | |
| Veuillez noter si l’évaluation fut faite en association avec un projet particulier, au nom d’une organisation ou d’un donateur. | | | | | | | | | | | | | | PPG (PNUD/FEM): Project Niger Faunal Corridor Saharan biome | | | | | | | | | | |

##### Menaces sur les aires protégées : Fiche de données 2

Menaces existantes sont indiquées comme étant d’importance **haute (H), moyen (M) ou faible (F)**. Menaces classé comme d’haute importance sont ceux qui dégradent gravement les valeurs de la biodiversité; moyennes sont les menaces ayant un impact négatif et celles considérées comme faibles sont les menaces qui sont présentes mais n’ont pas un impact sérieux sur les valeurs de la biodiversité ; ou **NA** où la menace n’est pas présent ou non-applicable dans l’aire protégée (cellules ne sont pas à laisser en blanc).

| **Menaces (colonne en bas) / Sites METT (à droite)** | **[1] Gadabedji Réserve Total de Faune** | **[2] Réserve de Termit Tin Toumma** | **Commentaires** |
| --- | --- | --- | --- |
| **1. Développement résidentiel et commercial au sein d’une aire protégée** |  |  |  |
| Menaces d’installations humaines ou d’autres utilisations foncières non agricoles avec une empreinte substantielle |  |  |  |
| 1.1 Habitations et installations | M | F |  |
| 1.2 Zones commerciales et industrielles | NA | NA |  |
| 1.3 Infrastructures touristiques et récréatives | NA | B |  |
| **2. Agriculture et aquaculture dans une aire protégée** |  |  |  |
| Menaces de fermes et du pâturage suite à l’extension et à l’intensification agricoles, y compris la sylviculture, la mariculture et l’aquaculture |  |  |  |
| 2.1 Culture annuelle et pérenne de produits non ligneux | NA | NA |  |
| 2.2 Culture de plantes médicinales | NA | NA |  |
| 2.3 Plantations de bois et de pulpe | NA | NA |  |
| 2.4 Ferme d’élevage et pâturage | **H** | M |  |
| 2.5 Aquaculture en mer et en eau douce | NA | NA |  |
| **3. Production d’énergie et exploitation minière dans une aire protégée** |  |  |  |
| Menaces causées par la production de ressources non biologiques |  |  |  |
| 3.1 Forage pétrolier et gazier | NA | **H** |  |
| 3.2 Mines et carrières | NA | NA |  |
| 3.3 Production d’énergie, y compris des barrages hydroélectriques | NA | NA |  |
| **4. Transports et corridors de service dans une aire protégée** |  |  |  |
| Menaces constituées par d’étroits corridors et par les véhicules qui les utilisent, y compris la faune sauvage tuée pour cette raison |  |  |  |
| 4.1 Routes et chemins de fer (y compris animaux tués sur la route) | NA | F |  |
| 4.2 Lignes d’utilité publique et de service (y compris câbles électriques et téléphoniques) | NA | NA |  |
| 4.3 Canaux et voies navigables | NA | NA |  |
| 4.4 Voies aériennes | NA | NA |  |
| **5. Utilisation et dégâts causés aux ressources biologiques dans une aire protégée** |  |  |  |
| Menaces causées par l’utilisation de ressources biologiques « sauvages » y compris les effets délibérés et non intentionnels des récoltes ; comptent aussi la persécution et le contrôle d’espèces spécifiques (notez que ceci inclut la chasse et le massacre d’animaux) |  |  |  |
| 5.1 Chasse, massacre et récolte d’animaux terrestres (y compris les massacres résultant de conflits hommes/faune sauvage) | **H** | **H** |  |
| 5.2 Récolte de plantes et de produits végétaux (hors grumes) | NA | F |  |
| 5.3 Coupe d’arbres et récolte de bois | F | F |  |
| 5.4 Pêche, massacre et récolte de ressources aquatiques | NA | NA |  |
| **6. Intrusions et perturbations humaines dans une aire protégée** |  |  |  |
| Menaces provenant d’activités humaines qui altèrent, détruisent ou perturbent des habitats et des espèces associés à une utilisation non consommatrice des ressources biologiques |  |  |  |
| 6.1 Activités récréatives et tourisme | NA | F |  |
| 6.2 Guerre, instabilité civile et exercices militaires | **H** | M | There was war in Northern Niger until 2004. |
| 6.3 Recherche, éducation et autres activités liées à un travail dans les aires protégées | NA | F |  |
| 6.4 Activités des gestionnaires des aires protégées (ex. constructions ou utilisation d’un véhicule, points d’eau artificiels ou barrages) | M | F |  |
| 6.5 Vandalisme délibéré, activités destructrices ou menaces à l’encontre du personnel et des visiteurs de l’aire protégée | F | NA |  |
| **7. Modifications du système naturel** |  |  |  |
| Menaces causées par d’autres actions qui transforment ou dégradent l’habitat, ou qui changent la façon dont fonctionne l’écosystème |  |  |  |
| 7.1 Feux et suppression des feux (y compris incendies volontaires) | M | F |  |
| 7.2 Barrages, modifications hydrologiques et gestion/utilisation de l’eau | NA | **H** |  |
| 7.3a Fragmentation accrue dans l’aire protégée | NA | F |  |
| 7.3b Isolement par rapport à d’autres habitats naturels (ex. déforestation, barrages sans passages efficaces de l’eau pour la faune sauvage) | NA | M |  |
| 7.3c Autres effets « de lisière » sur des valeurs du parc | NA | F |  |
| 7.3d Perte d’espèces emblématiques (ex. grands prédateurs, espèces pollinisatrices, etc.) | **H** | **H** |  |
| **8. Espèces invasives et autres espèces et gènes problématiques** |  |  |  |
| Menaces posées par des plantes, des animaux terrestres et aquatiques, natifs ou pas, des germes/microbes pathogènes, ou encore du matériel génétique, qui ont déjà, ou dont on sait que l’introduction, la dispersion et/ou l’augmentation ont des effets nuisibles sur la biodiversité |  |  |  |
| 8.1 Plantes invasives non natives /exotiques (mauvaises herbes) | NA | F |  |
| 8.1a Animaux invasifs non natifs/exotiques | NA | M |  |
| 8.1b Pathogènes (natifs ou non, mais qui créent des problèmes nouveaux/accrus) | NA | NA |  |
| 8.2 Matériel génétique introduit (ex. organismes génétiquement modifiés) | NA | NA |  |
| **9. Pollution pénétrant dans ou originaire de l’aire protégée** |  |  |  |
| Menaces causées par l’introduction de matière exotique et/ou excessive ou d’énergie venant de sources ponctuelles ou non |  |  |  |
| 9.1 Egouts domestiques et eaux usées urbaines | NA | F |  |
| 9.1a Déchets et eaux usées des installations de l’aire protégée (ex. toilettes, hôtels, etc.) | NA | NA |  |
| 9.2 Eaux usées industrielles, minières ou militaires et écoulements (ex. écoulement d’eau de mauvaise qualité en provenance de barrages – température anormale, eau désoxygénée, autre pollution) | NA | **H** |  |
| 9.3 Ecoulements provenant de l’agriculture (ex. excès d’engrais ou de pesticides) | NA | NA |  |
| 9.4 Détritus et déchets solides | NA | F |  |
| 9.5 Polluants d’origine aérienne | NA | NA |  |
| 9.6 Excès d’énergie (ex. excès de chaleur, de lumière, etc.) | NA | NA |  |
| **10. Evénements géologiques** |  |  |  |
| Des événements géologiques peuvent faire partie des régimes de perturbations naturels de nombreux écosystèmes. Ils peuvent cependant être une menace si une espèce ou un habitat est endommagé et a perdu sa résilience et qu’il (elle) est sensible à cette perturbation. La capacité qu’a la gestion de répondre à certains de ces changements peut être limitée |  |  |  |
| 10.1 Volcans | NA | NA |  |
| 10.2 Tremblements de terre, tsunamis | NA | NA |  |
| 10.3 Avalanches, glissements de terrain | NA | NA |  |
| 10.4 Erosion et dépôts de sédiments (ex. modifications de la ligne côtière du tracé d’un cours d’eau) | M | F |  |
| **11. Changements climatiques et conditions climatiques extrêmes** |  |  |  |
| Les menaces causées par des changements climatiques à long terme qui peuvent être liés au réchauffement global et les autres événements climatiques/météorologiques extrêmes qui n’entrent pas dans l’écart de variation naturel |  |  |  |
| 11.1 Evolution et altération de l’habitat | F | M |  |
| 11.2 Sécheresses | M | M |  |
| 11.3Températures extrêmes | F | M |  |
| 11.4 Tempêtes et inondations | NA | F |  |
| **12. Menaces culturelles et sociales spécifiques** |  |  |  |
| 12.1 Perte de liens culturels, de connaissances traditionnelles et/ou de pratiques de gestion | F | F |  |
| 12.2 Détérioration naturelle de sites culturels importants | M | F |  |
| 12.3 Destruction de bâtiments, de jardins, de sites du patrimoine culturel, etc. | NA | F |  |

##### Formulaire d’évaluation METT

| **Sujet** | **Critère** | **Score** | **[1] Gadabedji** | **[2] Termit Tin Touma** | **[3] Air/ Ténéré** | **[4] Park W** | **Commentaires** | **Prochains pas** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1. Statut juridique** | L’aire protégée n’est pas enregistrée/n’a pas fait l’objet d’un accord | 0 |  |  |  |  |  |  |
| L’aire protégée a-t-elle un statut juridique (ou, dans le cas de réserves privées, est-elle couverte par un accord ou assimilé) ? | Il y a un accord disant que l’aire protégée doit être enregistrée, mais le processus n’a pas encore commencé | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Contexte* | L’aire protégée est en cours d’enregistrement, mais le processus est encore incomplet (inclut des sites désignés dans le cadre de conventions internationales telles que Ramsar, ou de la loi locale/traditionnelle, telles les aires protégées communautaires, qui n’ont pas encore de statut juridique national) | 2 |  | X |  |  |  |  |
|  | L’aire protégée a été officiellement enregistrée | 3 | X |  | X | X |  |  |
| **2. Réglementations des aires protégées** | Il n’y a aucune réglementation pour contrôler l’utilisation des sols et les activités dans l’aire protégée | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Y a-t-il en place des réglementations appropriées pour contrôler l’utilisation des sols et les activités (comme la chasse) ? | Certaines réglementations existent pour contrôler l’utilisation des sols et les activités dans l’aire protégée, mais il subsiste des faiblesses majeures | 1 |  | X |  |  | Termit : Il existe certaines lois pour la protection de l’utilisation des sols. Elles s’appliquent à tout le pays. Des lois spécifiques réglementant l’utilisation de l’aire protégée seront appliquées une fois que l’aire sera officiellement désignée |  |
| *Planification* | Il existe des réglementations pour contrôler les utilisations des sols et les activités dans l’aire protégée, mais il subsiste certaines faiblesses ou lacunes | 2 |  |  | X |  | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré | Les autorités administratives doivent sécuriser le nord pour garantir la libre circulation des personnes et des biens |
|  | Des réglementations existent pour contrôler toute utilisation inappropriée des sols et les activités, et elles constituent une excellente base pour la gestion | 3 | X |  |  | X |  |  |
| **3. Application des lois** | Le personnel n’a aucune capacité/ressource réelle pour faire appliquer la législation et les réglementations concernant l’aire protégée | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Le personnel (c.-à-d. ceux qui sont responsables de la gestion du site) peut-il faire appliquer les règles de l’aire protégée suffisamment bien ? | Il y a des manques importants dans les capacités/ressources du personnel pour appliquer la législation et les réglementations sur les aires protégées (ex. manque de compétences, pas de budget pour les patrouilles, manque de support institutionnel) | 1 | X | X |  |  | Les responsables de la faune au Niger n’ont pas d’équipements suffisants ni de personnel en place pour protéger la future AP. Leurs capacités à le faire dépendront du cadre conçu pour l’AP et de l’engagement financier du gouvernement du Niger. |  |
| Intrants | Le personnel possède des capacités/ressources acceptables pour faire appliquer la législation et les réglementations sur les aires protégées, mais certaines faiblesses subsistent | 2 |  |  | X |  | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
|  | Le personnel dispose de capacités/ressources excellentes pour faire appliquer la législation et les réglementations sur les aires protégées | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **4. Objectifs de l’aire protégée** | Aucun objectif ferme n’a été arrêté pour l’aire protégée | 0 |  | X |  |  | Le processus est en cours mais n’a pas été finalisé |  |
| La gestion se fait-elle en fonction d’objectifs reconnus ? | L’aire protégée a arrêté des objectifs mais elle n’est pas gérée en conséquence | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Planification* | L’aire protégée a arrêté des objectifs mais ils ne sont que partiellement suivis | 2 | X |  |  |  |  |  |
|  | L’aire protégée a arrêté des objectifs que les activités de gestion s’efforcent d’atteindre | 3 |  |  | X | X |  |  |
| **5. Conception de l’aire protégée** | Les inadéquations de la conception de l’aire protégée rendent l’atteinte de ses principaux objectifs de gestion très difficile | 0 |  |  |  |  |  |  |
| L’aire protégée a-t-elle une taille et une forme adéquates pour protéger les espèces, les habitats, les processus écologiques et les bassins hydrographiques essentiels pour la conservation ? | Les inadéquations de la conception de l’aire protégée rendent l’atteinte de ses principaux objectifs de gestion très difficile, mais certaines initiatives de mitigation sont entreprises (ex. des accords avec des propriétaires voisins pour laisser des corridors pour la faune sauvage ou l’introduction d’une gestion adéquate d’un bassin hydrographique) | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Planification* | La conception de l’aire protégée n’est pas une contrainte significative sur l’atteinte des objectifs de la gestion, mais elle pourrait être améliorée (ex. en ce qui concerne les processus écologiques à plus grande échelle) | 2 | X |  |  |  |  |  |
|  | La conception de l’aire protégée se prête bien à l’atteinte des objectifs ; elle est propice à la conservation des espèces et des habitats ; elle conserve des processus écologiques comme les flux d’eau de surface et en sous-sol à l’échelle du bassin entier, les schémas de perturbations naturelles, etc.) | 3 |  | X | X | X | L’AP proposée dans le Termit a les dimensions appropriées pour permettre la protection d’espèces vitales tout en gardant une taille raisonnable pour la gestion |  |
| **6. Démarcation de l’aire protégée** | La limite de l’aire protégée n’est pas connue des autorités de gestion ni des résidents/utilisateurs terriens voisins | 0 |  |  |  |  |  |  |
| La limite est-elle connue et marquée ? | La limite de l’aire protégée est connue des autorités de gestion, mais pas des résidents et des utilisateurs terriens voisins | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Processus* | La limite de l’aire protégée est connue de l’autorité de gestion et des résidents et utilisateurs terriens voisins, mais elle n’est pas marquée de manière adéquate | 2 |  | X |  |  | Après trois ans d’éducation des populations locales sur le projet d’AP, les populations sédentaires installées dans le périmètre connaîssent les limites. Les migrants et les visiteurs occasionnels ne les connaissent peut-être pas. |  |
|  | La limite de l’aire protégée est connue de l’autorité de gestion et des résidents et utilisateurs terriens voisins, et elle est marquée de manière adéquate | 3 | X |  | X | X |  |  |
| **7. Plan de gestion** | L’aire protégée n’a pas de plan de gestion | 0 | X |  | X |  | Pas de fonds disponibles pour les études dans l’Aïr/Ténéré | Les autorités responsables de la gestion des AP doivent l’améliorer pour élaborer un plan de gestion pour l’Aïr/Ténéré |
| Y a-t-il un plan de gestion et, si oui, est-il appliqué ? | Un plan de gestion est en cours de préparation ou il est prêt, mais il n’est pas appliqué | 1 |  | X |  |  |  |  |
| *Planification* | Il y a un plan de gestion, mais il n’est appliqué que partiellement en raison de contraintes financières ou d’autres problèmes | 2 |  |  |  | X |  |  |
|  | Un plan de gestion existe et il est appliqué | 3 |  |  |  |  |  |  |
| **Eléments supplémentaires : Planification** | 7a: Le processus de planification permet aux acteurs clés d’influencer le plan de gestion | 1 |  | X |  | X |  |  |
|  | 7b: Le plan de gestion est soumis à un calendrier et à un processus de révision et de mise à jour périodique | 1 |  | X |  | X |  |  |
|  | 7c: Les résultats du suivi, de la recherche et de l’évaluation sont automatiquement intégrés dans la planification | 1 |  | X |  | X |  |  |
| **8. Plan de travail régulier** | Il n’existe pas de plan de travail | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Existe-t-il un plan de travail régulier et si oui, est-il appliqué ? | Il existe un plan de travail régulier, mais peu d’activités sont réalisées | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Planification/extrants* | Un plan de travail existe, et de nombreuses activités sont réalisées | 2 | X |  |  |  |  |  |
|  | Il existe un plan de travail, et toutes les activités sont réalisées | 3 |  | X | X | X | La COGERAT(Aïr) a un plan de travail annuel |  |
| **9. Inventaires des ressources** | Il y a peu ou pas d’informations sur les habitats, les espèces et les valeurs culturelles sensibles de l’aire protégée | 0 | X |  |  |  |  |  |
| Disposez-vous d’informations suffisantes pour gérer l’aire protégée ? | Les informations sur les habitats, les espèces et les valeurs culturelles sensibles de l’aire protégée ne sont pas suffisantes pour étayer les activités de planification et de prise de décisions | 1 |  | X | X |  | La compilation d’informations est en cours dans le Termit |  |
| *Contexte* | Les informations sur les habitats, les espèces et les valeurs culturelles sensibles de l’aire protégée sont suffisantes pour la plupart des domaines clés de la planification et de la prise de décisions | 2 |  |  |  | X |  |  |
|  | Les informations sur les habitats, les espèces et les valeurs culturelles sensibles de l’aire protégée sont suffisantes pour supporter tous les domaines de la planification et de la prise de décisions | 3 |  |  |  |  |  |  |
| **10. Systèmes de protection** | Il n’existe pas de systèmes de protection (patrouilles, permis, etc.) ou ils ne sont pas efficaces pour contrôler l’accès/l’utilisation de ressources | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Existe-t-il des systèmes pour contrôler l’accès et l’utilisation de ressources dans l’aire protégée ? | Les systèmes de protection ne sont que partiellement efficaces pour contrôler l’accès/l’utilisation de ressources | 1 | X | X |  |  |  |  |
| *Processus/Résultat* | Les systèmes de protection sont relativement efficaces pour contrôler l’accès/l’utilisation de ressources | 2 |  |  | X |  | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
|  | Les systèmes de protection sont très, ou totalement efficaces pour contrôler l’accès/l’utilisation de ressources | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **11. Recherche** | Il n’y a aucun travail de reconnaissance ou de recherche dans l’aire protégée | 0 | X |  |  |  |  |  |
| Existe-t-il un programme de reconnaissance et de recherche orienté vers une meilleure gestion ? | Il y a un peu de travail de reconnaissance et de recherche mais il n’est pas orienté vers les besoins de la gestion de l’aire protégée | 1 |  |  | X |  | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
| *Processus* | Il ya beaucoup de travail de reconnaissance et de recherche, mais il n’est pas orienté vers les besoins de la gestion de l’aire protégée | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | Il existe un programme complet et intégré de reconnaissance et de recherche, et il est en lien direct avec les besoins de la gestion | 3 |  | X |  | X |  |  |
| **12. Gestion des ressources** | Il n’y a aucune gestion active des ressources | 0 | X |  | X |  | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
| La gestion des ressources se fait-elle de façon active ? | Très peu de ce que nécessiterait une gestion active des habitats et des espèces critiques, des processus écologiques et des valeurs culturelles est entrepris | 1 |  | X |  |  | L’AP est en cours de création, par conséquent une certaine gestion des ressources est effectuée, à savoir protection de la faune, mais un système de gestion à plus grande échelle sera mis en œuvre une fois que l’AP sera officielle |  |
| *Processus* | De nombreuses exigences d’une gestion active des habitats et des espèces critiques, des processus écologiques et des valeurs culturelles sont remplies, mais certains problèmes clés ne sont pas traités | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | Tout ce que requiert une gestion active des habitats et des espèces critiques, des processus écologiques et des valeurs culturelles est amplement, voire totalement réalisé | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **13. Personnel** | Il n’y a pas de personnel | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Y a-t-il assez de personnel pour gérer l’aire protégée ? | Le personnel est en nombre tout à fait insuffisant pour s’acquitter des activités de gestion essentielles | 1 | X | X |  |  |  |  |
| *Intrants* | Le personnel est en nombre trop faible pour s’acquitter des activités de gestion essentielles | 2 |  |  | X | X |  |  |
|  | Le personnel est suffisant pour les besoins de la gestion de l’aire protégée. | 3 |  |  |  |  |  |  |
| **14. Formation du personnel** | Le personnel n’a pas les compétences nécessaires pour la gestion de l’aire protégée | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Le personnel est-il suffisamment formé pour remplir les objectifs de la gestion ? | La formation et les compétences du personnel sont faibles par rapport aux besoins de l’aire protégée | 1 |  | X |  |  |  |  |
| *Intrants/Processus* | La formation et les compétences du personnel sont correctes, mais elles pourraient être améliorées pour atteindre parfaitement les objectifs de la gestion | 2 | X |  | X | X | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
|  | La formation et les compétences du personnel correspondent aux besoins de la gestion de l’aire protégée | 3 |  |  |  |  |  |  |
| **15. Budget actuel** | Il n’y a aucun budget pour la gestion de l’aire protégée | 0 | X |  |  | X |  |  |
| Le budget actuel est-il suffisant ? | Le budget disponible est inapproprié pour répondre aux besoins élémentaires de la gestion, et cela constitue une contrainte sérieuse pour la capacité de gérer l’aire protégée | 1 |  | X |  |  | Un budget provisoire est disponible pour la protection de l’AP proposée. Il devra être augmenté pour qu’une véritable gestion soit mise en place. |  |
| *Intrants* | Le budget disponible est acceptable, mais il pourrait être plus élevé pour assurer une gestion plus efficace | 2 |  |  | X |  |  |  |
|  | Le budget disponible est suffisant et couvre la totalité des besoins de la gestion de l’aire protégée | 3 |  |  |  |  |  |  |
| **16. Sécurisation du budget** | Le budget de l’aire protégée n’est pas sécurisé et la gestion est entièrement dépendante de fonds externes ou extrêmement fluctuants | 0 | X |  |  | X |  |  |
| Le budget est-il sécurisé ? | Le budget sécurisé est très restreint et l’aire protégée ne pourrait pas fonctionner correctement sans l’apport de fonds externes | 1 |  | X | X |  |  |  |
| *Intrants* | Il y a un budget de base assez sécurisé pour les opérations de routine dans l’aire protégée, mais de nombreuses innovations et initiatives dépendent toujours de fonds externes | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | Le budget de l’aire protégée est sécurisé, et les besoins de sa gestion sont couverts | 3 |  |  |  |  |  |  |
| **17. Gestion du budget** | La gestion du budget est très mauvaise et compromet gravement l’efficacité (ex. préparation du budget tardive au cours de l’année financière) | 0 | X |  |  | X |  |  |
| Le budget est-il géré de façon à couvrir les besoins essentiels de la gestion ? | La gestion du budget est mauvaise et compromet l’efficacité de la gestion | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Processus* | La gestion du budget est adéquate mais pourrait toutefois être meilleure | 2 |  | X |  |  | En référence au projet ASS dont l’objectif est de créer une AP. |  |
|  | La gestion du budget est excellent et répond aux besoins de la gestion | 3 |  |  | X |  |  |  |
| **18. Equipement** | Il y a peu ou pas d’équipement et d’installations pour les besoins de la gestion | 0 |  |  |  |  |  |  |
| L’équipement est-il suffisant pour les besoins de la gestion ? | Il y a un peu d’équipement et d’installations, mais cela reste insuffisant pour la plupart des besoins de la gestion | 1 |  | X | X |  | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
| *Intrants* | Il y a de l’équipement et des installations, mais il reste certaines lacunes qui entravent la gestion | 2 | X |  |  |  |  |  |
|  | L’équipement et les installations sont suffisants | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **19. Entretien de l’équipement** | Il y a peu ou pas d’entretien de l’équipement et des installations | 0 | X |  |  |  |  |  |
| L’équipement est-il bien entretenu ? | Il ya un peu d’entretien opportuniste de l’équipement et des installations | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Processus* | L’entretien de base des installations et de l’équipement est assuré | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | L’équipement et les installations sont bien entretenus | 3 |  | X | X | X | Termit : Les équipements et les installations du projet ASS sont bien entretenus. Ceux du service de la faune peuvent être améliorés. |  |
| **20. Education et sensibilisation** | Il n’existe aucun programme d’éducation ni de sensibilisation | 0 |  |  | X |  | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
| Le programme d’éducation prévu est-il lié aux objectifs et aux besoins | Il y a un programme limité d’éducation et de sensibilisation et il se fait sur une base ad hoc | 1 | X |  |  |  |  |  |
| *Processus* | Il y a un programme d’éducation et de sensibilisation, mais il ne répond que partiellement aux besoins et il pourrait être amélioré | 2 |  | X |  |  |  |  |
|  | Il y a un programme d’éducation et de sensibilisation adéquat et il est pleinement exécuté | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **21. Planification pour l’utilisation de l’eau et des sols** | La planification de l’utilisation de l’eau et des terres voisines ne tient pas compte des besoins de l’aire protégée, et les activités/politiques se font aux dépens de la survie de l’aire | 0 | X | X |  |  | Fait référence à la situation actuelle. L’exploitation du pétrole sur la frontière est de l’AP et ses ramifications pourraient affecter l’AP. Cela doit être pris en compte dans la désignation finale de l’AP. |  |
| La planification de l’utilisation de l’eau et des sols reconnaît-elle l’aire protégée et l’aide-t-elle à réaliser ses objectifs ? | La planification de l’utilisation de l’eau et des terres voisines ne tient pas compte des besoins de l’aire protégée à long terme, mais les activités ne nuisent pas à l’aire | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Planification* | La planification de l’utilisation de l’eau et des terres voisines tient compte, en partie, des besoins à long terme de l’aire protégée | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | La planification de l’utilisation de l’eau et des terres voisines tient parfaitement compte des besoins à long terme de l’aire protégée | 3 |  |  | X | X | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
| Eléments supplémentaires : Planification pour la terre et l’eau 21a : Planification de la terre et l’eau en vue de la conservation de l’habitat | La planification et la gestion dans le bassin ou le paysage qui comprend l’aire protégée fait attention à préserver des conditions environnementales adéquates (ex. volume, qualité et calendrier des flux d’eau, niveaux de pollution aérienne, etc.) pour conserver des habitats convenables | 1 |  | X |  |  |  |  |
| Eléments supplémentaires : Planification pour la terre et l’eau 21b : Planification de la terre et l’eau pour la connectivité | La gestion de corridors liant l’aire protégée donne à la faune sauvage la possibilité de gagner des habitats essentiels en dehors de l’aire protégée (ex. pour permettre à des poissons migrateurs de se déplacer entre des sites de frai en eau douce et la mer, ou pour permettre la migration d’animaux) | 1 |  |  |  |  |  |  |
| Eléments supplémentaires : Planification pour la terre et l’eau21c : Planification de la terre et de l’eau pour des services écosystémiques et pour la conservation des espèces | « La planification tient compte des besoins spécifiques à l’écosystème et/ou des besoins d’espèces particulières dont le statut est inquiétant à l’échelle de l’écosystème (ex. volume, qualité et calendrier du flux d’eau douce pour préserver une espèce particulière, gestion des feux pour préserver des habitats de savane, etc.) | 1 |  | X |  |  |  |  |
| **22. Voisins du secteur public et privé** | Il n’y a aucun contact entre les gestionnaires et les utilisateurs publics ou privés de l’eau et des terres voisines | 0 |  | X |  |  |  |  |
| Existe-t-il une coopération avec les utilisateurs de l’eau et des terres voisines ? | Il y a quelques contacts entre les gestionnaires et les utilisateurs publics ou privés de l’eau et des terres voisines, mais peu ou pas de coopération | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Processus* | Il y a des contacts entre les gestionnaires et les utilisateurs publics ou privés de l’eau et des terres voisines, mais il n’y a que peu de coopération | 2 | X |  |  |  |  |  |
|  | Il y a des contacts réguliers entre les gestionnaires et les utilisateurs publics ou privés de l’eau et des terres voisines, et la coopération en matière de gestion est importante | 3 |  |  | X | X | L’insécurité dans le nord empêche l’installation d’équipes de gestion et la mise en œuvre des activités dans l’Aïr/Ténéré |  |
| **23. Populations autochtones** | Les populations autochtones et traditionnelles n’ont aucun impact sur les décisions concernant la gestion de l’aire protégée | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Les populations autochtones et traditionnelles résidentes ou utilisant régulièrement l’aire protégée ont-elles un impact sur les décisions en matière de gestion ? | Les populations autochtones et traditionnelles ont un certain impact sur les décisions concernant la gestion de l’aire protégée, mais ne jouent aucun rôle dans la gestion | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Processus* | Les populations autochtones et traditionnelles contribuent directement à certaines décisions importantes liées à la gestion mais il faudrait améliorer leur implication | 2 | X |  |  |  |  |  |
|  | Les populations autochtones et traditionnelles participent directement à toutes les décisions pertinentes concernant la gestion, comme la co-gestion | 3 |  | X | X | X |  |  |
| **24. Communautés locales** | Les communautés locales n’ont aucune influence sur les décisions relatives à la gestion de l’aire protégée | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Les communautés locales résidentes ou voisines contribuent-elles aux prises de décisions ? | Les communautés locales ont un peu d’influence dans les discussions sur la gestion, mais aucun rôle direct dans la gestion | 1 | X |  |  |  |  |  |
| *Processus* | Les communautés locales contribuent directement à certaines décisions pertinentes liées à la gestion, mais leur implication pourrait être meilleure. | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | Les communautés locales participent directement à toutes les décisions pertinentes liées à la gestion, telle la co-gestion | 3 |  | X | X | X | Structures de coordination entre la COGERAT et les municipalités |  |
| Eléments supplémentaires : Communautés locales/populations autochtones | 24a: La communication et la confiance sont ouvertes entre les communautés locales et/ou autochtones, les parties prenantes et les gestionnaires de l’aire protégée | 1 |  | X | X | X | Structures inter-municipales pour une meilleure gestion des ressources dans l’Aïr/Ténéré |  |
|  | 24b: Les programmes destinés à améliorer le bien-être de la communauté tout en préservant les ressources de l’aire protégée sont en cours d’exécution | 1 | X | X | X | X |  |  |
|  | 24c: Les populations locales et/ou autochtones supportent activement l’aire protégée | 1 |  | X | X | X |  |  |
| **25. Avantage économique** | L’aire protégée n’accorde aucun avantage économique aux communautés locales | 0 | X |  |  |  |  |  |
| L’aire protégée est-elle source d’avantages économiques pour lesx communautés locales, ex. revenus, emplois, paiement de services environnementaux ? | L’on reconnaît l’existence d’avantages économiques potentiels et l’on développe des plans pour les réaliser | 1 |  | X |  |  |  |  |
| *Extrants* | Il y a un certain apport d’avantages économiques aux communautés locales | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | Les communautés locales bénéficient d’avantages économiques importants venus d’activités liées à l’aire protégée | 3 |  |  | X | X |  |  |
| **26. Suivi et évaluation** | Il n’y a ni suivi, ni évaluation dans l’aire protégée | 0 |  |  |  |  |  |  |
| Les performances des activités de gestion sont-elles suivies ? | Il y a un peu de suivi et d’évaluation sur une base ad hoc, mais pas de stratégie générale ni/ou de collecte régulière des résultats | 1 | X |  |  |  |  |  |
| *Planification/processus* | Il existe un système reconnu de suivi et d’évaluation et il est exécuté, mais les résultats ne se répercutent pas dans la gestion | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | Il y a un bon système de suivi et d’évaluation, il est bien exécuté et il sert à une gestion adaptative | 3 |  | X | X | X |  |  |
| **27. Installations pour visiteurs** | Il n’y a ni installations, ni services pour les visiteurs malgré des besoins clairement identifiés | 0 | X |  | X |  |  |  |
| Les installations pour visiteurs sont-elles adaptées ? | Les installations et les services pour les visiteurs ne sont pas appropriés pour le niveau actuel des visites | 1 |  | X |  |  |  |  |
| *Extrants* | Les installations et les services pour les visiteurs sont adéquats pour le niveau actuel des visites, mais ils pourraient être meilleurs | 2 |  |  |  |  |  |  |
|  | Les installations et les services pour les visiteurs sont excellents pour le niveau de visites actuel | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **28. Tourisme commercial** | Il y a peu ou pas de contact entre les gestionnaires et les tour-opérateurs qui fréquentent l’aire protégée | 0 | X |  | X |  |  |  |
| Les tour-opérateurs commerciaux contribuent-ils à la gestion de l’aire protégée ? | Il y a des contacts entre les gestionnaires et les opérateurs touristiques, mais ils se limitent en grande partie à des questions administratives ou réglementaires | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Processus* | Il y a une coopération limitée entre les gestionnaires et les opérateurs touristiques en vue d’améliorer la qualité des expériences touristiques et de préserver les valeurs de l’aire protégée | 2 |  | X |  |  | Il y a eu une correspondance avec les opérateurs touristiques concernant leurs activités dans l’AP proposée. Leur rôle dans le tourisme sera défini lors de discussions continues entre les agences concernées. |  |
|  | Il y a une bonne coopération entre les gestionnaires et les opérateurs touristiques en vue d’améliorer la qualité des expériences touristiques et de préserver les valeurs de l’aire protégée | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **29. Droits de visite** | Bien que, théoriquement, il y ait des droits d’entrée, ils ne sont pas perçus | 0 |  | n/a | X |  | Cela n’a pas été décidé pour l’instant en ce qui concerne le Termit |  |
| Si des droits (droits d’entrée ou amendes) sont perçus, aident-ils la gestion de l’aire à protégée ? | Des droits sont perçus, mais ils ne contribuent pas du tout à l’aire protégée ni à ses environs | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Intrants/processus* | Des droits sont perçus et contribuent un peu à l’aire protégée et à ses environs | 2 | X |  |  |  |  |  |
|  | Des droits sont perçus et ils représentent une importante contribution à l’aire protégée et à ses environs | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **30. État des valeurs** | La biodiversité et de nombreuses valeurs écologiques et culturelles importantes sont sérieusement dégradées | 0 | X | n/a |  |  | Gadabedji : Camp militaire 1994 – 2004 dans la réserve avec un braconnage intensif |  |
| Quel est l’état des valeurs importantes de l’aire protégée par comparaison avec le moment où elle fut désignée? | La biodiversité et certaines valeurs écologiques et culturelles sont gravement dégradées | 1 |  |  |  |  |  |  |
| *Résultats* | La biodiversité et certaines valeurs écologiques et culturelles sont partiellement dégradées, mais les valeurs les plus importantes n’ont pas subi d’impact significatif | 2 |  |  | X |  |  |  |
|  | Les valeurs de la biodiversité, écologiques et culturelles sont majoritairement intactes | 3 |  |  |  | X |  |  |
| **Eléments supplémentaires : Etats des valeurs** | 30a: L’évaluation de l’état des valeurs se fonde sur la recherche et/ou le suivi | 1 |  |  | X | X |  |  |
|  | 30b: Des programmes de gestion spécifiques sont en cours pour traiter les menaces contre la biodiversité et les valeurs écologiques et culturelles | 1 |  |  | X | X |  |  |
|  | 30c: Les activités destinées à préserver la biodiversité et les valeurs écologiques et culturelles clés font partie de la routine de la gestion du parc | 1 |  |  | X | X |  |  |
| **SCORE FINAL** | **SCORE FINAL** | **102** | **32** | **54** | **63** | **86** |  |  |

Section Trois: Section Trois: Tableau de bord du PNUD sur la durabilité financière des Systèmes Nationaux d’aires protégées

#### Tableau de bord financier - Partie I – Situation financière globale du Système des aires protégées

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Système d’information des aires protégées de base** | | | |
| **Décrire le système des AP et ce qu’il comporte**:  -- | | | |
| **Système des aires protégées** | **Nombre de sites** | **Total hectares** | **Observations** |
| Aires protégées nationales | 6 | 8,5 million ha | 6,6% NT, gérés par l’état |
| Aires protégées nationales cogérées par des ONG | - |  |  |
| Aires protégées étatiques/municipales | - |  |  |
| Autres (définir) | - |  |  |

| **Analyse financière du Système des Aires protégées** | **($US)[[9]](#footnote-9)** | **Année X[[10]](#footnote-10)**  **($US)** [[11]](#footnote-11) | **Année X+5[[12]](#footnote-12)**  **(prévision)**  **($US)[[13]](#footnote-13)** | **Observations** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fonds disponibles** |  |  |  |  |
| **(1) Budget annuel total de l’Administration alloué à la gestion de SEPA (sans les fonds des bailleurs et les recettes produites (4) et retenues dans le système des AP)** | 2007 | 2009 |  |  |
| - Aires protégées nationales | 100 000 | 100 000 |  | Difficile de mobiliser budget de l’État |
| - Aires protégées nationales cogérées par des ONG | 0 | 0 |  |  |
| - Aires protégées étatiques/municipales | 0 | 0 |  |  |
| - Autres | 0 | 0 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **(2) Budget annuel total du gouvernement alloué à la gestion des AP (y compris les fonds des bailleurs, les prêts, la conversion de la dette en faveur de la nature)** | 2007 | 2009 |  |  |
| - Aires protégées nationales | 1 400 000 | 600 000 |  | Les montants sont approximés |
| - Aires protégées nationales cogérées par des ONG | 0 | 0 |  |  |
| - Aires protégées étatiques/municipales | 0 | 0 |  |  |
| - Autres | 0 | 0 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **(3)Total des recettes annuelles produites à partir des AP et réparties par source** | 2007 | 2009 |  |  |
| a. Tourisme - total | 120 000  4 000 visiteurs | 100 000  estimation | 0 |  |
| - Taxes touristiques | 0 | 0 | 0 |  |
| - Taxes d’entrée | 0 | 0 | 0 |  |
| - Frais d’utilisation supplémentaires | 0 | 0 | 0 |  |
| - Concessions | 0 | 0 | 0 |  |
| b. Paiements pour les services d’écosystème (PES) | 0 | 0 | 0 |  |
| c. Autre (spécifier chaque type de mécanisme de production de recettes) |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **(4) Total recettes annuelles par type d’AP[[14]](#footnote-14)** | 2007 | 2009 |  |  |
| - Aires protégées nationales | 120 000 | 100 000 | 0 |  |
| - Aires protégées nationales cogérées par des ONG | 0 | 0 | 0 |  |
| - Aires protégées étatiques/municipales | 0 | 0 | 0 |  |
| - Autres | 0 | 0 | 0 |  |
|  |  |  |  |  |
| **(5) Pourcentage de recettes produites par les AP et retenues dans le système d’AP pour être réinvesties[[15]](#footnote-15)** | 2007 | 2009 | 0 |  |
|  | 36 000 | 30 000 |  |  |
| **(6) Total des fonds disponibles pour le système d’AP**  **[budget gouvernement plus soutien bailleur, etc. (2)] plus [total recettes annuelles (4) multipliés par pourcentage des recettes produites par les AP et retenues dans les AP pour être réinvesties (5)]** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Coûts et besoins de financement** |  |  |  |  |
| **(7) Total dépenses annuelles pour les AP (coûts de fonctionnement et d’investissement)[[16]](#footnote-16)** |  |  |  |  |
| - Aires protégées nationales |  |  |  |  |
| - Aires protégées nationales cogérées par des ONG | 0 | 0 | 0 |  |
| - Aires protégées étatiques/municipales | 0 | 0 | 0 |  |
| - Autres | 0 | 0 | 0 |  |
|  |  |  |  |  |
| **(8) Estimation des coûts de financement** |  | 2 000 000 /an |  |  |
| A. Besoins de financement prévus pour les investissements et les coûts de gestion de base à couvrir |  | 500 000 |  |  |
| A. Besoins de financement prévus pour les investissements et les coûts de gestion optimaux à couvrir | Na | 1 500 000 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **(9) Ecart de financement annuel (besoins financiers – finances disponibles)[[17]](#footnote-17)** |  |  |  |  |
| A. Excédent/déficit annuel réel net [[18]](#footnote-18) | 0 | 0 | 0 |  |
| B. Ecart de financement annuel pour les scénarios de dépenses de première nécessité | 0 | 0 | 0 |  |
| C. Ecart de financement annuel pour les scénarios de dépense optimale | Na | Na | Na |  |

#### Tableau de bord financier - Partie II – Évaluation des Éléments du système de financement

| **Volets et Eléments** | **Scores** | | | | **Observations** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Volet 1 – Cadres juridiques, règlementaires et institutionnels** |  |  |  |  |  |
|
| **Elément 1 – Soutien juridique, stratégique et règlementaire pour la production de recettes par les AP** | **Aucun** | **Un peu** | **Quelques** | **Pleinement** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) des lois sont adoptées pour faciliter les mécanismes de production de recettes des AP |  |  |  | X |  |
| (ii) Des instruments fiscaux comme les taxes sur le tourisme et l’eau ou les dégrèvements fiscaux sont en place pour promouvoir le financement des AP |  |  | X |  |  |
| **Elément 2 – Soutien juridique, stratégique et règlementaire pour le partage et la retenue de recettes au sein du système des AP** | **No.** | **Sous développement** | **Oui, mais à améliorer** | **Ou, satisfaisant** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Des lois, politiques et procédures sont en place pour retenir les recettes des AP dans le système des AP | X |  |  |  |  |
| (ii) Des lois, politiques et procédures sont en place pour la retenue des recettes, en partie, au niveau du site des AP | X |  |  |  |  |
| (iii) Des lois, politiques et procédures sont en place pour le partage de recettes au niveau du site des AP avec les partenaires locaux |  |  |  | X |  |
| **[[19]](#footnote-19)Element 3 – Conditions juridiques et règlementaires pour l’établissement de fonds (fonds fiduciaires, fonds d’amortissement ou fonds renouvelables)** | **No.** | **Etablis** | **Etablis avec un capital limité** | **Etablis avec un capital suffisant** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Un fonds a été établi et capitalisé pour financer le système d’AP |  |  | X |  |  |
|
| (ii) Des fonds ont été créés pour finance des AP spécifiques | X |  |  |  |  |
|
| (iii) Des fonds sont intégrés dans les systèmes nationaux de financement des AP | X |  |  |  |  |
|
| **Elément 4 – Soutien juridique, stratégique et règlementaire pour d’autres dispositions institutionnelles pour la gestion des AP en vue de réduire le coût pour le gouvernement** | **Aucun** | **Sous développement** | **Oui, mais à améliorer** | **Ou, satisfaisant** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i)Il existe des lois qui autorisent et règlementent la délégation de la gestion des AP et la gestion financière y afférente pour les concessions |  |  | X |  |  |
| (i)Il existe des lois qui autorisent et règlementent la délégation de la gestion des AP et la gestion financière y afférente pour la cogestion |  |  | X |  |  |
| (i)Il existe des lois qui autorisent et règlementent la délégation de la gestion des AP et la gestion financière y afférente pour l’administration locale |  |  | X |  |  |
| (iv) Il existe des lois qui autorisent les réserves privées |  |  | X |  |  |
| **Elément 5 – Stratégies nationales de financement des AP** | **Not begun** | **In progress** | **Completed** | **Under implementation** |  |
| **0** | **1** | **3** | **5** |
| (i) Niveau de formulation, adoption et mise en œuvre d’une stratégie nationale de financement |  |  | **X** |  |  |
| (ii) l’intégration dans la stratégie nationale de financement des AP des principales politiques : | **No** | **Yes** |  |  |  |
| **0** | **2** |
| - Production de recettes et frais relatifs aux AP |  | X |  |  |  |
| - Critères d’affectation des budgets d’AP aux sites d’AP (plans d’activités, performance, etc.) | X |  |  |  |  |
| - Protections pour veiller à ce que la production de recettes n’affecte pas négativement les objectifs de conservation des AP | X |  |  |  |  |
| - Exigences des plans de gestion des AP pour inclure les sections financières ou les plans d’activités y relatifs |  | X |  |  |  |
| **Elément 6 - Évaluation économique des systèmes d’aire protégée (écoservices, tourisme basé sur l’emploi, etc.)** | **N’a pas encore commencé** | **Avance** | **Achevé** | **Mis en œuvre** |  |
|  | **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Données économiques sur la contribution des aires protégées pour le développement local et national |  |  | X |  |  |
| (ii) Les valeurs économiques des AP sont reconnues à travers le gouvernement |  |  | X |  |  |
| **Elément 7 – Meilleure budgétisation du gouvernement pour les systèmes d’AP** | **No.** | **Oui** |  |  |  |
| **0** | **2** |
| (i) La politique de trésorerie envers la budgétisation des systèmes d’AP propose un meilleur moyen pour les ressources financières à long terme, conformément aux besoins justifiés du système. | X |  |  |  |  |
| (ii) la politique encourage la budgétisation des AP sur la base des besoins financiers, tels que déterminés par les plans de gestion des AP. | X |  |  |  |  |
| (iii) Il existe des politiques pour lesquelles les budgets des AP devraient inclure des fonds pour les moyens d’existence des communautés vivant à l’intérieur et aux alentours des AP, dans le cadre des stratégies de réduction de la menace. | X |  |  |  | . |
| **Elément 8 – Des responsabilités institutionnelles clairement définies pour la gestion et le financement des AP** | **Aucun** | **Partiel** | **Amélioration** | **Complet** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Les mandats des institutions relatifs aux des AP sont bien définis et convenus | X |  |  |  |  |
|
| **Elément 9 – Des besoins en personnel bien définis, des profils et des mesures incitatives au niveau du site et du système** | **Aucun** | **Partiel** | **Presque existant** | **Complet** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Il existe un nombre suffisant de postes pour les économistes et les planificateurs et analystes parmi les autorités des AP, pour gérer efficacement les finances du système d’AP | X |  |  |  |  |
| (ii) les termes de référence (TDR) du personnel des AP comprennent les responsabilités de production de recettes, la gestion financière et la rentabilité | X |  |  |  |  |
| (iii) Les lois et règlements encouragent les responsables d’AP à promouvoir la durabilité financière au niveau du site | X |  |  |  |  |
| (par ex., une partie des recettes produites peut être réservée au réinvestissement sur le site et ces fonds sont additionnels aux budgets du gouvernement et non une substitution) | X |  |  |  |  |
| (iv) L’évaluation de la performance des responsables d’AP comprend l’évaluation d’une planification financière saine, la production de recettes et une gestion rentable |  | X |  |  |  |
| **Total Points pour le Volet 1** |  |  |  | **Niger score: 32 / 78 = 41%** |  |
| **Volet 2 – Planification d’activités et système de gestion rentable** |  |  |  |  |  |
|
| **Elément 1 – Planification d’activités au niveau du site d’AP** | **N’a pas encore commencé** | **Premières étapes** | **Bientôt achevé** | **Achevé** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Les plans de gestion des AP montrant les objectifs, besoins et coûts sont préparés à travers le système d’AP | X |  |  |  | Seulement le parc W a un plan de gestion |
| (ii) Des plans d’activités basés sur des formats standards et liés objectifs de conservation et aux plans de gestion des AP, sont élaborés pour des sites pilotes | X |  |  |  |  |
| (iii) Les plans d’activité sont mis en œuvre au niveau des sites pilotes | X |  |  |  |  |
| (le degré d’exécution est mesuré par la réalisation des objectifs) |
| (iv) Des plans d’activités sont élaborés pour tous les sites d’AP appropriés | X |  |  |  |  |
| (les plans d’activités ne seront pas utiles pour les AP qui n’ont pas de capacité de production de recettes) |
| (v) les écarts de financement identifiés par les plans d’activités pour les AP contribuent à la planification et à la budgétisation au niveau du système | X | 1 |  |  | . |
| (vi) Les coûts de la mise en œuvre des plans d’activités sont suivis et contribuent à l’orientation rentable et à l’établissement de rapport sur la performance financière | X | 1 |  |  |  |
| **Elément 2 – Systèmes comptables et de vérification opérationnels, transparents et utiles** | **Aucun** | **Partiel** | **Bientôt achevé** | **Complètement achevé** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) la politique et les règlements requièrent la mise en place de systèmes de comptabilité analytique coordonnés et globaux (pour la contribution et la comptabilité basée sur l’activité) | X |  |  |  |  |
| (ii) Il existe un système de comptabilité analytique et d’investissement transparent et coordonné opérationnel pour le système des AP | X |  |  |  |  |
| (iii) Des outils de suivi des recettes pour chaque AP sont en place et opérationnels | X |  |  |  |  |
| (iv) Il existe un système pour permettre aux données comptables de contribuer à l’élaboration de rapport national | X |  |  |  |  |
| **Elément 3 - Systèmes de suivi et d’élaboration de rapport sur la performance de la gestion financière** | **Aucun** | **Partiel** | **Bientôt achevé** | **Achevé et opérationnel** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Toutes les recettes et dépenses des AP sont rapportées avec exactitude et précision par le gouvernement et elles sont transparentes | X |  |  |  |  |
| (ii) Les rendements financiers sur les investissements à partir des améliorations apportées aux immobilisations mesurées et rapportées, lorsque possible (par ex. suivre l’accroissement des recettes provenant des visiteurs avant et après la mise en place d’un centre de visiteurs) | X |  |  |  |  |
| (iii) Mise en place d’un système de suivi et d’élaboration de rapport pour montrer comment et pourquoi des fonds sont alloués par le biais des sites d’AP et de l’Autorité centrale des AP | X |  |  |  |  |
| (iv) La performance financière des AP est évaluée et reportée (par rapport à la rentabilité) | X |  |  |  |  |
| **Elément 4 - Méthodes d’allocation de fonds par le biais de sites d’AP individuels** | **No.** | **Oui** |  |  |  |
| **0** | 2 |
| (i) Le budget national des AP est correctement alloué sur la base de critères convenus dans la stratégie de financement nationale | X |  |  |  |  |
| (ii) Des politiques et critères d’affectation de fonds au site complet d’AP cogérées fondées sur les efforts de collecte de fonds | X |  |  |  |  |
| **Elément 5 – Formation et réseaux de soutien pour permettre aux gestionnaires d’AP d’exploiter les AP de manière plus rentable** | **Aucun** | **Partielle-ment réalisé** | **Presque achevé** | **Complètement achevé** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) L’orientation vers la gestion rentable développée et utilisée par les gestionnaires d’AP | X |  |  |  |  |
| (ii) Comparaison de coût d’investissement et de fonctionnement entre les sites d’AP disponibles et utilisés pour suivre la performance du gestionnaire de l’AP | X |  |  |  |  |
| (iii) des systèmes de suivi et d’apprentissage de la rentabilité sont en place et intégrés dans la planification et la politique de gestion | X |  |  |  |  |
| (iv) Les gestionnaires de site d’AP sont formés en gestion financière et économique | X |  |  |  | . |
| [[20]](#footnote-20)(v) les gestionnaires de site AP échangent des coûts de pratique communes entre eux et avec les sièges d’AP |  | X |  |  |  |
| **Total Points pour le Volet 2** |  |  |  | **Niger: 1/ 61 = 1.6%** |  |
| **Volet 3 – Outils pour la production de recettes** |  |  |  |  |  |
| **Elément 1 – Nombre et variété de sources de revenus utilisées à travers le système d’AP** | **Aucun** | **Partielle-ment** | **Nombre équitable** | **Optimal** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Une analyse à jour de toutes les options de revenus pour le pays, complète et disponible, y compris les études de faisabilité ; | X |  |  |  |  |
| (ii) Il existe divers mécanismes et sources de génération de fonds pour le système d’AP | X |  |  |  |  |
| (iii)Les AP utilisent des mécanismes qui produisent des recettes nettes positives (plus importantes que des coûts de fonctionnement annuels et les coûts d’investissement initiaux rentables sur le long terme) | X |  |  |  |  |
| **Elément 2 – Fixation et établissement des frais d’utilisation à travers le système d’AP** | **No.** | **Partielle-ment** | **Satisfaisant** | **Complet** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Une stratégie à l’échelle du système et un plan de mise en œuvre pour les frais d’utilisation est élaborée et adoptée par le gouvernement | X |  |  |  | . |
| (ii) L’industrie nationale du tourisme et le Ministère apportent leur assistance et sont partenaires dans les programmes et le système des frais d’utilisation des AP |  | X |  |  |  |
| [[21]](#footnote-21)(iii) Un tourisme lié à l’investissement dans l’infrastructure est proposé pour les sites d’AP à travers le réseau, sur la base d’éventuels revenus, de bénéfices sur l’investissement et du niveau des frais d’entrée [3] | X |  |  |  |  |
| (iv) Là où le tourisme est encouragé, les gestionnaires d’AP peuvent tirer le maximum de recettes tout en satisfaisant aux objectifs de conservations des AP | X |  |  |  |  |
| (v) Des frais d’utilisation non touristiques sont appliqués et des recettes supplémentaires sont produites | X |  |  |  |  |
| **Elément 3 – Systèmes efficaces de perception de redevances** | **Aucun** | **Partielle-ment** | **Achevé** | **Opérationnel** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Une stratégie à l’échelle du système et un plan de mise en œuvre pour la perception de redevances est élaborée et adoptée par les autorités des AP (y compris les co-gestionnaires) | X |  |  |  |  |
| **Elément 4 – Stratégies de marketing et de communication pour les mécanismes de production de recettes** | **Aucun** | **Partielle-ment** | **Satisfaisant** | **Complet** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Les campagnes de communication et le marketing pour le public concernant les redevances touristiques, les nouvelles taxes sur la conservation, etc., sont généralisées et importantes |  | X |  |  |  |
| **Elément 5 – Plan de PES opérationnels pour les AP[2]** | **Aucun** | **Partiellement** | **En progression** | **Complet** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Une stratégie à l’échelle du système et un plan de mise en œuvre pour le PES est élaborée et adoptée par le gouvernement | X |  |  |  |  |
| (ii) Des plans de PES pilotes à des sites choisis aménagés | X |  |  |  |  |
| (iii) La performance opérationnelle des plans pilotes est évaluée et déclarée | X |  |  |  |  |
| (iv) L’accroissement du PES à travers le système d’AP est en cours | X |  |  |  |  |
| **Elément 6 – Concessions opérationnelles à l’intérieur des AP** | **Aucun** | **Partiellement** | **En progression** | **Complet** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Une stratégie à l’échelle du système et un plan de mise en œuvre élaborée et adoptée par le gouvernement pour des concessions | X |  |  |  |  |
| (ii) Les opportunités de concession sont identifiées dans les sites d’AP appropriés à travers le système d’AP | X |  |  |  |  |
| (iii) Les opportunités de concession sont opérationnelles dans les sites pilotes | X |  |  |  |  |
| (iii) La performance opérationnelle des plans pilotes est évaluée, déclarée et mise à exécution | X |  |  |  |  |
| **Elément 7 – Programmes de formation AP sur les mécanismes de production de recettes** | **Aucun** | **Limité** | **Satisfaisant** | **Extensif** |  |
| **0** | **1** | **2** | **3** |
| (i) Les cours de formation dispensés par le gouvernement et d’autres organisations concernées aux gestionnaires d’AP sur les mécanismes de production de recettes et l’administration financière | X |  |  |  |  |
| **Total Points pour le Volet 3** |  |  |  | **Niger score: 2/ 57 = 3.5%** |  |

#### Tableau de bord financier - Partie III – Évaluation de progrès

|  |  |
| --- | --- |
| **Score total pour le système d’AP** | 35 |
| **Score total éventuel** | 206 |
| **Score brut en tant que pourcentage du score total éventuel** | 17.8% |
| **Pourcentage score de l’année précédente** | n/a |

Date: 07 octobre 2009

## Annexe 3. Résultats sommaires du Tableau de bord financier du PNUD pour les sytèmes d’aires protégées

Tableau 13. Résultats sommaires du Tableau de bord financier du PNUD pour les sytèmes d’aires protégées

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sommaire du Tableau de bord financier PARTIE II – Évaluation des Éléments du système de financement Voir Partie II du GEF4 Tracking Tools pour les détails** | **Score pour le système d’AP du Niger** | **Score total possible** | **%** |
| **Volet 1 – Cadres juridiques, règlementaires et institutionnels** | **32** | **82** | **39%** |
| Elément 1 – Soutien juridique, stratégique et règlementaire pour la production de recettes par les AP | 5 | 6 | 83% |
| Elément 2 – Soutien juridique, stratégique et règlementaire pour le partage et la retenue de recettes au sein du système des AP | 3 | 9 | 33% |
| Element 3 – Conditions juridiques et règlementaires pour l’établissement de fonds (fonds fiduciaires, fonds d’amortissement ou fonds renouvelables) | 2 | 9 | 22% |
| Elément 4 – Soutien juridique, stratégique et règlementaire pour d’autres dispositions institutionnelles pour la gestion des AP en vue de réduire le coût pour le gouvernement | 8 | 12 | 67% |
| Elément 5 – Stratégies nationales de financement des AP | 9 | 13 | 69% |
| Elément 6 - Évaluation économique des systèmes d’aire protégée (écoservices, tourisme basé sur l’emploi, etc.) | 4 | 6 | 67% |
| Elément 7 – Meilleure budgétisation du gouvernement pour les systèmes d’AP | 0 | 6 | 0% |
| Elément 8 – Des responsabilités institutionnelles clairement définies pour la gestion et le financement des AP | 0 | 3 | 0% |
| Elément 9 – Des besoins en personnel bien définis, des profils et des mesures incitatives au niveau du site et du système | 1 | 18 | 6% |
| **Volet 2 – Planification d’activités et système de gestion rentable** | **1** | **67** | **1%** |
| Elément 1 – Planification d’activités au niveau du site d’AP | 0 | 24 | 0% |
| Elément 2 – Systèmes comptables et de vérification opérationnels, transparents et utiles | 0 | 12 | 0% |
| Elément 3 - Systèmes de suivi et d’élaboration de rapport sur la performance de la gestion financière | 0 | 12 | 0% |
| Elément 4 - Méthodes d’allocation de fonds par le biais de sites d’AP individuels | 0 | 4 | 0% |
| Elément 5 – Formation et réseaux de soutien pour permettre aux gestionnaires d’AP d’exploiter les AP de manière plus rentable | 1 | 15 | 7% |
| **Volet 3 – Outils pour la production de recettes** | **2** | **57** | **4%** |
| Elément 1 – Nombre et variété de sources de revenus utilisées à travers le système d’AP | 0 | 9 | 0% |
| Elément 2 – Fixation et établissement des frais d’utilisation à travers le système d’AP | 1 | 15 | 7% |
| Elément 3 – Systèmes efficaces de perception de redevances | 0 | 3 | 0% |
| Elément 4 – Stratégies de marketing et de communication pour les mécanismes de production de recettes | 1 | 3 | 33% |
| Elément 5 – Plan de PES opérationnels pour les AP[2] | 0 | 12 | 0% |
| Elément 6 – Concessions opérationnelles à l’intérieur des AP | 0 | 12 | 0% |
| Elément 7 – Programmes de formation AP sur les mécanismes de production de recettes | 0 | 3 | 0% |
| **Score Total** | **35** | **206** | **17%** |

## Annexe 4. Tableau de bord du PNUD sur le développement de capacités

Tableau 14. Résultats détailles du Tableau de bord sur le développement de capacités pour la gestion d’APs

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Domaine stratégique d’appui** | **Systémique** | | | **Institutionelle** | | | **Individuelle** | | | **Moyenne %** |
| Score du projet | Score total possible | % | Score du projet | Score total possible | % | Score du projet | Score total possible | % |
| (1) Capacité à conceptualiser et à élaborer des politiques sectorielles et intersectorielles et des cadres réglementaires | 3 | 6 | 50% | 1 | 3 | 33,3% | n/a | n/a | n/a | 41,6% |
| (2) Capacité de formuler, opérationnaliser et mettre en œuvre des programmes sectoriels et intersectoriels et des projets | 4 | 9 | 44,4% | 10 | 27 | 37% | 5 | 12 | 41,7% | 41% |
| (3) Capacité à mobiliser et gérer des partenariats, notamment avec la société civile et le secteur privé | 3 | 6 | 50% | 2 | 6 | 33,3% | 2 | 3 | 66,7% | 50% |
| (4) Compétences techniques spécifiques liées aux exigences des priorités stratégiques [du FEM] et des Conventions et accords [sur la biodiversité] | 1 | 3 | 33,3% | 1 | 3 | 33,3% | 2 | 3 | 66,7% | 44,4% |
| (5) Capacité de surveiller, évaluer et faire rapport au secteur et des projets | 3 | 6 | 50% | 2 | 6 | 33,3% | 1 | 3 | 33,3% | 38,9% |
| **TOTAL et pourcentages** | **14** | **30** | **46,7%** | **16** | **45** | **35,5%** | **10** | **21** | **47,6%** | **43,3%** |

Tableau 15. Résultats détailles du Tableau de bord sur le développement de capacités

| **Domaine stratégique d’appui** | **Cible pour le DC** | **Résultats** | **Indicateurs de résultats (Carte de pointage)** | **Évaluation initial** | **Observations évaluatives** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **1. Capacité à conceptualiser et formuler des politiques, une législation, des stratégies et des programmes** | | | | | |
|  | **Systémique** | Le programme relatif aux aires protégées est effectivement défendu/encouragé | 0 - Il n’y a fondamentalement aucun programme relatif aux aires protégées  1 - Quelques personnes ou institutions mènent activement un programme relatif aux aires protégées mais elles ont peu d’effet ou d’influence.  2 - Un certain nombre de défenseurs des aires protégées pilote le programme relatif aux aires protégées, mais dans des proportions encore insuffisantes  3 - Il existe un nombre suffisant de "défenseurs" et "leaders" compétents appuyant effectivement un programme relatif aux aires protégées | **1** |  |
|  | **Systémique** | Il existe un mandat juridique solide et clair pour l’établissement et la gestion d’aires protégées | 0 - Il n’existe aucun cadre légal pour les aires protégées  1 - Il existe un cadre légal partiel pour les aires protégées mais qui présente de nombreuses insuffisances  2 - il existe un cadre légal convenable pour les aires protégées mais qui comporte quelques faiblesses et lacunes  3 - Il existe un mandat juridique solide et clair pour l’établissement et la gestion d’aires protégées | **2** |  |
|  | **Institutionnelle** | Il existe une institution responsable des aires protégées apte à définir une stratégie et planifier | 0 - Les institutions relatives aux aires protégées ne disposent d’aucun plan ni de stratégie  1 - Les institutions relatives aux aires protégées disposent de stratégies et de plans, mais qui sont anciens et non actualisés, ou qui ont été conçus selon un modèle totalement dépassé  2 - Les institutions relatives aux aires protégées disposent de mécanismes visant à actualiser leurs stratégies et plans, mais l’actualisation est irrégulière ou réalisée selon un modèle dépassé sans consultation appropriée  3 - Les institutions relatives aux aires protégées disposent de stratégies et de plans pertinents, conçus de manière participative et régulièrement actualisés | **1** |  |
| **2. Capacité à mettre en œuvre des politiques, une législation, des stratégies et des programmes** | | | | | |
|  | Systémique | Des compétences satisfaisantes en planification et gestion d’aires protégées existent | 0 - Il y a un manque général de compétences en matière de planification et gestion  1 - Certaines compétences existent mais dans des proportions largement insuffisantes pour garantir une planification et une gestion efficaces  2 - Les compétences nécessaires pour une planification et une gestion efficaces d’aires protégées existent mais sont dispersées et difficilement accessibles  3 - Il existe une gamme étendue des compétences nécessaires pour une planification et une gestion efficaces d’aires protégées, dans des proportions suffisantes et facilement accessibles | **1** |  |
|  | Systémique | Des systèmes d’aires protégées existent | 0 - Il existe peu ou pas d’aires protégées et elles ne couvrent qu’une faible portion des habitats et écosystèmes  1 - Le système d’aires protégées est inégal à la fois dans le nombre et la couverture géographique et comporte de nombreuses lacunes en termes de représentativité  2 - Le système d’aires protégées couvre un échantillon raisonnablement représentatif des habitats et écosystèmes majeurs, mais présente encore quelques lacunes et tous les éléments ne sont pas de dimension viable  3 - Les aires protégées comprennent des exemples viables et représentatifs de l’ensemble des habitats et écosystèmes majeurs à une échelle géographique appropriée | **1** |  |
|  | Systémique | Il existe une autorité totalement transparente de supervision des institutions relatives aux aires protégées. | 0 - Il n’y a pas du tout de supervision des institutions relatives aux aires protégées  1 - Il y a une certaine supervision mais uniquement indirecte et selon un mode non transparent  2 - Un mécanisme correct de supervision est en place, fournissant un bilan régulier mais qui manque de transparence (ex : n’est pas indépendant ou est interne)  3 - Il existe une autorité totalement transparente de supervision des institutions relatives aux aires protégées | **2** |  |
|  | Institutionnelle | Les institutions relatives aux aires protégées sont efficacement dirigées | 0 - Les institutions relatives aux aires protégées souffrent d’un manque total de leadership  1 - Des institutions relatives aux aires protégées mais le leadership est faible et fournit peu de conseils  2 - Certaines institutions relatives aux aires protégées disposent d’un leadership raisonnablement fort mais des progrès sont encore nécessaires  3 - Les institutions relatives aux aires protégées sont efficacement dirigées | **1** |  |
|  | Institutionnelle | Les aires protégées disposent de plans de gestion complets, régulièrement mis à jour et conçus de manière participative | 0 - Les aires protégées ne disposent pas de plan de gestion  1 - Certaines aires protégées disposent de plans de gestion mais ils ne sont clairement pas complets et n’ont pas été conçus de manière participative  2 - La plupart des aires protégées disposent de plans de gestion même si certains sont anciens, n’ont pas été conçus de manière participative ou sont incomplets  3 - Chaque aire protégée dispose d’un plan de gestion complet, régulièrement mis à jour et conçu de manière participative | **1** |  |
|  | Institutionnelle | Les ressources humaines sont bien qualifiées et motivées | 0 - Les ressources humaines sont faiblement qualifiées et non motivées  1 - La qualification des ressources humaines est clairsemée, certaines personnes étant très qualifiées mais la plupart étant faiblement qualifiées et en règle général non motivées  2 - Les ressources humaines sont en général correctement qualifiées, mais beaucoup manquent de motivation, ou les personnes qui sont motivées ne sont pas suffisamment qualifiées  3 - Les ressources humaines sont bien qualifiées et motivées | **1** |  |
|  | Institutionnelle | Les plans de gestion sont mis en œuvre dans les temps et atteignent effectivement leurs objectifs | 0 - Les plans de de gestion sont très peu mis en œuvre  1 - Les plans de gestion sont faiblement mis en œuvre et leurs objectifs rarement atteints  2 - Les plans de gestion sont habituellement mis en œuvre dans les temps, même si des retards surviennent généralement et que certains objectifs ne sont pas atteints  3 - Les plans de gestion sont mis en œuvre dans les temps et atteignent effectivement leurs objectifs | **1** | Seulement le Park W |
|  | Institutionnelle | Les institutions relatives aux aires protégées sont capables de mobiliser de manière satisfaisante une quantité suffisante de financements, de ressources humaines et matérielles, afin de mettre en œuvre efficacement leur mandat. | 0 - Les institutions relatives aux aires protégées sont généralement sous-financées et n’ont aucune capacité à mobiliser des ressources suffisantes  1 - Les institutions relatives aux aires protégées disposent de quelques financements et sont capables de mobiliser certaines ressources humaines et matérielles, mais de manière encore insuffisante pour mettre en œuvre efficacement leur mandat  2 - Les institutions relatives aux aires protégées ont une capacité appropriée à mobiliser des financements ou d’autres ressources mais pas toujours en quantité suffisante pour une mise en œuvre totalement efficace de leur mandat  3 - Les institutions relatives aux aires protégées sont capables de mobiliser de manière satisfaisante une quantité suffisante de financements, de ressources humaines et matérielles, afin de mettre en œuvre efficacement leur mandat | **0** |  |
|  | Institutionnelle | Les institutions relatives aux aires protégées sont gérées efficacement, déployant de manière efficiente leurs ressources humaines, financières et autres, pour le meilleur résultat | 0 - Si les institutions relatives aux aires protégées existent, elles ne disposent d’aucun encadrement  1 - La gestion institutionnelle est largement inefficace et ne déploie pas de manière efficiente les ressources mises à sa disposition  2 - L’institution est convenablement gérée, mais pas toujours de manière totalement efficace et n’utilisant pas toujours ses ressources de la manière la plus efficiente  3 - L’institution relative aux aires protégées est gérée efficacement, déployant de manière efficiente ses ressources humaines, financières et autres, pour le meilleur résultat | **2** |  |
|  | Institutionnelle | Les institutions relatives aux aires protégées sont très transparentes, entièrement auditées et ont l’obligation de rendre compte publiquement | 0 - Les institutions relatives aux aires protégées ne sont absolument pas transparentes, ne sont pas tenues de rendre compte et ne sont pas auditées  1 - Les institutions relatives aux aires protégées ne sont pas transparentes, mais sont occasionnellement auditées, sans obligation de rendre compte publiquement  2 - Les institutions relatives aux aires protégées sont régulièrement auditées et l’obligation de rendre compte existe dans une certaine mesure mais le système n’est pas totalement transparent  3 - Les institutions relatives aux aires protégées sont très transparentes, entièrement auditées et ont l’obligation de rendre compte publiquement | **1** |  |
|  | Institutionnelle | Il existe des institutions relatives aux aires protégées juridiquement définies et disposant du pouvoir d’exécuter leur mandat | 0 - Il n’existe aucune institution principale ou agence disposant d’un mandat ou d’une responsabilité clairs pour les aires protégées  1 - Il existe une ou plusieurs institutions ou agences en charge des aires protégées mais leurs rôles et responsabilités ne sont pas clairs et les dispositions comportent des lacunes et chevauchements  2 - Il existe une ou plusieurs institutions ou agences en charge des aires protégées, les responsabilités de chacune sont assez clairement définies, mais certaines lacunes et chevauchements demeurent  3 - Les institutions relatives aux aires protégées disposent de mandats légal et institutionnel clairs et de l’autorité nécessaire pour les exécuter | **2** |  |
|  | Institutionnelle | Les aires protégées sont efficacement préservées | 0 - Aucune mise en application de la règlementation n’est assurée  1 - La règlementation est partiellement appliquée mais demeure en grande partie inefficace et des menaces externes persistent  2 - La règlementation relative aux aires protégées est régulièrement appliquée mais n’est pas totalement efficace et les menaces externes sont limitées mais pas supprimées  3 - La règlementation relative aux aires protégées est appliquée de manière très efficace et toutes les menaces externes ont été réduites à néant | **1** |  |
|  | Individuelle | Les individus sont capables de progresser et de se développer d’un point de vue professionnel | 0 - Aucun plan de carrière n’est élaboré et aucune opportunité en matière de formation n’est proposée  1 - Les plans de carrière sont faibles et les opportunités de formation sont peu nombreuses et gérées de manière non transparente  2 - Des plans de carrière clairs sont élaborés et des formations sont disponibles; cependant la gestion des ressources humaines dispose d’un système de mesure des performances inadéquat  3 - Les individus sont en mesure de progresser et de se développer professionnellement | **1** |  |
|  | Individuelle | Les individus sont correctement qualifiés pour leur emploi | 0 - Les compétences des individus ne correspondent pas aux exigences de leur emploi  1 - Les individus sont peu ou faiblement qualifiés pour leur emploi  2 - Les individus sont raisonnablement qualifiés mais pourraient se perfectionner davantage afin de répondre de manière optimale aux exigences de leur emploi  3 - Les individus sont correctement qualifiés pour leur emploi | **1** |  |
|  | Individuelle | Les individus sont extrêmement motivés | 0 - Aucune motivation  1 - Motivation inégale, certains le sont mais la plupart ne le sont pas  2 - De nombreux individus sont motives mais pas tous  3 - Les individus sont extrêmement motivés | **2** |  |
|  | Individuelle | Des systèmes appropriés de formation, mentorat, et d’apprentissage sont en place en vue de maintenir un flot continu de nouveau personnel | 0 - Aucun mécanisme n’existe  1 - Des mécanismes existent mais ne sont pas en mesure de se développer suffisamment et sont incapables de fournir toute la gamme de compétences exigées  2 - Des mécanismes existent généralement afin de faire émerger des professionnels compétents, mais ils sont soit insuffisants, soit incapables de couvrir l’ensemble des compétences requises  3 - Des mécanismes existent en vue de faire émerger une gamme complète de professionnels hautement qualifiés des aires protégées et en nombre suffisant | **1** |  |
|
| **3. Capacité à engager et bâtir un consensus parmi l’ensemble des acteurs** | | | | | |
|  | Systemic | Les aires protégées disposent de l’engagement politique dont elles ont besoin | 0 - Il n’existe aucune volonté politique, ou pire, les politiques qui prédominent vont à l’encontre des intérêts des aires protégées  1 - Une certaine volonté politique existe, mais elle n’est pas suffisamment forte pour faire la différence  2 - Il existe une certaine volonté politique, mais elle n’est pas toujours suffisamment forte pour soutenir les aires protégées  3 - Il existe une volonté politique très importante de soutenir les aires protégées | **2** |  |
|  | Systemic | Les aires protégées disposent du soutien public dont elles ont besoin | 0 - Le public manifeste peu d’intérêt aux aires protégées et il n’existe pas de groupe de pression significatif pour les aires protégées  1 - Il existe un soutien limité aux aires protégées  2 - Il existe un soutien général du public aux aires protégées et plusieurs groupes de pression tels que des ONG de protection de l’environnement qui les soutiennent fortement  3 - Il existe un formidable soutien public dans le pays pour les aires protégées | **1** |  |
|  | Institutional | Les institutions relatives aux aires protégées agissent selon une mission bien définie | 0 - La mission institutionnelle n’a pas été définie  1 - La mission institutionnelle a été faiblement définie et n’est généralement pas connue ni internalisée à tous les niveaux  2 - Mission institutionnelle bien définie et internalisée, mais pas complètement adoptée  3 - Les missions institutionnelles sont complètement internalisées et adoptées | **1** |  |
|  | Institutional | Les institutions relatives aux aires protégées sont en mesure d’établir les partenariats nécessaires pour atteindre les objectifs | 0 - Les institutions relatives aux aires protégées opèrent de manière isolée  1 - Certains partenariats sont en place mais comportent des lacunes importantes et les partenariats existants atteignent peu d’objectifs  2 - De nombreux partenariats sont en place avec un large éventail d’agences, d’ONG, etc. mais il existe quelques lacunes. Les partenariats ne sont pas toujours efficaces, et ne permettent pas toujours d’atteindre les objectifs de manière efficace  3 - Les institutions relatives aux aires protégées établissent des partenariats efficaces avec d’autres agences et institutions, y compris des gouvernements régionaux et nationaux, des ONGs et le secteur privé, en vue d’atteindre les objectifs de manière efficace et efficiente | **1** |  |
|  | Individual | Les individus véhiculent des valeurs, une éthique et des attitudes appropriées | 0 - Les individus ont des attitudes négatives  1 - Certains individus ont une idée des attitudes appropriées et font preuve d’intégrité, mais ce n’est pas le cas de la plupart d’entre eux  2 - De nombreux individus véhiculent des valeurs et une éthique appropriées, mais pas tous  3 - Les individus véhiculent des valeurs, une éthique et des attitudes appropriées | **2** |  |
| **4. Capacité à mobiliser l’information et la connaissance** | | | | | |
|  | Systémique | Les institutions relatives aux aires protégées disposent de l’information nécessaire à l’élaboration et la surveillance des stratégies et plans d’action pour la gestion des systèmes d’aires protégées | 0 - L’information est quasiment inexistante  1 - Une certaine information existe, mais elle est de faible qualité et d’utilité limitée, ou difficile d’accès  2 - Une quantité importante d’information est aisément disponible et la plupart du temps de bonne qualité, mais il reste des lacunes en termes de qualité, de couverture et de disponibilité  3 - Les institutions relatives aux aires protégées disposent de l’information nécessaire à l’élaboration et la surveillance des stratégies et plans d’action pour la gestion des systèmes d’aires protégées | **1** |  |
|  | Institutionnelle | Les institutions relatives aux aires protégées disposent des informations nécessaires à la réalisation de leur travail | 0 - L’information est quasiment inexistante  1 - Certaines informations existent mais elles sont de faible qualité et d’utilité limitée, ou difficile d’accès  2 - De nombreuses informations sont rapidement disponibles, la plupart du temps de bonne qualité, mais des lacunes demeurent en termes de qualité et de quantité  3 - Une quantité satisfaisante d’informations actualisées et de grande qualité pour la planification, la gestion et la surveillance des aires protégées est largement et aisément disponible | **1** |  |
|  | Individuelle | Les individus travaillant dans le secteur des aires protégées travaillent réellement en équipe | 0 - Les individus travaillent isolément et n’interagissent pas entre eux  1 - Les individus interagissent de façon restreinte et parfois en équipe mais de manière rarement efficace et fonctionnelle  2 - Les individus interagissent régulièrement et forment des équipes, mais de manière pas toujours efficace et fonctionnelle  3 - Les individus interagissent efficacement et forment des équipes fonctionnelles | **2** |  |
| **5. Capacité à surveiller, évaluer, établir des rapports et acquérir des connaissances** | | | | | |
|  | Systémique | La politique relative aux aires protégées est continuellement revue et actualisée | 0 - Il n’y a pas de politique ou elle est ancienne et n’est pas régulièrement révisée  1 - La politique n’est révisée qu’à intervalles irréguliers  2 - La politique est révisée régulièrement mais pas annuellement  3 - La politique relative aux aires protégées est révisée annuellement | **1** |  |
|  | Systémique | La société assure un suivi de la situation des aires protégées | 0 - Il n’y a aucun dialogue  1 - Un certain dialogue est en cours, mais n’atteint pas un large public et est limité aux cercles spécialisés  2 - Un dialogue public assez ouvert est en cours mais certaines questions restent taboues  3 - Il existe un dialogue public et transparent concernant la situation des aires protégées | **2** |  |
|  | Institutionnelle | Les institutions ont une grande capacité d’adaptation, répondant de manière efficace et immédiate au changement | 0 - Les institutions résistent au changement  1 - Les institutions changent mais uniquement à un rythme très lent  2 - Les institutions ont tendance à s’adapter en répondant au changement, mais de manière pas toujours très efficace et avec retard  3 - Les institutions ont une grande capacité d’adaptation, répondant de manière efficace et immédiate au changement | **1** |  |
|  | Institutionnelle | Les institutions disposent de mécanismes internes efficaces pour assurer un suivi, procéder à des évaluations, élaborer des rapports et acquérir des connaissances | 0 - Il n’existe aucun mécanisme de suivi, évaluation, élaboration de rapports et d’acquisition de connaissance  1 - Il existe quelques mécanismes de suivi, évaluation, élaboration de rapports et d’acquisition de connaissance, mais ils sont limités et faibles  2 - Des mécanismes convenables de suivi, évaluation, élaboration de rapports et d’acquisition de connaissance sont en place mais sans être aussi forts et complets qu’ils le devraient  3 - Les institutions disposent de mécanismes internes efficaces pour assurer un suivi, procéder à des évaluations, élaborer des rapports et acquérir des connaissances | **1** |  |
|  | Individuelle | Les individus ont une grande capacité d’adaptation et poursuivent leur apprentissage | 0 - Aucune mesure des performances ou feedback adaptif n’est réalisée  1 - Les performances sont irrégulièrement et faiblement mesurées et un faible usage du feedback est réalisé  2 - Il existe une mesure importante des performances et quelque feedback, mais qui n’est pas aussi approfondi et exhaustif qu’il pourrait l’être  3 - Les performances sont effectivement mesurées et le feedback adaptif est utilisé | **1** |  |

## Annexe 5. Outil d’évaluation des capacités des OSC (AREN, CAPONG, REFORM)

### AREN

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Outil d’évaluation des capacités des OSC; Raison sociale de L’OSC: Association pour la redynamisation de l’élevage au Niger (AREN)** | | | | |
| **PART I. EVALUATION DE L’ENGAGEMENT DE L’OSC AUX PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN PARTICIPATIF ET DE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE DU PNUD** | | | | |
| **1.1 Statut juridique et historique** | *Niveau d’articulation juridique et d’indications biographiques* | | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** | **Oui/Non ou observations** | | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.1.1 Statut juridique* | L’OSC est-elle légalement constituée?  L’OSC respecte-t-elle toutes les conditions légales de son identité juridique et de son enregistrement? | Oui, elle est reconnue légalement | | document et entretiens |
| *1.1.2 Historique* | Date de création et durée d’existence; Raisons et contexte de la création de l’OSC  L’OSC a-t-elle évolué en termes de portée et d’opérationalité? | oui, l’AREN a été créée en 1990 et reconnu par l’État en 1991. Elle est la première organisation d’éleveurs formelles au Niger. Elle œuvre dans le cadre de la promotion de l’élevage et de la défense des intérêts des éleveurs du Niger. | | document et entretiens |
| **1.2 Mission, politiques et gouvernance** | *Compatibilité entre les objectifs de l’OSC et ceux du PNUD, et structure de gouvernance saine* | | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.2.1 Mission et polititiques de l’OSC* | L’OSC partage-t-elle les principes de développement humain du PNUD?  L’OSC partage-t-elle des sevrices similaires à ceux du PNUD? Est-elle claire sur son rôle? | oui. Ses activités comprennent l’implication des éleveurs dans les débats nationaux et l’amélioration des conditions de vie des éleveurs à travers l’accès et la gestion des ressources naturelles, la santé animale, le crédit | | document et entretiens |
| *1.2.2 Gouvernance* | Qui compose l’instance dirigeante et quelle est la responsabilité de celle-ci?  Comment l’instance dirigeante indépendante exerce-t-elle une surveillance appropriée?  L’OSC a-t-elle une structure organisationnelle claire et communiquée? | Il existe un secrétariat exécutif national assurant la permanence de l’organisation à Niamey. Les membres du bureau sont élus en Assemblée Générale. Une vingtaine de personnels salariés travaille au sein de ce secrétariat. il est dirigé par un administrateur gestionnaire diplômé de l’ENAM et expérimenté en éducation et formation paysanne, mise en oeuvre et suivi de projets. il est appuyé par un juriste environnementaliste, un administrateur comptable, trois animateurs et une secrétaire. Le bureau est responsable de la coordition des programmes mis en œuvre et représente les éleveurs au niveau national et auprès des PTF. L’association est représentée par des groupements d’éleveurs au niveau de toutes les régions du pays, des départements et des communes jusque dans les villages d’éleveurs les plus reculés. | | document et entretiens |
| **1.3 Circonscription et appui externe** | *Capacité à construire des relations de collaboration et une bonne réputation avec d’autres secteurs* | | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** | |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.3.1 Cirsconscription* | L’OSC a-t-elle une circonscription claire? Le membership de l’organisation est-il établi?  Y a-t-il une vision de développement communautaire de long terme?  L’OSC a-t-elle des liens réguliers et participatifs avec sa cirsconscription?  Les habitants de la circonscription sont-ils informés et soutiennent-ils l’OSC et ses activités? | | oui, l’association est nationale et intervient dans tout le pays pour la promotion de l’élevage et la défense des droits des éleveurs où qu’ils soient. Elle est un outil associatif au service des éleveurs qui l’utilisent différemment selon les contextes et leur permet une représentaion efficace dans les débats locaux. Les membres de l’AREN sont des groupements d’éleveurs répartis dans le pays. Ce sont ces groupements qui sont encadrés par des bénévoles pour la mise en oeuvre de leurs propres activités de développement. | document et entretiens |
| *1.3.2 Liens locaux et internationaux de l’OSC* | L’OSC appartient-elle à d’autres OSC et/ou réseaux d’OSC dans son secteur d’activités?  L’OSC entretient-il des liens forts dans la communauté OSC et avec d’autres institutions sociales? | | oui, elle est membres de plusieurs collectifs ou réseaux intervenant dans le développement pastoral et dans les droits des hommes et des éléveurs. Elle est membre de plusieurs collectifs engagés dans la lutte contre la pauvreté | document et entretiens |
| *1.3.3 Autres partenariats, réseaux et relations extérieures* | L’OSC a-t-elle des partenariats avec l’État/ les agences de l’ONU/ le secteur privé/ les fondations/ ou autres?  Ces partenariats sont-ils une source de financement? | | oui, elle entretient des rapports privilégiés avec les PTF : PNUD, UE, ONG internationales, représentations diplomatiques qui lui assurent une partie de ses financements à travers des projets qu’elle exécute | document et entretiens |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Outil d’évaluation des capacités des OSC; Raison sociale de L’OSC: AREN** | | |  | |
| **PART II. EVALUATION DES CAPACITES EN GESTION DE PROJET DE L’OSC** | | |  | |
| **2.1 Capacités techniques** | ***capacité à exécuter un projet*** |  |  | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** | **Oui/Non, Observations** | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** | |
| *2.1.1 Spécialisation* | L’OSC a-t-elle les compétences techniques requises? L’OSC collecte-t-elle les informations de référence sur sa circonscription? L’OSC a-t-elle les connaissances nécessaires? L’OSC s’informe-t-elle des dernières techniques/ compétences/policitiques/tendances dans son domaine d’expertise? L’OSC a-t-elle des capacités et compétences complétant celles du PNUD? | Oui, car l’AREN intervient dans plusieurs secteurs de promotion de l’élevage: organisation et formation des éleveurs, environnement, gestion des ressources naturelles, etc. Elle a des représentants dans quasiment tous les villages et campements d’éleveurs chargés d’animer les groupements d’éleveurs. Elle a formé avec les autres organisations d’éleveurs (Daddo et APED) un cadre de concertation qui lui permet de s’informer sur les situations qui prévalent dans sa zone d’intervention. Elle fait recours à une approche participative pour l’identification des besoins de ses membres et la mise en oeuvre des projets ainsi conçus. | document et entretiens | |
| *2.1.2 Mise en œuvre* | L’OSC a-t-elle accès aux informations/ressources et expériences pertinentes? L’OSC dispose-t-elle de contacts et de réseaux utiles? L’OSC sait-elle comment collecter des données de référence, et développer des indicateurs? Utilise-t-elle des approches efficaces pour atteindre ses cibles (i.e méthodes participatives) | Elle élabore des projets pour rechercher le finacement ou répond aux avis des projets pour la réalisation d’activités prédéfinies. Les indicateurs sont donc définis dans le document de projet. Sa méthode d’approche est participative au niveau des communautés appuyées. | document et entretiens | |
| *2.1.3 Ressources humaines* | Le personnel de l’OSC a-t-il l’expertise et l’expérience adéquates? L’OSC utilise-t-elle les compétences locales (ressources financières/humaines/autres)?  L’OSC est-elle fortement présente sur le terrain?  Quelle est la capacité de l’OSC à coordonner entre les activités de terrain et de bureau? | oui car l’AREN fait recours si besoin est aux compétences extérieures confirmées pour les tâches techniques que les populations locales ne maîtrisent pas. Le collectif couvre tout le département de Dakoro en termes d’intervention. Le bureau basé à Dakoro assure le suivi permanent des activités sur le terrain. Il dispose de représentation légère permanente au niveau de chaque commune. | document et entretiens | |
| **2.2 Compétences managériales** | ***Capacité à assurer la planification, le suivi et la coordination des activités*** | | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.2.1 Planification, Suivi et Évaluation* | L’OSC produit-elle des propositions claires et consistantes et des cadres d’intervention?  Le développement d’un programme inclue-t-il Does the development of a programme include a regular review of the programme?  L’OSC tient-elle des réunions annuelles de revue de programme ou de projet?  La planification stratégique se traduit-elle en des activités sur le terrain?  Des objectifs mesurables figurent-il dans le plan d’actions? | oui, car il élabore ses projets sur la base de canevas proposés généralement par les PTF ou les projets de développement. Il organise des réunions trimestrielles de coordination au niveau de chaque commune ou région. Des assemblées générales sont également organisées tous les 3 ans (programme triennal). | | document et entretiens |
| *2.2.2 Enregistrement et communication des résultats* | L’OSC transmet-elle des rapports sur ses travaux aux bailleurs de fonds, à sa cirsconscription, aux OSC oeuvrant dans le même domaine, au conseil municipal, aux départements ministériels concernés, etc?  L’OSC fait-elle le suivi du progrès réalisé selon les indicateurs et évalue-t-elle les réalisations de son programmes/projet?  L’OSC prend-elle en compte l’opinion des bénéficiaires dans la conception et la révision de ses programmes? | oui, des rapports sont transmis régulièrement aux bailleurs ainsi qu’aux services techniques départementaux. | | document et entretiens |
| **2.3 Capacités administratives** | ***Capacité à fournir l’appui et les insfrastructures logistiques*** | | |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.3.1 Installations et Equipement* | L’OSC dispose-t-elle d’infrastructures logistiques et d’équipements? L’OSC peut-elle gérer et assurer l’entretien d’équipements? | L’AREN dsipose d’une base régionale équipée à Maradi (ordinateurs, motos, véhicules x4), avec un personnel de 4 personnes, chargée de la coordination de la mise en œuvre des activités. Elle planifie, et coordonne les activités, accompange et suit les groupements et rend compte de l’évolution de la situation. Elle dispose aussi d’une base à Bermo (Dakoro) avec des infrastructures (bureau équipé, salle de réunion, logements et magasins). L’AREN assure elle même l’entretien de ses équipements. | | document et entretiens |
| *2.3.2 Passation de marchés* | L’OSC a-t-elle les capacités de fournir des biens, services et travaille-t-elle de façon transparente et compétitive? | Oui, car l’AREN met en œuvre plusieurs projets de développement en relation avec ses partenaires nigériens et extérieurs. On peut citer entre autres les cas du PAAPB dans le Nord Dakoro cofinancé par la DDC et HECKS, du Plan Centre pour les régions de Maradi, Zinder (financement NOVIB) et Tillabéri (projet pastoral régional avec le concours de Novib, OXFAM et l’UE. | | document et entretiens |
| **2.4 Capacités financières** | ***Capacité à assurer une gestion appropriées des fonds*** | | |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.4.1 Gestion financière et ressources de financement* | Y a-t-il un cycle budgétaire régulier?  L’OSC élabore-t-elle des budgets de programmes ou de projets? Quel est le montant maximum que l’OSC a eu à gérer ? L’OSC assure-t-elle la sécurité physique des avances, caisses et des comptes?  L’OSC décaisse-t-elle des fonds de façon opportune et efficace? L’OSC dispose-t-elle de procédures sur l’autorité, la responsabilité, le suivi et le devoir de rendre compte de la gestion des fonds? L’OSC a-t-elle une tradition de stabilité financière et de fiabilité? | Oui, l’AREN élabore son propre budget qui est alimenté par les cotisations de ses membres.Elle mobilise des fonds auprès des partenaires techniques et financiers pour financer les projets qu’elle élabore et exécute. Elle a ses propres procédures mais les adaptent souvent pour correspondre à celles de certains PTF. Elle dispose de comptes bancaires lui permettant de sécuriser ses ressources financières. | | document et entretiens |
| *2.4.2 Système comptable* | L’OSC tient-elle des comptes bons, exacts et instructifs?  L’OSC a-t-elle les capacités de garantir l’enregistrement et la publication adéquates des informations financières? | oui, elle dispose d’un adminstrateur comptable qui tient les comptes de façon exacte et qui en transmet les rapports financiers aux différents partenaires concernés. | | document et entretiens |

### CAPONG

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Outil d’évaluation des capacités des OSC; Raison sociale de L’OSC: Collectif d’Associations Pastorales de et ONG (CAPONG)** | | | |
| **PART I. EVALUATION DE L’ENGAGEMENT DE L’OSC AUX PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN PARTICIPATIF ET DE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE DU PNUD** | | | |
| **1.1 Statut juridique et historique** | *Niveau d’articulation juridique et d’indications biographiques* | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** | **Oui/Non ou observations** | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.1.1 Statut juridique* | L’OSC est-elle légalement constituée?  L’OSC respecte-t-elle toutes les conditions légales de son identité juridique et de son enregistrement? | Oui. Le collectif est reconnu légalement. Il n’intervient que dans le cadre de l’amélioration des conditions de vie des communautés pastorales qu’il appuie | entretiens |
| *1.1.2 Historique* | Date de création et durée d’existence; Raisons et contexte de la création de l’OSC  L’OSC a-t-elle évolué en termes de portée et d’opérationalité? | Il est créé en 2003 dans l’objectif de lutter contre la pauvreté chez les communautés d’éleveurs dans le département de Dakoro. | entretiens |
| **1.2 Mission, politiques et gouvernance** | *Compatibilité entre les objectifs de l’OSC et ceux du PNUD, et structure de gouvernance saine* | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.2.1 Mission et polititiques de l’OSC* | L’OSC partage-t-elle les principes de développement humain du PNUD?  L’OSC partage-t-elle des sevrices similaires à ceux du PNUD? Est-elle claire sur son rôle? | oui, la lutte contre la pauvreté est son but. Ses domaines d’interventions sont la gestion des ressources naturelles, la santé animale et humaine, l’éducation et l’alphabétisation, l’hydraulique, etc. En bref, les objectifs du millénaire. | entretiens |
| *1.2.2 Gouvernance* | Qui compose l’instance dirigeante et quelle est la responsabilité de celle-ci?  Comment l’instance dirigeante indépendante exerce-t-elle une surveillance appropriée?  L’OSC a-t-elle une structure organisationnelle claire et communiquée? | ou, il est dirigé par un bureau exécutif basé à Dakoro, qui coordonne ses des antennes légères au niveau des communes du département. | entretiens |
| **1.3 Circonscription et appui externe** | *Capacité à construire des relations de collaboration et une bonne réputation avec d’autres secteurs* | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.3.1 Cirsconscription* | L’OSC a-t-elle une circonscription claire? Le membership de l’organisation est-il établi?  Y a-t-il une vision de développement communautaire de long terme?  L’OSC a-t-elle des liens réguliers et participatifs avec sa cirsconscription?  Les habitants de la circonscription sont-ils informés et soutiennent-ils l’OSC et ses activités? | oui, le collectif a comme zone d’intervention le département de Dakoro notamment les communes. Son approche est participative, impliquant les communautés pastorales bénéficiaires à l’identification des besoins, à la mise en œuvre des activités et à la jouillance des bénéficies enregistrés. | entretiens |
| *1.3.2 Liens locaux et internationaux de l’OSC* | L’OSC appartient-elle à d’autres OSC et/ou réseaux d’OSC dans son secteur d’activités?  L’OSC entretient-il des liens forts dans la communauté OSC et avec d’autres institutions sociales? | oui, le Collectif travaille en étroite collaboration avec les autres Associations et ONG locales qui constituent d’ailleurs sa force dans le département de Dakoro. Les communes sont aussi ses partenaires locaux. | entretiens |
| *1.3.3 Autres partenariats, réseaux et relations extérieures* | L’OSC a-t-elle des partenariats avec l’État/ les agences de l’ONU/ le secteur privé/ les fondations/ ou autres?  Ces partenariats sont-ils une source de financement? | Le CAPONG a des relation avec les autres collectifs dont Reform ainsi que des partenaires dont PASEL, PAM, PROXEL, FAO, SNV, CARE, OIF, etc. qui assurent le financement de ses projets. Dans le cadre de ses interventions, il collabore avec les services techniques de l’État (Agriculture, Élevage, Environnement, Développement communautaire, etc.) | entretiens |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Outil d’évaluation des capacités des OSC; Raison sociale de L’OSC: CAPONG** | |  |  |
| **PART II. EVALUATION DES CAPACITES EN GESTION DE PROJET DE L’OSC** | | |  |
| **2.1 Capacités techniques** | ***capacité à exécuter un projet*** |  |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** | **Oui/Non, Observations** | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.1.1 Spécialisation* | L’OSC a-t-elle les compétences techniques requises? L’OSC collecte-t-elle les informations de référence sur sa circonscription? L’OSC a-t-elle les connaissances nécessaires? L’OSC s’informe-t-elle des dernières techniques/ compétences/policitiques/tendances dans son domaine d’expertise? L’OSC a-t-elle des capacités et compétences complétant celles du PNUD? | oui: compétent dans le domaine de la formation dans plusieurs secteurs dont la gestion des ressources naturelles, l’enfourragement (traitement de la paille), la vie associative, la récupération de terres, la fixation de dunes, etc. Ses compétences en matière de formation viennent compléter celles du PNUD. | entretiens |
| *2.1.2 Mise en œuvre* | L’OSC a-t-elle accès aux informations/ressources et expériences pertinentes? L’OSC dispose-t-elle de contacts et de réseaux utiles? L’OSC sait-elle comment collecter des données de référence, et développer des indicateurs? Utilise-t-elle des approches efficaces pour atteindre ses cibles (i.e méthodes participatives) | oui. Étant un collectif, le CAPONG bénéficie des atouts et compétences de ses associations membres prises individuellement. Les projets qu’il élabore pour la recherche de financement sont montés sur la base de l’approche participative impliquant les populations bénéficiaires avec des objectifs et indicateurs clairs. | entretiens |
| *2.1.3 Ressources humaines* | Le personnel de l’OSC a-t-il l’expertise et l’expérience adéquates? L’OSC utilise-t-elle les compétences locales (ressources financières/humaines/autres)?  L’OSC est-elle fortement présente sur le terrain?  Quelle est la capacité de l’OSC à coordonner entre les activités de terrain et de bureau? | Oui dans la mesure où il a eu à exécuter des projets avec tous les partenaires cités plus haut. Il faut néanmoins que le collectif fait recours aux compétences extérieures pour la mise en œuvre de ses projets. Son bureau de Dakoro assure le suivi et la supervision des activités de terrain. | entretiens |
| **2.2 Compétences managériales** | ***Capacité à assurer la planification, le suivi et la coordination des activités*** | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.2.1 Planification, Suivi et Évaluation* | L’OSC produit-elle des propositions claires et consistantes et des cadres d’intervention?  Le développement d’un programme inclue-t-il Does the development of a programme include a regular review of the programme?  L’OSC tient-elle des réunions annuelles de revue de programme ou de projet?  La planification stratégique se traduit-elle en des activités sur le terrain?  Des objectifs mesurables figurent-il dans le plan d’actions? | Oui, les projets sont élaborés de façon claire et soumis aux PTF pour obtenir le financement nécessaire. Les réunions de revue sont tenues chaque année pour faire le bilan et la planification même si la mise en œuvre dépend en grande partie des bailleurs qui assurent le financement. | entretiens |
| *2.2.2 Enregistrement et communication des résultats* | L’OSC transmet-elle des rapports sur ses travaux aux bailleurs de fonds, à sa cirsconscription, aux OSC oeuvrant dans le même domaine, au conseil municipal, aux départements ministériels concernés, etc?  L’OSC fait-elle le suivi du progrès réalisé selon les indicateurs et évalue-t-elle les réalisations de son programmes/projet?  L’OSC prend-elle en compte l’opinion des bénéficiaires dans la conception et la révision de ses programmes? | oui, des rapports sont élaborés et transmis notamment aux PTF aux communes d’intervention ainsi qu’aux services techniques de l’état au niveau du département de Dakoro. Les projets mis en œuvre sont conçus et mis en oeuvre avec la participation effective des communautés bénéficiaires, | entretiens |
| **2.3 Capacités administratives** | ***Capacité à fournir l’appui et les insfrastructures logistiques*** | |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.3.1 Installations et Equipement* | L’OSC dispose-t-elle d’infrastructures logistiques et d’équipements? L’OSC peut-elle gérer et assurer l’entretien d’équipements? | Oui, le collectif a un local loué et très peu équipé au niveau de la ville de Dakoro. L’entreiiien se difficilement sur fonds propres. | entretiens |
| *2.3.2 Passation de marchés* | L’OSC a-t-elle les capacités de fournir des biens, services et travaille-t-elle de façon transparente et compétitive? | Oui, le collectif gère ses ressources de façon transparente car il justifie les fonds qui sont mis à sa disposition par les PTF. | entretiens |
| **2.4 Capacités financières** | ***Capacité à assurer une gestion appropriées des fonds*** | |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.4.1 Gestion financière et ressources de financement* | Y a-t-il un cycle budgétaire régulier?  L’OSC élabore-t-elle des budgets de programmes ou de projets? Quel est le montant maximum que l’OSC a eu à gérer ? L’OSC assure-t-elle la sécurité physique des avances, caisses et des comptes?  L’OSC décaisse-t-elle des fonds de façon opportune et efficace? L’OSC dispose-t-elle de procédures sur l’autorité, la responsabilité, le suivi et le devoir de rendre compte de la gestion des fonds? L’OSC a-t-elle une tradition de stabilité financière et de fiabilité? | non le collectif ne fait pas de budget au niveau local. C’est quand il élabore des micros projets qu’il établit ses besoins financiers et matériels dans le cadre de la recherche de financement auprès des PTF. Il dispose d’un compte bancaire à l’ECO bank à Maradi et d’un compte mutuel local pour sécuriser ses fonds. il n’a pas de procédures financières propres mais utilise celle des PTF. il a eu à gérer plus de 60 millions de f cfa mis à sa disposition.. | entretiens |
| *2.4.2 Système comptable* | L’OSC tient-elle des comptes bons, exacts et instructifs?  L’OSC a-t-elle les capacités de garantir l’enregistrement et la publication adéquates des informations financières? | Oui mais sous la supervision des PTF qui imposent leurs procédures. Le collectif n’a pas son propre comptable. | entretiens |

### REFORM

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Outil d’évaluation des capacités des OSC; Raison sociale de L’OSC: ONG REFORM (Réseau de formateurs pour la promotion des ONG agropastorales locales]** | | | |
| **PART I. EVALUATION DE L’ENGAGEMENT DE L’OSC AUX PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT HUMAIN PARTICIPATIF ET DE GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE DU PNUD** | | | |
| **1.1 Statut juridique et historique** | *Niveau d’articulation juridique et d’indications biographiques* | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** | **Oui/Non ou observations** | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.1.1 Statut juridique* | L’OSC est-elle légalement constituée?  L’OSC respecte-t-elle toutes les conditions légales de son identité juridique et de son enregistrement? | oui. Reform est un collectif de 14 associations et ONG locales reconnu légalement | |
| *1.1.2 Historique* | Date de création et durée d’existence; Raisons et contexte de la création de l’OSC  L’OSC a-t-elle évolué en termes de portée et d’opérationalité? | créé en 2006 en vue de promouvoir le développement des communautés agro pastorales. | |
| **1.2 Mission, politiques et gouvernance** | *Compatibilité entre les objectifs de l’OSC et ceux du PNUD, et structure de gouvernance saine* | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.2.1 Mission et polititiques de l’OSC* | L’OSC partage-t-elle les principes de développement humain du PNUD?  L’OSC partage-t-elle des sevrices similaires à ceux du PNUD? Est-elle claire sur son rôle? | Oui, il œuvre dans le cadre de l’amélioration des conditions de vie des communautés locales qu’il appuie avec le concours financier des PTF. | |
| *1.2.2 Gouvernance* | Qui compose l’instance dirigeante et quelle est la responsabilité de celle-ci?  Comment l’instance dirigeante indépendante exerce-t-elle une surveillance appropriée?  L’OSC a-t-elle une structure organisationnelle claire et communiquée? | Oui, le réseau est dirigé par un secrétariat exécutif national de 7 membres, basé à Tahoua. Il intervient périodiquement au niveau du terrain pour superviser les activités ainsi menées et appuyé en même temps l’antenne basée à Dakoro. | |
| **1.3 Circonscription et appui externe** | *Capacité à construire des relations de collaboration et une bonne réputation avec d’autres secteurs* | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *1.3.1 Cirsconscription* | L’OSC a-t-elle une circonscription claire? Le membership de l’organisation est-il établi?  Y a-t-il une vision de développement communautaire de long terme?  L’OSC a-t-elle des liens réguliers et participatifs avec sa cirsconscription?  Les habitants de la circonscription sont-ils informés et soutiennent-ils l’OSC et ses activités? | Oui, Reform intervient partout au Niger où ses services sont requis. Il œuvre pour le développement des associations et ONG dont il contribue au renforcement des capacités. Il élabore des dossiers de projets sur la base des besoins des communautés locales qu’il soumet aux PTF pour le financement. | |
| *1.3.2 Liens locaux et internationaux de l’OSC* | L’OSC appartient-elle à d’autres OSC et/ou réseaux d’OSC dans son secteur d’activités?  L’OSC entretient-il des liens forts dans la communauté OSC et avec d’autres institutions sociales? | oui, Reform est membre de CAPONG qui est un collectif d’associations et d’ong évoluant dans le département de Dakoro. | |
| *1.3.3 Autres partenariats, réseaux et relations extérieures* | L’OSC a-t-elle des partenariats avec l’État/ les agences de l’ONU/ le secteur privé/ les fondations/ ou autres?  Ces partenariats sont-ils une source de financement? | oui, ses partenaires sont l’État, les communautés locales, les communes ainsi que les ONG internationales intervenant notamment dans le département de Dakoro. La quasi-totalité de ses ressources proviennent de ses partenaires extérieurs. | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Outil d’évaluation des capacités des OSC; Raison sociale de L’OSC: Réseau des Formateurs pour la promotion des organisations locales - REFORM** | | | |
| **PART II. EVALUATION DES CAPACITES EN GESTION DE PROJET DE L’OSC** | | |  |
| **2.1 Capacités techniques** | ***capacité à exécuter un projet*** |  |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** | **Oui/Non, Observations** | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.1.1 Spécialisation* | L’OSC a-t-elle les compétences techniques requises? L’OSC collecte-t-elle les informations de référence sur sa circonscription? L’OSC a-t-elle les connaissances nécessaires? L’OSC s’informe-t-elle des dernières techniques/ compétences/policitiques/tendances dans son domaine d’expertise? L’OSC a-t-elle des capacités et compétences complétant celles du PNUD? | oui, Reforme est compétent dans le domaine de la formation. Il intervient dans plusieurs domaines du développement rural. De ce fait, on peut relever que les compétences sont diverses et particulièrement dans le domaine de l’environnement. On peut estimer qu’elle vient compléter les compétences du PNUD en matière de mise en oeuvre des programmes de formation des populations. Il faut cependant noter que l’ONG est jeune. | pas de documents présentés |
| *2.1.2 Mise en œuvre* | L’OSC a-t-elle accès aux informations/ressources et expériences pertinentes? L’OSC dispose-t-elle de contacts et de réseaux utiles? L’OSC sait-elle comment collecter des données de référence, et développer des indicateurs? Utilise-t-elle des approches efficaces pour atteindre ses cibles (i.e méthodes participatives) | oui, elle a une boite e-mail. Elle fait partie d’un collectif d’ONG locales connu sous le nom de CAPONG (Collectif des Associations Pastorales et ONG. Son siège est basé à Tahoua. Sa méthode d’approche est le MARP/Genre/SCVM | mail : ongreformdakoro@yahoo.fr |
| *2.1.3 Ressources humaines* | Le personnel de l’OSC a-t-il l’expertise et l’expérience adéquates? L’OSC utilise-t-elle les compétences locales (ressources financières/humaines/autres)?  L’OSC est-elle fortement présente sur le terrain?  Quelle est la capacité de l’OSC à coordonner entre les activités de terrain et de bureau? | non : pour les activités dans le domaine de l’environnement le collectif n’a pas suffisamment de compétences internes. Il fait surtout recours aux compétences extérieures pour la mise en œuvre des programmes qui sont généralement financés par les PTF. Mais pour les activités de sensibilisation et d’organisation des groupements féminins locaux, les compétences internes et des fonds propres issus des cotisations des structures membres sont utilisés. | pas de documents présentés |
| **2.2 Compétences managériales** | ***Capacité à assurer la planification, le suivi et la coordination des activités*** | | |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.2.1 Planification, Suivi et Évaluation* | L’OSC produit-elle des propositions claires et consistantes et des cadres d’intervention?  Le développement d’un programme inclue-t-il Does the development of a programme include a regular review of the programme?  L’OSC tient-elle des réunions annuelles de revue de programme ou de projet?  La planification stratégique se traduit-elle en des activités sur le terrain?  Des objectifs mesurables figurent-il dans le plan d’actions? | oui: le collectif élabore des requêtes pour la recherche de financement extérieur. Il a déjà obtenu le financement du quart des projets soumis. Le personnel interne en a assuré leur suivi jusqu’à la fin des opérations. Des réunions trimestrielles ordinaires sont tenues à Tahoua pour le suivi et la supervision des activités. | pas de documents présentés |
| *2.2.2 Enregistrement et communication des résultats* | L’OSC transmet-elle des rapports sur ses travaux aux bailleurs de fonds, à sa cirsconscription, aux OSC oeuvrant dans le même domaine, au conseil municipal, aux départements ministériels concernés, etc?  L’OSC fait-elle le suivi du progrès réalisé selon les indicateurs et évalue-t-elle les réalisations de son programmes/projet?  L’OSC prend-elle en compte l’opinion des bénéficiaires dans la conception et la révision de ses programmes? | oui: des rapports périodiques sont envoyés aux bailleurs ainsi que les partenaires locaux notamment les services techniques sont le développement communautaire, la commune de dakoro ainsi qu’au siège de l’ONG à Tahoua. Des évaluations internes sont toujours effectuées pour apprécier les progrès réalisés. | pas de documents présentés |
| **2.3 Capacités administratives** | ***Capacité à fournir l’appui et les insfrastructures logistiques*** | |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.3.1 Installations et Equipement* | L’OSC dispose-t-elle d’infrastructures logistiques et d’équipements? L’OSC peut-elle gérer et assurer l’entretien d’équipements? | oui, le collectif loue un local à Dakoro servant de base. Il dispose d’une unité informatique. Ses ressources propres ne permettent d’assurer convenablement le fonctionnement de son bureau | pas de documents présentés |
| *2.3.2 Passation de marchés* | L’OSC a-t-elle les capacités de fournir des biens, services et travaille-t-elle de façon transparente et compétitive? | oui pour ce qui est du domaine de la formation et de la sensibilisition. Pour ce qui est de la transparence et la compétitivité la situation ne peut être appréciée sur la base de simples entretiens | pas de documents présentés |
| **2.4 Capacités financières** | ***Capacité à assurer une gestion appropriées des fonds*** | |  |
| **INDICATEUR** | **DOMAINES D’EVALUATION** |  | **DOCUMENTS/OUTILS APPLICABLES** |
| *2.4.1 Gestion financière et ressources de financement* | Y a-t-il un cycle budgétaire régulier?  L’OSC élabore-t-elle des budgets de programmes ou de projets? Quel est le montant maximum que l’OSC a eu à gérer ? L’OSC assure-t-elle la sécurité physique des avances, caisses et des comptes?  L’OSC décaisse-t-elle des fonds de façon opportune et efficace? L’OSC dispose-t-elle de procédures sur l’autorité, la responsabilité, le suivi et le devoir de rendre compte de la gestion des fonds? L’OSC a-t-elle une tradition de stabilité financière et de fiabilité? | non, le collectif ne fait pas de budget au niveau local. C’est quand il élabore des micros projets qu’il établit ses besoins financiers et matériels dans le cadre de la recherche de financement auprès des PTF. Il dispose d’un compte bancaire à l’ECO bank à Maradi et d’un compte mutuel local pour sécuriser ses fonds. il n’a pas de procédures financières propres mais utilise celle des PTF. Il a eu à gérer jusqu’à plus de 4 millions de f cfa. | pas de documents présentés |
| *2.4.2 Système comptable* | L’OSC tient-elle des comptes bons, exacts et instructifs?  L’OSC a-t-elle les capacités de garantir l’enregistrement et la publication adéquates des informations financières? | Oui mais sous la supervision des PTF qui imposent leurs procédures. Le collectif n’a pas son propre comptable. | pas de documents présentés |

## Annexe 6. Analyse détaillée des menaces et des causes profondes pour l’AP proposée et le Complexe du corridor

| **Menace**   * **Impact** | **Cause** |
| --- | --- |
| **Surexploitation des ressources de la biodiversité** | |
| **Surpâturage** – l’intensité du surpâturage et ses impacts sont assez variables dans la zone du projet.  **Impacts :**   * Réduction du couvert végétal * Augmentation de l’érosion éolienne – les dunes auparavant stables pourraient devenir actives * Érosion hydrique sur les sols plus lourds et plus croûteux * Régénération réduite des espèces fourragères favorites * Les espèces fourragères favorites sont progressivement remplacées par des espèces de qualité inférieures et moins savoureuses * Les graminées vivaces sont remplacées par des graminées annuelles dont la valeur nutritive en saison sèche est inférieure * La régénération des espèces ligneuses est réduite ou supprimée * Diminution du couvert végétal ligneux * Diminution de la productivité primaire des pâturages. * Réduction de la productivité pour le bétail et pour la faune * Perte de biodiversité * Réduction de l’intégrité de l’écosystème | * Destruction partielle ou complète de la mobilité traditionnellement élevée des systèmes pastoraux * Croissance démographique – taux de croissance annuel de 3,x % avec une population qui a doublé en moins de 25 ans * Augmentation des cheptels * Baisse de la mobilité, en particulier dans le sud étant donné que la zone agricole s’est énormément étendue vers le nord depuis la fin des années 60 * Sédentarisation accrue des populations pastorales * Augmentation importante (souvent non planifiée) du nombre de puits et autres points d’eau. * Privatisation de facto des pâturages autour des puits privés * Une grande partie du bétail appartient à des investisseurs absents ayant peu de liens avec la terre ou les groupes d’éleveurs traditionnels * Certains de ceux qui contrôlent ou possèdent des pâturages font paître leur bétail sur les pâturages collectifs jusqu’à ce qu’ils soient épuisés, puis le font passer sur les terres « privatisées » qu’ils possèdent ou contrôlent * Les lois qui devraient protéger les droits des éleveurs ne sont pas appliquées |
| **Braconnage/surexploitation de la faune**  **Impacts :**   * Perte de biodiversité * Perte de diversité génétique * Disparition d’espèces – extinction locale (Gadabedji) ou totale à l’état sauvage (oryx) * Réduction de l’intégrité de l’écosystème * Perte de potentiel économique pour la chasse sportive commerciale et l’écotourisme * Perte de valeurs culturelles associées à la faune | * Faible risque d’être arrêté et sanctionné pour braconnage * Grave détérioration de l’ordre public due aux activités des rebelles et à l’insécurité * Motivation par le profit * Fierté d’être capable de défier les forces de l’ordre – et respect pour ceux qui le font * Disponibilité de fusils de précision et d’armes modernes et puissantes * Afflux d’étrangers ayant des valeurs culturelles différentes * Pressions politiques pour définir des quotas aux concessions de chasse sans se baser sur des données scientifiques. * Faveurs politiques |
| **Abattage excessif d’arbres et de produits ligneux**  **Impacts** **:**   * Perte de couvert arboré * Perte de biodiversité * Perte d’ombre et d’habitats vitaux * Réduction de l’intégrité des écosystèmes * Perte de fourrage pour la faune et le bétail | * Croissance démographique * Demande accrue en bois de chauffage, bois de construction et produits divers * Libre accès de facto aux ressources * Demandes en hausse à cause des nouveaux établissements associés aux secteurs minier et pétrolier * Pressions politiques pour permettre des abattages non contrôlés |
| **Perturbations dues au tourisme**  **Impacts :**   * Mort par épuisement des antilopes/animaux sauvages poursuivis par les touristes * Les animaux se dispersent ou quittent les zones où ils sont souvent dérangés par les touristes et d’autres personnes | * Les antilopes sahariennes ont développé la capacité de vivre sans eau mais ne peuvent pas survivre aux types de perturbations que leurs congénères vivant dans des zones plus arrosées peuvent supporter * Les antilopes sahariennes sont adaptées à des conditions très paisibles avec peu de perturbations |
| **Feux de brousse** Ils se manifestent dans la zone sahélienne et sont propagés par les graminées annuelles  **Impacts :**   * Ils détruisent la végétation ligneuse * Ils font disparaître totalement les pâturages pour le bétail et la faune pendant toute la durée de la saison sèche Les graminées annuelles ne repoussent pas après les incendies. | * Les espèces ligneuses qui poussent dans le climat sahélien n’ont pas développé la capacité de bien se régénérer après un incendie. |
| **Transformation des habitats/écosystèmes et changements dans l’exploitation des terres** | |
| **Transformation des prairies/pâturages en zones d’agriculture pluviale.** Le front agricole continue de se déplacer vers le nord dans des zones encore moins productives.  **Impacts**   * Perte des habitats les plus productifs pour la faune et le bétail * Mobilité et liberté de mouvement extrêmement réduites pour les éleveurs accompagnés de leurs troupeaux et pour la faune * Perte de biodiversité * L’agriculture pluviale est très peu durable et entraîne la dégradation des sols, de l’érosion éolienne et hydrique, la disparition des couches arables et la perte du couvert végétal. * Perte de rendement | * L’un des taux de croissance démographiques les plus élevés au monde * Pas d’application de la limite légale de l’agriculture pluviale dans le nord * Poids politique des éleveurs insuffisant pour défendre leurs terres communes * Absence de volonté politique d’imposer des contraintes aux paysans pauvres |
| **Fragmentation**  **Impacts :**   * Perte progressive de biodiversité * Risques aggravés pour les éleveurs, surtout lors des grandes sécheresses | * Progression vers le nord du front de l’agriculture pluviale * Transformation en terres agricoles des terres basses, des dépressions et des zones dont les nappes phréatiques sont peu profondes |
| **Exploitation minière et pétrolière**  **Impacts :**   * Disparition d’habitats * Les nouveaux établissements humains qui ont besoin de bois de chauffage, de foin, de viande, etc. créent des pressions supplémentaires sur les écosystèmes fragiles du désert | * Besoins d’une économie mondialisée * Motivation par le profit |
| **Changement climatique et sécheresse** | |
| **Graves sécheresses sur plusieurs années**  **Impacts :**   * Populations d’animaux sauvages très réduites ou disparues, surtout si la liberté de mouvement est restreinte * Cheptels décimés, surtout si la liberté de mouvement vers le sud est restreinte | * Les graves sécheresses qui durent plusieurs années font partie du climat saharo-sahélien, même sans les changements climatiques * Les deux dernières sécheresses de ce type se sont terminées en 1971 et en 1984. D’autres sont à prévoir. |
| **Changement climatique  – hausse des températures et évapotranspiration. Augmentation des événements météorologiques extrêmes**  **Impacts**   * Les impacts des sécheresses normales seront amplifiés * Les conditions de vie seront de plus en plus difficiles et les variétés de plantes et d’animaux de plus en plus limitées * Perte de biodiversité | * Effets cumulés des gaz à effet de serre et d’autres activités anthropiques |

## Annexe 7. Carte administrative de la zone du projet

Figure 2. Carte politique du Niger montrant la zone du projet

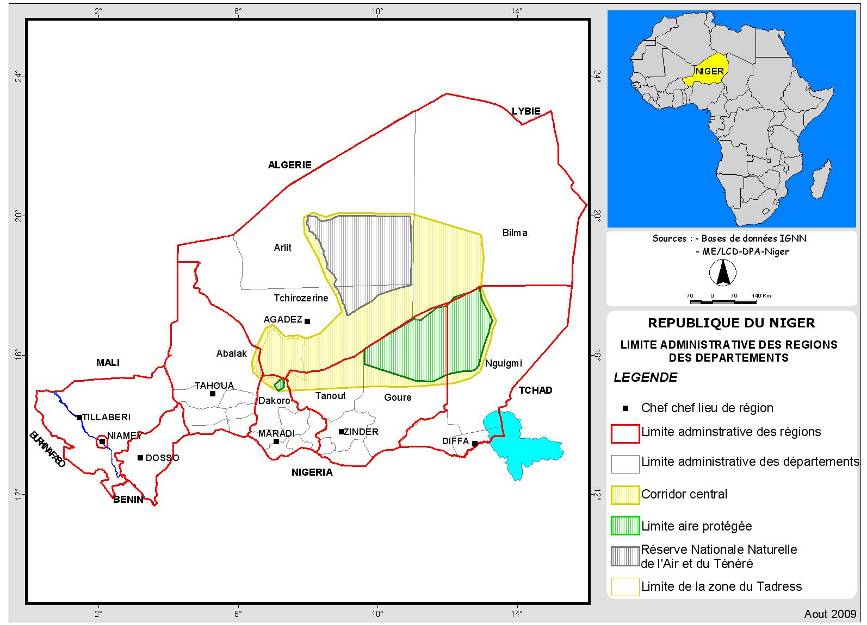
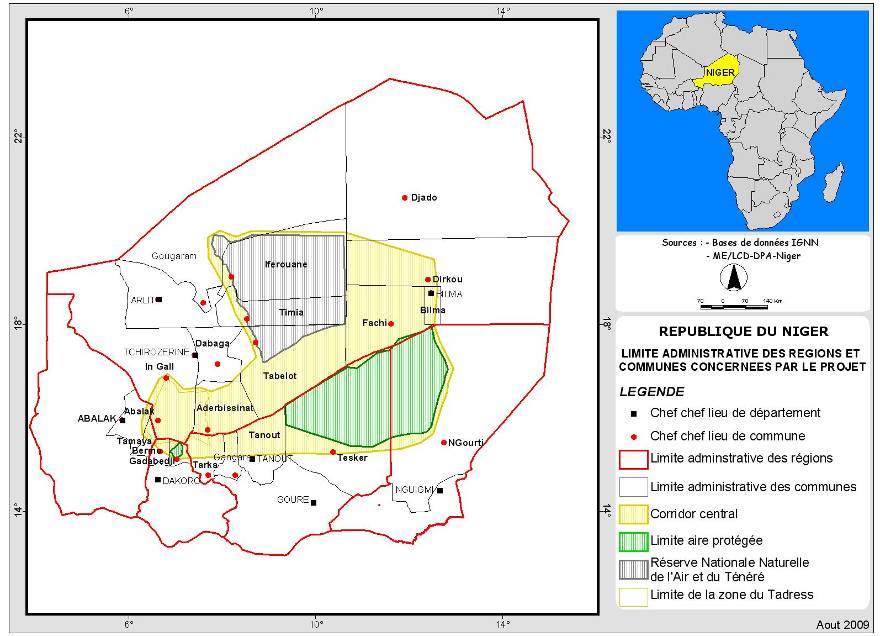
****

Figure 3. Carte administrative de la zone du projet en détail

****

## Annexe . Récapitulatif des études PPG

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1 | Abassa Issaka (2009):  *RÉSULTATS DES TRAVAUX CARTO-GRAPHIQUE DANS LE CADRE DE L’ELABORATION DU DOCUMENT DU PROJET « NIGER FAUNA CORRIDORS »* | L’étude présente un atlas des cartes existantes de la région du projet ayant un rapport avec le projet. Il s’agit des cartes administrative, du couvert végétal et animal, des migrations de transhumants, des ressources naturelles, des établissements et infrastructures humains, des activités économiques et des informations climatiques. En outre, les changements climatiques actuels et les prévisions de changements climatiques ont été analysés. |
| 2 | Sani Ado Kato (2009):  *CONTRIBUTION À LA PREPARATION DU PROJET PPG Corridor de Faune du Niger, Aspects sur la Biodiversité* | Cette étude a analysé les informations sur l’état de la biodiversité dans les zones cibles du projet, en utilisant des sources d’informations existantes et les résultats d’une visite sur le terrain. Ces informations ont été compilées et présentées sous une forme descriptive. Les menaces ont été analysées. Les informations sur la couverture de la biodiversité mondialement importante dans les AP ont également été compilées et présentées. Une série d’indicateurs écologiques à inclure dans le projet complet a été proposée. Des recommandations ont été formulées sur les activités du projet complet. |
| 3 | Gado Boureima (2009):  *CONTRIBUTION À LA PREPARATION DU PROJET PPG, Socioéconomie, cadre juridique et institutionnel* | Cette étude se focalise sur la collecte et l’analyse d’informations sur les politiques existantes, le cadre juridique et réglementaire des AP et la gestion des ressources naturelles au Niger. Elle identifie les défaillances de ce cadre en mettant l’accent sur les modalités de cogestion et le processus de décentralisation dans le pays. Une analyse initiale du financement existant et potentiel des AP, des coûts d’une gestion efficace des AP et de l’écart entre les fonds disponibles et les fonds nécessaires a été effectuée. Le tableau de bord de la viabilité financière a été appliqué. Le niveau de planification locale a été analysé. En outre, l’étude analyse les chaînes de valeur potentielles de l’élevage, de l’écotourisme et de la chasse dans les différentes zones du projet, en identifiant les problèmes et les possibilités. Elle formule des recommandations sur les activités du projet complet et la gestion efficace des AP et des ressources naturelles. |
| 4 | Dr. Abdoulaye Nomaou (2009):  *CONTRIBUTION À LA PREPARATION DU PROJET PPG, Aspects socio-économiques* | Cette étude présente des informations de référence sur le contexte de développement social et économique dans et autour des AP ciblées par le projet, notamment le régime foncier et les problèmes d’utilisation des ressources. L’étude est riche en données et se focalise surtout sur les moyens de subsistance locaux, en abordant aussi les problèmes de propriété et de gestion des ressources. Les lacunes en capacités ont été analysées à l’aide de l’outil d’évaluation des capacités des organisations de la société civile du PNUD et des recommandations pour l’implication des parties prenantes ont été formulées. Les interventions pertinentes dans la zone du projet ont été analysées. Des recommandations pour l’élaboration du projet complet ont été formulées. |
| 5 | Birgit Halle (2009): *Évaluation of the initial project design, presented in the PIF* | L’étude évalue les critiques du STAP et des membres du Conseil du FEM sur le PIF initial et la faisabilité du projet. Elle présente une première proposition des éléments clé d’une conception modifiée du projet. |

## Annexe 9. Atlas de la région du projet

Carte 1) Orographie du Niger et localisation dela zone du projet

Carte 2) Zone du projet, aires protégées et Corridor, régions administratives et principaux communes

Carte 3) Mouvement de la faune et certaines caractéristiques physiques du complexe d’aires protégées et du Corridor

Carte 4) Zones bioclimatiques du Niger

Carte 5) Hydrographie de la zone du projet — cours d’eau temporaires représentés

Carte 6) Zones de végétation du Niger

Carte 7) Carte de la Réserve de Faune de Gadabedji

Carte 8) Points d’eau dans la zone du projet

Carte 9) Densité au km2 des animaux domestiques

Carte 10) Routes de transhumance dans la zone du projet

Carte 11) Blocs pétroliers dans la zone du projet

Carte 12) Blocs de chasse dans la zone du projet

Carte 13) Variations de température et des précipitations au Niger

Carte 14) Vulnérabilités aux changements climatiques au Niger

Carte 15) Carte de distribution de l’Addax

Carte 16) Carte de distribution des Gazelles Dorcas

Carte 17) Carte de distribution des Gazelles Dama

Carte 18) Carte de distribution des Outardes (famille Otididae)

*[Les cartes du projet sont fournies séparément]*

**undp3PAGE DE SIGNATURE**

**United Nations Development Programme**

**Country: NIGER**

**PROJECT DOCUMENT**

**Project Title: Integrating the Sustainable Management of Faunal Corridors into Niger's Protected Area System**

**UNDAF Outcome(s): Local populations improve their food safety and diversify their sources of revenue**

**UNDP Strategic Plan Environment and Sustainable Development Primary Outcome:**

**UNDP Strategic Plan Secondary Outcome:**

**Expected CP Outcome(s):**

*(Those linked to the project and extracted from the country programme document)*

* **Niger’s formally expanded PA estate comprising 29.3 million ha (of which ~ 8.28 million ha are a new PA and ~ 12.69 million hectare a faunal corridor) enjoys enhanced institutional support, enabling legal, and policy frameworks and improved financial management**
* **Improved PA management effectiveness in 8.356 million hectares of new (RNN Termit 8.28 million ha) and existing (Gadabedji faunal reserve 76,000 ha) PAs**
* **Strategically important natural habitats (key relevance for faunal migration and transhumance) within the Northern Niger Faunal Corridor of ~ 12.69 million hectares of Saharan landscape enjoy conservation through participatory sustainable land use systems and begin to re-establish conditions needed for future connectivity between the reserves of Gadabedji, Termit and Aïr-Ténéré**

**Expected CPAP Output (s)**

*Those that will result from the project and extracted from the CPAP)*

**Executing Entity/Implementing Partner: Ministère de l’Eau, de l’Environnement et de la Lutte contre la Désertification**

**Implementing Entity/Responsible Partners:**

|  |
| --- |
| **Brief Description**  Surviving populations of critically endangered Saharan wildlife are living in a restricted, non-gazetted geographic area. It is extremely urgent to secure these remaining populations and their habitats and to recreate the conditions needed for these highly mobile species to move to other PA and critical habitats as conditions evolve. GEF assistance is urgently needed to expand the existing PA system in the Saharan biome and to improve its management effectiveness. The project will strengthen the policy, legal and institutional framework for improving PA management through new public-private forms of public that will lower costs and create incentives for conservation. The project will support the development of an interconnected PA complex in northern Niger focused on the Aïre-Ténéré, Termit Tin Toumma (to be created) and the Gadabedji PA, all to be interconnected by strategically defined wildlife corridors under participatory, sustainable use management. Biodiversity value chains, including community sport hunting areas, will generate revenues for communities, local government and PA and will serve as incentives for conservation. Key habitats of importance for both wildlife and transhumant herders will be rehabilitated (win-win situation). |

|  |  |
| --- | --- |
| Total resources required \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Total allocated resources: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   * Regular \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ * Other:   + GEF \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   + Government \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   + In-kind \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   + Other \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   In-kind contributions \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Programme Period: 2009-2013  Atlas Award ID: **00061202**  Project ID: **00077436**  PIMS # \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Start date: 15 mars 2011  End Date 31 déc 2015  Management Arrangements NEX modalities  PAC Meeting Date \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

Agreed by (Government):

Date/Month/Year

Agreed by (Executing Entity/Implementing Partner):

Date/Month/Year

Agreed by (UNDP):

1. Toutes les cartes du projet sont regroupées à l’Annexe 9 et fournies dans un fichier distinct. Voir aussi l’Annexe 7. **Carte** *administrative* de la zone du projet

   . [↑](#footnote-ref-1)
2. Elles sont généralement imputables aux travaux du Projet Antilopes sahélo-sahariennes (voir par ex. Cartes du projet 15 à 18). [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir la Carte du projet 4 pour les isohyètes. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le projet Antilopes sahélo-zahariennes propose une autre délimitation et une zone plus grande pour la Réserve du massif du Termit et sa zone tampon. Le gouvernement n’a pas encore pris de décision. Ce projet fournira les moyens nécessaires à une analyse en bonne et due forme avant la création de l’AP proposée. [↑](#footnote-ref-4)
5. L’Annexe 5 donne les résultats des tableaux de bord d’évaluation des capacités des OSC pour trois ONG nationales : AREN, CAPONG, REFORM. Ces capacités pourront être exploitées. [↑](#footnote-ref-5)
6. Specific, measurable, achievable, relevant and time-bound (spécifique, mesurable, acceptable, réaliste et limité dans le temps). [↑](#footnote-ref-6)
7. Comprend les huit catégories suivantes : environmental, financier, opérationnel, organisationnel, politique, réglementaire, stratégique, etc. [↑](#footnote-ref-7)
8. Aux termes des directives du FEM, le projet utilisera également l’outil METT (Management Effectiveness Tracking Tool) BD 1. Les obligations de suivi nouvelles ou supplémentaires du FEM seront adaptées et appliquées une fois qu’elles auront été officiellement lancées. [↑](#footnote-ref-8)
9. Insérer dans la note de bas de page la monnaie locale et le taux de change du $ US et la date du taux [par ex. 1,22 au 9 septembre 2008] [↑](#footnote-ref-9)
10. X se réfère à l’année où le Tableau de bord a été complété et devrait être insérée (par ex. 2008). Pour la première fois, le tableau de bord est complété X sera pareil à l’année de base. Pour les années suivantes, veuillez insérer une colonne supplémentaire pour présenter les données pour chaque année où le tableau de bord est complété. [↑](#footnote-ref-10)
11. Taux de coversion de 1.22 le 9 Sept.2008. [↑](#footnote-ref-11)
12. Année X+5 se réfère à la prévision de données annuelles sur cinq ans à compter de l’année où le tableau de bord a été complété. Les données devraient être pour un an (par ex. X est 2008, ensuite les données devraient être présentées pour l’année 2013). Les données seraient basées sur les plans financiers à long terme. S’il n’y a eu aucune planification financière, alors cette colonne peut être laissée en blanc. [↑](#footnote-ref-12)
13. Insérer dans la note de bas de page la monnaie locale et le taux de change en $US et la date du change [ex. 1,22 au 9 septembre 2008] [↑](#footnote-ref-13)
14. Ce total sera le même que pour le (3) mais réparti par le type d’AP plutôt que par le type de revenu [↑](#footnote-ref-14)
15. Ceci inclut les fonds à partager entre les AP et les parties prenantes locales [↑](#footnote-ref-15)
16. Dans certains pays, la dépense réelle diffère de la dépense prévue en raison des difficultés de décaissement. Dans ce cas, la dépense réelle devrait être présentée et une note sur les taux de décaissement et les dépenses prévues peut être insérée dans la colonne des commentaires. [↑](#footnote-ref-16)
17. Les besoins de financement tels que calculé au (8) moins le total de financement disponible au (6) [↑](#footnote-ref-17)
18. Ceci sera plus pertinent pour les organismes parapublics et les institutions d’AP avec des budgets autonomes. [↑](#footnote-ref-18)
19. [↑](#footnote-ref-19)
20. [↑](#footnote-ref-20)
21. [↑](#footnote-ref-21)